Goldwin Smith

The Grange.

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lecomtedecavour00maza

LE

COMTE DE CAVOUR

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mars 1877.

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

La Guerre de France (1870-1871), par M. Ch. DE MAZADE. Deux beaux volumes in-8°, avec carte. Prix. . . . . 16 fr.

Portraits d'histoire morale et politique du temps, par Ch. DE MAZADE : — Victor Jacquemont, M. Guizot, M. de Montalembert, le Père Lacordaire, le Père Gratry, M. Michelet, madame de Gasparin, madame Swetchine, M. Taine, Alfred Tonnellé. Un beau volume in-18 jésus. Prix. . . . . 3 fr. 50

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

HI.B
C383
·Ymaz

LE

COMTE DE CAVOUR

PAR

CHARLES DE MAZADE

PARIS
E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
10, RUE GARANCIÈRE

1877
Tous droits réservés.

112391
26/5/11

AVANT-PROPOS

Ce livre a été fait avec les actes publics d'une histoire éclatante, avec des documents plus intimes dus à des communications précieuses et avec quelques souvenirs. Il est consacré à un homme qui restera un des plus rares exemplaires de l'espèce humaine, car chez lui tout se réunissait, la force, la grâce, la passion, la souplesse, l'audace, la prudence, — et en tout il a réussi.

Le comte de Cavour, on peut le dire, a été un des plus illustres favoris de la fortune dans notre siècle, non un de ces favoris de hasard qui doivent

à un accident heureux, à des familiarités de cour ou à des recherches de popularité une renommée éphémère, mais un de ces êtres privilégiés qui après avoir mis un art consommé à mériter le succès, laissent leur nom inscrit sur des créations durables. Il a rempli sa destinée en dix ans, moins que le cycle de Tacite. Ces dix années lui ont suffi pour réaliser une pensée nationale qui semblait irréalisable surtout au moment où il entrait aux affaires, pour relever son pays, pour devenir lui-même le plus grand des Italiens, un des premiers parmi les politiques de tous les temps, un personnage européen par l'influence, par la gloire, comme par le génie.

Je ne commettrai pas la légèreté de dire qu'il a été heureux jusque dans sa fin, en échappant ainsi par une mort soudaine et opportune aux difficultés de son œuvre. S'il y a eu jamais un homme qui n'eut pas à craindre de vivre, qui sut tout préparer, tout combiner d'avance pour arriver à un but, et ensuite assurer ses victoires, se mettre en garde contre les retours de fortune, contre les

menaces de l'imprévu, c'est celui-là. Mieux que tout autre, il savait se risquer ou s'arrêter à propos, de façon à rester toujours maître de ces crises qu'il nouait et dénouait d'une main si hardie, où seul il gardait sa liberté d'esprit.

Ceux qui l'ont connu, ceux qui ont été mêlés à ses travaux, — et, parmi eux, il en est un, M. Nigra, dont l'amitié me permettra d'écrire son nom à côté du nom de son premier guide dans les affaires publiques, — ceux-là n'ont pas oublié tout ce que le comte de Cavour déployait de ressources, d'aisance, de justesse au milieu des complications les plus graves et des contradictions les plus vives. Il avait tout surmonté. Au point où il était arrivé, il n'avait plus à craindre de rester au-dessous des dernières épreuves; il était bien sûr d'achever ce qu'il avait commencé, de suffire à tout, puisque, lui mort, l'Italie n'a cessé de vivre de son souffle, et tout ce qui s'est fait depuis n'a été, le plus souvent, que la réalisation des plans qu'il avait légués, qui l'occupaient encore au moment où il allait expirer.

La vie d'un tel homme a un indicible attrait pour ceux qui aiment le spectacle d'une nature merveilleusement douée aux prises avec les événements. Elle a de plus, aujourd'hui, un intérêt presque direct, tout pratique, et à part le souvenir profond que j'ai gardé du comte de Cavour, je ne cacherai pas qu'une des raisons de ce livre, quand je l'ai écrit dans la *Revue des Deux-Mondes*, a été le désir de remettre sous les yeux de ceux qui en ont besoin, ce saisissant exemple d'un homme sachant être à la fois un grand libéral et un vrai chef de gouvernement. C'est ce que je voudrais pouvoir appeler la moralité de ce travail. Si cette moralité était suffisamment dégagée, elle ne serait peut-être pas inopportune dans un moment où autour de nous, si l'on n'y prend garde, l'esprit de parti est en train de tout confondre et de tout dissoudre, les idées les plus simples de libéralisme aussi bien que les conditions les plus élémentaires de gouvernement.

Ce qui a fait la supériorité du comte de Cavour, c'est qu'il a été un vrai libéral dans la forte et gé-

néreuse signification de ce mot. Pour lui, cette liberté, à laquelle il croyait d'instinct et de raison, n'était ni une vaine formule, ni un moyen d'agitation et de destruction, ni une arme de guerre contre l'Église ou contre les influences traditionnelles; c'était un système régulier de garanties publiques impartialement appliqué, patiemment développé, sans violence comme sans subterfuge; dans la pratique des institutions, même dans les choses les plus hardies, il portait un esprit aussi exempt de préjugés révolutionnaires que de craintes méticuleuses. La confiance était dans sa nature, et en laissant à la liberté tous ses droits, il ne restait pas moins, avant tout, l'homme fait pour le gouvernement. Je m'explique.

Premier ministre d'un État parlementaire, il avait eu sans doute à s'assurer une majorité, il en avait besoin, il comprenait, selon son expression, qu'on ne gouverne pas sur des pointes d'aiguille; mais cette majorité dont il avait besoin, il l'avait faite, il savait la manier et la conduire, il ne l'abandonnait pas à son inexpérience, à ses

doutes et à ses fantaisies; il pensait pour elle, et au moment voulu, il ne redoutait pas la responsabilité des grandes initiatives. Lorsqu'il puisait en lui-même le conseil de l'alliance avec la France et l'Angleterre pour la guerre de Crimée, lorsqu'il proposait à son petit Piémont des œuvres comme la réforme économique ou le percement du mont Cenis, il montrait certes qu'il n'était pas disposé à laisser le gouvernement s'énerver ou dépérir entre ses mains. Si respectueux qu'il fût pour l'opinion, pour les Chambres, il savait les devancer et leur ouvrir la route.

Il s'appuyait, j'en conviens, à une monarchie solide et populaire, il y trouvait sa force; il était soutenu par un Roi, modèle du souverain patriote et constitutionnel; il était aidé par des collaborateurs tels que La Marmora refaisant une armée. Il fournissait, lui, l'argent pour refaire cette armée et les occasions pour s'en servir, ajoutant à la fécondité, à la sûreté des combinaisons, une puissance de volonté et d'exécution indomptable. S'il avait dû attendre le bon plaisir des partis dans toutes ses

résolutions, il aurait attendu longtemps, et il s'est risqué beaucoup quelquefois, avec La Marmora, pour des travaux militaires qui ont été plus tard le salut du Piémont dans des moments difficiles. Il n'hésitait pas à s'engager, convaincu qu'on n'a entre les mains les affaires d'un peuple que pour les diriger, pour en régler la marche, même sous le régime parlementaire, et c'est ainsi qu'il a su allier dans la plus large mesure le sens du gouvernement au sens libéral; c'est ainsi qu'il a été au pouvoir plus qu'un homme éminent, une politique vivante et agissante, qui, après avoir refait un petit pays, a créé une nation nouvelle!

Un autre nom, qui peut passer pour le nom d'un émule dans ces luttes de la politique, vient naturellement à l'esprit aujourd'hui. Il est désormais difficile de parler du comte de Cavour, sans songer aussitôt au ministre prussien qui a pu faire en Allemagne ce que le ministre piémontais a fait en Italie. Les événements s'enchaînent, les hommes se suivent et ne se ressemblent pas toujours. Je n'ai point, certes, l'envie de rabaisser le chancelier alle-

mand. De la part d'un Français, ce serait puéril et peu digne. Le prince de Bismarck est un personnage en qui on a le droit de voir un ennemi, qu'on ne combat pas par de futiles dénigrements. Tout ce qu'on peut dire, c'est que si le comte de Cavour et le prince de Bismarck ont paru avoir le même destin et, au moins jusqu'ici, le même succès dans des entreprises analogues, ils diffèrent de génie, de caractère, de procédés, autant que l'Italie et l'Allemagne peuvent différer.

Des lettres intimes assez nombreuses, écrites par M. de Bismarck au courant de sa carrière, ont vu le jour dans ces dernières années : elles dévoilent cette nature si étrangement complexe, elles montrent l'homme tout entier. Homme d'une originalité assurément puissante, impétueux et retors, abrupte et familier, féodal d'origine, Teuton d'éducation et de tempérament, mêlant les confidences sur ses capacités de buveur et sur les clairs de lune des bords du Rhin aux visions de la grandeur et de la force, politique et diplomate méphistophélique méprisant les for-

mules de diplomatie et les parlements, impatient d'action à tout prix, *ferro et igne*, et finissant par se dégager, dans sa stature de vainqueur inquiétant et agité, d'un amas de contradictions violentes!

Ce n'est pas là le comte de Cavour, celui que ses contemporains ont connu et vu à l'œuvre. Le prince de Bismarck est sans doute un grand Allemand. Le comte de Cavour est bien plus ce qu'on peut appeler un grand homme dans le large sens humain; il a eu la cordialité, la séduction avec la volonté, avec le génie. M. de Bismarck a commencé par se passer et même un peu par se moquer de son Parlement; il a bravé les conflits, défié les majorités « rebelles », et s'il a fini par avoir raison de ses Chambres, c'est en se faisant une obligation de la force et du succès. Le comte de Cavour a toujours pris pour complices l'opinion, le Parlement. Ce qu'il avait préparé par la liberté, il prétendait le consolider par la liberté, sans impatience de despotisme, sans persécution contre les croyances. Et puis enfin, si M. de Bismarck a pu être un Cavour

germain, on ne peut pas dire que le comte de Cavour ait été un Bismarck italien. Le ministre piémontais n'avait pas de modèle, il est venu le premier, et ce qui fait sa grandeur, c'est que même dans une entreprise sans précédent, même dans le succès, il a laissé des exemples de prévoyance, de mesure, de modération, dignes d'être médités partout où l'on veut faire encore de la politique.

Si Cavour n'eût été qu'un grand Italien, il appartiendrait de droit à ses compatriotes, et qui pouvait raviver cette image mieux que ne l'a fait mon digne ami Massari, en écrivant avec la fidélité et la piété des souvenirs son livre *Il conte di Cavour, Ricordi biografici*[1]? Tel qu'il a été, le

[1] Le comte de Cavour a été l'objet de bien des travaux en Italie et hors de l'Italie. C'est pour moi un devoir de rappeler, à côté de la substantielle étude de M. Massari, le livre si attachant de M. de la Rive, *le Comte de Cavour, récits et souvenirs*, une préface très-intéressante que M. Artom a placée en tête d'un recueil des principaux discours de Cavour traduits en français. Ce recueil n'est qu'un abrégé de la grande collection des discours de Cavour (12 vol.), publiée par ordre de la Chambre des députés. Je dois mentionner aussi, comme livre instructif sur cette période contemporaine, l'*Historia documentata della diplomazia europea in Italia*, par M. Nicomède Bianchi qui est maintenant aux Archives de Turin. Bien d'autres ouvrages pourraient être cités.

comte de Cavour n'appartient pas seulement à l'Italie, il est à tout le monde, et il m'a semblé que raconter à mon tour cette grande vie, montrer comment un homme relève une nation par le génie de la politique, c'était faire une œuvre utile pour des vaincus et même pour des vainqueurs.

2 mars 1877.

LE

COMTE DE CAVOUR

CHAPITRE PREMIER.

LA JEUNESSE DE CAVOUR. — LE PIÉMONT ET L'ITALIE APRÈS LA DÉFAITE.

Un conservateur libéral. — Origines de Cavour. — La famille. — Éducation et vie militaire. — Un jeune « citoyen » piémontais. — La vie d'agriculteur à Leri. — Voyages en Suisse, en France et en Angleterre. — Le Piémont et l'Italie sous Charles-Albert. — Premières idées politiques de Cavour. — Préliminaires de 1848. — Cavour journaliste. — Le régime constitutionnel à Turin. — Première guerre de Lombardie. — Agitations révolutionnaires. — Bataille de Novare. — Le Piémont après la défaite. — La commune à Gênes. — Le ministère d'Azeglio et la paix. — Le drapeau et les institutions libérales. — Le commencement de la revanche. — Cavour au Parlement et au ministère. — Le Piémont et le Deux-Décembre. — Les deux politiques. — Le *Connubio*. — Évolution de Cavour.

I

Une des révolutions les plus extraordinaires du siècle a fait de l'Italie une nation constituée, élevée au rang des puissances du monde. On ne peut pas dire que ce soit une résurrection : l'Italie, telle qu'elle est

sortie des événements contemporains, ne ressemble à rien de ce qui a existé; elle n'a de commun avec le passé qu'un nom flottant à travers les âges, le ciel qui l'éclaire, les mers qui la baignent et les traditions multiples de vingt cités brillantes qui sont venues se fondre dans l'unité nationale. L'Italie d'aujourd'hui est une création nouvelle, originale et profonde, œuvre préparée par l'histoire sans doute, mais en même temps œuvre toute moderne de la politique, des circonstances, de l'audace, de l'habileté.

Maintenant que cette œuvre est accomplie, elle paraît naturelle et simple; elle est entrée si intimement dans l'ordre général qu'on a de la peine à imaginer tout ce qu'il faudrait de bouleversements, de réactions de toute sorte pour la détruire. Il y a moins de vingt-cinq ans, elle semblait impossible, tant elle supposait de conditions et d'événements presque irréalisables. Il a fallu, pour qu'elle devînt une réalité, des révolutions européennes, des déplacements d'équilibre, des guerres inattendues, quoique savamment préparées; des drames de diplomatie, des disparitions de souverainetés locales, la transformation complète de l'institution la plus universelle et la plus immuable, de la papauté temporelle. Il a fallu qu'il y eût au pied des Alpes un petit peuple,

modèle de courage, de dévouement et de discipline ; — à la tête de ce peuple, un prince popularisé par le patriotisme, même, si l'on veut, par une ambition de race, et dans les conseils de ce prince, de ce peuple, un de ces ministres de génie qui semblent faits pour les entreprises les plus compliquées, les plus périlleuses.

Entrer dans la vie publique à une heure d'épreuve universelle comme 1848, prendre d'une main hardie les affaires de son pays au lendemain d'un désastre national qui semblait pour longtemps irréparable, et d'une révolution intérieure pleine de doutes ; marcher au milieu de toutes les difficultés de réorganisation, au milieu de tous les soubresauts de la politique européenne sans faiblir, sans dévier un instant, faisant concourir tout au même but ; — conspirer en plein jour pendant dix années pour la plus noble des causes, il est vrai, mais enfin pour une cause dont le triomphe ne pouvait se réaliser qu'au prix de changements presque impossibles, et réussir à faire passer dans son camp les sympathies, les alliances, la force même des choses, dirai-je ; puis disparaître tout à coup lorsque l'œuvre en est venue à ce point où le passé semble un rêve : c'est la destinée du comte de Cavour ! Ce que l'Italie eût été sans lui, ce qu'elle serait encore, on ne peut même en avoir l'idée désormais ; par lui, elle a

été ce qu'elle est, elle s'est formée, disciplinée, agglomérée à travers toutes les divisions; elle est devenue une puissance nouvelle trouvant dans le petit Piémont le cadre tout prêt d'une nationalité vivante, et cette œuvre d'énergie, de persévérance, de souplesse, de combinaison profonde est une des expressions les plus complètes, les plus instructives de l'art de gouverner.

Elle montre comment on relève un pays accablé par la défaite, comment on se sert du régime parlementaire, de la liberté régulière pour réaliser une pensée nationale; comment aussi, par cette politique patiemment, résolument suivie sous l'inspiration du patriotisme, on déjoue toutes les fatalités de révolution ou de réaction qui compromettent les causes les plus justes. Elle montre enfin ce que c'est qu'un conservateur libéral mettant son génie à s'identifier avec son pays et avec son temps, habile à se servir de tout, même de ses adversaires ou de l'imprévu, cachant la profondeur des calculs sous l'humeur facile, sachant préparer et dominer les événements par la puissance d'une raison clairvoyante et sûre, par une audace inventive dans l'exécution de desseins toujours nouveaux et toujours agrandis.

II

Un jour, vers l'automne de 1850, à la veille d'entrer pour la première fois au pouvoir comme simple ministre du commerce, Cavour visitait les provinces du Piémont et il s'arrêtait à Stresa, aux bords du lac Majeur, dans la maison du philosophe Rosmini, où il se rencontrait avec Manzoni. Ces esprits supérieurs s'entretenaient des destinées de l'Italie, regardant fixement, du haut de la villa Bolongaro, la rive opposée, qui restait pour le moment, qui semblait devoir rester pour longtemps autrichienne. Manzoni, dans l'ingénuité de son âme, ne cessait d'espérer; Rosmini souriait tristement des illusions du poëte. Cavour se frottait les mains, — c'était déjà un de ses gestes familiers, — et il répétait avec une vivacité persuasive : « Nous ferons quelque chose. »

Celui qui disposait ainsi sans façon de l'avenir était un homme jeune encore, impatient de vivre, qui venait de faire ses premières armes dans la mêlée des révolutions de 1848, et qui portait dans le tourbillon public un esprit net, une volonté résolue, une des natures les

plus libres, les mieux trempées pour l'action. Ce n'était pas un révolutionnaire songeant à renouer des conjurations lorsqu'il parlait de « faire quelque chose ; » c'était au contraire l'homme le plus essentiellement politique, ayant à la fois la solidité de la vieille race piémontaise sans en avoir les préjugés, et la séve patriotique, libérale, des générations nouvelles sans en avoir les passions chimériques, surtout sans avoir été jamais un conspirateur.

Sa fortune a été de venir à propos et de se trouver préparé à tout par sa naissance, par son éducation comme par son tempérament. Il était né à Turin, le 1er août 1810, dans une de ces heures où, certes, nul n'aurait dit ni pensé que celui qui venait de naître devait un jour faire revivre, au profit de princes alors découronnés et bannis, ce nom de royaume d'Italie dont la fantaisie d'un glorieux despote couvrait une fiction de nationalité. C'était le second fils du marquis Michel Benso de Cavour, le dernier venu d'une des plus anciennes maisons piémontaises sorties de cette petite république de Chieri, appelée la république des sept B, parce que là ont vécu autrefois sept familles qui ont fait leur chemin dans le monde : les Benso, les Balbo, les Balbiani, les Biscaretti, les Buschetti, les Bertone, — et les Broglie, destinés à l'illustration

dans un autre pays[1]. Par son aïeule paternelle, Camille de Cavour tenait à la Savoie et à l'aimable race de saint François de Sales; il tenait à Genève par sa mère, une de Sellon, et un peu à la France par bien des relations, par les deux sœurs de sa mère, mariées, l'une au duc de Clermont-Tonnerre, personnage de cour sous la Restauration, — l'autre au baron d'Au-

[1] Je rappellerai, comme un trait caractéristique de plus, pour ceux qui aiment à suivre les filiations de race, que le premier fondateur de la maison serait un personnage du nom d'Hubert, qui serait venu de Saxe avec Frédéric Barberousse. Cet Hubert, au retour d'un pèlerinage en Terre-Sainte, aurait épousé à Chieri l'héritière des *Bensi*, dont il aurait pris le nom, et il aurait obtenu en même temps plusieurs fiefs, parmi lesquels la terre de Santena, où repose aujourd'hui le dernier descendant de la race. Le titre de marquis de Cavour ne date que du dernier siècle; il a été donné par le roi Charles-Emmanuel III, en récompense de services militaires, à Michel-Antoine Benso, seigneur de Santena et lieutenant général. Le château de Cavour, situé au sommet d'un rocher, dans la province de Pignerol, n'est plus d'ailleurs qu'une ruine depuis Catinat qui le détruisit en 1691. Un jour, on demandait à Cavour comment il se faisait qu'il eût dans ses armoiries une devise allemande : *Gott will Recht*. « On prétend, répondit-il, que ma famille est originaire de la Saxe et qu'un pèlerin de mon nom est venu en 1080 en Piémont De là les coquilles que vous voyez sur mes armes et la devise qui les décore. Y croyez-vous? Non, — ni moi non plus. » Et il partit d'un éclat de rire. Cavour eut toujours les idées les plus larges, les plus libres sur tout ce qui était titres, dignités extérieures, distinctions honorifiques, sans y mettre toutefois aucune affectation, sans descendre jamais à flatter de bas instincts de démocratie. Il était tout naturellement familier et simple; il avait aussi, avec sa bonhomie, l'aisance de l'homme de race et un sentiment de dignité personnelle qu'il n'aurait pas fallu offenser.

zers, gentilhomme d'Auvergne, qui, après avoir été fonctionnaire de l'empire au delà des Alpes, restait fixé à Turin.

C'est dans ce monde varié, au fond très-uni, souvent rassemblé à Turin ou à Genève, c'est dans cette atmosphère saine et fortifiante que Camille de Cavour était né et avait grandi, — enfant robuste, heureux de vivre, pétulant et répandant la joie autour de lui, — jeune homme au caractère décidé, à l'esprit libre et ouvert, à l'intelligence prompte à tout saisir ou à tout deviner.

Cavour a été un des plus jeunes de cette génération qui, au lendemain des restaurations de 1815 et sous le poids des réactions prolongées, a commencé à mûrir dans l'obscurité des règnes absolutistes pour l'affranchissement de l'Italie et les revendications libérales. Il n'avait que cinq ans en 1815, au moment où se dénouait la tragédie guerrière qui emportait l'Empire et relevait le Piémont indépendant. A dix ans, admis à l'Académie militaire, cette école de la jeune noblesse, bientôt attaché comme page à la maison du prince de Carignan, de celui qui devait être Charles-Albert, il avait du premier coup laissé éclater l'impétueuse vivacité de son humeur native en se révoltant contre cette domesticité dorée. A dix-huit ans, il était le plus

brillant et le plus aimable des sous-lieutenants du génie, menant gaiement la vie militaire à Vintimille, à Turin, à Gênes, — surtout à Gênes, où il trouvait la liberté et les séductions d'une ville d'affaires et de plaisirs. A vingt-deux ans, il avait déjà donné sa démission, après avoir payé d'une disgrâce, d'une sorte d'exil dans une petite station des Alpes, quelques paroles trop hardies, un cri d'émotion généreuse et sympathique dont il avait salué la révolution française de 1830. Réduit, pour toute distraction, à jouer au *tarok* avec les entrepreneurs du fort de Bard, son lieu d'exil, et menacé d'être toujours suspect à un pouvoir ombrageux, il avait pris son parti; il se résignait à n'être plus qu'un « obscur citoyen du Piémont, » comme il s'appelait lui-même, un fils de famille arrêté au seuil d'une carrière brillante; mais cet « obscur citoyen du Piémont, » ce jeune homme vibrant à un souffle de liberté venu de France, cet officier démissionnaire de vingt-deux ans, était de ceux qui arrivent par tous les chemins, qui ne se laissent ni abattre ni même irriter par un mécompte on une disgrâce.

Exilé de la vie militaire, il se retrouvait le lendemain alerte et résolu, mêlant les affaires d'agriculture, les plaisirs du monde et les voyages, portant dans une

carrière agrandie une séve d'activité inépuisable, avec cette fixité précoce d'idées libérales et patriotiques qui lui faisait dire que, « dans ses rêves de jeunesse, il se voyait déjà ministre du royaume d'Italie, » — qui lui faisait aussi écrire à sa tante, madame de Sellon, après la « démarche décisive, » la démission : « Ne croyez pas que tout ce que j'ai souffert, au moral s'entend, ait en rien abattu mon amour pour les idées que j'avais. Ces idées font partie de mon existence; je les professerai, je les soutiendrai tant que j'aurai un souffle de vie. » C'était déjà tout l'homme dans l'officier démissionnaire de 1832, dans le jeune réfractaire du commencement de ce règne, — le règne de Charles-Albert, — qui devait finir par une explosion nationale, mais qui, pour le moment, restait sous la garde des jésuites et de l'Autriche.

III

Trois choses ont servi à développer, à dégager en quelque sorte cette heureuse nature en lui imprimant son originalité. Évidemment Cavour s'est toujours ressenti de la vie de famille qui avait été sa première

éducation. Il en avait reçu, non des opinions qu'il n'a tenues que de son temps et de son instinct, mais ce qui fait l'homme et le caractère. Il s'était formé moralement dans un milieu où des habitudes d'affection et de société tempéraient les dissidences de politique et même de religion, — car si, à Turin, ce monde des Cavour, des d'Auzers, des Clermont-Tonnerre était profondément attaché aux traditions d'absolutisme religieux et monarchique, à Genève le comte de Sellon, protestant et libéral, gardait une foi ardente à ce qu'il y avait de plus élevé dans les idées du dix-huitième siècle, de la révolution française.

Partagé entre ces influences de famille, Camille de Cavour les réconciliait dans sa libre nature. Avec son oncle, M. de Sellon, il se laissait aller à la fascination des idées nouvelles. Avec M. d'Auzers, absolutiste de conviction, mais homme de savoir, de bonne compagnie, qui se plaisait à la discussion, même avec les jeunes gens, il aiguisait son intelligence. A l'école de la grâce maternelle, auprès de madame d'Auzers, qui avait l'esprit alerte, vivant et animé de son neveu; chez madame de Clermont-Tonnerre, femme d'un royalisme extrême, mais d'une indulgence aimable, dans tout ce monde il avait puisé l'aménité, le goût de

la tolérance, une dignité facile et même la fierté perçant parfois à travers l'enjouement.

Qu'on ne s'y trompe pas : avec les opinions les plus libres sur le prestige et les droits de la naissance, avec toutes ses audaces, Cavour n'a jamais été un aristocrate défroqué, reniant certaines traditions de race, l'esprit et les usages de famille. Au plus haut degré de sa fortune politique, il est toujours resté le même. Dans cette « maison Cavour, » qu'il n'a cessé d'habiter lorsqu'il était ministre, qui restait la demeure patrimoniale, son frère aîné avait le premier rang, et, encore bien peu de mois avant sa mort, un jour qu'il était en chemin de fer à quelques milles de Turin, Cavour, regardant la campagne fuyante, disait à un de ses compagnons de voyage : « Voyez-vous là-bas cette flèche à à demi cachée dans les arbres ? c'est le clocher de l'église de Santena. Là est le château héréditaire de ma famille, c'est là que je veux reposer après ma mort ! » Avant de disparaître avec la fierté d'un nom agrandi, il semblait rendre témoignage de la puissance survivante de ces impressions premières qui avaient contribué à former le jeune homme.

Une autre influence sensible dans cette souple et vigoureuse organisation a été l'éducation presque exclusivement scientifique de l'Académie militaire. Par le

fait, Cavour avait peu d'instruction littéraire. « Dans ma jeunesse, disait-il, on ne m'a jamais appris à écrire; jamais je n'ai eu de professeur de rhétorique ni même d'humanités... » Parfois, dans sa vie active, il a mis une sorte de coquetterie d'ignorance à prétendre qu'il ne savait ni le grec ni le latin, et gaiement il soutenait qu'il lui était « plus facile de faire l'Italie que de faire un sonnet. » Il avait suppléé à ce qui lui manquait par la volonté ou la curiosité d'un esprit qui savait s'intéresser à tout, même à un roman nouveau, ou qui se mettait courageusement à apprendre l'anglais dans l'histoire de lord Mahon.

Au fond, c'était une intelligence façonnée et disciplinée par les mathématiques, qu'il avait étudiées avec succès à l'Académie militaire sous le savant géomètre Giovanni Plana. « Voilà qui forme une tête et qui apprend à penser ! disait-il... De l'étude des triangles et des formules algébriques, je suis passé à celle des hommes et des choses. Je comprends aujourd'hui combien cette étude m'a été utile par ce que je fais avec les choses et les hommes. » Il croyait devoir à cette éducation première la faculté « d'entasser dans sa tête une longue série de théorèmes et de corollaires qui gardaient toujours leur ordre de bataille... » Il est certain que l'étude des mathématiques avait développé en

lui un goût naturel de précision, de clarté et d'exactitude, qu'elle lui avait donné une facilité prodigieuse à jouer avec les chiffres et avec les calculs. Peut-être y mettait-il un peu de fantaisie ou un peu de coquetterie, comme il en mettait dans sa prétention à l'ignorance littéraire. La vérité est que l'étude des mathématiques n'aurait point suffi, si cet esprit, pour qui tout est devenu une force, n'eût été fécondé en même temps par une influence bien autrement puissante, par l'expérience, par les voyages, par des études multiples, par la vie réelle, pratique, sous toutes les formes.

IV

Cette vie réelle a été une des grandes institutrices de Cavour. Aussitôt après sa démission d'officier du génie, il n'avait point hésité. Militaire la veille, il devenait une sorte d'intendant des biens fort négligés de la famille.

Militaire et agriculteur, c'étaient là, sans qu'il le sût, les deux écoles les plus sérieuses pour le politique. L'agriculture avait le mérite d'être la seule occupation possible sous un pouvoir qui voyait un péril

révolutionnaire jusque dans l'industrie. Cavour s'adonnait à la vie agricole, non avec dégoût ou par passe-temps, mais avec le feu d'une activité impatiente, avec l'entrain et les ressources d'une nature disposée, selon son expression, à ne pas faire les choses à demi, prenant à tout un goût et un intérêt croissants. « Je suis dans les grandes spéculations, écrivait-il à ses amis de Genève, j'ai acheté une vaste terre dans les rizières. Je crois avoir fait une excellente affaire ; il me manque seulement l'argent pour la payer ; à cela près, elle doit me donner un bénéfice superbe ! Je ne sais pas faire les choses à demi ; une fois lancé dans les affaires, je m'y suis donné tout entier. J'y suis d'ailleurs forcé par ma position. Je suis cadet, ce qui veut dire beaucoup dans un pays aristocratiquement constitué; il faut que je me crée un sort à la sueur de mon front... » Cette vaste terre dont il parle, c'est Leri créé et transformé par Cavour en plein Vercellais, ce Leri où, tout-puissant ministre, il est allé si souvent chercher vingt-quatre heures de repos au milieu des plus dévorantes affaires.

C'est là, dans ce pays assez monotone de Verceil, dans cette plaine couverte de rizières et de prairies sans ombrages, c'est là que Camille de Cavour a vécu pendant des années, syndic de son village et fermier,

dirigeant lui-même tous les détails d'une immense exploitation, cherchant un secours dans les découvertes de la science, introduisant les procédés nouveaux, les machines, dans ses cultures, et faisant d'une terre délabrée un domaine modèle. C'était son œuvre, sa conquête, prélude de bien d'autres conquêtes, et, à mesure que le succès souriait à sa hardiesse, il ne craignait pas d'étendre ses opérations; il avait de l'activité pour tout, pour un défrichement de forêt comme pour la création d'un canal ou d'une banque, pour l'acclimatation de la betterave comme pour l'établissement d'une fabrique de sucre ou d'une manufacture de produits chimiques. Un jour même, il avait entrepris de fournir huit cents moutons mérinos au pacha d'Égypte, — et il tint son engagement, quoiqu'il fût d'abord embarrassé.

Assurément cette vie occupée et active, au milieu de laquelle il offrait parfois à ses amis la libre et joyeuse hospitalité non d'une résidence de luxe, mais d'une ferme opulente, cette vie a été féconde pour Cavour. Il lui a dû ce qui a été une partie de son originalité et de sa force dans la politique, cette expérience familière des choses et des hommes dont il parlait, la connaissance pratique de tous les intérêts, l'habileté et la justesse dans le maniement des ressorts

de la fortune d'un pays. Après cela, ce fut toujours le personnage le moins absorbé, même quand il était le plus occupé, et, en paraissant être tout entier à ses exploitations agricoles, il ne laissait pas encore de mener de front la vie du monde.

Lorsqu'il n'était pas à sa vie de campagne, il était à Turin, animant de sa verve intarissable le salon de sa tante, la duchesse de Clermont-Tonnerre, ou se plaisant, s'instruisant aux conversations fines, sensées et libérales de l'ambassadeur de France, M. de Barante, et de son secrétaire, M. d'Haussonville. Lorsque l'air de Turin lui pesait, il allait à Genève, où il se trouvait auprès de son oncle, M. de Sellon, dans cette cordiale et intelligente société des La Rive, des Naville, des Lullin de Châteauvieux, avec qui il passait ces soirées qu'il rappelle, « devisant sur les affaires de l'Europe, redressant les faux systèmes, recomposant les mauvais ministères, enfin arrangeant le tout pour le mieux. » Lorsqu'il se sentait un peu à l'étroit à Genève, il partait pour Paris et Londres, ces deux grands théâtres du monde. Deux fois, en 1835 et en 1843, il a visité la France et l'Angleterre en voyageur qui ne perdait pas son temps.

L'Angleterre l'intéressait visiblement par ses institutions, par ses luttes parlementaires, par le déploie-

ment de toutes les forces nationales, agricoles et industrielles. En France, tout l'attirait, la politique et la vie sociale. Accueilli pour son nom, pour son esprit et sa bonne grâce dans les principaux salons, il en subissait les séductions. Peut-être même se laissait-il aller à bien d'autres séductions. Que dirai-je? Il avait la verdeur de la jeunesse, il aimait les plaisirs, il ne se piquait pas d'être un sage, et, hardi au jeu comme en tout, il ne reculait pas, en belle compagnie, devant une partie de whist à vingt-cinq louis la fiche; mais ces fougues ne l'empêchaient pas de rester un observateur attentif, de goûter les choses sérieuses, surtout d'être sensible au charme élevé et délicat de la vie parisienne, — et de Londres il écrivait gracieusement à madame de Circourt, avec qui il est resté toujours en correspondance : « L'Angleterre est un pays d'immenses ressources...; mais ce qu'on y chercherait vainement, c'est cette admirable union de la science et de l'esprit, de la profondeur et de l'amabilité, du fond et de la forme, qui fait le charme de certains salons parisiens, — charme qu'on regrette toute la vie une fois qu'on l'a goûté et qu'on ne retrouve plus lorsqu'on est éloigné de cette oasis intellectuelle... » Et, faisant un retour sur son propre pays, il ajoutait : « Sous certains rapports, l'air du

Piémont est plus lourd que celui de Londres. Le ciel est pur, mais l'horizon moral est tellement obscurci par les nuages qu'y développe un système éminemment compressif, que l'esprit y a encore moins d'élasticité qu'en Angleterre... »

A défaut d'élasticité, l'Angleterre avait toujours sans doute ses autres mérites que Cavour appréciait, non toutefois sans garder une préférence visible pour la France. « Quand vous m'aurez montré un duc de Broglie anglais ou allemand, disait-il avec feu à M. de La Rive, je commencerai à douter de mon opinion sur la supériorité morale, intellectuelle et politique de la France, opinion qui s'enracine chaque jour davantage dans mon esprit. » Ces voyages, mêlés d'observations sérieuses et de plaisirs, ont eu certainement une influence sensible sur Camille de Cavour. Ils l'ont initié jeune encore aux mouvements européens, aux intérêts compliqués du monde, aux spectacles divers de la politique en Angleterre et en France, en Belgique et en Suisse. Ils lui donnaient ce que j'appellerais le sens extérieur et diplomatique, comme l'agriculture pratiquée dans certaines proportions lui donnait le sens de toutes les réalités intérieures.

V

C'était alors la vie d'un jeune « citoyen du Piémont », qui, à travers toutes les métamorphoses d'une nature aussi active que facile, restait toujours un libéral grandissant dans l'ombre du régime absolu. Libéral, Cavour l'était, selon le mot ingénieux de M. de La Rive, « comme il était blond, vif et spirituel, — de naissance. »

Dès sa jeunesse, il a eu l'instinct national et libéral qui a dominé son âme jusqu'à la dernière heure, et il exprimait avec vivacité la déception que lui avaient laissée les premières années de 1830 : « Combien d'espérances déçues, écrivait-il, combien d'illusions qui ne se sont pas réalisées ! Combien de malheurs sont venus tomber sur notre patrie ! Je n'accuse personne, ce sera peut-être la force des choses qui en a décidé ainsi; mais le fait est que la révolution de Juillet, après nous avoir fait concevoir les plus belles espérances, nous a replongés dans un état pire qu'auparavant. Ah ! si la France avait su tirer parti de sa position, si elle avait tiré l'épée... peut-être !.. » Dégagé de tout lien vis-à-vis

du gouvernement, il n'épargnait pas les railleries à un régime de jésuitisme et de police qui confondait dans ses proscriptions les sociétés secrètes, la philosophie de Rosmini, les chemins de fer, l'industrie, et avec qui madame de Clermont-Tonnerre était réduite à négocier assez longtemps pour avoir, par l'entremise de l'ambassade de France, le *Journal des Débats*. « La science et l'intelligence, disait-il, sont réputées choses infernales par qui a la bonté de nous gouverner. » Cavour aimait la science et il avait l'intelligence aussi libre que déliée. Durant ces années d'épreuves pour l'Italie et pour le Piémont, entre 1830 et 1846, souvent, dans ses causeries intimes ou dans ses lettres familières, il remuait bien des questions qu'il avait l'air d'effleurer en se jouant, qu'il marquait d'un trait vif et net, en homme qui voyait clair et loin sans s'étonner de rien.

Un jour, avant le livre de Tocqueville, au courant d'une lettre à un de ses amis, il décrivait la marche des sociétés nouvelles vers une démocratie aux formes encore indistinctes. Il montrait le nivellement matériel et intellectuel tendant à s'opérer entre les classes, les patriciats plus qu'à demi détruits, les vieilles organisations en train de s'effondrer ou de se transformer, et il ajoutait : « Que reste-t-il donc pour lutter contre les flots populaires? Rien de solide, rien de puissant.

Est-ce un bien? est-ce un mal? je n'en sais trop rien; mais c'est, à mon avis, l'inévitable avenir de l'humanité. Préparons-nous-y ou du moins préparons-y nos descendants, que cela regarde plus que nous. » — Est-ce un bien ? est-ce un mal? Il voyait un fait inévitable, et il était de ceux qui ne se révoltent pas contre les faits évidents, qui croient qu'il n'y a rien de mieux que d'en tirer parti en les dirigeant.

Une autre fois, excité par le bruit qui se faisait en France autour des jésuites, maîtres de son petit Piémont, il écrivait à une dame française : « ... Si l'on veut connaître la nature intime de l'ordre, ce n'est pas là où les jésuites luttent, là où leur position est précaire, qu'il faut les étudier. On ne les appréciera pleinement que là où, ne rencontrant aucun obstacle, ils appliquent leurs règles d'une manière logique et conséquente. Ils n'ont rien appris, rien oublié. Leur esprit, leurs méthodes sont les mêmes. Malheur au pays, malheur à la classe qui leur confiera l'éducation exclusive de la jeunesse ! A moins de circonstances heureuses qui détruisent dans l'homme les leçons de l'enfant, ils feront dans un siècle une race abâtardie. L'opinion que j'exprime ici est partagée par les membres les plus distingués de notre clergé... Les jésuites ne sont pas dangereux en France. Dans un pays de

liberté, de science et de lumières, ils seront toujours réduits à se modifier, à se transformer; ils n'obtiendront jamais un empire réel, durable, ni dans le monde politique, ni dans le monde des intelligences. Je voudrais, dans l'intérêt de l'humanité, qu'on pût traiter avec les jésuites et leur concéder, dans les pays d'où ils sont exclus, trois, quatre, dix fois plus de liberté qu'ils n'en accordent dans les pays où ils dominent. » Qu'on remarque ce vœu — même pour les jésuites !

VI

Oui, assurément, Cavour a été un libéral de la première heure; mais il l'a toujours été à sa manière, avec son tempérament. Il avait le libéralisme d'un esprit bien équilibré, sans préjugés, sans fanatisme comme sans dépit, sans rien de maladif ou de chagrin, et j'imagine qu'il devait un peu sourire lorsque son ami Pietro de Santa-Rosa lui disait en vers élégiaques : « Camille, nous plaindre ensemble est désormais la consolation de nos esprits abattus ! » Lui, il n'a jamais perdu beaucoup de temps à gémir. S'il ne se faisait point d'illusion sur le gouvernement, il ne prenait pas du tout un

air de victime ou d'adversaire systématique. S'il n'aimait pas ceux qu'il appelait, dans son français de fantaisie, les « reculeurs, » les ultra, ceux qui, par haine ou par crainte des révolutions, auraient rétrogradé d'un siècle ou de plusieurs siècles, il n'aimait pas non plus les « frénétiques, » les sectaires, qui, pour une chimère, pousseraient « la société dans un chaos affreux d'où elle ne pourrait se relever que par le moyen d'un pouvoir absolu et brutal. »

Il n'était ni des uns ni des autres, il avait une aversion naturelle pour les excès qui, le plus souvent, ne sont qu'une impuissance déguisée, et, dans une de ces crises de conspirations et de réactions par lesquelles passait son pays, il disait lestement : « Quant à moi, j'ai été longtemps indécis au milieu de ces mouvements en sens contraire. La raison me retenait vers la modération; l'envie démesurée de faire marcher nos *reculeurs* me rejetait vers le mouvement. Enfin, après de nombreuses et violentes agitations et oscillations, j'ai fini par me fixer comme le pendule, dans le *juste-milieu*. Ainsi je vous fais part que je suis un honnête juste-milieu, désirant, souhaitant le progrès social de toutes mes forces, mais décidé à ne pas l'acheter au prix d'un bouleversement général... Mon état de juste-milieu ne m'empêchera cependant pas de désirer le

plus tôt possible l'émancipation de l'Italie des barbares qui l'oppriment, et, par suite, de prévoir qu'une crise tant soit peu violente est inévitable; mais cette crise, je la veux avec tous les ménagements que comporte l'état des choses, et je suis en outre *ultra* persuadé que les tentatives forcénées des hommes du mouvement ne font que la retarder et la rendre plus chanceuse... »

C'était déjà, si l'on veut, un libéral cachant un homme de gouvernement, ou un conservateur qui, malgré sa profession de « juste-milieu, » n'avait rien du doctrinaire, qui ne mettait pas le dernier mot de la sagesse dans l'immobilité, qui entendait faire de la modération une politique d'initiative et d'action réalisant ce que les révolutionnaires promettent, et le faisant mieux.

Le libéralisme de Cavour avait un autre caractère. D'autres ont contribué aux mouvements italiens et sont entrés dans la politique par les lettres, par la philosophie. Gioberti ravivait le sentiment de la primauté de l'Italie. Balbo, par une série de déductions patientes et ingénieuses, cherchait dans le passé l'aliment de nouvelles *espérances*. D'Azeglio écrivait ses romans et ses brochures d'une éloquence fine, sensée et entraînante.

Camille de Cavour n'était ni un philosophe, ni

un historien, ni un poëte; son libéralisme était d'un genre plus pratique, et j'oserai presque dire plus moderne dans son action. Agriculteur et homme du monde, il s'efforçait à sa manière de réveiller le sentiment des intérêts publics. Il était toujours prêt à chercher un moyen de passer à travers le réseau de surveillance que maintenait un gouvernement jaloux. Il était un des fondateurs de la « Société agraire piémontaise, » dont il avait rédigé les statuts, qui suscitait une multitude de comices où, sous prétexte d'agriculture, se répandait et s'aiguisait l'esprit de discussion. Avec le comte de Salmour et quelques autres de ses amis, il naturalisait en Piémont l'institution populaire des salles d'asile. Avec le marquis Alfieri, le comte Pralormo, qui représentaient ce qu'on pourrait appeler le côté libéral du gouvernement, il créait à Turin, sous le nom inoffensif de « Société du whist, » une sorte de club de la noblesse piémontaise, une réunion où les hommes s'accoutumaient à se rencontrer, à échanger leurs idées. Il sentait le besoin de « faire quelque chose, » de donner une forme précise à une activité dont la police finissait par s'inquiéter, et lorsque, provoqué par ses amis de Genève ou excité par le réveil croissant des intelligences au delà des Alpes, il se mettait, lui aussi, à prendre une plume,

quels étaient les sujets qu'il choisissait de préférence ? Il s'attachait à des questions d'économie publique, d'industrie agricole, de finances. Il parlait des *Voyages agronomiques* de M. de Châteauvieux ou des conditions de l'Irlande, des « fermes modèles » ou des « doctrines communistes, » des « chemins de fer en Italie, » ou de « l'influence des réformes commerciales anglaises. »

Tout cela était écrit en français, d'un style net, facile et dégagé, sans phraséologie littéraire, par un observateur évidemment au courant de tous les problèmes économiques, épris des grandes réformes dont il saluait la réalisation victorieuse en Angleterre, qu'il rêvait déjà de voir transportées et appliquées en Italie.

Était-ce un économiste ? Il l'était à sa manière, comme il était agriculteur, en homme qui s'est toujours servi de tout sans s'asservir à une théorie ou à une spécialité, pour qui la science des lois de la production et l'expérience de l'agriculture restaient des éléments utiles, nécessaires, mais subordonnés, de l'art de gouverner. A travers tout, dans ces premières pages d'un écrivain de bonne volonté sur des questions en apparence spéciales, le politique éclatait spontanément en quelque sorte, faisant d'un système de chemins de fer un instrument de transformation nationale

pour l'Italie, ou du libéralisme économique le prélude du libéralisme des institutions. L'homme se dévoilait tout entier par ses jugements, par ses idées et par ses préférences.

VII

Qu'on réunisse tous ces traits : ils forment, si je ne me trompe, la physionomie caractéristique d'un personnage fait pour ne pas rester en chemin. C'est Camille de Cavour à trente-six ans, vers 1846 et 1847 ; c'est Cavour respirant la vie et la force, doué d'une sorte d'entrain contagieux, prodiguant son activité sans l'épuiser, alliant la mesure à la hardiesse, la flexibilité à la décision, le sentiment traditionnel et conservateur à tous les instincts modernes,—Italien et libéral, sans être un révolutionnaire et un conspirateur ; aimant la France par goût, et formé aussi à l'école anglaise. Cavour, par certains côtés, a eu dans sa nature du Charles Fox. Il avait du brillant chef des whigs l'ardeur de tempérament, la puissance de l'esprit, la séduction, l'ironie sans amertume ; il avait de plus que Charles Fox l'instinct, la trempe naturelle de l'homme de gouvernement, et, dans ses rêves d'ambi-

tion, il ne se contentait pas d'un rôle de chef d'opposition.

Ses goûts, ses admirations étaient pour d'autres hommes qui savaient au besoin sacrifier leur popularité pour le salut de leur patrie. « Oui, mon cher, écrivait-il avec feu en 1847, la réforme de Peel a été le salut de l'Angleterre. Que serait-il arrivé si l'on eût laissé subsister la trop fameuse échelle mobile ? Il est probable que l'Angleterre aurait été prise au dépourvu après la récolte actuelle, et alors que serait-il arrivé ? L'Angleterre doit des statues à Peel; un jour il les aura. » S'il rencontrait dans le passé, à propos de l'Irlande, la figure de Pitt, il s'enflammait, il semblait puiser en lui-même quelques-uns des traits sous lesquels il peignait le fils de lord Chatam. « Il avait, dit-il, les lumières de son temps, il n'était pas l'ami du despotisme, le champion de l'intolérance. Esprit puissant et vaste, il aimait le pouvoir comme un moyen, non comme un but... Ce n'était point un de ces hommes qui veulent refaire la société de fond en comble avec des conceptions générales et des théories humanitaires. Génie profond et froid, dénué de préjugés, il n'est animé que de l'amour de la patrie et de la gloire... S'il eût exercé le pouvoir dans un temps de paix, de tranquillité, il eût été un réformateur à la

manière de Peel et de Canning, alliant la hardiesse à l'ampleur des vues de l'un, à l'habileté et à la sagesse des vues de l'autre... »

Pitt, Canning, Robert Peel, voilà les hommes que Cavour aimait à prendre pour modèles, et c'est ainsi qu'au moment où s'ouvrait pour l'Italie la période des réformes, des agitations et des illusions dont l'avénement de Pie IX fut le signal, « l'obscur citoyen du Piémont » se trouvait d'avance, mieux que tout autre, armé pour la vie publique.

Aux premières concessions du roi Charles-Albert, à la fin de 1847, il se jetait résolument dans cette carrière nouvelle, non comme un agitateur de plus, mais comme un conseiller, comme un guide, par un journal, le *Risorgimiento*, qu'il créait avec ses amis les libéraux modérés de Turin, Balbo, Massimo d'Azeglio, Carlo Boncompagni, Michelangelo Castelli. Le *Risorgimiento* représentait les opinions de tous ceux qui voulaient maintenir l'accord des peuples et des princes, qui s'efforçaient de régulariser, sans l'enchaîner, le mouvement libéral et national de l'Italie. Cavour n'était pas précisément un journaliste ; pour lui, le journal n'était qu'une forme nouvelle de l'action, qui lui a été utile comme tout ce qu'il a fait, qui l'obligeait à préciser ses idées, et coup

sur coup, à peu d'intervalle, dans deux circonstances décisives, le journaliste, le *leader* du libéralisme modéré montrait qu'il ne reculait pas devant les résolutions les plus graves.

Un jour, aux premiers moments de 1848, Gênes, la ville aux passions vives, avait été troublée, et une députation s'était rendue à Turin pour demander au roi Charles-Albert l'expulsion des jésuites et l'établissement d'une garde nationale. L'excitation était dans les esprits. La députation génoise ne laissait pas de trouver faveur dans une réunion des libéraux de Turin. Cavour comprit aussitôt qu'on faisait fausse route, qu'à réclamer des mesures de rigueur contre les jésuites on risquait d'inquiéter le roi dans ses sentiments religieux, qu'une garde nationale ne pouvait être qu'un instrument de trouble et de sédition, tant qu'il n'y avait pas une représentation légale du pays, et il proposait d'aller droit au but, sans s'arrêter à la pétition génoise, — de demander une Constitution ! C'était effectivement plus politique en même temps que plus hardi, puisqu'en allant plus loin on flattait l'orgueil et les secrètes ambitions du prince dont la Constitution ferait le chef de l'Italie libérale. Cavour se montrait là tout entier, et, chose curieuse, ceux qui le combattaient le plus vivement, ceux qui refusaient

de le suivre, c'étaient les hommes du liberalisme extrême, du parti démocratique, M. Valerio, M. Sineo, qui se défiaient de son goût pour les institutions anglaises, qui l'appelaient ironiquement « Milord Camille. » Dès ce moment, la question était posée entre la politique constitutionnelle et la politique révolutionnaire.

Peu après, tout avait singulièrement changé ; il ne s'agissait plus de la Constitution conquise sur les hésitations de Charles-Albert. La révolution du 24 février venait d'éclater, allumant l'incendie partout, en Italie et en Allemagne, à Vienne même comme à Berlin. La Sicile était déjà en insurrection. Milan, après cinq jours de combat, chassait les Allemands. Au même instant, Venise s'affranchissait de son côté. La domination autrichienne, affaiblie au centre de l'empire par la révolution viennoise, tenait à peine encore dans ses forteresses de l'Adige. A Turin, tous ces événements retentissaient comme des appels enflammés. Cavour, un des premiers, prononçait le mot décisif. « L'heure suprême a sonné pour la monarchie sarde, écrivait-il le 23 mars 1848, l'heure des fortes délibérations, l'heure qui décide de la fortune des empires et de la destinée des nations. En présence des événements de la Lombardie et de Vienne, l'hésitation, le doute ne sont plus

permis... Nous, hommes de sang-froid, accoutumés à suivre les conseils de la raison plus que les emportements du cœur, après avoir pesé attentivement nos paroles, nous devons le déclarer, une seule voie est ouverte pour la nation, pour le gouvernement, pour le roi : la guerre ! la guerre immédiate... Dans les circonstances actuelles, la grande politique est celle des résolutions audacieuses... »

Du premier coup, Cavour se plaçait ainsi au cœur du mouvement italien, devançant les plus hardis, abordant sans excès d'illusion peut-être, mais aussi, sans de vains subterfuges, cette double question de liberté constitutionnelle et d'indépendance nationale qui apparaissait brusquement dans une explosion universelle.

VIII

C'est la destinée de l'Italie d'avoir montré en peu d'années comment une révolution nationale peut tristement échouer, faute de maturité et de direction, — comment au contraire cette même révolution peut retrouver le succès lorsquelle est patiemment préparée et habilement conduite.

Ce qu'on ne savait pas au mois de mars 1848, ce qui a été depuis la leçon de toute une génération, c'est que cette crise soudaine, peut-être inévitable, devant laquelle des hommes comme Cavour croyaient ne point devoir reculer, ne restait pas moins la plus périlleuse des épreuves. Aux premiers instants, sans doute, les circonstances paraissaient justifier l'audace, et la fortune semblait sourire à l'Italie. L'armée de Radetzki refoulée de Milan et de la Lombardie, réduite à s'enfermer dans Vérone au milieu d'un cercle de feu, presque abandonnée par les nouveaux pouvoirs de Vienne, cette armée n'était, — on pouvait le croire, — qu'une dernière défense, insuffisante pour la domination autrichienne au delà des Alpes. L'armée piémontaise, de son côté, passant le Tessin sous les ordres du roi Charles-Albert, pouvait arriver d'un seul élan sur les lignes du Mincio et de l'Adige ; pendant quatre mois, elle combattait, elle s'honorait par des actions courageuses, et un jour venait, — le jour de la prise de Peschiera et du brillant succès de Goïto, — où la cause de l'indépendance italienne semblait presque gagnée. En réalité, c'était une grande aventure mal engagée, compliquée de toutes les inexpériences, de toutes les illusions et de toutes les passions qui devaient la conduire à un fatal dénoûment.

Le premier des dangers était dans les circonstances extérieures. Cette guerre de 1848 qui éclatait ainsi à l'improviste, sans préparation, elle se liait intimement à toute une situation révolutionnaire, à un bouleversement européen. Il en résultait que, jusqu'à un certain point, tout dépendait, au delà des Alpes, de ce qui se passerait en Europe, des réactions qui pouvaient, qui devaient inévitablement se produire. Les chances de succès, réelles sans doute au début de la campagne, diminuaient bientôt à mesure que les événements se déroulaient.

Après les journées de Juin, la France avait assez de songer à elle-même, et l'intervention dont elle avait la pensée, lorsqu'elle formait une armée des Alpes, devenait une médiation traînante et évasive. L'Angleterre, associée à cette médiation, n'avait d'autre souci que d'en finir avec toutes ces agitations menaçantes pour l'ordre européen de 1815. L'Allemagne révolutionnaire, loin de se montrer favorable, revendiquait, en plein Parlement de Francfort, les citadelles de l'Adige comme les gardiennes de ses frontières naturelles. L'Autriche, un moment ébranlée, avait le temps de se reconnaître, de se relever par la main de ses généraux à Prague, à Vienne, et, du cœur de l'empire, les poëtes envoyaient à Radetzki, au vieux

guerrier d'Italie, le cri sympathique : « Dans ton camp est l'Autriche ! » En peu de mois, tout avait changé, si bien qu'avant l'automne de 1848 le Piémont, rejeté du Mincio sur le Tessin, réduit à subir le pénible armistice du 16 août, restait seul en face de l'Autriche raffermie et victorieuse, n'ayant plus rien à espérer de l'Europe, hésitant à reprendre les hostilités avec une armée désorganisée par la défaite, et déjà impuissant à contenir les passions qui voulaient le ramener au combat.

Une autre cause de ruine était là en effet, dans ces passions violentes, dans la situation intérieure de l'Italie. Pendant que l'armée se battait vaillamment à Pastrengo et à Goïto, à Curtatone et à Vicence, tout conspirait contre elle. D'un côté, les princes, effrayés et défiants, refusaient leur alliance ; le pape, par l'encyclique du 29 avril, désavouait la guerre de l'indépendance, et le roi Ferdinand de Naples livrait, le 15 mai, une bataille victorieuse de répression intérieure, qui rejetait définitivement la politique napolitaine dans la réaction à outrance.

D'un autre côté, tous les sectaires, les fauteurs de séditions et de conspirations, Mazzini en tête, soufflaient partout le feu, aggravant les difficultés de la guerre par les divisions, compromet-

tant l'œuvre de l'indépendance par l'explosion de tous les systèmes et de toutes les passions républicaines, unitaires ou fédéralistes. C'étaient vraiment les plus utiles auxiliaires de l'Autriche, et les revers de l'armée piémontaise devenaient le signal d'une immense et désastreuse anarchie qui se répandait partout, qui se manifestait successivement, — à Milan, par les scènes qui mettaient en péril la vie de Charles-Albert, — à Rome, par le meurtre de Rossi, la fuite du pape et la proclamation de la république mazzinienne, — à Florence, par l'évasion du grand-duc et l'avénement embarrassé d'une démagogie confuse.

Le Piémont, bien que garanti par de fortes traditions, par une dynastie nationale et par le « statut » récemment promulgué, le Piémont lui-même n'échappait pas à la contagion universelle. Le parti démocratique des Rattazzi, des Valerio, des Buffa, des Ravina, des Brofferio, sans avoir la majorité dans le Parlement qui venait de s'ouvrir, était assez fort pour embarrasser l'action militaire et politique du gouvernement par ses propositions incohérentes, par ses déclamations et ses excitations, avec l'aide des clubs et d'une presse enflammée. Il était à Turin le représentant, le complice ou l'allié d'une démocratie turbulente, de tous les agitateurs de l'Italie, de tous les partisans de la guerre à

outrance, des insurrections populaires et des combinaisons chimériques. Je ne fais que résumer cette situation de 1848 dans ses principaux traits extérieurs et intérieurs.

IX

Au milieu de ces déchaînements, dans cette dramatique et fièvreuse inauguration de la vie publique en Piémont, Cavour, comme député de Turin au Parlement, comme directeur du *Risorgimiento*, combattait au premier rang.

Constitutionnel et patriote avant le « statut » et avant la guerre, il restait pendant la lutte l'homme le moins révolutionnaire, le plus libéral, le plus sensé. Contre ceux qui prétendaient subordonner l'union de la Lombardie et du Piémont à une chimère d'Assemblée constituante, il soutenait énergiquement la nécessité de la fusion immédiate. A ceux qui proposaient un impôt progressif, il répondait avec l'habileté éprouvée du financier, de l'économiste et de l'homme d'affaires. A ceux qui parlaient sans cesse de recommencer la guerre avec une armée désorganisée, en présence de la médiation de la France et de l'Angle-

terre, il opposait les vues du politique jugeant avec sagacité l'état de l'Europe. Contre des hostilités bruyantes et vaines, il défendait le gouvernement. Il ne craignait pas la mêlée, et, sans enlever du premier coup un succès d'orateur, il ne tardait pas à s'aguerrir, à s'imposer, bravant avec un imperturbable sang-froid les sifflets des tribunes publiques et l'impopularité de la rue, portant gaiement le nom de *codino* ou s'amusant de l'anglomanie qu'on lui reprochait. C'était un simple et franc modéré, prompt à la lutte, impitoyable de bon sens et d'ironie contre ceux qui ne croyaient qu'aux « moyens révolutionnaires », sans tenir compte de la nature, de la réalité, de l'expérience, — et, un jour du mois de novembre 1848, il allait droit à cette fantasmagorie des partis violents.

« Qu'est-ce qui a toujours perdu, disait-il, les révolutions les plus belles et les plus justes? La manie des *moyens révolutionnaires,* les hommes qui ont prétendu s'affranchir des lois communes... » — L'Assemblée constituante française créant les assignats en dépit de la nature et des lois économiques, — *moyen révolutionnaire* qui produit le discrédit et la ruine! La Convention prétendant étouffer dans le sang la résistance à ses ambitieux projets, — *moyen révolutionnaire* qui produit le Directoire, le Consulat et l'Empire! Napoléon

pliant tout à son caprice, croyant « qu'on peut avec une égale facilité vaincre au pont de Lodi et effacer une loi de la nature, » — *moyen révolutionnaire* qui conduit à Waterloo et à Sainte-Hélène ! Les sectaires de Juin prétendant imposer par le fer et le feu la république démocratique et sociale, — *moyen révolutionnaire* qui produit l'état de siége à Paris, la réaction partout ! « Attendons encore un moment, ajoutait-il, et nous verrons le dernier effet du *moyen révolutionnaire,* — Louis-Napoléon sur le trône ! »

C'était certes d'un esprit juste, libéral et clairvoyant; mais ni Cavour ni ses amis du Parlement ou de la presse ne pouvaient improviser au milieu du feu une force d'opinion modératrice. Le mouvement qui entraînait l'Italie, qui retentissait à Turin, emportait successivement le premier ministère constitutionnel du comte Balbo, le ministère de fusion nationale du comte Casati, le ministère de l'armistice, — Alfieri, Revel, Pinelli, — pour se précipiter vers le ministère des résolutions extrêmes, des connivences révolutionnaires et de la guerre à outrance.

Un instant seulement, aux derniers jours de 1848, un homme porté au pouvoir par la popularité, Vincenzo Gioberti, semblait appelé à suspendre les événements ou à leur imprimer une direction nouvelle;

il l'essayait du moins, et en cela il retrouvait aussitôt l'énergique appui de Cavour, qui avait défendu jusqu'au bout contre lui le ministère du comte de Revel et M. Pinelli.

Gioberti sentait le danger d'une politique vulgairement révolutionnaire et témérairement belliqueuse. Il comprenait que, sans renoncer à l'indépendance nationale, on pouvait y arriver par un autre chemin, et qu'avant de se rejeter sur les Autrichiens, le Piémont avait un nouveau rôle à prendre : il devait aller ramener le grand-duc à Florence, le pape à Rome, rétablir partout un gouvernement constitutionnel, redresser en un mot le mouvement italien. De cette manière, le Piémont enlevait à l'Autriche une occasion d'intervention dans les affaires de la Péninsule, il rassurait et se conciliait les princes restaurés, il regagnait les sympathies de l'Europe prête à l'abandonner, fatiguée de commotions, — et, son œuvre accomplie, il se trouvait dans de meilleures conditions, soit pour négocier avec le concours des puissances médiatrices, soit pour reprendre les armes.

Déjà tout était prêt : l'Angleterre et la France approuvaient ce projet, le général Alfonso de La Marmora s'approchait avec une division piémontaise de la Toscane. Malheureusement Gioberti, arrivé au pou-

voir avec les exaltés du moment, avec Rattazzi, Buffa, Sineo, Tecchio, avait commis la faute de dissoudre le premier Parlement piémontais qui venait à peine de naître, et de laisser élire à l'abri de son nom une nouvelle Chambre toute démocratique. Gioberti se croyait encore le maître, il n'était plus rien ; au dernier instant, il restait seul avec son projet d'intervention, abandonné par une Chambre où dix élections l'avaient envoyé, trahi par quelques-uns de ses collègues dans son propre cabinet, vainement soutenu par Cavour, qui avait maintenant à le défendre contre ses amis de la veille.

La défaite de Gioberti, c'était la victoire des ministres démocratiques opposés à l'intervention dans l'Italie centrale, impatients de rompre l'armistice et toutes les négociations, partisans de la guerre immédiate; c'était le mouvement repris et poussé à fond avec une armée encore mal réorganisée et irritée des outrages des partis, avec un roi dévoré d'amertumes, qui, placé entre des combinaisons compliquées et une nouvelle guerre d'indépendance, préférait aller se jeter sur l'épée autrichienne, avec un pays qui n'avait qu'un cri : « Il faut en finir ! » Une année après le premier passage du Tessin, et le départ confiant pour la campagne de Lombardie, le Piémont se trouvait ramené

au combat comme à une suprême aventure. La « politique des moyens révolutionnaires, » selon le mot de Cavour, avait eu le temps de naître, d'épuiser ses déceptions, pour aller expirer le 23 mars 1849 dans la catastrophe de Novare, où le roi Charles-Albert jouait sa couronne avec un héroïsme désespéré, où le Piémont et l'Italie perdaient pour le moment leur dernière chance.

X

Qu'on se représente un instant ce lendemain d'une défaite préparée par l'esprit d'aventure et accomplie en quelques heures. C'est toujours le fond de l'abîme où semble rouler une nation vaincue.

La première conséquence de Novare était la nécessité d'un armistice qui livrait une partie du pays à l'occupation étrangère. Les Autrichiens, campés sur la Sezia, maîtres d'avoir garnison à Alexandrie, tenaient le Piémont entre la menace d'une invasion complète et une paix dont ils ne disaient pas encore les conditions, qui devait être, dans tous les cas, la dure rançon d'une année de guerre et de révolution. Les Piémontais ne pouvaient plus opposer une résistance sérieuse. L'ar-

mée s'était sans doute battue courageusement à Mortara, à Novare, sous les yeux de Charles-Albert toujours le premier au feu ; elle avait perdu quelques-uns de ses généraux, nombre d'officiers morts devant l'ennemi. Elle ne restait pas moins frappée d'une démoralisation immense comme une armée composée de conscrits, engagée sans illusion et convaincue qu'elle vient de payer de son sang les folies des agitateurs. Les chefs avaient de la peine à retenir leurs soldats, qui se repliaient dans l'intérieur, propageant la panique.

A Turin, l'opinion flottait entre le découragement et l'exaspération. Les clubs retentissaient plus que jamais de déclamations passionnées, — et naturellement on criait à la trahison. Dans la Chambre, Brofferio proposait de décréter l'insurrection universelle et de former dans l'Assemblée un comité de salut public. Les motions se succédaient, l'une déclarant naïvement l'armistice inconstitutionnel et le « statut » en péril, l'autre menaçant de mettre le gouvernement en accusation, s'il ouvrait les portes d'Alexandrie aux Autrichiens, — une troisième proposant gravement une enquête sur la situation et sur les moyens de continuer la guerre : tout cela comme si l'ennemi n'était pas à quelques marches, prêt à jouer de l'épée victorieuse, si on le défiait.

Ce qui se passait à Turin n'était rien encore. A la

première nouvelle du désastre, Gênes, la populeuse et ardente cité, la ville privilégiée du mazzinisme, prenait feu, passant bientôt de l'agitation à l'insurrection, à une véritable révolution. — L'armée avait trahi ou avait été trahie par ses chefs! Le « statut » était violé! Turin allait être aux mains des Autrichiens, et Gênes elle-même devait être livrée comme garantie de la contribution de guerre! Avec ces bruits perfidement propagés, les agitateurs enflammaient les esprits et donnaient le signal de la guerre civile.

La garnison, composée de réserves, faiblement commandée, était réduite à se retirer, après une pénible capitulation devant l'émeute, qui restait ainsi maîtresse de la ville, des armes, de l'immense artillerie, des forts, des défenses de la première place de l'État. La populace déchaînée massacrait quelques malheureux, parmi lesquels se trouvaient un major de carabiniers et le commandant militaire de la ville; le général et sa famille étaient retenus comme otages. La démagogie génoise, conduite par un ancien émigré, le vieux Avezzana, se constituait en « comité de salut public, » en « gouvernement provisoire de la Ligurie. » Elle refusait de reconnaître l'armistice; elle se séparait du Piémont, elle humiliait l'armée et se mettait en insurrection contre les pouvoirs réguliers. C'était en

vérité dès 1849, à Gênes, comme une ébauche anticipée de la Commune de Paris en 1871 !

Cette démagogie, empressée à profiter d'un désastre du pays, ne voyait pas qu'elle commettait un crime de trahison nationale, qu'elle ne pouvait qu'aggraver les misères publiques, attirer sur le Piémont une invasion plus lourde et créer au gouvernement une situation plus difficile. Ainsi la défaite à Novare, l'armée décomposée, le pays menacé de la ruine, l'agitation à Turin, la guerre civile à Gênes, l'incertitude partout, c'était là le terrible lendemain de la catastrophe. C'est dans ces conditions que le jeune prince appelé à hériter de la couronne de Charles-Albert partant pour l'exil, que Victor-Emmanuel, à peine échappé du champ de bataille, rentrait à Turin aux derniers jours de mars 1849, pour se trouver aux prises avec les difficultés d'une situation où tout dépendait du premier moment.

XI

Deux politiques étaient possibles pour le nouveau règne. Victor-Emmanuel, dans cette heure décisive de réaction européenne et de confusion nationale,

pouvait laisser tomber le « statut » et le régime libéral récemment inauguré, reprendre le drapeau bleu de Savoie, revenir au passé en s'enfermant désormais dans ses frontières, sans plus regarder au delà du Tessin, — vers l'Italie. A ce prix, il eût certainement obtenu une paix plus douce, et il aurait eu l'appui de l'Autriche dans ses embarras. Autour de lui, les sollicitations ne manquaient pas, les influences les plus puissantes cherchaient à l'incliner vers cette résolution qui lui aurait donné peut-être une certaine sécurité du moment, — en le laissant, il est vrai, dans la modeste condition d'un client de l'Autriche, d'un autre duc de Modène ou d'un autre grand-duc de Toscane. Victor-Emmanuel pouvait aussi se résigner virilement à la mauvaise fortune, subir les conséquences de la guerre, mais sans sacrifier le « statut » et le drapeau tricolore, ces deux représentations survivantes, ces deux symboles de l'indépendance piémontaise et des espérances italiennes.

Placé entre ces deux politiques, Victor-Emmanuel, dans sa loyauté de soldat et de prince, n'hésitait pas : il acceptait ce rôle de roi libéral et national que les circonstances ménageaient comme une promesse de revanche à sa fierté de vaincu, et, certes, le gage le plus significatif qu'il pût donner de la franchise de ses

intentions était d'appeler presque aussitôt au poste de premier ministre celui qu'on pouvait appeler le chevalier de l'Italie, Massimo d'Azeglio, encore tout écloppé d'une blessure reçue à Vicence.

C'est ce qui a décidé de la fortune de l'Italie, c'est ce qui a fait de cette journée de Novare non plus seulement une date de deuil, le dénoûment sanglant des tentatives incohérentes de 1848, mais encore le point de départ obscur, décisif, d'une période nouvelle. Par le drapeau aux trois couleurs italiennes conservé et le « statut » maintenu, l'avenir était sauvé. « C'est un long travail à refaire, disait d'Azeglio, nous recommencerons. » Et, de son côté, Cavour écrivait au même instant à Salvagnoli : « Tant que la liberté existe dans un coin de la Péninsule, il ne faut point désespérer de l'avenir. Tant que le Piémont gardera ses institutions à l'abri du despotisme et de l'anarchie, il y aura un moyen de travailler efficacement à la régénération de la patrie. »

Le « statut, » rien de plus, rien de moins, c'est avec cela que Massimo d'Azeglio entrait au pouvoir après Novare, appelant à son aide des hommes modérés et patriotes comme lui : le comte Siccardi, le Vénitien Paleocapa, le banquier Nigra, le général Alfonso de la Marmora, qui, en réduisant avec autant

d'habileté que de promptitude la démagogie génoise, venait de rendre un service national. L'œuvre n'avait, à vrai dire, rien de facile; elle avait à triompher de la confusion et de l'irritation des partis, des inexpériences parlementaires, de toutes les difficultés intérieures et extérieures.

La paix était la première des nécessités, et, en la subissant, en la négociant, d'Azeglio donnait l'exemple du patriotisme résigné, d'une abnégation courageuse. Cette paix évidemment ne pouvait être que dure; elle ramenait le Piémont aux traités de 1815, et elle lui infligeait une contribution de guerre de 75 millions de francs qui allait peser lourdement sur son budget. Elle n'avait après tout rien d'humiliant, et elle était nécessaire. Chose étrange cependant! les partis se faisaient un triste jeu de marchander avec cette nécessité, de refuser leur concours au risque de tout perdre. Deux fois le gouvernement se voyait réduit à dissoudre la Chambre, et la dernière fois le roi lui-même était obligé de faire directement appel à la raison du pays par cette proclamation de Moncalieri, qui, sous une apparence de coup d'État, était encore un acte de prévoyant libéralisme. « Ces messieurs ne voient donc pas, disait tristement d'Azeglio, que le ministère a déjà bien à faire

à soutenir la Constitution, — et *qu'après nous les Croates!...* »

Ce n'était pas la seule difficulté. Au moment où le Piémont prétendait rester constitutionnel, la réaction triomphait de toutes parts en Europe. La liberté piémontaise ressemblait à une anomalie ou à un péril au milieu des restaurations absolutistes qui s'accomplissaient en Italie, à Rome comme à Florence, comme à Milan. L'Autriche s'efforçait de signaler Turin comme un dernier foyer incendiaire. L'empereur de Russie déclinait tout rapport avec le nouveau roi de Sardaigne. En France même, les partis conservateurs, qui venaient de rétablir le Pape à Rome, semblaient regarder comme un trouble-fête, comme un tapageur importun, ce régime constitutionnel d'outre-mont qui avait la prétention étrange d'accomplir quelques réformes civiles ou religieuses. Partout le Piémont rencontrait l'hostilité ou la réserve, de sorte qu'il y avait réellement à conquérir jour par jour sur l'Autriche, sur les partis intérieurs, sur les défiances étrangères, ce « statut » où un prince bien inspiré et des libéraux sensés voyaient un moyen de refaire par la monarchie constitutionnelle, par une politique de réparation nationale, ce que les révolutions et les révolutionnaires venaient de perdre.

XII

Un des plus énergiques auxiliaires de cette politique réparatrice et du ministère d'Azeglio était Cavour. Aux élections démocratiques qui avaient renversé Gioberti, au mois de janvier 1849, il avait été exclu du Parlement comme réactionnaire ou *codino;* les exaltés l'avaient fait échouer en lui opposant une obscure nullité, du nom de Pansoya, — un Barodet du temps, — qui n'a dû son illustration d'un jour qu'à cette étrange aventure. Aux élections suivantes, après Novare, il redevenait l'élu préféré de sa ville natale, de Turin; il rentrait dans la Chambre pour n'en plus sortir désormais, et maintenant, dans cette situation nouvelle, il prenait rapidement une autorité croissante, justifiée et confirmée par la décision clairvoyante qu'il n'avait cessé de montrer depuis un an, par l'esprit politique qu'il portait en tout, par une supériorité qui s'imposait dans les affaires d'économie publique et de finances.

C'était, après comme avant la crise, un simple et franc constitutionnel, n'ayant que de l'antipathie ou du dédain pour les hâbleries et les impuissances révolu-

tionnaires, défendant le gouvernement surtout aux moments difficiles du lendemain de Novare et jusqu'à la paix, qui ne fut définitive qu'au mois de janvier 1850. Mais en même temps, qu'on ne s'y trompe pas, Cavour ne cessait point d'être le libéral actif et hardi, acceptant le « statut » avec toutes ses conditions, avec ses garanties et ses conséquences. En soutenant le ministère, il le stimulait et le devançait souvent : il devenait par degrés le chef, le *leader*, sinon de la majorité conservatrice avec laquelle il marchait, du moins de la fraction libérale de cette majorité. Il n'était point d'humeur à faire de la politique conservatrice en partisan de l'immobilité ou de la réaction, et il ne tardait pas à montrer que chez lui le modéré, le parlementaire grandissant se confondait avec l'homme d'État fait pour le pouvoir et pour l'action.

Les occasions ne manquaient pas, elles naissaient de la politique de tous les jours, de l'application même du système constitutionnel qui remettait incessamment les partis aux prises.

Une des conséquences les plus simples de ce régime était évidemment la suppression des juridictions privilégiées, des immunités ecclésiastiques dans l'adminstration de la justice. C'était si simple que les hommes les plus religieux, les plus conservateurs de la droite, le

comte Balbo, le comte de Revel, amis du ministère, ne mettaient point eux-mêmes le principe en doute ; ils auraient voulu seulement qu'on négociât avant tout avec le saint-siége. Malheureusement on négociait en vain depuis deux ans, et attendre plus longtemps, c'était énerver les institutions nouvelles, laisser supposer que, dans un État libre, il pouvait y avoir deux lois, deux pouvoirs, deux juridictions. Il y avait, il est vrai, bien d'autres questions de réformes civiles, d'organisation ecclésiastique, naissant invinciblement du régime constitutionnel. Pour le moment le ministère n'allait pas si loin, il se bornait modestement à proposer l'abolition des priviléges ecclésiastiques, de ce qu'on appelait le *foro*. C'était toute la loi présentée par le ministre de la justice, le comte Siccardi, soutenue par tous les libéraux sincères, contestée avec embarras par une partie de la droite ministérielle, combattue avec acharnement par la réaction.

Cavour ne pouvait hésiter ; il était de ceux qui avaient pressé le ministère de présenter la loi, et, lorsque la discussion s'ouvrait au mois de mars 1850, il saisissait cette occasion de revendiquer les droits de la société civile en face des priviléges de l'Église, de résumer hardiment la vraie politique constitutionnelle. Il combattait ceux qui s'opposaient toujours aux ré-

formes, tantôt parce que les temps étaient agités, tantôt parce qu'ils étaient tranquilles ; il rappelait les hommes d'État de l'Angleterre sachant détourner les révolutions par des mesures opportunes, et il ajoutait : « Les réformes faites à temps n'affaiblissent pas l'autorité, elles la raffermissent et réduisent à l'impuissance l'esprit révolutionnaire. Je dis donc aux ministres : Imitez franchement le duc de Wellington, lord Grey, sir Robert Peel... progressez largement dans la voie des réformes, sans craindre qu'elles soient hors de propos. Ne pensez pas que le trône constitutionnel en puisse être affaibli, il en sera affermi au contraire, et il jettera dans notre sol de si profondes racines que, le jour où la révolution se relèverait autour de nous, non-seulement il pourra la dominer, mais encore il *groupera autour de lui toutes les forces vives de l'Italie et conduira la nation aux destinées qui l'attendent...* »

Ce discours, un des premiers où se soit dévoilée la pensée de Cavour, dépassait visiblement la limite d'une question spéciale, et, en décidant du succès de la loi, il laissait dans le Parlement, dans l'opinion, une impression profonde comme s'il eût été la révélation d'une politique et de l'homme fait pour cette politique.

Bientôt une occasion nouvelle s'offrait. Cette fois il s'agissait, non plus d'une de ces questions délicates

qui remuent toutes les passions, mais des finances cruellement embarrassées du Piemont, à propos d'une aliénation de 6 millions de rente. Cavour défendait le ministère, écartant les griefs puérils et les projets chimériques; mais, en défendant le gouvernement, il lui faisait sentir l'aiguillon ; il passait à son tour la revue de la situation économique en homme maître de ces questions, touchant à tout avec netteté, avec une hardiesse confiante, et au bout du compte il finissait par dire à peu près : « Prenez garde ; si à la session prochaine le ministère n'a pas à nous présenter une politique financière, un plan financier avec les moyens de rétablir autant que possible l'équilibre, avec une réforme douanière et les impôts dont nous avons besoin, j'en serai désolé; mes amis et moi, nous serons obligés de l'abandonner... Les conditions de notre pays peuvent être graves, elles n'ont rien de désespéré : il suffit d'un peu de volonté et de courage pour faire accepter au pays les contributions nécessaires... Qu'on ne nous parle pas des agitations des partis ; l'union du roi et de la nation est assez fortement cimentée pour n'avoir rien à redouter des partis extrêmes, des révolutionnaires et des réactionnaires. Je ne crains la propagande ni des uns ni des autres... Agissez donc, ne craignez pas, vous aurez le concours

du Parlement, celui du pays, même dans la partie la plus douloureuse de notre tâche, le rétablissement de l'équilibre des dépenses et des ressources... »

A voir cette universalité de talent, cette activité toujours prête, cette sûreté d'esprit politique, on sentait l'homme impatienté du temps perdu, le ministériel mûr pour le ministère. On le sentait si bien que, le jour où le ministre du commerce Santa-Rosa mourait inopinément au mois d'octobre 1850, le nom de Cavour se présentait de lui-même. Tout s'accordait pour désigner Cavour à cette succession qui s'ouvrait dans les circonstances les plus poignantes. Le malheureux Santa-Rosa, associé avec ses collègues dans la présentation comme dans le vote de la loi du *foro*, et néanmoins toujours profondément religieux, se voyait refuser durement les derniers secours de l'Église par l'ordre de l'archevêque de Turin, Mgr Fransoni. Un drame pénible se passait autour de ce lit d'un mourant qui implorait les prières du prêtre en refusant fermement toutefois de subir une rétractation dans laquelle il voyait le déshonneur de son nom.

L'opinion, violemment émue, s'agitait à Turin, et, par une représaille naturelle, elle se tournait vers celui qui était l'ami intime de Santa-Rosa, qui, plus que tout autre, avait contribué au succès de la loi du *foro*.

D'Azeglio lui-même, d'ailleurs, ne demandait pas mieux que d'avoir avec lui cet habile et vigoureux athlète, et, lorsqu'il allait le proposer au roi, Victor-Emmanuel, sans s'étonner plus que les autres, répondait avec finesse : « Je le veux bien, mais attendez un peu, il vous prendra tous vos portefeuilles. » Quant à des conditions, Cavour n'en avait fait d'aucune espèce, ni sur les hommes, ni sur les choses. Il savait qu'un ministre a le pouvoir qu'il sait prendre, qu'il est capable d'exercer. Il disait son mot de la villa Bolongaro : « Nous ferons quelque chose ! » Le fait est qu'avant peu il ajoutait au ministère du commerce le ministère des finances : il avait le gouvernement économique du Piémont, — et le roi Victor-Emmanuel avait dit vrai, ce n'était pas tout !

XIII

Ce que je veux montrer, c'est l'origine d'une situation où un pays vaincu a la fortune de trouver à propos un prince bien inspiré, des hommes dévoués qui ne désespèrent pas de le relever, par le patriotisme et la liberté constitutionnelle, d'un désastre en apparence irréparable.

Non assurément, elle ne s'est point accomplie en un jour ni d'un seul coup, cette œuvre compliquée et difficile ; elle a passé par bien des crises intimes, obcures ; elle a eu en définitive deux phases caractéristiques, et la première est représentée par ce ministère d'Azeglio, où Cavour entrait au mois d'octobre 1850, qui a été, au lendemain de Novare, le vrai point d'arrêt dans la ruine, le commencement de la réparation. C'est en réalité le ministère de la paix nécessaire, rehaussée et compensée par le maintien des institutions libérales.

Tandis que d'Azeglio, par sa dignité aimable et par sa loyale modération, s'étudie à dissiper les défiances au dehors, à refaire la situation diplomatique du Piémont, le comte Siccardi prend l'initiative des réformes ecclésiastiques. Le général Alfonso de la Marmora, ministre de la guerre, après avoir pacifié Gênes, met tout son feu à reconstituer l'armée, désorganisée par la défaite. Il a les institutions militaires à modifier, l'instruction à relever, le corps d'officiers à renouveler, en ouvrant les rangs de l'armée régulière à ceux des autres provinces italiennes qui ont combattu avec les Piémontais pendant la guerre, — et à tous il inspire le même esprit. « Les officiers, à quelque province qu'ils appartiennent, dit-il, sont, je l'espère, bien pénétrés

du sentiment national par lequel tous les Italiens sont les fils également dévoués de la même grande patrie, — l'Italie ! » Au besoin, La Marmora ne craint pas d'engager sa responsabilité devant les Chambres en se hâtant de compléter les fortifications de Casale, — ces fortifications qui, dix ans plus tard, en 1859, devaient arrêter l'invasion autrichienne !

A cette œuvre de réparation, Cavour, comme ministre du commerce et des finances, coopère par ses réformes économiques, par la liberté commerciale, par ses combinaisons d'impôts, surtout par cette fertilité de ressources et cet entrain d'activité qui lui assurent bien vite l'initiative et l'influence dans le gouvernement. Le Piémont se remet en marche. A mesure qu'on avance cependant, on ne tarde pas à se trouver en face d'une double difficulté, de ce que j'appellerai une question de direction générale et une question de conduite parlementaire.

La question de politique générale semblait tranchée ; en réalité, elle renaissait à chaque pas, sous toutes les formes, dans des conditions où tout était nécessairement changé. Au moment où le premier ministère d'Azeglio s'était formé en maintenant sous le coup de Novare, sous le feu de l'ennemi, le drapeau du « statut » et du libéralisme national, il avait été obligé

de dissoudre une Chambre d'opposition révolutionnaire et belliqueuse qui n'était plus qu'un danger. Ce n'est même qu'après une seconde dissolution et par l'intervention du roi qu'il avait fini par obtenir du pays un Parlement avec lequel il pouvait vivre. Dans cette Chambre nouvelle, la majorité, composée de toutes les nuances conservatrices, était immense ; la gauche ne représentait plus qu'une minorité peu redoutable. C'est ce qui avait sauvé le Piémont de la perdition, en lui rendant la paix et un ordre régulier.

Une fois la paix signée et acceptée, c'était une situation toute nouvelle où les questions intérieures reprenaient leur importance, où les partis commençaient visiblement à se modifier et à se transformer. Tandis qu'une fraction de la majorité représentant un centre droit avec des hommes comme M. Pinelli, M. Boncompagni, M. Castelli, n'hésitait pas à suivre le ministère dans ses tentatives réformatrices, dans sa marche sagement libérale, la droite pure, avec le comte Balbo, le comte de Revel, le colonel Menabrea et quelques députés de la Savoie, opposait une certaine résistance. Elle ne cessait pas d'être sincèrement constitutionnelle, elle ne se séparait pas du gouvernement, mais, à tout prendre, c'était un parti stationnaire ou réactionnaire, qui voulait le « statut » sans ses conséquences et qui,

en appuyant le gouvernement, l'embarrassait souvent.

Lorsque le ministère présentait la loi du *foro,* le comte Balbo et ses amis la combattaient et se levaient contre elle. Lorsque Cavour accomplissait ses grandes réformes économiques et négociait ses traités de commerce avec la France, l'Angleterre, la Belgique, il rencontrait l'opposition de M. de Revel et des protectionnistes de la droite. Sans être précisément un adversaire, le colonel Menabrea, jeune alors, et brillant officier du génie, habile orateur, ressemblait à un dissident conservateur et clérical; à l'occasion de la loi sur les priviléges ecclésiastiques, il avait quitté le poste de premier secrétaire des affaires étrangères. — En même temps, dans le camp opposé, se dessinait un mouvement en sens contraire. La gauche extrême des Tecchio, des Sineo, des Brofferio, n'abdiquait pas; elle restait avec ses passions et ses habitudes de déclamation. Mais déjà de ce camp démocratique se détachait un groupe formant un centre gauche ou un tiers-parti avec M. Rattazzi, M. Lanza, M. Cadorna, M. Buffa. Le centre gauche manœuvrait de façon à se rapprocher du gouvernement; il ne faisait plus qu'une opposition de tactique ou de circonstance, appuyant même quelquefois de ses votes les réformes ministérielles.

Les conditions parlementaires devenaient étranges. D'un côté, le ministère avait une majorité avec laquelle il avait fait la paix, mais dont une partie semblait résister ou se détacher toutes les fois que la politique du gouvernement suivait sa direction libérale et nationale. D'un autre côté, le cabinet avait devant lui des adversaires dont il était séparé surtout par les souvenirs de 1848 et 1849, mais qui avaient subi visiblement l'influence modératrice des événements et qui pouvaient devenir des auxiliaires utiles ou des opposants dangereux. De là une situation mouvante, incertaine et équivoque. Évidemment il y avait à prendre un parti. Rester à la merci des résistances de la droite, c'était laisser dériver la politique du gouvernement vers des réactions qui atteindraient un jour le système des réformes religieuses, un autre jour la liberté de la presse ou la loi électorale. Persister dans la politique qu'on avait choisie, c'était accepter d'avance la nécessité de suppléer aux défections politiques de la droite par d'autres alliances ou d'autres appuis. Le ministère ne s'y trompait pas, et ici la question se compliquait des différences de caractère entre les deux hommes qui étaient à la fois des amis et des émules dans le gouvernement, d'Azeglio et Cavour.

XIV

Au fond, d'Azeglio et Cavour avaient absolument la même pensée sur le rôle libéral et national du Piémont; mais d'Azeglio, par des considérations de diplomatie, par des raisons de caractère personnel, avait de la peine à prendre son parti d'une rupture avouée, acceptée, avec la droite. Arrivé au ministère par dévouement plus que par goût ou par ambition, il restait au pouvoir le galant homme à la nature généreuse et séduisante, à l'esprit aimable et fin, courageux devant le danger, un peu inactif devant les difficultés de tous les jours, et prompt à se fatiguer des affaires. Cavour, lui, avait l'entrain et la volonté du politique qui a la passion des affaires, qui prévoit les difficultés et qui cherche à les déjouer ou à les vaincre. Il n'était pas insensible à ce qu'il y avait de grave, même de pénible, dans une scission avec des « amis d'enfance », comme il le disait[1]; si le succès de la poli-

[1] Vers cette époque-là, dans une discussion animée où il rencontrait l'opposition de ses anciens amis, il disait d'un accent ému, mais résolu : « Oui, messieurs, je sais que, lorsqu'on entre dans la vie politique en des temps aussi difficiles, on doit s'attendre aux

tique libérale et nationale était à ce prix, il ne reculait pas, il prétendait ne pas rester en chemin. Avec ses instincts d'homme de gouvernement, il s'impatientait souvent des embarras que créaient au ministère des résistances plus ou moins avouées; il comprenait qu'on ne gouverne pas « sur une pointe d'aiguille, » avec une majorité mobile, toujours flottante ou inquiète. » On m'a accusé de m'être séparé d'anciens amis, disait-il plus tard; l'accusation n'est pas fondée. Je ne me suis pas séparé d'eux, j'ai été abandonné par eux; j'ai tout fait pour les retenir, pour les persuader, ils n'ont pas voulu me suivre. Devais-je donc rester seul et repousser le concours de ceux qui se déclaraient disposés à me suivre? »

Ceux qui se montraient disposés à le suivre étaient de ce centre gauche représenté surtout par Urbano Rattazzi, homme de tactique et d'expédient, avocat encore plus que politique, mais orateur habile, qui pouvait devenir un précieux auxiliaire. Cavour n'avait point oublié le rôle des chefs du centre gauche dans les affaires de 1848 et 1849; il savait bien qu'il avait eu à

plus grandes déceptions. J'y suis préparé. Dussé-je renoncer à tous mes amis d'enfance, dussé-je voir mes connaissances les plus intimes transformées en ennemis acharnés, je ne faillirai pas à mon devoir. Jamais je n'abandonnerai les principes de liberté auxquels j'ai voué ma carrière... »

les combattre, et il les combattait encore toutes les fois que l'occasion s'en présentait, jusqu'au dernier moment; mais il n'était point homme à se laisser enchaîner par les souvenirs irritants des divisions passées, et, dans l'alliance qui s'offrait à lui, il voyait un moyen d'émanciper le gouvernement, de renouveler les conditions parlementaires en formant entre les opinions extrêmes le parti de toutes les fractions libérales. Il ne s'effrayait guère de ces nouveaux alliés, qu'il se sentait de force à dominer. Tout se réduisait à une question d'à-propos, et, par une merveille de dextérité, Cavour choisissait justement pour l'évolution qu'il méditait, pour une affirmation plus décisive de la politique libérale, l'heure où le Piémont se voyait obligé de « carguer les voiles, » de payer une rançon apparente à l'esprit de réaction.

Je m'explique. C'était le moment où le coup d'État du 2 décembre 1851 éclatait en France. Le nouveau 18 brumaire, apparaissant en Europe sous la figure d'un autre Napoléon, n'avait rien de rassurant pour de petits pays comme le Piémont, la Belgique, où la presse avait toute son indépendance, où les vaincus de Paris allaient chercher un asile. C'était une menace pour les libertés constitutionnelles là où elles existaient, et un encouragement pour tous les partis d'ab-

solutisme ou de réaction. Le Piémont particulièrement se trouvait exposé à subir la double pression de la France du coup d'État et de l'Autriche prête à profiter de tout; il avait à se mettre en garde contre l'orage que pouvaient attirer sur lui les imprudences provocatrices des journaux ou des réfugiés.

Le cabinet de Turin avait le sentiment de cette situation aussi difficile que délicate, et, dès le mois de janvier 1852, il se hâtait de répondre aux préventions du gouvernement français en proposant une loi sur la presse qui transférait du jury aux tribunaux ordinaires le jugement des offenses contre les souverains étrangers. Le cabinet piémontais subissait ce qu'il ne pouvait éviter, il faisait la part du péril, et d'Azeglio mettait ingénieusement sa pensée dans un apologue transparent. « Je suppose que nous ayons à traverser une de ces régions où vivent les bêtes féroces, que nous passions près d'un antre où reposerait un lion, et que l'un de nos guides nous dît : Ne parlez pas, ne faites pas de bruit afin qu'il ne se réveille pas. Si l'un de nous se mettait à chanter, je crois que tous nous serions d'accord pour lui fermer la bouche... Je fais une autre supposition : si, malgré toute la prudence et les précautions possibles, le lion se réveille et s'élance sur nous, alors, si nous sommes des hommes, il faut le combattre! » Voilà

pour la prudence; mais le trait hardi et habile, c'était justement de profiter de cette occasion d'une concession faite au péril pour rompre avec ceux qui auraient voulu pousser la réaction plus loin, pour maintenir plus que jamais l'honneur de la politique piémontaise et l'inviolabilité des institutions par le rapprochement des partis libéraux accompli en plein combat parlementaire. Là est l'œuvre de Cavour.

XV

C'était une sorte de drame parlementaire engagé par le colonel Menabrea, qui ne cachait pas ses alarmes de conservateur et son désir de voir pousser plus loin le système de répression de la presse. De son côté, Rattazzi intervenait, promettant son appui au ministère, s'il devait s'en tenir à la loi qu'il croyait pour le moment nécessaire, et s'il restait libéral. C'est alors que Cavour entrait dans la discussion, défendant la loi, exposant toute la politique du gouvernement avec un mélange de sûreté et d'adresse, acceptant les offres de concours du chef du centre gauche et considérant dès ce moment le discours du colonel Menabrea comme une rupture.

Aussitôt la lutte s'animait, toutes les passions se jetaient dans la mêlée. Les pacificateurs s'efforçaient d'atténuer la vivacité du combat. Évidemment on ne s'attendait pas à cette péripétie, à ce divorce signifié à la droite et suivi d'un nouveau mariage, d'un *connubio*, comme l'appelait M. de Revel en invoquant les souvenirs de 1848 contre l'alliance nouvelle. Plus surpris que tout le monde de l'éclat qu'il avait provoqué, le colonel Menabrea disait avec une certaine tristesse : « M. le ministre des finances veut faire voile vers de nouveaux bords parlementaires, aborder à d'autres rivages. Il en est bien le maître, mais je ne le suivrai pas... » — Et Cavour répliquait à son tour : « Il n'est pas vrai que le ministère ait tourné sa proue vers d'autres rivages. Il n'a fait aucune manœuvre de cette espèce; mais il veut marcher dans la direction de la proue, non dans celle de la poupe. » Plus on s'expliquait, plus la scission s'aggravait, et cette loi de la presse, assez insignifiante après tout, se trouvait être par le fait l'occasion ou le prétexte d'une évolution décisive, savamment préparée, résolument conduite sur le champ de bataille parlementaire.

La manœuvre était certainement hardie, d'autant plus hardie que Cavour engageait le ministère plus que le ministère lui-même ne voulait peut-être s'en-

gager. Quelques-uns des membres du cabinet s'en plaignaient; de son côté, d'Azeglio s'efforçait d'adoucir les conflits, d'expliquer les paroles de son impétueux collègue. Le coup n'était pas moins porté; il avait retenti dans le Parlement, dans le pays. Il faisait de Cavour le chef visible de l'opinion libérale, le représentant, non d'une politique nouvelle, mais d'une phase nouvelle, plus active, plus décidée, de la politique piémontaise, et, peu après l'évolution, le *connubio* s'accentuait encore plus. Le président de la Chambre des députés mourait subitement; aussitôt le ministre des finances appuyait la candidature de Rattazzi à la présidence et la faisait réussir.

Le dernier mot de cette campagne si hardiment menée ne pouvait être évidemment que la suprématie de Cavour dans un temps plus ou moins prochain. Une crise ministérielle qui l'éloignait momentanément du pouvoir, au mois de mai 1852, n'avait d'autre résultat que de mieux préparer le dénoûment inévitable. L'élection de Rattazzi à la présidence avait provoqué cette péripétie nouvelle. D'Azeglio trouvait que son terrible collègue, le «cher auteur du *connubio*,» comme il se plaisait à l'appeler, allait un peu vite; il se sentait peut-être un peu froissé et il redoutait aussi l'effet de ces mouvements précipités sur l'opinion extérieure. Ca-

vour ne voyait aucun inconvénient à laisser le pouvoir à d'Azeglio, à prendre une retraite momentanée où il gardait le prestige d'une autorité toujours grandissante, et il expliquait lui-même la crise en écrivant à un de ses amis, à Salvagnoli, de Florence : « Il était, à mon avis, non-seulement utile, mais indispensable, de constituer fortement le parti libéral... D'Azeglio, après avoir été d'abord convaincu de cette nécessité, n'en a pas admis toutes les conséquences, et il a provoqué une crise qui devait conduire à ma retraite ou à son éloignement du pouvoir. La politique extérieure exigeait que je fusse le sacrifié. D'Azeglio, je crois, se serait retiré volontiers; je l'en ai dissuadé autant que j'ai pu; il est resté, et je suis sorti sans que nous ayons cessé d'être des amis privés et politiques. A son tour, il devra se retirer, et alors on pourra constituer un cabinet franchement libéral. En attendant, je profite de ma liberté reconquise pour aller faire un voyage en Angleterre et en France... »

XVI

Ce n'était, on le voit bien, qu'une trève, et ce voyage en Angleterre n'était pas une simple excur-

sion d'agrément. Cavour se proposait de voir les hommes d'État des deux pays, de dissiper les préventions dont le Piémont libéral pouvait être l'objet, de préparer les voies à ses propres combinaisons. En Angleterre, il n'avait pas de peine à réussir. Lord Malmesbury, alors chef du *Foreign-Office*, lui témoignait ouvertement le désir de le voir revenir aux affaires avec ses amis, avec le parti qu'il avait travaillé à constituer. A Paris, où il avait donné rendez-vous à Rattazzi, il trouvait partout l'accueil le plus empressé. Il voyait le prince-président Louis-Napoléon, qu'il séduisait par sa supériorité facile; il voyait aussi d'anciens amis du monde parlementaire, M. Thiers, qui lui disait : « Ayez patience; si, après vous avoir fait manger des couleuvres à déjeuner, on vous en sert encore à dîner, ne vous dégoûtez pas. » Cavour gagnait à ce voyage de se faire beaucoup d'amis et de connaître la situation où il pourrait avoir à manœuvrer.

Au fond, de Londres ou de Paris, il avait toujours ses regards tournés vers le Piémont, où le ministère semblait assez flottant, et il écrivait à ses amis : « Nous ne devons pas combattre d'Azeglio, nous devons lui prêter un appui loyal; mais nous ne pouvons lui sacrifier notre réputation... Dès mon retour, nous nous concerterons, nous verrons La Marmora et nous lui parlerons

nettement. Il est temps que tout ceci finisse. Si d'Azeglio désire rester au pouvoir, qu'il le dise, il aura en nous des alliés sincères. S'il ne veut plus du pouvoir, qu'il cesse de rendre insoluble le problème du gouvernement par de continuelles hésitations... » Le fait est que d'Azeglio pliait sous le fardeau du pouvoir, et que, de loin comme de près, Cavour pesait sur le ministère. S'il avait été une difficulté par sa présence dans le gouvernement, il était encore plus un embarras par son absence.

Le ministère n'avait pu vivre avec lui, il ne pouvait vivre sans lui. Allié du cabinet, il l'aurait éclipsé et absorbé ; chef d'opposition, il l'aurait vaincu et réduit à l'impuissance. C'était évident, — et, dès la rentrée du voyageur à Turin au mois de septembre 1852, la question ne restait pas longtemps incertaine. Cavour était appelé à former un ministère dont il devait être le chef, et d'Azeglio, en s'effaçant devant son brillant rival, en se retirant sans regret, écrivait : « J'avais accepté le gouvernail quand il était démontré que je pouvais manœuvrer avec plus de profit qu'un autre pour le pays... Maintenant le navire est radoubé, les voiles peuvent flotter au vent. Je quitte mon banc de quart, à un autre ! Cet autre, que vous connaissez, est d'une activité diabolique et fort dispos de corps comme

d'esprit, et puis cela lui fait tant de plaisir ! » — Et c'est ainsi qu'à travers une série de métamorphoses et d'évolutions se dégage cette prépondérance d'un politique « libéral-conservateur » arrivant à créer, quant à lui, par l'alliance des « modérés de tous les partis, » la situation parlementaire sur laquelle il va s'appuyer pour ouvrir au Piémont et à l'Italie la voie des destinées nouvelles.

CHAPITRE II.

LA POLITIQUE DE CAVOUR. — LE PREMIER ACTE DU DRAME NATIONAL.

Cavour, président du Conseil. — Idée nationale et libérale. — Politique financière. — Politique commerciale. — Politique religieuse. — Résistances des partis. — Lettre de Cavour sur sa politique. — Commencement de l'action. — La question d'Orient et la guerre de Crimée en 1856. — Alliance avec la France et l'Angleterre. — Le corps piémontais en Crimée. — La paix et les résultats pour le Piémont. — Voyage du roi Victor-Emmanuel en France. — Cavour au Congrès de Paris. — Premiers entretiens avec l'empereur. — La question italienne devant l'Europe. — La séance du 8 avril. — Illusions de Cavour. — Le Piémont et l'Italie après la paix.

I

Lorsque Cavour, après une retraite de quelques mois, rentrait victorieusement aux affaires comme président du conseil, le 4 novembre 1852, il arrivait au pouvoir dans des circonstances qui ne pouvaient que donner à son avénement un caractère plus décisif.

Au moment où s'effaçait ce ministère d'Azeglio qui avait si patriotiquement dénoué les crises du lendemain

de Novare, une dernière tentative, à laquelle le roi ne se refusait pas, était faite par le comte Balbo pour reconstituer un cabinet purement conservateur, ce qu'on aurait pu appeler un ministère de réconciliation avec Rome. Cavour, consulté tout d'abord par Victor-Emmanuel, avait laissé passer cette expérience dont il démêlait l'inanité ; il était parti pour Leri. Balbo avait épuisé les négociations et les combinaisons, il avait échoué ; il n'avait essuyé que des refus de ses amis eux-mêmes, à commencer par M. de Revel, qui ne se sentait pas de force à dominer le courant de l'opinion. L'avénement de Cavour, après cette dernière et vaine expérience, devenait d'autant plus significatif ; il tranchait la question entre les deux systèmes qui, depuis près de trois ans, étaient perpétuellement en lutte à Turin.

Le nouveau président du conseil arrivait au gouvernement dans les conditions qu'il avait lui-même préparées, qu'il avait maintenant à étendre, à fortifier. Et, ici, qu'on remarque la manière de procéder de Cavour. S'il était bien résolu à ne plus se laisser arrêter par les résistances de la droite, du « parti clérical, » il n'avait nullement l'intention de déplacer brusquement l'équilibre politique, de se séparer de ses amis, les modérés libéraux ; il n'avait garde de « rompre la

chaîne, » comme il le disait, et avant tout il avait tenu à s'assurer le concours des principaux membres du cabinet d'Azeglio dont il avait été le collègue. « Sans La Marmora, répétait-il familièrement, je ne pourrais pas être ministre. » Pour lui, La Marmora représentait la réorganisation militaire, comme Paleocapa, ingénieur de premier mérite, représentait l'esprit de progrès dans les œuvres matérielles; comme Boncompagni représentait l'esprit de sage réforme dans les questions religieuses. Les nouveaux ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, le général Dabormida et le comte Ponza de San-Martino, se rattachaient aux mêmes traditions. C'était toujours un gouvernement de centre droit, avec un chef aux allures plus décidées, qui ne gardait pour lui que les finances, mais qui était de force à tout diriger.

Ce n'est qu'après quelques mois, lorsque le cabinet avait eu déjà le temps de s'affermir, que l'entrée de Rattazzi au ministère de la justice réalisait l'alliance définitive avec le centre gauche. L'évolution s'accomplissait ainsi comme elle devait s'accomplir, par une sorte d'assimilation conduite avec autorité. Cavour ne subissait pas le centre gauche, il l'absorbait ou l'annexait, et le centre gauche avait raison de se laisser annexer, puisqu'il aidait au succès d'une idée juste et

féconde par l'alliance de toutes les fractions libérales sous le plus habile des guides. Avant qu'une année fût écoulée, cette pensée recevait du pays lui-même la sanction la plus éclatante par des élections qui envoyaient à la Chambre une immense majorité ministérielle.

A partir de ce moment, Cavour pouvait dire en toute vérité qu'il avait « élevé une barrière assez haute pour que la réaction ne la pût dépasser. » Il avait désormais, avec la confiance du prince, son ministère, sa majorité, c'est-à-dire toute une situation parlementaire qu'il avait conquise, sur laquelle il pouvait s'appuyer pour marcher à l'accomplissement de ses desseins, à la réalisation progressive de sa politique.

II

Cette politique, qui commençait par se créer à elle-même son instrument d'action, elle a été en effet l'œuvre originale, je pourrais dire l'expression du génie d'un homme. Cavour ne l'avait point sans doute tirée de son imagination, il la recevait des circonstances. Il n'était point évidemment le seul à en avoir l'idée, d'autres en ont eu l'instinct ou le pressentiment ;

mais c'est lui qui l'a coordonnée, qui l'a ramenée à des conditions pratiques, en la marquant du sceau de son esprit à la fois mesuré et hardi, en faisant une réalité de ce mot d'une génération vaincue et non désespérée : « Nous recommencerons ! »

Un des premiers, Cavour avait saisi les conséquences de cette vérité supérieure qu'il résumait un jour en disant : « Il est impossible au gouvernement d'avoir une politique nationale, italienne, en face de l'étranger, sans être à l'intérieur libéral et réformateur, de même qu'il nous serait impossible d'être libéraux au dedans sans être nationaux et Italiens dans nos rapports extérieurs. » Mieux que tout autre, il avait compris que, si le Piémont voulait s'attacher à ce programme dans la position difficile où il se trouvait après la défaite, sous le regard toujours défiant de l'Autriche, il avait à déployer dans un petit cadre les ressources d'énergie, de sagesse et d'activité d'un grand pays ; le Piémont avait à commencer par se relever lui-même, par se refaire en Europe comme en Italie une situation, un crédit à la hauteur de ses ambitions. De là toute une politique invariable dans sa direction, flexible et variée dans ses moyens, embrassant à la fois les finances, la réorganisation militaire, la diplomatie, les affaires religieuses.

Tout procède d'une même pensée dans cette œuvre qui se développe et se dégage par degrés sous une impulsion vigoureuse. Les affaires économiques et financières sont les premières auxquelles s'attaque l'activité de Cavour. Le Piémont, comme tous les vaincus, avait à payer ses revers. Il restait sous le poids de deux campagnes malheureuses qui, du premier coup, avec l'indemnité autrichienne, lui coûtaient bien près de 300 millions. Sa dette, qui avant 1848 ne comptait que pour 5 millions de rente, s'élevait rapidement à plus de 30 millions. Le budget de ses dépenses, qui n'était que de 80 millions avant la guerre, passait à 178 millions en 1848, 216 millions en 1849, 189 millions en 1850, pour finir par se fixer entre 130 et 140 millions. Ainsi, même après les premiers moments, les dépenses restaient presque doublées, la dette avait sextuplé, et, toute proportion gardée, pour l'époque, — il y a de cela vingt-cinq ans, — pour un pays de moins de 5 millions d'âmes, aux ressources encore peu développées, ces chiffres représentent un fardeau presque aussi lourd que celui qui a été depuis supporté par la France dans des circonstances plus tragiques encore. Voilà la situation.

Deux systèmes étaient possibles, et que de fois ils se sont trouvés en présence ! On pouvait procéder par

une stricte et méticuleuse économie, poursuivre un modeste équilibre en resserrant les dépenses, en limitant le déficit et en recourant pour le reste aux aggravations d'impôts les plus nécessaires; mais alors il fallait renoncer à tout rôle extérieur, réduire l'armée, s'interdire ou tout au moins ajourner indéfiniment les travaux les plus utiles. C'était peut-être de la prudence d'une certaine façon; ce n'était pas de la prévoyance, puisqu'on avait toujours à imposer au pays des surcroîts de charges inévitables sans lui offrir aucune compensation, sans rien faire pour développer sa vitalité, pour l'aider à porter plus aisément le fardeau qu'on ne pouvait lui épargner. Cavour avait d'autres idées, et c'est lui qui a créé réellement le système financier de l'ordre nouveau, du Piémont constitutionnel, libéral; c'est lui qui a fait ce que j'appellerai, en prenant son langage, le budget « de l'action et du progrès. »

III

Le budget de Cavour était l'expression d'une politique, d'une situation, l'œuvre d'un homme qui, en subissant la nécessité de demander au pays la rançon

de ses malheurs, prétend faire de cette rançon forcée un moyen de réparation. Les impôts nouveaux, dans tous les cas, ne pouvaient être évités sans doute : ils étaient une condition de solvabilité et de crédit pour le Piémont. Combiner la création de ces impôts nouveaux avec la réorganisation des anciens impôts inégalement répartis dans les provinces, c'était la première nécessité. Cavour n'ignorait rien du problème qu'il avait à résoudre, et, dès son entrée au pouvoir, il s'était mis à l'œuvre sans hésiter, sans s'émouvoir de l'impopularité qui attend toujours le ministre réduit à faire crier le contribuable.

Et, lui aussi, il avait à se débattre avec les propositions de réformes radicales et les théories spécieuses, même avec l'impôt sur le revenu. Il écartait résolument les expériences inopportunes comme les utopies, pour s'arrêter à ce qui lui semblait possible. Il mettait toute son habileté à disputer aux oppositions, à conquérir sur le patriotisme des Chambres un certain nombre de taxes sur le personnel et le mobilier, sur les patentes, sur les successions, sur l'enregistrement. Avec cela, il pensait donner à son budget un lest nécessaire de 25 à 30 millions; mais ce n'était qu'une partie de ses combinaisons. Il sentait bien que, pour les desseins de sa politique, cela ne pouvait suffire. Il savait que, si

le Piémont restait pauvre, les taxes seraient toujours trop lourdes, et que le meilleur moyen de vivifier le budget, les finances publiques, était de vivifier le pays par l'essor de l'industrie et du travail, par le déploiement des forces productives, par tout ce qui pouvait aider au progrès de la fortune nationale. De là ce qui complétait son système financier, ou plutôt ce qui en était la partie essentielle et originale.

D'un côté, au lieu de suspendre les dépenses, au risque de proroger ou même d'aggraver momentanément le déficit par de nouveaux appels au crédit, Cavour ne craignait pas d'engager plus de 200 millions dans la construction des chemins de fer de Gênes, du lac Majeur, de Novare, de Suse, de Savoie, dans des travaux de toute sorte. Il hâtait le développement des communications intérieures, il favorisait l'esprit d'association et d'entreprise sous toutes les formes. D'un autre côté, à peine arrivé au pouvoir, Cavour n'avait point hésité à réaliser dans le petit Piémont une grande idée, la liberté commerciale, qu'il inaugurait par une réforme douanière, qu'il consacrait diplomatiquement par des traités de commerce avec la France, avec l'Angleterre, avec la Belgique, avec la Suisse. Cavour ne procédait point sans doute en théoricien de l'absolu, en libre échangiste de fantaisie ou

de parti pris; il accomplissait pratiquement une réforme graduée, proportionnée aux circonstances, qui devait profiter aux consommateurs par les dégrèvements de tarifs, favoriser le commerce maritime, stimuler l'industrie intérieure par la concurrence étrangère et l'alimenter par le dégrèvement des matières premières, en ouvrant des débouchés aux produits nationaux.

Aggraver les dépenses et les dettes lorsqu'on avait à créer de nouveaux impôts, accomplir une réforme des tarifs après une réforme postale, après une réduction de la taxe du sel, lorsqu'on avait un déficit dans le budget, c'était assurément de la hardiesse, peut-être de la témérité. Cavour déployait dans cette œuvre compliquée, difficile, une confiance imperturbable, comptant sur « la liberté et les miracles qu'elle peut produire, » selon son expression; sur l'influence vivifiante de ces dépenses qu'on lui reprochait, qu'il avait sans cesse à défendre contre toutes les attaques. Il montrait que, si l'on consacrait un ou deux millions à l'amélioration des ports, c'était pour gagner cinq cent mille francs par an; que, si l'on employait dix millions au percement du Luckmanier, on augmentait d'un tiers, peut-être de la moitié, le commerce de Gênes; qu'en garantissant un intérêt au chemin de fer de la Savoie,

on faisait dépenser quarante ou cinquante millions dans cette province qui manquait de capitaux. « Pour pouvoir réaliser notre programme, disait-il, pour faire fructifier les ressources du pays, il était nécessaire de donner une grande impulsion aux œuvres d'utilité publique, de pousser nos chemins de fer avec toute la sollicitude possible et d'encourager les autres entreprises... Pour ne point déchoir de la position où s'est maintenue pendant tant de siècles la monarchie de Savoie, il était nécessaire de réorganiser et de fortifier notre armée... Ce système nous imposait la nécessité de contracter de nouveaux emprunts, ou du moins de contracter des emprunts plus considérables qu'ils ne l'auraient été si nous avions suivi le système de la modestie et de l'économie. Il fallait, par conséquent, augmenter les impôts ; mais on ne pouvait augmenter les impôts et obtenir le développement des ressources du pays, si l'on n'entreprenait en même temps sur une large échelle la réforme de notre régime économique... »

Cette réforme économique entreprise pour susciter l'activité et les ressources du pays, elle n'était pas seulement, à vrai dire, une œuvre commerciale et financière ; par la forme diplomatique sous laquelle elle s'accomplissait, elle avait dans l'esprit de Cavour, dans

l'ensemble de ses desseins, un autre caractère et un autre rôle. Elle tirait le Piémont de l'isolement où il était resté après son désastre, elle le rapprochait des grandes nations de l'Occident, de l'Angleterre, de la France; elle nouait en un mot une alliance d'intérêts qui pouvait devenir une alliance d'idées et de politique. L'Autriche ne s'y trompait pas : avant de mourir, le prince Schwartzenberg, premier ministre à Vienne, disait avec une mauvaise humeur mal déguisée : « Le Piémont veut acheter l'appui de l'Angleterre pour l'Italie avec sa politique commerciale ! » Ce n'était pas absolument vrai, ou du moins Cavour ne sacrifiait rien, et quelquefois il se défendait d'avoir été conduit par une arrière-pensée politique à une réforme qu'il croyait utile à son pays; en réalité, il se fiait à la logique des choses, il ne doutait pas que le Piémont, demeurant constitutionnel, adoptant la liberté commerciale avec toutes les autres libertés, ne gagnât rapidement les sympathies de l'opinion anglaise et que ce ne fût pour lui une force nouvelle. « L'Angleterre, disait-il dans l'intimité, n'est plus le champion de l'absolutisme sur le continent, et il ne serait pas facile à un ministère anglais de s'allier avec l'Autriche pour l'oppression de l'Italie. »

Quant à la France, Cavour ne cachait certainement

pas l'intention de nouer amitié avec elle sous le voile d'un traité de commerce. Si ce traité n'était pas tout ce qu'il aurait voulu, s'il avait été obligé de faire des concessions au système protectionniste français, il en prenait son parti, il voyait ici l'avantage politique encore plus que l'avantage économique. « L'horizon est encore sombre autour de nous, disait-il, et nos institutions ne sont pas à l'abri de tout péril. Il est possible que quelque événement vienne à se produire qui nous fasse désirer l'appui au moins moral de la France. Je le déclare franchement : en présence des faits qui peuvent surgir, je crois qu'il est prudent, conforme aux intérêts du pays, de nous mettre en bons rapports avec la France. Voilà pourquoi nous avons, non pas sacrifié, mais laissé au second plan les considérations économiques. C'est par des vues politiques que nous avons été conduits à accepter ce traité, qui affermit nos bonnes et cordiales relations avec la France... » Et Cavour ajoutait un mot plus frappant encore, qui, prononcé en 1851, ressemble à une prophétie : « Ne peut-il pas arriver telle complication où soient enveloppés tous les peuples qui nous entourent, qui partage en deux camps l'Orient et l'Occident? Si cela arrivait, voudrions-nous n'être pas bien avec la France?... »

Ainsi tout se coordonnait sous le sceau d'une pensée

libérale et prévoyante qui savait se servir des finances, du commerce, de la diplomatie, pour remettre le Piémont en marche.

IV

Ce que Cavour faisait par son système financier et commercial, il le tentait et le réalisait dans une plus haute sphère morale par sa politique religieuse, par cette politique qui a été une des expressions les plus complètes du libéralisme appliqué aux affaires de l'Église.

Remettre la situation ecclésiastique d'accord avec les principes du « statut, » maintenir la direction libérale et nationale de la politique piémontaise dans les relations de la puissance civile avec l'Église et avec la cour de Rome, c'était là le problème qui se débattait à Turin. Il se reproduisait invariablement à mesure que se succédaient, comme des conséquences de l'ordre nouveau, toutes ces lois sur l'abolition des priviléges ecclésiastiques, sur le mariage civil, sur la réorganisation des biens du clergé, sur la suppression de certains ordres monastiques. Sur chaque projet, la lutte renaissait plus ardente; à l'agita-

tion cléricale, entretenue par les protestations de Rome, répondait l'agitation anti-cléricale. Dans le Parlement, la gauche accusait le gouvernement de ne pas procéder avec assez de résolution et d'énergie dans les affaires religieuses; la droite se plaignait qu'on ne négociât pas avec le Saint-Siége, qu'on n'attendît pas le bon plaisir de Rome. Cavour portait dans le maniement de ces questions aussi délicates que redoutables l'esprit le plus décidé et en même temps le plus affranchi de préjugés.

Un moment, il est vrai, il avait été de ceux qui croyaient qu'on pouvait s'entendre avec le Saint-Siége; il ne tardait pas à s'apercevoir que c'était impossible, d'autant plus que la réaction religieuse, grandissant en Italie comme en Europe, ne faisait que fortifier la cour de Rome dans ses exigences et dans ses résistances. Il voyait bientôt surtout le pontificat se compromettre par une victoire de théocratie, par le concordat autrichien, dans la plus dangereuse solidarité avec la domination étrangère au delà des Alpes.

Au fond, il ne croyait plus à un accord avec Rome pour la réalisation des réformes que le Piémont avait à cœur, et, quant à lui, il ne le désirait plus. « Si nous nous mettons en relations directes avec Rome, écrivait-il dans une lettre tout intime, nous

ruinons de fond en comble l'édifice politique que nous avons tant de peine à élever. Il n'est pas possible de conserver notre influence en Italie, si nous entrons en arrangement avec le pontife. Qu'on ne pousse pas trop la lutte, bien ; mais qu'on ne fasse point un pas en arrière! Vous savez que je ne suis pas prêtrophobe, que je suis disposé à la conciliation, que je voudrais donner à l'Église des libertés plus grandes que celles dont elle jouit, que je serais disposé à renoncer aux *exequatur*, au monopole universitaire, etc.; mais, dans les circonstances actuelles, je suis persuadé que toute tentative d'accord tournerait contre nous... » Il parlait ainsi comme il disait dans une autre circonstance, au feu de l'action : « Nous avons à combattre l'Autriche à Venise et à Milan, — et aussi à Bologne et à Rome ! »

La question des réformes religieuses, des rapports avec l'Église et avec Rome, devenait ainsi, aux yeux de Cavour, une question de nationalité autant que de régime intérieur; elle était un des éléments de la situation italienne. Prétendre la résoudre par des transactions et des compromis, ce serait s'user inutilement dans des négociations sans fin et sans profit. Pour lui, il n'y avait qu'une solution, — la liberté, l'indépendance complète du pouvoir civil et du pouvoir re-

ligieux : simple et grande idée, qui allait bientôt se résumer dans un mot retentissant, « l'Église libre dans l'État libre ! » Celui qui élevait ce drapeau dans un coin de l'Italie n'était ni un théoricien ni un révolutionnaire cédant à une fantaisie de nouveauté, au risque de bouleverser les intérêts, les traditions et les croyances; ce n'était pas non plus un tacticien dans l'embarras couvrant du prestige d'un grand mot une campagne parlementaire contre le cléricalisme. Cavour n'avait ni les passions d'un sectaire, ni les subtilités d'un casuiste, ni la légèreté d'un innovateur étourdi. Il voyait dans la liberté acceptée sans subterfuge un moyen d'affranchir la société civile, — je dirai la société nationale, puisqu'il ne séparait pas l'Italie du Piémont, — sans asservir la société spirituelle qui s'appelle l'Église.

« Oh ! celui-là, disait plus tard à Rome Mgr Darboy, la future victime de la Commune, celui-là était vraiment un homme hors ligne, il n'avait pas le moindre sentiment de haine dans le cœur. » Rien n'était plus vrai : le libéralisme du grand Piémontais ne procédait d'aucun sentiment de haine ou d'animosité vulgaire. Cavour n'avait pour sûr rien du « prêtrophobe, » comme il le disait, et c'est ce qui a fait la supériorité, l'originalité de sa politique religieuse. Il

avait inauguré, il entendait bien poursuivre jusqu'au bout les réformes dans lesquelles il voyait le développement du « statut; » mais, en revendiquant l'indépendance de la vie civile et nationale, il ne refusait pas la liberté à l'Église. Il la laissait maîtresse dans son domaine, il poussait même fort loin ce sentiment de l'incompétence laïque.

Lorsque des députés de la gauche, Brofferio, Asproni, demandaient que l'État surveillât l'enseignement des séminaires, il répondait vivement : « Si j'avais une opinion à émettre comme citoyen, non comme ministre, je dirais que le gouvernement doit rester étranger à l'enseignement de la théologie, sur lequel il appartient aux évêques seuls de veiller. Les évêques ne doivent pas faire la besogne des députés ni les députés celle des évêques. Nous sommes libres de croire ou de ne pas croire, de choisir pour directeurs spirituels qui bon nous semble. Si les séminaires enseignent une mauvaise morale, nous prendrons pour confesseurs des théologiens qui aient été à l'école de M. Asproni. » Et, parlant plus sérieusement, Cavour ajoutait : « Comment le clergé se convertira-t-il à nos institutions, comment les aimera-t-il, si après lui avoir ôté, et avec raison, quelques-uns des priviléges que l'ancien régime lui attribuait; si, au moment de lui

ôter ceux qui lui restent encore, vous venez lui dire : Nous réformons selon les principes de l'égalité et de la liberté toutes les parties de la législation qui vous étaient jadis favorables ; mais, quant à votre indépendance et à votre liberté, nous voulons conserver les traditions du passé que nous appelons, en tant qu'elles vous sont contraires, l'héritage glorieux de nos pères !.. Le meilleur moyen d'accroître l'influence politique du clergé est de lui faire une situation exceptionnelle, de le persécuter ou seulement de lui infliger des vexations... »

V

Assurément Cavour avait son opinion sur la direction absolutiste et théocratique de l'Église contemporaine, et sur les dangers de cette direction. Il n'avait aucune illusion sur le cléricalisme mêlé à la politique, il avait souvent à le combattre et à lui tenir tête. Il se gardait néanmoins de répondre à des agressions par des représailles de gouvernement; il ne cessait point pour cela d'être modéré, même dans ces réformes qu'on lui reprochait si violemment.

Qu'était-ce en effet que cette loi, une de celles

qui ont fait le plus de bruit, sur la suppression de certains ordres monastiques et sur les biens du clergé? La loi, sans porter atteinte au droit d'association religieuse, supprimait les ordres mendiants et quelques autres, qu'elle dépouillait de la personnalité civile; elle laissait vivre les ordres enseignants, les ordres hospitaliers, surtout les sœurs de charité, et Cavour était le premier à les défendre contre la gauche en déclarant que rien ne le déterminerait à signer une loi qui supprimerait les ordres de charité. « Je quitterais dix fois le ministère, s'écriait-il, plutôt que de me rendre solidaire d'un acte qui, à mon avis, ferait un tort immense à notre pays aux yeux de l'Europe civilisée... » Quant aux biens ecclésiastiques, tout consistait dans la création d'une caisse spéciale dotée avec les revenus des ordres supprimés et affectée entièrement au clergé.

Sur ce point, Cavour n'hésitait pas; c'était une des idées fixes de sa politique. Il a été toujours opposé à ce qu'on appelait l'*incamération* des biens ecclésiastiques, ou, si l'on veut, à l'expropriation de l'Église, transformée en corps salarié par l'État, et il en donnait une raison singulière pour un ministre : c'est que cette mesure créerait le pire des despotismes, le despotisme administratif. « J'ai le malheur ou la bonne for-

tune, comme il vous plaira, disait-il, d'être ministre dans un pays où règne à un certain degré la centralisation, où le gouvernement a des moyens d'action assez nombreux. Eh bien! je vous déclare que, si vous ajoutez à ces moyens celui dont vous parlez, vous donnerez au gouvernement un pouvoir menaçant pour la liberté... » Mais ce n'était pas la grande raison, la raison de « haute politique » qui déterminait Cavour.

Le vrai motif, c'est que l'expropriation conduirait au développement, à l'exaltation de l'esprit de caste, par l'isolement complet du clergé au milieu de la société civile, par le reserrement des liens qui attachent l'ecclésiastique à la hiérarchie sacerdotale. « L'incamération, disait-il, s'est accomplie sur une immense échelle dans quelques pays d'Europe. En France, avant la Révolution, le clergé était, si je ne me trompe, aussi riche que celui d'Espagne. Il fut totalement dépouillé, et aucun débris ne lui resta de ses anciennes possessions. Qu'arriva-t-il? Je respecte beaucoup le clergé français, et je reconnaîtrai qu'il est plus moral, plus zélé que celui d'autrefois; mais personne ne niera qu'il ne soit beaucoup moins national, beaucoup moins libéral que ne l'était le clergé de l'ancien régime. Celui-ci était animé d'un

esprit d'indépendance à l'égard de Rome, d'un certain attachement pour des maximes nationales; il avait des instincts de liberté. C'est tout autre chose aujourd'hui : tous les faits démontrent que le clergé de France est infiniment plus ultramontain que notre clergé national. — On dira : Mais il y a un autre parti à prendre, laissons les fidèles payer leurs ministres.— Savez-vous ce qui s'ensuivrait? Un redoublement de zèle, de fanatisme, d'ultramontanisme. Ce système existe en Irlande. Là, le clergé n'est point salarié; ses moyens d'existence consistent dans l'aumône et les souscriptions volontaires des fidèles. Ce clergé est moins libéral encore et plus fanatique que celui de France. »

Cavour pensait sur ce point comme Tocqueville, qu'il avait devancé. Aussi refusait-il de s'engager dans cette voie des expropriations ecclésiastiques et de chercher dans de pareils moyens l'équilibre de son budget. Les réformes religieuses devaient être la sécularisation légitime et progressive de la société civile, non un expédient d'hostilité et de persécution.

C'était un grand libéral qui était en même temps un grand politique. Décidé à aller jusqu'au bout, à désintéresser les vœux libéraux du pays, à enlever les redoutables questions religieuses aux passions révolutionnaires, il tenait aussi à ne rien brusquer. Il avait

surtout le souci de l'opinion, qu'il voulait éviter de diviser, et il en disait la raison sans déguisement, un jour que M. Depretis la lui demandait, — « afin que la nation soit unanime, si une occasion se présente de racheter nos destinées par un effort énergique ».

Il ne voulait ni diviser l'opinion, ni laisser les partis compromettre la bonne renommée du pays par des vexations inutiles, et lorsqu'on proposait de soumettre tous les clercs sans exception, tous les élèves des séminaires au recrutement militaire, il s'y opposait sans hésiter. « Votre proposition sera regardée à l'extérieur comme un acte révolutionnaire... Eh bien ! dans la condition présente des choses, je considère comme un grand mal tout acte qui pourrait être représenté au dehors comme une mesure révolutionnaire. » Précisément parce que c'était un politique poursuivant sans préoccupations banales la réalisation d'une pensée supérieure, il n'avait aucune peine à rester modéré, à dédaigner les excitations des partis.

Génie tolérant et pratique avant tout, il ne croyait pas nécessaire de prodiguer les violences de langage, de blesser à tout propos les susceptibilités du clergé ; il mettait au contraire de l'art à le gagner aux réformes qu'il lui imposait, à le séduire, et il réussissait, témoin cette circonstance

où le général d'un ordre religieux arrivant de Rome restait abasourdi de l'accueil qu'il avait reçu auprès de lui, et Cavour disait en souriant: « Ce frère est allé en sortant de chez moi à l'évêché, qui ne l'a pas certainement reçu comme je l'ai accueilli. Il fera la comparaison, il retournera à Rome, il racontera ce qui lui est arrivé, et, s'il veut être de bonne foi, il dira que je ne suis pas ce ministre persécuteur, cet homme diabolique qu'on se figure à Rome. » Il n'y mettait peut-être pas tant de calcul ; il agissait ainsi tout naturellement, comme il distribuait sans bruit, sans ostentation, des secours aux prêtres malheureux qui s'adressaient à lui. Quelquefois le matin, puisant dans sa bourse aussi souvent que dans la pauvre escarcelle de l'État, il préparait avec un de ses collaborateurs les petits subsides que quelques ecclésiastiques attendaient, et il répétait en se frottant gaiement les mains : « Ah ! si ces messieurs de la gauche nous voyaient occupés à faire ces belles choses ! »

C'est que dans le fond de sa nature Cavour était un esprit libre, il n'avait rien d'un vulgaire esprit fort se faisant un jeu des croyances dans lesquelles il était né, et il en avait donné une preuve curieuse, longtemps inconnue. Sept ans avant sa mort, au plus fort de ses luttes pour la loi des couvents, pendant une épidémie

meurtrière qui désolait Turin, Cavour avait pris ses précautions pour n'être pas exposé, s'il était frappé, aux scènes douloureuses qui avaient accompagné l'agonie du comte Santa-Rosa. Il avait voulu s'assurer que les secours de l'église ne lui manqueraient pas.

Un matin, il avait tout réglé tranquillement avec un prêtre de la paroisse de la *Madone des Anges*, qu'il prenait pour le confident de ses charités, fra Giacomo. Au dernier moment de l'entretien survenait Rattazzi, depuis peu ministre de l'intérieur, et Cavour, après avoir reconduit gracieusement le prêtre, se tournant vers son collègue, lui disait d'un ton plein de bonhomie : « Nous avons tout arrangé avec lui au cas où il m'arriverait malheur. » — Et, chose à remarquer, sept ans après, à son lit de mort, le ministre piémontais, devenu le premier ministre du royaume d'Italie, voyait accourir fra Giacomo, fidèle à sa promesse de 1854 ! C'est avec cet esprit, avec ce mélange de hardiesse, de ménagements, de simplicité, de confiance libérale, d'activité appliquée à tout, que Cavour poursuivait cette campagne religieuse, qui, avec les finances, avec la diplomatie, était l'expression de sa politique.

VI

Cette politique, à vrai dire, ne marchait pas toute seule. Elle avait à se frayer un chemin à travers les résistances, les contradictions, les oppositions passionnées, et Cavour avait à compter chaque jour avec des difficultés de toute sorte, extérieures et intérieures.

Presqu'au lendemain de son avénement à la présidence du conseil, dès le commencement de 1853, les relations avec l'Autriche avaient subi une première épreuve. L'Autriche avait saisi le prétexte d'une échauffourée mazzinienne qui éclatait à Milan pour frapper les émigrés lombards réfugiés à Turin; elle avait séquestré les biens des Casati, des Arese, des Arconati, des Torelli et de bien d'autres. Le Piémont, après avoir rempli sans hésiter ses devoirs de police internationale en présence de l'échauffourée milanaise, ne pouvait se dispenser de protester contre une mesure de spoliation qui atteignait des hommes évidemment innocents, devenus Piémontais par la naturalisation, et dont quelques-uns étaient membres du parlement. La protestation n'avait eu aucun effet : de là, sinon une rupture, du moins un premier refroidissement,

manifesté par le rappel réciproque des ambassadeurs.

Au fond, Cavour ne regrettait pas trop un incident qui, moins de quatre années après la paix, semblait faire revivre la question nationale, et où l'Autriche gardait la responsabilité d'une provocation acerbe, blâmée par la France et l'Angleterre. « L'Autriche, disait-il, a mis contre elle l'opinion tout entière, les gouvernements de l'Europe. En voulant nous faire du mal, elle nous a rendu service ; nous en profiterons ! » Cette semi-rupture ne créait pas moins une situation épineuse, délicate, précaire, qui entretenait une certaine inquiétude, que tous les fauteurs de réaction en Piémont et en Europe pouvaient exploiter, et exploitaient en effet, en la représentant comme l'œuvre d'une politique d'impatience imprévoyante d'un cabinet d'agitation révolutionnaire ; mais ceci n'était rien encore. C'est à l'intérieur que les difficultés devenaient par instants sérieuses et même pénibles.

Tout ce système d'impôts nouveaux, de réformes financières, de traités de commerce, ne pouvait malheureusement être mis en action sans émouvoir bien des intérêts, sans provoquer des malaises, des froissements, des crises d'un moment. Les mauvaises récoltes, les épidémies sur les vers à soie ou sur les vignes venaient aggraver le mal. Tout était exploité par l'esprit de

parti ou de faction. Si le prix du pain s'élevait, c'était évidemment la faute de Cavour et de ses réformes ! On déclamait contre le ministre qui affamait le peuple, contre les accapareurs, et un soir, dans cette paisible ville de Turin, une foule ameutée se portait, avec des cris de mort, vers la « maison Cavour, » dont elle brisait les vitres, qu'elle tentait de prendre d'assaut. Ce ne fut qu'une échauffourée qui ne répondait en rien, du reste, aux sentiments de la vraie population turinoise. Le lendemain, Cavour, accompagné de La Marmora, parcourait à pied les rues de Turin, se rendant comme d'habitude au ministère des finances, et partout sur son chemin il recevait les marques d'une affectueuse déférence.

En Savoie, les journaux de la réaction s'efforçaient d'enflammer les passions, de propager le mécontentement en mettant perfidement en regard ce qu'on payait autrefois et ce qu'imposaient les taxes nouvelles. On accusait publiquement Cavour « d'écraser l'ouvrier, le paysan, d'impôts pour ses utopies italiennes. » Le conseil municipal de Chambéry, livré tout entier aux influences réactionnaires, donnait presque le signal du refus de l'impôt. La garde nationale s'abstenait de se rendre à la fête du « statut, » et un député savoyard écrivait à Cavour : « A têtu, têtu

et demi ; ce n'est pas en Savoie que les têtes sont des girouettes. »

La politique religieuse devenait un prétexte d'agitation plus redoutable encore. Aux luttes du parlement répondaient les excitations du dehors. On menaçait le gouvernement qui entraînait le Piémont « au schisme, à l'anarchie, à la décomposition. » On provoquait des scènes pénibles de résistance à l'exécution de la loi qui supprimait certains couvents. Les épidémies, les disettes étaient représentées comme le châtiment des lois sacriléges. Qu'était-ce donc lorsque le malheur s'abattait sur la famille royale elle-même, lorsque la mort enlevait en quelques jours la reine-mère, la reine, le duc de Gênes? Ces malheurs, ces deuils imprévus étaient signalés à la cour, dans l'entourage même du roi, comme des avertissements de Dieu !

Au milieu de ces complications, Cavour, sans faiblir un instant, ne laisse pas quelquefois d'être inquiet. « La politique s'embrouille de plus en plus, écrit-il à ses amis de Genève ; nous avons à lutter contre la disette, les nouveaux impôts, les prêtres et les rétrogrades... Toutefois je ne désespère pas...» Un autre jour, de Leri, où il est allé prendre un instant de repos, il écrit : « Après une lutte acharnée, soutenue dans le

parlement, dans les salons, à la cour comme dans la rue, et rendue plus pénible par une foule d'événements douloureux, je me suis senti à bout de forces intellectuelles et je suis venu me retremper par quelques jours de repos. Grâce à l'élasticité de ma fibre, je serai bientôt en mesure de reprendre le fardeau des affaires; avant la fin de la semaine, je compte être revenu à mon poste, où m'attendent les difficultés auxquelles donne lieu une position politique chaque jour plus tendue... » C'était une lutte laborieuse, incessante, mêlée de complications intimes et de péripéties où se serait épuisé un chef de cabinet à la fibre moins élastique.

A travers tout cependant, cette politique si contestée ne tardait pas à se « débrouiller, » à se dégager dans ses premiers résultats, et, en peu d'années, elle commençait à porter ses fruits. De toutes parts, le mouvement se dessinait. Déjà La Marmora, avec son énergie persévérante et méthodique, avec l'aide d'un ministre des finances qui ne lui marchandait pas l'argent, avait u le temps de réorganiser les institutions militaires, de refaire une armée qui ne pouvait être nombreuse, mais qui était en état de porter dignement le drapeau italien. Le nouveau régime économique ne restait pas stérile. L'activité nationale, stimulée par la liberté, se manifestait sous toutes les formes de l'industrie et des

entreprises commerciales. Les travaux d'utilité publique, à mesure qu'ils s'achevaient, devenaient un élément de richesse. Au commencement de 1854, on pouvait inaugurer le chemin de fer de Gênes, se frayant un passage à travers l'Apennin jusqu'à ce golfe de la Méditerranée où Cavour était fier d'arriver sur la première locomotive. Peu à peu le Piémont en venait à offrir le spectacle d'un petit pays vivace, prompt à se relever, sachant pratiquer sans trouble toutes les libertés du régime constitutionnel, et il se faisait rapidement une bonne renommée en Europe, en France comme en Angleterre. Il attirait les regards et les sympathies.

Cavour lui-même grandissait visiblement dans l'opinion. Il intéressait par l'habileté qu'il déployait dans les luttes qu'il avait à soutenir, d'où il sortait toujours plus fort, dominant ses adversaires et ses amis, inspirant autour de lui une confiance croissante. Au milieu de toutes ces affaires, il avait la pensée fixe de la redoutable partie qu'il engageait, dont il ne se dissimulait pas la gravité, et, un jour de 1854, il disait dans une lettre tout intime à madame de Circourt :

« Les événements ont amené le Piémont à prendre une position nette et décidée en Italie. Cette position n'est pas sans dangers, je le sais, et je sens tout le poids

de la responsabilité que cela fait peser sur moi ; mais elle nous était imposée par l'honneur et le devoir. Puisque la Providence a voulu que, seul en Italie, le Piémont fût libre et indépendant, le Piémont doit se servir de sa liberté et de son indépendance pour plaider devant l'Europe la cause de la malheureuse péninsule. Nous ne reculerons pas devant cette tâche périlleuse : le roi, le pays sont décidés à l'accomplir jusqu'au bout. Vos amis les doctrinaires et les libéraux qui pleurent la perte de la liberté en France, après avoir aidé à l'étouffer en Italie, trouveront peut-être notre politique absurde et romanesque. Je me résigne à leurs censures, certain que les cœurs généreux comme le vôtre sympathiseront avec nos efforts pour rappeler à la vie une nation renfermée depuis des siècles dans un affreux tombeau. Si je succombe, vous ne me refuserez pas un asile au milieu des *vaincus* éminents qui viennent se grouper autour de vous... Recevez cet épanchement comme l'aveu que toute ma vie est consacrée à une œuvre unique, l'émancipation de ma patrie... »

Voilà le but suprême avoué ; mais, pour y arriver, Cavour savait bien qu'il y aurait plus d'une étape, qu'il pouvait y avoir aussi plus d'un chemin, et le résultat de la politique qu'il suivait depuis quatre ans, par laquelle il grandissait lui-même en relevant son pays,

c'était précisément de mettre le Piémont en mesure de marcher à son but par tous les chemins, de saisir les occasions favorables. Le jour où une de ces occasions naissait, il n'était pas homme à la laisser échapper.

VII

Ce que Cavour avait prévu dès 1851, lorsqu'il parlait des avantages diplomatiques des traités de commerce, devenait tout à coup en effet une réalité. La guerre de la France et de l'Angleterre contre la Russie était cet événement qui pouvait envelopper tous les peuples, qui partageait « en deux camps l'Orient et l'Occident. » Depuis le commencement, Cavour suivait d'un œil attentif le grand conflit, il en pressentait l'extension inévitable et il en subissait, dirai-je, la fascination. Dès le printemps de 1854, au moment où les armées de France et d'Angleterre cinglaient vers la mer Noire, se trouvant un soir avec le comte Lisio chez sa nièce la comtesse Alfieri, auprès de qui il aimait à se reposer, Cavour semblait pensif. « Pourquoi n'enverriez-vous pas dix mille hommes? » lui disait tout à coup sa nièce, comme pour répondre à sa pensée. « Ah! répliquait-il vivement, si tout le monde

était de cet avis, ce serait déjà fait. » De temps à autre, la comtesse Alfieri, femme intelligente et faite pour comprendre son oncle, reprenait : « Eh bien ! partons-nous? » Et il se bornait à dire en souriant : « Qui sait? »

La vérité est que Cavour était déjà tout entier à cette idée et que, si cela n'eût tenu qu'à lui, il serait entré dès le premier jour dans l'alliance occidentale ouverte par le traité anglo-français du 10 avril 1854. Le Piémont se trouvait fort à l'aise; il n'avait aucune relation régulière avec la Russie depuis 1848. L'empereur Nicolas, peut-être par antipathie contre le régime libéral de Turin, un peu aussi sans doute pour plaire à l'Autriche, n'avait pas même daigné répondre aux premières notifications officielles du roi Victor-Emmanuel. Rien ne gênait donc le Piémont dans la liberté de ses résolutions et de ses sympathies pour la cause occidentale; mais Cavour n'était pas seul. Après le roi, gagné le premier à son idée, il avait encore à conquérir ses collègues, presque tous récalcitrants, le ministre des affaires étrangères Dabormida, Rattazzi comme les autres, puis le parlement, l'opinion.

Au premier moment, à Turin, il faut le dire, ce projet à demi ébruité faisait l'effet d'une fantaisie d'esprit aventureux. Quelle raison avait-on de se jeter

dans cette entreprise lointaine? Que serait le petit Piémont à côté des deux plus grandes puissances de l'Europe? Quel pouvait être le rôle du modeste contingent sarde au milieu des armées de la France et de l'Angleterre? Était-ce le moment d'imposer au pays de nouveaux sacrifices pour une folie ruineuse lorsqu'on avait tant de peine à éteindre le déficit?

Cavour, sans être insensible à des oppositions avec lesquelles il avait après tout à compter, ne se laissait pas détourner de son but. Il voyait là une occasion unique d'effacer Novare, de mettre en relief la nouvelle armée sarde, de s'assurer l'appui de la France et de l'Angleterre, de conquérir pour le Piémont le crédit moral et diplomatique. Il mettait tout son feu à populariser son projet, à gagner des alliés, et un instant, persuadé qu'un autre réussirait peut-être mieux, il offrait à Massimo d'Azeglio de lui céder la présidence du conseil, de servir sous ses ordres ou même de quitter tout à fait le ministère si c'était nécessaire. « Fais ce que tu croiras le mieux, lui écrivait-il, je te soutiendrai en tout et pour tout, pourvu que tu fasses l'alliance! » D'Azeglio se hâtait de refuser, en promettant tout son appui à une politique dont il comprenait toute la grandeur et que nul ne pouvait mieux conduire que celui qui l'avait conçue.

Au milieu de ses perplexités, Cavour avait l'œil fixé sur l'Autriche, lorsque tout à coup éclatait à Turin la nouvelle que le cabinet de Vienne venait de signer avec la France et l'Angleterre ce traité du 2 décembre 1854 par lequel il s'engageait et il ne s'engageait pas. Dès lors la question devenait pressante. Si l'Autriche, avant d'aller plus loin, cherchait à faire acheter son concours, à Paris et à Londres, par une garantie de ses possessions italiennes, c'était un danger que le Piémont avait intérêt à détourner en entrant au plus vite dans l'alliance occidentale ; si elle devait traîner jusqu'au bout dans une neutralité équivoque, et c'était ce que la pénétration de Cavour entrevoyait, le cabinet de Turin ne pouvait que gagner à la devancer par une résolution hardie et généreuse. Si l'Autriche enfin se trouvait conduite par quelque circonstance nouvelle à se rejeter vers la Russie, oh ! alors tout serait pour le mieux, la question italienne naîtrait d'elle-même. De toute façon, il n'y avait plus à hésiter, et au dernier moment Cavour était encouragé par un homme qui est resté jusqu'à la fin son ami passionné, par le représentant de l'Angleterre à Turin, sir James Hudson, qui venait de recevoir de son gouvernement la mission de proposer, d'accord avec le ministre de France, un traité d'alliance au Piémont.

Toutes les difficultés n'étaient point encore vaincues sans doute, puisque les conditions de l'alliance restaient à fixer. Le gouvernement sarde se bornerait-il à envoyer un contingent qui formerait un corps auxiliaire soldé par l'Angleterre? Le cabinet de Londres semblait l'avoir compris ainsi; mais ni Cavour, qui tenait à l'indépendance de sa politique, ni La Marmora, qui avait le juste orgueil du petit corps expéditionnaire dont il devait être le chef, ne se seraient prêtés à cette combinaison. Ils n'admettaient pour le Piémont d'autre rôle que celui d'un allié traitant avec des alliés, faisant la campagne à ses frais, gardant la dignité et le désintéressement de sa coopération pour en garder les droits. Tout ce qu'on demandait au cabinet de Londres était de faciliter un emprunt. — D'un autre côté, le ministère de Turin eût évidemment désiré quelque garantie pour l'Italie, ou tout au moins une sorte de gage ostensible de sympathie; il aurait voulu que l'Angleterre et la France prissent l'engagement de réclamer à Vienne la levée des séquestres lombards; mais la France et l'Angleterre ne pouvaient accepter cette condition, à laquelle le gouvernement sarde tenait par délicatesse, et la question serait devenue peut-être un embarras sérieux, si elle n'avait été heureusement tranchée par les principaux émigrés lombards,

qui, dans l'intérêt de la négociation, demandaient à Cavour de ne point s'occuper d'eux.

A la dernière heure, sur le refus du général Dabormida de renoncer à la garantie qu'il réclamait, Cavour était obligé de prendre lui-même le ministère des affaires étrangères pour signer sans conditions, et c'est ainsi que de toutes ces difficultés, de toutes ces délibérations intimes, se dégageait ce traité du 10 janvier 1855 qui liait le Piémont à la France et à l'Angleterre, qu'un envoyé de Prusse à Londres, M. d'Usedom, appelait « un coup de pistolet tiré à l'oreille de l'Autriche. »

VIII

Une dernière bataille restait à livrer dans le parlement, et Cavour devait évidemment s'attendre à rencontrer devant lui toutes les oppositions. — Au camp de la droite, cette intervention piémontaise était représentée comme une aventure que rien ne nécessitait, qui pouvait être ruineuse, qui allait exposer le pays à des sacrifices d'argent inutiles et l'armée aux humiliations d'un rôle mal défini, subalterne. Bien mieux, ce que Cavour avait eu tant de peine à conquérir devenait un acte de faiblesse, la rançon forcée de la politique révolutionnaire

du cabinet, la conséquence de l'évolution libérale du président du conseil, de son alliance avec le centre gauche, avec le parti de l'action. La France et l'Angleterre, en portant leurs armes en Orient, n'avaient pas voulu laisser derrière elles une possibilité de complication en Italie, elles avaient tenu à lier le Piémont ! Ce traité était de leur part une précaution, une garantie imposée !

Au camp de la gauche, c'était bien plus étrange encore. On se moquait de l'entrée du Piémont dans ce « concert européen, » où l'Autriche devait être un des principaux « concertants. » Le traité avec les puissances occidentales était une désertion de la cause nationale : « L'alliance, disait Brofferio, est économiquement une grande légèreté, militairement une grande folie, politiquement une mauvaise action ! » Elle devait conduire à l'abandon des principes libéraux ! Le parti exalté allait jusqu'à provoquer parmi quelques sous-officier égarés une protestation où l'on prétendait « qu'aucun gouvernement n'avait le droit de disposer des soldats italiens pour une guerre anti-nationale, » et où l'on disait : « Soulevons-nous, jurons de ne combattre que pour l'unité de l'Italie et pour les peuples qui aspirent à revendiquer leur nationalité !.. » Les plus modérés, ceux qui prétendaient à l'habileté, se plaignaient qu'on ne s'en tînt pas pour le moment à la neutralité, une

neutralité armée, qui permettrait de saisir une occasion favorable au milieu des complications dont l'Europe était menacée.

Ni les uns ni les autres ne semblaient comprendre qu'il pouvait y avoir une autre manière de servir l'Italie. Cavour laissait dire, puis, reprenant toutes ces questions, il déroulait sa politique dans des discours animés d'un souffle d'esprit nouveau. Il montrait que la neutralité ne pouvait être qu'un effacement dangereux, que le Piémont était plus intéressé que toute autre nation à arrêter la Russie dans sa marche vers la Méditerranée, et, allant droit au nœud de la situation, il se demandait si l'alliance était nuisible ou avantageuse à l'Italie.

C'était là toute la question. « Nous sommes entrés dans l'alliance, disait-il, sans abdiquer nos sympathies extérieures non plus que nos principes intérieurs. Nous n'avons pas caché notre intérêt pour l'avenir de l'Italie, notre désir de voir son sort amélioré. Mais comment, me dira-t-on, le traité peut-il servir la cause de l'Italie? Il la servira de la seule manière possible dans la situation actuelle de l'Europe. L'expérience des dernières années et des siècles montre combien peu ont profité à l'Italie les conjurations, les complots, les révolutions, les mouvements désordonnés. Loin d'amé-

liorer sa condition, ils ont été l'un des plus grands maux qui aient affligé cette belle partie de l'Europe, et cela non-seulement à cause des innombrables malheurs individuels qui en sont résultés, mais aussi parce que ces complots continuels, ces insurrections, ces désordres ont eu pour effet de diminuer l'estime, la sympathie que les autres peuples pouvaient avoir pour l'Italie... Maintenant la condition principale de l'amélioration du sort de la péninsule est de relever sa renommée... Pour cela, deux choses sont nécessaires : il nous faut d'abord prouver à l'Europe que l'Italie a assez de sagesse civile pour se gouverner librement, qu'elle est en situation de se donner la forme de gouvernement la plus parfaite; il faut en second lieu prouver que la valeur militaire est toujours telle qu'elle était au temps de nos aïeux. Voici sept ans que vous faites beaucoup pour l'Italie. Vous avez montré à l'Europe que les Italiens savent se gouverner avec sagesse... Vous devez faire davantage encore. Notre pays doit prouver de nouveau que ses enfants savent combattre avec valeur sur les champs de bataille. Croyez que la gloire que nos soldats sauront rapporter des rivages de l'Orient fera plus pour l'avenir de l'Italie que n'ont fait toutes les déclamations du monde... »

Cavour, en parlant ainsi, en fascinant les Chambres

par sa patriotique pensée, en enlevant non sans peine un vote disputé, Cavour ne se dissimulait pas d'ailleurs qu'il jouait une redoutable partie. Il l'avait écrit à un ami en venant de signer le traité : « J'ai pris sur ma tête une responsabilité terrible. N'importe, arrive ce qui pourra, ma conscience me dit que j'ai rempli un devoir sacré ! »

Plus d'une fois, à partir de ce moment, à dater de ce jour d'avril 1855 où La Marmora, avec ses 15,000 Piémontais, cinglait vers la Crimée, plus d'une fois Cavour se sentait ému de cette responsabilité qu'il avait prise. La petite armée se montrait sans doute aussitôt digne de figurer à côté des alliés devant Sébastopol, et même elle avait l'instinct qu'elle était là pour une grande pensée. A un pauvre soldat qui se débattait dans la boue d'une tranchée, un jeune officier disait gaiement : « Ne fais pas attention, c'est avec cette boue que se fait l'Italie ! » Cavour ne passait pas moins par les plus vives émotions, d'autant plus que, dès son arrivée, avant de combattre les Russes, le petit corps piémontais avait à se mesurer avec un autre ennemi, avec les maladies, avec le choléra. Le fléau frappait à coups redoublés dans le camp piémontais. A un moment de l'été, les nouvelles funèbres se succédaient à Turin. C'étaient le major Cassinis, Victor de

Saint-Marsan, un Casati, qui périssaient obscurément dans la fleur de la jeunesse. Le frère du chef de l'armée, le général Alexandre de La Marmora, était à son tour enlevé.

Aux vérités déjà tristes, la rumeur publique ajoutait ses exagérations, et les prophètes de malheur qui avaient combattu l'expédition triomphaient déjà de ce qu'ils appelaient plus que jamais l'entreprise « insensée. » Cavour suivait les événements avec anxiété, écrivant à La Marmora : « Nous nous réunissons souvent, et on parle toujours de toi. Nos vœux et nos pensées te suivent dans la campagne glorieuse, mais difficile, où ton dévouement au pays t'a conduit. » Il ne doutait pas du résultat, il commençait à trouver que les jours et les mois étaient longs ; il avait des inquiétudes qu'il épanchait familièrement, un dimanche, sous les arbres de Santena, où il était allé avec sir James Hudson, Rattazzi, Minghetti, Massari. « Je le savais, disait-il; quand j'ai conseillé au roi et au pays cette grande entreprise, je pensais bien que nous rencontrerions de grosses difficultés, que nous aurions de dures épreuves ; mais cette guerre que nous font les maladies m'alarme : c'est une méchante complication. Il ne faut pourtant pas se décourager. Maintenant que nous nous sommes jetés à corps perdu

dans la lutte, il est inutile de regarder en arrière. Je sais que Rosmini, en mourant, a exprimé le pressentiment que les puissances occidentales vaincraient. Je l'espère, moi aussi, je le crois. C'est égal, nous traversons une mauvaise phase. » Et ceux qui l'écoutaient remarquaient chez lui ce dramatique, ce patriotique conflit de l'inquiétude de l'homme sérieux et de la confiance qui ne l'abandonnait jamais.

Cavour touchait réellement, ce jour-là, à ce moment unique de la vie où tout dépend d'un événement heureux ou malheureux, où un ministre qui a joué avec la fortune n'a d'autre alternative que d'être perdu et honni comme un aventurier ou d'être un grand homme. Eût-il échoué, il est vrai, ce qu'il avait tenté n'avait rien de vulgaire et n'aurait pu en aucun cas passer pour une aventure; mais il était de ceux qui réussissent parce qu'ils savent mériter de réussir, parce qu'ils joignent la sûreté à la hardiesse dans leurs combinaisons, et, lorsqu'il semblait lui-même encore incertain, il était sur le point de voir sa politique sortir victorieuse de l'épreuve, recevoir coup sur coup toutes les satisfactions, toutes les consécrations du succès.

IX

La première satisfaction était cette simple et laconique dépêche que Cavour recevait le lendemain de la bataille du 16 août 1855 : « Ce matin, les Russes ont attaqué les lignes de la Tchernaïa avec 50,000 hommes. Notre mot d'ordre était *roi et patrie*. Vous saurez ce soir par le télégraphe si les Piémontais étaient dignes de se battre à côté des Français et des Anglais... Nous avons eu 200 morts. Les dépêches françaises diront le reste. » Le Piémont se sentait aussitôt soulagé du poids de toutes les craintes, il saluait la bonne nouvelle d'un élan d'orgueil patriotique. Cavour, quant à lui, était aussi heureux du succès de La Marmora que de ses propres succès.

La brillante conduite de l'armée et de son chef ne justifiait pas seulement le traité, elle donnait raison au président du conseil contre tous ceux qui l'avaient accusé d'avoir négligé de fixer diplomatiquement la position du général piémontais au milieu des forces alliées. Cavour n'avait rien négligé, il avait montré tout simplement une confiance que lui imposait une situation délicate, et qui cachait en réalité un grand

bon sens. Il s'était dit que, si l'armée, comme on l'espérait bien, restait digne d'elle-même et du pays, son général aurait naturellement la position qu'il aurait su se faire, que personne ne songerait à lui refuser, et que, dans un cas contraire, toutes les stipulations diplomatiques ne serviraient à rien. Il avait compté sur l'armée et sur La Marmora, il avait la joie de se voir justifié. L'armée faisait la meilleure figure dans le grand conflit. La Marmora, par ses qualités militaires, par son esprit de commandement, n'avait eu aucune peine à prendre sa position parmi les généraux alliés de Crimée, comme il avait un peu plus tard sa place dans un grand conseil de guerre réuni à Paris. Le résultat militaire, qui entrait dans les calculs de l'intervention piémontaise, se trouvait acquis par le courage des combattants de la Tchernaïa et par l'attitude de leur chef, de celui en qui lord Clarendon voyait la tenue « d'un soldat, d'un gentilhomme et d'un homme d'État. »

La seconde satisfaction pour la politique de Cavour était le voyage que le roi Victor-Emmanuel faisait à Paris et à Londres aux derniers mois de 1855, et qui montrait déjà ce que le Piémont avait gagné en peu de temps. Le Piémont, au lieu de rester un obscur et modeste État perdu aux pieds des Alpes, montait sur la scène européenne ; il faisait parler de lui. Victor-

Emmanuel était reçu partout en souverain d'un petit royaume qui avait su prendre une grande résolution. Paris lui créait une sorte de popularité ; à Londres, on fêtait en lui non-seulement l'allié de Crimée, mais encore le souverain constitutionnel, le prince loyal, qui savait faire du Piémont « une petite Angleterre en Italie. »

Victor-Emmanuel était accompagné dans son voyage par d'Azeglio, à qui Cavour avait réservé une mission particulière. « Sa présence, disait-il gaiement, est nécessaire pour prouver à l'Europe que nous ne sommes pas infectés de la lèpre révolutionnaire. » Et d'Azeglio se prêtait à son rôle avec la bonne volonté et la délicatesse d'un patriotisme qui ne savait pas se refuser. Cavour lui-même, naturellement, était aussi du voyage, des fêtes, des ovations. Il se retrouvait à Paris, qu'il n'avait pas revu depuis 1852 et où il reparaissait en négociateur de l'alliance avec la France, en ministre tout-puissant et heureux, en personnage politique recherché et séduisant. Il passait des Tuileries, où il avait affaire aux maîtres du jour, chez madame de Circourt où il se rencontrait avec des représentants des partis vaincus.

« Depuis six heures du matin jusqu'à deux heures après minuit, écrivait-il, je suis toujours en mouvement ; je n'ai jamais eu une vie si agitée, et jusqu'ici avec peu

de fruit ; patience !... Le roi est fort bien et de la meilleure humeur. Aujourd'hui grande revue, demain bal à l'*Hôtel de Ville*, et jeudi départ. J'envoie à Cibrario le programme du séjour en Angleterre : il n'est pas divertissant. Quand je ferai valoir mes droits à la pension de retraite, j'espère que le voyage actuel me sera compté comme une campagne... J'ai vu Thiers, il approuve la guerre, mais il voudrait maintenant la paix. Il désespère de son parti et presque du régime parlementaire. Cousin s'est fait fusionniste... Je me suis trouvé avec Montalembert, et, malgré le peu de sympathie réciproque, nous nous sommes serré la main. J'ai vu aussi le nonce, à qui j'ai dit que nous désirerions un accord sur la base du système français ; il a fait semblant de ne pas comprendre... » Cavour voyait beaucoup de monde, il voyait tous les mondes parisiens, et même il regrettait parfois de ne pouvoir se dérober au tourbillon officiel des visites et des réceptions pour aller le soir s'égayer au spectacle des « nymphes de ballet. »

A travers toutes les diversions cependant, il ne se détournait pas de l'essentiel, de l'objet fixe de ses préoccupations, et c'est alors, dans ses entretiens avec l'empereur Napoléon III aux Tuileries, que pour la première fois il entendait une parole destinée à être le

prélude de bien des événements : « Que peut-on faire pour l'Italie ? » Ce n'était peut-être encore qu'un mot banal, un vague témoignage de sympathie ou de courtoisie ; mais celui qui recueillait ce mot, au mois de décembre 1855, n'était pas homme à le laisser tomber, et, si le voyage du roi Victor-Emmanuel à Paris et à Londres ne pouvait porter des fruits immédiats, il restait du moins comme la marque de la situation nouvelle du Piémont. Il ressemblait à une sorte de préparation ou de prologue d'une victoire morale plus sérieuse que la politique de Cavour était sur le point d'obtenir au congrès de Paris, à la faveur des négociations générales qui allaient rendre pour le moment la paix à l'Europe.

X

Je ne veux que rappeler sommairement les faits. La guerre avait été jusque-là circonscrite en Orient. La prise de Sébastopol, au 8 septembre 1855, avait terminé réellement la campagne de Crimée, et, depuis cette sanglante et glorieuse action militaire, l'hiver avait été le prétexte d'une suspension tacite d'hostilités. Il s'agissait maintenant de savoir si la guerre se rallu-

merait plus violente, sur quel point elle serait portée, quel objectif nouveau elle se proposerait, et c'est là que tous les intérêts se rencontraient dans un conflit à demi voilé entre les influences pacifiques et les influences belliqueuses. La Russie semblait désormais disposée à payer la rançon de sa défaite par des concessions en Orient. L'Angleterre, qui eût été la moins pressée de déposer les armes, ne pouvait rien sans la France, qui de son côté commençait à incliner vers la paix. L'Autriche, qui n'avait point engagé son armée, qui sentait bien qu'elle serait obligée de se prononcer, l'Autriche redoublait d'efforts pour amener une transaction, — et de tout cela résultait bientôt en effet un armistice avec des préliminaires de paix. Voilà la situation.

Évidemment Cavour, dans le fond du cœur, eût désiré la continuation de la guerre ; il voyait dans une extension de la lutte une chance de plus pour l'Italie. L'intervention de la diplomatie était, jusqu'à un certain point, pour lui une déception. Après tout, puisqu'au lieu de la guerre c'était un armistice, il n'avait plus qu'à tirer parti de la paix comme il aurait essayé de tirer parti de la guerre, et à se tenir prêt aux négociations qui allaient s'ouvrir dans ce congrès de l'Europe appelé à se réunir à Paris.

Au premier moment, le choix d'un négociateur avait été une vive préoccupation à Turin ; d'Azeglio était déjà le plénipotentiaire désigné. A vrai dire, les difficultés effrayaient un peu tout le monde, d'autant plus que personne ne voyait bien clair dans cette phase diplomatique qui s'ouvrait. Bientôt on comprenait que Cavour seul pouvait se tirer de toutes ces complications d'une affaire dont il avait été le promoteur et le directeur. Après avoir hésité un instant lui-même, il ne résistait plus, il se décidait à partir pour Paris comme premier plénipotentiaire de Sardaigne, et, dès son arrivée, il avait à en finir avec une question des plus graves. Quel serait réellement le rôle du Piémont ? Quelle devait être sa position dans le congrès ? Rien n'avait été décidé. Ce que Cavour avait fait pour le général piémontais en Crimée, il l'avait fait également pour la diplomatie et il le disait : « Quand le gouvernement du roi a signé le traité d'alliance avec l'Angleterre et avec la France, il n'a pas cru opportun d'établir d'une manière définitive et particulière la condition qui serait assignée à la Sardaigne dans le congrès. Le gouvernement restait persuadé que, pour les nations comme pour les individus, la considération, l'influence dépendent de la conduite, de la réputation acquise encore plus que des stipulations diplomatiques. »

Il comptait sur son esprit de ressources à Paris comme il avait compté sur La Marmora en Crimée, et il ne se trompait pas. Vainement l'Autriche avait essayé de persuader à la France et à l'Angleterre que le Piémont avait pu prendre part à la guerre sans avoir le droit d'être représenté au congrès, qu'il n'était qu'un État de second ordre, un intrus dans les affaires européennes ; l'Autriche n'avait pas réussi. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'avaient consenti à une exclusion blessante. C'était le prix de la « conduite » du Piémont, c'était aussi une première victoire pour Cavour, qui entrait dans le congrès au même titre que les représentants des plus grandes puissances, et ce jour-là le plénipotentiaire autrichien, le comte de Buol, pouvait craindre, comme il le disait, « d'avoir du fil à retordre. »

La situation ne restait pas moins difficile pour un homme qui, entrant au congrès avec un titre à demi contesté, avait à faire entrer un jour ou l'autre avec lui un personnage plus contesté encore, l'Italie. C'est là que Cavour montrait réellement qu'il était de ceux qui grandissent avec les situations. Placé pour la première fois sur la scène la plus élevée de la politique européenne, mêlé aux affaires les plus considérables en arbitre de la guerre

et de la paix, il se trouvait sans effort au niveau de tout.

Maître de lui-même, courtois avec tout le monde, patient et fin, il s'effaçait volontiers dans les premières séances du congrès; il parlait peu, et quand il avait à exprimer son opinion sur toutes ces questions qui s'agitaient, la liberté de la navigation du Danube, la neutralisation de la mer Noire, il se prononçait en peu de mots précis et nets, toujours pour la solution la plus libérale. Il ne tardait pas à étonner et à charmer ses collègues par la variété, la justesse et la profondeur d'un esprit que rien ne semblait prendre au dépourvu. Au milieu de cette réunion, où se rencontraient tant d'intérêts divers, des politiques la veille ennemies, d'autres politiques qui s'observaient et se jalousaient, Cavour n'avait pas de peine à démêler le jeu de tous ces courants contraires, à saisir les caractères, les affinités ou les antipathies, et il savait en profiter, ayant toujours soin de ne pas se séparer de la France et de l'Angleterre.

Puisqu'on était sérieusement en marche vers la paix, il ne voyait aucune raison d'ajouter aux conditions imposées à la Russie des blessures d'orgueil ou de susceptibilité, et il se montrait d'autant plus facile de forme qu'il voyait l'Autriche plus tenace. Par un contraste singulier, l'Autriche, qui n'avait rien fait, qui

n'avait pas du moins sacrifié un homme, restait cassante et raide vis-à-vis de la Russie ; le Piémont, qui avait bravement payé de sa personne, qui avait envoyé ses soldats au feu, gardait une modération parfaite dans la victoire commune des alliés.

Cette différence d'attitude entre les représentants de l'Autriche et de la Sardaigne ne manquait pas de frapper les plénipotentiaires russes, et le comte Orlof en savait gré au comte de Cavour. Il y avait entre eux les meilleurs rapports. Le jour où il s'agissait de la neutralisation de la mer Noire, le comte Orlof se tournait vers le comte de Cavour et lui disait assez haut pour être entendu : « Le comte Buol parle comme si l'Autriche avait pris Sébastopol ! » Un autre jour, où le plénipotentiaire autrichien insistait au sujet d'une petite cession de territoire qu'un euphémisme diplomatique appelait une « rectification de frontières » du côté de la Bessarabie, le comte Orlof se prenait à dire d'un certain accent à Cavour : « Il ne sait pas, M. le plénipotentiaire d'Autriche, combien de larmes et de sang cette rectification de frontières coûtera à son pays ! » Et le Piémontais ne s'occupait sûrement pas d'adoucir le ressentiment du Russe contre l'Autrichien.

Avant qu'un mois fût écoulé, Cavour avait résolu le problème de faire sa position, de prendre une autorité

réelle par la franchise et la bonne grâce de son caractère comme par la supériorité de son esprit, et pendant que le Congrès poursuivait son œuvre sur l'Orient, sur la mer Noire, le hardi plénipotentiaire du roi Victor-Emmanuel ne perdait pas son temps. A côté des négociations officielles qui allaient être couronnées par le traité de paix du 30 mars 1856, il avait sa négociation à lui. Il multipliait les démarches et les entretiens. Il voyait l'empereur aux Tuileries, lord Clarendon, lord Cowley, les représentants de la Russie, il se ménageait des appuis, des concours ou tout au moins une tolérance bienveillante. Il cherchait un moyen d'introduire en plein congrès cette question italienne qui seule le passionnait, dont il brûlait de se faire le champion devant l'Europe. C'était là vraiment la difficulté!

De question italienne, il n'y en avait pas; elle n'existait pas officiellement, elle ne pouvait pas se présenter sous une forme diplomatique précise et régulière. Le « principe des nationalités » n'avait pas son plénipotentiaire accrédité. On ne pouvait pas parler de la domination étrangère : l'Autriche aurait eu trop beau jeu à écarter du premier coup des discussions où le congrès réuni pour s'occuper de la guerre d'Orient n'avait point à entrer. — Oui, sans doute; mais

cette situation de l'Italie, toujours si difficile à saisir, avait un point vulnérable : elle était par le fait une violation permanente des traités sur lesquels la diplomatie elle-même avait l'habitude de fonder la paix de l'Europe. Une armée française occupait Rome, et la prolongation indéfinie de cette occupation ressemblait à un témoignage vivant de l'impuissance du gouvernement pontifical à se soutenir par lui-même. Les Autrichiens occupaient les légations depuis 1849 et ne semblaient nullement disposés à quitter Bologne. La domination autrichienne, régulière en Lombardie, s'étendait, par un abus des traités, aux duchés de Modène et de Parme, aussi bien qu'à la Toscane. Le roi de Naples ne pouvait se soutenir que par l'excès des compressions. De là un ensemble de choses violent, incohérent, dangereusement favorable à toutes les menées révolutionnaires, et en définitive menaçant pour le Piémont lui-même. C'est par là qu'on pouvait peut-être saisir cette situation de l'Italie et la ramener à quelques points précis sur lesquels la diplomatie pourrait être appelée à fixer son attention. Cavour ne négligeait rien, et dès son arrivée à Paris il s'était mis à l'œuvre avec une infatigable activité.

A la question que lui avait adressée l'empereur Napoléon III, en lui demandant ce qu'on pouvait faire

pour l'Italie, le ministre piémontais avait répondu par un mémoire d'une lucidité et d'une vigueur saisissantes. A la veille même de la signature de la paix, le 27 mars, il adressait à ses alliés de France et d'Angleterre une note reproduisant en traits nouveaux la situation de l'Italie, proposant pour les États romains, au moins pour les légations, des combinaisons peut-être irréalisables, mais qui pouvaient être un point de départ. Plus le congrès avançait dans son travail de la paix, plus Cavour redoublait de pressante énergie, comme s'il sentait lui échapper une occasion si chèrement conquise. Il arrivait enfin! Il avait réussi à mettre en mouvement Napoléon III, à séduire lord Clarendon, à s'assurer tout au moins une certaine neutralité encourageante des Russes.

L'empereur se décidait à charger le plénipotentiaire français, le comte Walewski, de mettre le feu à la poudre amassée par Cavour, et c'est ainsi que huit jours après la paix la question italienne éclatait tout à coup en plein congrès de Paris, dans cette séance du 8 avril 1856, où pour la première fois l'Autriche se voyait obligée d'entendre des paroles qui lui annonçaient qu'après la Russie elle aurait peut-être à payer les frais de la plus prochaine guerre.

X

Séance curieuse assurément et mémorable par les conséquences qu'elle a eues ! Le plénipotentiaire de France, il est vrai, appelait à son aide tous les euphémismes diplomatiques ; il profitait de l'occasion du congrès pour provoquer « un échange d'idées sur différents sujets qui demandaient des solutions et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir de nouvelles complications ». Il mêlait toute sorte de choses, l'occupation de Rome par les troupes françaises, l'occupation des légations par les Autrichiens, la situation du royaume de Naples, l'anarchie de la Grèce — et les excès des journaux belges !

En réalité, on savait bien ce dont il s'agissait, et l'Autriche était la dernière à s'y méprendre. Aussi le comte Buol se hâtait-il d'invoquer l'incompétence du congrès et de décliner toute discussion sur les affaires d'Italie. Il se refusait à toute explication, à toute manifestation, et par son attitude même il prévenait jusqu'à la possibilité d'une solution pratique. Il voyait bien d'où venait le coup ; il pouvait jusqu'à un certain point l'éluder officiellement, il ne pouvait plus empê-

cher l'éclat. Le comte Walewski avait de dures paroles pour le système intérieur du roi de Naples, et il convenait que la situation de Rome, des États romains, réduits à vivre sous la protection étrangère, était parfaitement « anormale ». Lord Clarendon, plus sévère encore pour le roi de Naples, déclarait tout net que le gouvernement pontifical était le pire des gouvernements, que la condition de la Romagne, placée entre l'état de siége autrichien et le brigandage, était affreuse, et qu'il n'y avait d'autre remède que la sécularisation, des réformes libérales, une administration conforme à l'esprit du siècle. Cavour, à qui l'on faisait la partie si belle, venait à son tour déclarer que tout ce qu'on disait était vrai et qu'il y avait quelque chose de plus encore; il montrait que ce qu'il y avait « d'anormal », ce n'était pas seulement la situation des États pontificaux et de Naples, c'était la situation de la péninsule tout entière, que l'Autriche, étendant son pouvoir du Tessin aux lagunes de Venise, campée à Ferrare et à Bologne, maîtresse de Plaisance, ayant garnison à Parme, détruisait par le fait l'équilibre politique de l'Italie et constituait pour la Sardaigne un véritable danger. « Les plénipotentiaires de la Sardaigne, disait-il en face du comte de Buol, croient donc devoir signaler à l'attention de l'Europe un état

de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes autrichiennes... »

Ce qu'il disait le 8 avril au congrès, il le confirmait plus énergiquement encore peu de jours après dans une communication à la France et à l'Angleterre, dans une note du 16 avril où il déclarait qu'on créait au Piémont une condition insupportable, que, si on ne faisait rien, on allait le réduire à l'alternative terrible de se courber comme les autres États italiens sous la prépondérance autrichienne ou de recourir aux armes. « Troublé à l'intérieur, disait-il, par l'action des passions révolutionnaires suscitées tout autour de lui par un système de compression violente et par l'occupation étrangère, menacé par l'extension de la puissance de l'Autriche, le gouvernement du roi de Sardaigne peut d'un moment à l'autre être forcé par une inévitable nécessité à adopter des mesures extrêmes dont il est impossible de calculer les conséquences... » C'était en un mot le procès de toute une situation, de toute une politique, instruit devant l'Europe par l'homme le plus hardi, et, si tout se réduisait pour le moment à un protocole dénué de sanction, la vivacité avec laquelle la question avait été engagée révélait la gravité croissante des affaires d'Italie.

Cavour n'avait-il espéré rien de plus qu'un protocole de congrès? Ne se faisait-il pas illusion à lui-même? Eh! sans doute, lui aussi, malgré le vigoureux équilibre de son esprit, il a eu parfois ses enivrements dans l'action. Après avoir réussi autant qu'il pouvait réussir pour l'instant, il croyait n'avoir pas fait assez, et à côté de la diplomatie officielle peut-être y avait-il alors pour lui ce qu'on pourrait appeler le chapitre des impatiences, des surexcitations intimes. Cavour, quoique toujours prompt à se contenir à propos, se laissait un peu entraîner, il le sentait lui-même, et en envoyant à Turin le récit rapide de tout ce qu'il faisait ou de tout ce qu'il tentait, de ses agitations d'esprit, il ajoutait aussitôt : « J'espère qu'après avoir lu ceci vous ne me croirez pas atteint de fièvre cérébrale et tombé dans un état d'exaltation mentale ; tout au contraire, je suis dans une condition de santé intellectuelle parfaite. Jamais je ne me suis senti plus calme. Je me suis même fait une grande réputation de modération. Clarendon me l'a dit souvent, le prince Napoléon m'accuse de manquer d'énergie, et Walewski lui-même loue fort ma tenue; mais je suis vraiment persuadé qu'on pourrait, avec des probabilités de succès, avoir de l'audace. »

XI

Le fait est qu'à ce moment, pendant quelques jours d'avril 1856, Cavour roulait dans sa tête toute sorte de projets. Il ne reculait pas devant une guerre immédiate avec l'Autriche, il se flattait même d'entraîner la France et l'Angleterre. Sa diplomatie secrète était vraiment montée à un ton singulier, et il écrivait notamment deux lettres qui sont certes l'expression la plus curieuse de ses préoccupations et même de sa situation au lendemain du congrès.

« Hier matin, disait-il dans une de ces lettres, j'ai eu avec lord Clarendon la conversation suivante : — Milord, ce qui s'est passé au congrès prouve deux choses : 1° que l'Autriche est décidée à persister dans son système d'oppression et de violence envers l'Italie; 2° que les efforts de la diplomatie sont impuissants à modifier son système. Il en résulte pour le Piémont des conséquences extrêmement fâcheuses. En présence de l'irritation des partis d'un côté et de l'arrogance de l'Autriche de l'autre, il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec l'Autriche et le pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Autriche dans un avenir

peu éloigné. Si le premier parti était préférable, je devrais à mon retour à Turin conseiller au roi d'appeler au pouvoir des amis de l'Autriche et du pape. Si la seconde hypothèse est la meilleure, mes amis et moi, nous ne craindrons pas de nous préparer à une guerre terrible, à une guerre à mort... — Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni étonnement ni désapprobation, dit alors : Je crois que vous avez raison, votre position devient difficile; je conçois qu'un éclat devienne inévitable, seulement l'heure d'en parler tout haut n'est pas encore venue. — Je répliquai : Je vous ai donné des preuves de ma modération et de ma prudence; je crois qu'en politique il faut être excessivement réservé en paroles et excessivement décidé en actions. Il y a des positions où il y a moins de danger dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. Avec La Marmora, je suis persuadé que nous sommes en état de commencer la guerre, et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de nous aider. — Lord Clarendon reprit avec une grande vivacité : Oh! certainement, si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez compter sur nous, et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à votre aide... » Et Cavour ne doutait pas que, lorsqu'un homme aussi réservé que lord Clarendon parlait ainsi, l'Angleterre ne fût prête à se

laisser entraîner à une guerre qui aurait pour objet la libération de l'Italie. Seulement c'est là que commençait son illusion, et peut-être même s'exagérait-il la portée réelle des paroles et des sympathies de lord Clarendon.

Une autre des lettres de Cavour à ce moment racontait une visite à l'Empereur, en dépeignant cette vie agitée, cette succession rapide d'impressions, et en éclairant les rapports du plénipotentiaire piémontais avec le plénipotentiaire autrichien. « J'ai vu l'Empereur, disait-il, je lui ai tenu un langage analogue à celui dont je me suis servi avec Clarendon, mais un peu moins fort. Il l'a très-bien reçu, en ajoutant qu'il espérait ramener l'Autriche à de meilleurs conseils. Il m'a raconté qu'au dîner de samedi il avait dit au comte de Buol qu'il déplorait de se trouver en contradiction directe avec l'empereur d'Autriche sur la question italienne; là-dessus Buol est allé chez Walewski pour lui dire que l'Autriche avait le plus grand désir de complaire en tout à l'Empereur, qu'elle n'a pas d'autre alliée que la France et que c'est pour elle une nécessité de suivre la même politique. L'Empereur paraissait satisfait de cette marque d'amitié, et il m'a répété qu'il s'en prévaudrait pour obtenir des concessions de l'Autriche. Je me suis montré incrédule, j'ai insisté sur la nécessité d'avoir une attitude décidée, et je lui ai dit que

pour commencer j'avais préparé une protestation que je remettrais le lendemain à Walewski. L'Empereur a paru hésiter beaucoup, il a fini par me dire : Allez à Londres, entendez-vous bien avec Palmerston, et à votre retour revenez me voir. — L'Empereur doit en effet avoir parlé à Buol, parce que celui-ci est venu à moi en me faisant mille protestations sur les bonnes intentions de l'Autriche à notre égard, sur sa volonté de vivre en paix avec nous, de respecter nos institutions, et autres balivernes. Je lui ai répondu qu'il n'avait guère donné de preuves de ce désir pendant son séjour à Paris, que je partais avec la conviction que nos rapports étaient empirés. La conversation a été longue, assez animée, toujours sur un ton d'urbanité et de courtoisie... En nous séparant il m'a serré la main et m'a dit : Laissez-moi espérer que *même politiquement* nous ne serons pas toujours ennemis. De ces paroles, je conclus que Buol est assez ému des manifestations de l'opinion en notre faveur, et peut-être aussi de ce que lui aura dit l'Empereur... Orlof m'a fait mille protestations d'amitié; il a reconnu avec moi que l'état de l'Italie était insupportable... Le Prussien lui-même dit du mal de l'Autriche. Au bout du compte, si l'on n'a rien gagné pratiquement, devant l'opinion publique la victoire est entière... »

Jusqu'où allait réellement cette pensée, cette velléité de guerre immédiate dont Cavour avait un instant paru se flatter ? Évidemment elle ne pouvait aller bien loin. Elle n'était pas encouragée à Paris, et, dans ce voyage à Londres que lui conseillait l'Empereur, Cavour ne tardait pas à s'apercevoir qu'il n'y avait rien à espérer. Un accueil gracieux de la reine et du prince Albert, qui lui témoignaient un intérêt un peu platonique pour les affaires d'Italie, une invitation à une revue navale, des protestations de sympathies des tories comme des whigs pour le régime constitutionnel piémontais, tout cela, il le trouvait à Londres; au delà il trouvait les Anglais peu échauffés pour la question nationale. Le fait est qu'il pouvait à peine voir lord Palmerston, et que l'entretien qu'il avait eu à Paris avec lord Clarendon ne se renouvelait pas à Londres. Cet esprit si ferme revenait bien vite à la vérité pratique, au sentiment des circonstances; mais, si cette guerre qu'il avait prématurément rêvé de rallumer au lendemain d'une paix si récente n'était pour le moment qu'une illusion, s'il ne pouvait avoir tout ce qu'il voulait, ce qu'il avait réellement obtenu ne restait pas moins très-sérieux et singulièrement encourageant.

Que fallait-il donc de plus? Le Piémont venait

de mêler ses armes aux armes des premières nations du monde, et il avait effacé le souvenir pénible de sa défaite; il avait montré au feu des grandes batailles ce qu'un des chefs français, Bosquet, appelait « un bijou d'armée ». Il venait de s'asseoir autour du tapis vert d'un congrès, à côté de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, et il avait tenu son rang. Il s'était fait Européen, et il avait prouvé que l'importance d'un pays se mesure à l'habileté, à la vigueur plus encore qu'au territoire. Il avait conquis le droit de toucher aux questions défendues, de parler pour l'Italie, de se constituer le plénipotentiaire de l'Italie !

Tout cela était le prix d'une politique menée avec autant de suite que de résolution, et lorsque Cavour, rentrant à Turin après le congrès, rencontrait devant lui les oppositions qui l'avaient assailli avant le départ pour l'Orient, qui se plaisaient à le harceler encore en lui demandant ce qu'il avait gagné, il pouvait répondre avec une certaine tranquillité : « On n'est pas arrivé, il est vrai, à des résultats bien positifs; mais on a gagné, je crois, deux choses : en premier lieu, la situation malheureuse et irrégulière de l'Italie a été dénoncée à l'Europe, non par des démagogues, par des révolutionnaires exaltés, des journalistes passionnés,

mais par les représentants des premières puissances de l'Europe, par les hommes d'État qui gouvernent les plus grandes nations, habitués à consulter la raison bien plutôt qu'à suivre les mouvements du cœur. En second lieu, ces mêmes puissances ont déclaré qu'il était de l'intérêt non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe, de porter un remède aux maux de l'Italie. Je ne puis croire que les jugements émis, que les conseils donnés par des puissances telles que la France et l'Angleterre, puissent demeurer longtemps stériles... Les vues qui nous ont guidés dans ces dernières années nous ont fait faire un grand pas. Pour la première fois dans le cours de notre histoire, la question italienne a été portée et discutée devant un congrès européen, non pas comme autrefois à Laybach et à Vérone, afin d'aggraver les maux de l'Italie et de lui river de nouvelles chaînes, mais dans l'intention hautement proclamée de chercher un remède à ses maux et de faire connaître la sympathie des grandes nations envers elle. Le congrès est fini, la cause de l'Italie est portée maintenant devant le tribunal de l'opinion publique. Le procès pourra être long, les péripéties seront peut-être nombreuses... Nous en attendons l'issue avec une entière confiance... » Ainsi il parlait devant la chambre à sa rentrée à Turin.

XII

Ce que le Piémont avait gagné éclatait à la lumière du jour. C'était le crédit moral et diplomatique dont il pouvait maintenant se servir, c'était la liberté de sa politique libérale et nationale même en face de l'Autriche, pour qui cette politique restait une menace permanente. Le Piémont avait fait acte d'intiative, de virilité et d'indépendance en se jetant à propos dans la grande mêlée.

Cavour, quant à lui, sortait évidemment de toutes ces affaires avec un prestige singulier. Il avait d'un seul coup conquis sa place d'homme d'État. Il s'était fait connaître de l'Europe, il avait prouvé à tous qu'il était de ceux avec qui il faut compter et sur qui l'on peut compter, que chez lui la hardiesse n'excluait pas la mesure, la discrétion et la finesse, que, s'il ne reculait pas au besoin devant le rôle « d'enfant terrible », comme il le disait, il avait aussi, quand il le fallait, la prudence la plus réfléchie. S'il avait joué, il avait gagné la partie. Il s'était créé des sympathies, presque de la popularité, parmi les Anglais; il avait surtout réussi à entrer fort avant dans la confiance de l'empereur

Napoléon III, et avec les Russes il restait dans des termes de cordialité tels que M. de Stackelberg, envoyé par le tsar à Turin, pouvait lui dire : « Nous avons, monsieur le comte, des sympathies communes, nous avons des inimitiés communes : c'est plus qu'il n'en faut pour établir entre nos deux pays une bonne et solide amitié. »

Dans le Piémont même, Cavour avait un ascendant presque illimité. Il ne pouvait certes empêcher le comte Solar della Margherita, l'ancien ministre de l'absolutisme, de le trouver fort révolutionnaire avec le pape, avec tous les princes italiens, même avec l'Autriche, et l'impétueux Brofferio de le trouver trop réactionnaire, trop diplomate. La masse de l'opinion voyait avec un orgueil tranquille en lui le représentant du Piémont relevé, agrandi, et à son retour à Turin il était reçu avec des effusions patriotiques. Dans le reste de l'Italie, la politique de Cavour avait produit peut-être plus d'effet encore que dans le Piémont lui-même : elle apparaissait par degrés comme l'inauguration d'une ère nouvelle. L'aimable Poerio, qui était alors aux galères du roi de Naples et dont la captivité était certes la justification la plus éclatante de tout ce qu'on avait pu dire au congrès de Paris sur le système napolitain, Poerio disait plus tard : « Quand

j'appris l'alliance, pour la première fois je sentis s'alléger le poids de ma chaîne. »

De Milan, de Côme, de Naples et de Rome même, des adresses arrivaient à Cavour, et les Toscans lui envoyaient un buste en marbre avec une inscription dantesque : « A celui qui sut la défendre à visage découvert! » Et c'est ainsi qu'en peu d'années un homme, un grand libéral, arrivait à ce point où, appuyé sur son petit Piémont, salué par les Italiens, déjà renommé en Europe, il pouvait voir les premiers fruits d'une politique réparatrice, de ce qu'il avait appelé la politique « de l'action et du progrès ». Ce n'était que le premier acte du drame national conduit désormais, non plus par le génie incohérent de la révolution, mais par le génie des combinaisons, au dénouement à peine entrevu encore dans l'avenir, — la libération définitive de l'Italie.

CHAPITRE III.

LE RÈGNE PARLEMENTAIRE DE CAVOUR. LA PRÉPARATION DE LA GUERRE.

Une halte après 1856. — Situation nouvelle du Piémont. — La dictature morale de Cavour. — Portrait de l'homme. — Son caractère. — Ses discours. — Un règne parlementaire. — Mot d'ordre de la phase nouvelle. — *Alere flammam!* — Activité à Turin. — Les fortifications d'Alexandrie. — L'arsenal maritime de la Spezzia. — Le percement du mont Cenis. — La politique piémontaise en Italie. — Cavour et Daniel Manin. — Rôle européen du Piémont. — Relations avec la Russie, avec l'Angleterre, avec la France. — Crise de la politique piémontaise. — Élections de 1857. — Attentat d'Orsini à Paris. — Retentissement à Turin. — Diplomatie officielle et diplomatie intime. — Discours de Cavour sur les alliances. — Communications secrètes de l'empereur. — Négociations. — Entrevue de Plombières. — Traité secret. — Scène du 1er janvier 1859 aux Tuileries. — Discours du roi Victor Emmanuel au Parlement. — Prologue de la guerre.

I

Une des forces de Cavour a été d'avoir devant lui un but, voilé quelquefois par l'ombre des événements, mais invariable et toujours présent à son esprit. Une de ses facultés, supérieure encore peut-être à la hardiesse, était le sens de l'opportunité, l'art de mesurer

son action aux circonstances. Manzoni disait de lui qu'il avait tout de l'homme d'État, « la prudence et même l'imprudence ». Imprudent ou prudent, il savait l'être tour à tour et toujours à propos.

Au lendemain du congrès de Paris, il se trouvait dans la situation à la fois la plus brillante et la plus difficile. Il avait semé, il semait chaque jour d'une main habile, il se promettait assurément de récolter; mais si, au milieu des excitations de Paris, il avait eu un éclair d'illusion sur la possibilité d'une guerre immédiate d'affranchissement, il n'avait pas tardé à reconnaître que, pour une campagne, c'était assez d'avoir pu introduire l'Italie en plein congrès, qu'à vouloir aller plus loin, pour le moment, on risquait d'indisposer la France et l'Angleterre, l'Europe tout entière, à peine remise d'un grand conflit. Il avait compris bien vite que cette situation nouvelle, qui venait de naître par la paix du 30 mars 1856, avait besoin de mûrir, qu'il fallait laisser à toutes les politiques, aux alliances, aux intérêts, le temps de se dessiner, en accoutumant de plus en plus l'opinion universelle à cette question italienne brusquement évoquée. Il avait vu, en un mot, que rien de décisif ne serait possible avant quelques années, deux ou trois ans peut-être, et que jusque-là c'était tout un travail à recommencer ou à pour-

suivre, d'abord pour ne pas perdre le terrain conquis, puis pour préparer la nouvelle marche en avant.

Une chose restait certaine : le congrès de Paris laissait la question italienne ouverte, le Piémont et l'Autriche en présence au delà des Alpes. Cavour le disait en rentrant à Turin : « Les plénipotentiaires de la Sardaigne et ceux de l'Autriche, après avoir siégé deux mois côte à côte, se sont séparés sans animosités personnelles,... mais pénétrés de la conviction intime que les deux pays sont plus loin que jamais de se mettre d'accord dans leur marche politique, et que les principes soutenus par l'un et l'autre État sont inconciliables. » Cet antagonisme avéré, constaté devant l'Europe, accepté par le Piémont, l'Autriche le subissait avec l'impatiente humeur d'une puissance qui se sent défiée; elle s'en irritait, et, en s'irritant d'un antagonisme qu'elle avait le droit de trouver inégal tant qu'elle n'avait affaire qu'au petit Piémont, elle ne faisait que l'accuser et l'aggraver. Encore quelques mois, elle allait lui donner la retentissante et périlleuse authenticité d'une rupture diplomatique.

Une première fois, avant la guerre d'Orient, dès 1853, elle avait rappelé le comte Appony; après la guerre, au commencement de 1857, elle rappelait le

comte Paar, envoyé depuis peu à Turin. Ce n'était pas encore une déclaration d'hostilité, c'était un aveu d'incompatibilité entre la suprématie impériale établie à Milan et le seul État libre de la péninsule. Cavour, à vrai dire, ne pouvait ni s'étonner ni s'émouvoir de cette rupture, qui entrait dans ses prévisions, qui le mettait à l'aise, mais dont il s'étudiait à laisser la responsabilité tout entière à l'Autriche. Il ne méconnaissait pas « les difficultés et les dangers » de cette tension croissante de rapports, il les avouait tout haut; il n'y voyait qu'une conséquence inévitable de la situation acceptée par le Piémont, une condition de la campagne nouvelle qu'il avait engagée par ses hardies initiatives au congrès de Paris.

Ruiner moralement l'Autriche dans sa prépotence sans lui donner le prétexte d'une agression téméraire, maintenir plus que jamais l'ascendant libéral du Piémont, même au prix de coûteux efforts, rallier les sentiments patriotiques italiens autour du drapeau de Victor-Emmanuel sans trop se compromettre avec les gouvernements, se servir de tout pour gagner des alliances en amenant par degrés l'Europe à voir dans l'affranchissement de l'Italie un intérêt conservateur, préparer la guerre à l'abri de la paix et poursuivre tout cela au milieu des conflits de partis, à travers des

incidents toujours nouveaux, souvent imprévus : c'était l'œuvre de Cavour pendant ces deux ou trois années à partir de 1856. Elle ne pouvait être poursuivie, accomplie jusqu'au bout, cette œuvre de hardiesse et de combinaison, que par un homme qui avait réussi à s'assurer une véritable prépondérance, une sorte de royauté ou de dictature parlementaire, instrument puissant et assoupli de ses desseins.

Cette puissance d'un homme par l'action parlementaire a été, à vrai dire, un des phénomènes les plus saisissants et les plus originaux de l'histoire politique contemporaine.

II

« Nous avons un gouvernement, disait-on alors à Turin, nous avons des chambres, une constitution ; tout cela s'appelle Cavour. » C'était un mot spirituel qui déguisait à peine la réalité des choses. Le fait est qu'à un certain moment Cavour a eu la fortune d'éclipser, ou, pour mieux dire, de personnifier ce régime constitutionnel piémontais qui lui devait son éclat et son efficacité. Il n'était point seul assurément dans un pays qui comptait au sénat d'Azeglio, le comte Sclo-

pis, le comte Gallina, le marquis Alfieri, — dans la chambre des députés, Balbo, Revel, Menabrea, Boncompagni, Rattazzi, Lanza, Mamiani, Farini. Plus que tout autre, il avait rapidement acquis la position exceptionnelle d'un homme régnant dans les chambres et par les chambres, dominant les partis, dirigeant l'opinion et l'entraînant à sa suite.

A mesure surtout que les événements se compliquaient et que les combinaisons de politique intérieure se liaient à l'action diplomatique, il prenait une influence extraordinaire. Les chambres hésitaient à lui refuser ce qu'il demandait, et si des excentriques du radicalisme ou de l'absolutisme, si Brofferio ou le comte Solaro della Margherita le harcelaient de leurs attaques contraires, ils ne faisaient que lui offrir une occasion de plus d'affermir son ascendant. Souvent des députés prêts à toutes les interpellations s'arrêtaient devant un geste ou un mouvement de sa vive physionomie. Ils ressemblaient à cet honnête marchand de la rue du Pô qui, un jour occupé à servir la comtesse de Stackelberg, s'échappait brusquement sous les portiques et revenait bientôt en disant : « Excusez-moi, j'ai aperçu le comte de Cavour et j'ai voulu savoir où en sont nos affaires. Il avait le visage riant, donc nos affaires vont bien, et je suis content. » On faisait un

peu ainsi au parlement, on prenait l'habitude de lire dans le regard du président du conseil.

C'était une dictature, si l'on veut; mais c'était une dictature étrange, conquise jour par jour, consentie à chaque instant, incessamment exercée sous le contrôle des chambres, sous les yeux d'un pays libre. Cavour, avec une confiance qu'il savait communiquer autour de lui, acceptait toutes les conditions de cette vie parlementaire, qu'il aimait, dont il sentait la dignité et la force. Il ne reculait ni devant la lutte ni devant les responsabilités, et, comme dans une circonstance on lui faisait remarquer qu'une mesure à laquelle il attachait du prix serait déjà réalisée, s'il avait été le ministre d'un régime absolu, il répondait vivement : « Vous oubliez que sous un gouvernement absolu je n'aurais pas voulu être ministre et je n'aurais pu le devenir. Je suis ce que je suis parce que j'ai la chance d'être ministre constitutionnel... Le gouvernement parlementaire a ses inconvénients comme les autres gouvernements, et avec ses inconvénients il vaut mieux que tous les autres. Je peux m'impatienter de certaines oppositions, les repousser avec vivacité, et puis, en y réfléchissant, je me félicite de ces oppositions, parce qu'elles m'obligent à mieux expliquer mes idées, à redoubler d'efforts pour convaincre l'opinion générale...

Un ministre absolu ordonne; un ministre constitutionnel a besoin, pour être obéi, de persuader, et je veux persuader que j'ai raison... Croyez-moi, la plus mauvaise des chambres est encore préférable à la plus brillante des antichambres... » Et celui qui semblait exercer une dictature, qui en réalité l'exerçait moralement, se trouvait ainsi n'être que le premier des parlementaires pratiquant sans subterfuge, avec autant de fidélité que de libérale confiance, le régime qu'il paraissait éclipser.

L'autorité qu'il avait conquise, Cavour la devait sans doute à ses succès, à l'éclat d'une initiative heureuse, au relief flatteur qu'il avait su donner à son petit pays dans les démêlés de l'Europe; il la devait aussi au génie des affaires, à l'universalité de son esprit, à une merveilleuse fertilité de ressources, à la séve communicative d'une nature aimable, familière et puissante. Ce n'était point assurément un chef de parti ordinaire, celui qui pouvait être indifféremment, parfois en même temps, ministre du commerce, ministre des finances, ministre des affaires étrangères, ministre de l'intérieur, et même, à un certain moment, ministre de la guerre, — portant tous ces fardeaux sans fléchir, avec une aptitude toujours prête, avec une activité infatigable. Cavour, au pouvoir comme au parle-

ment, avait les avantages de l'éducation pratique de sa jeunesse. A la supériorité du politique poursuivant la réalisation d'une idée, il joignait la supériorité de l'homme au courant de tous les détails d'administration, d'économie politique. Profondément identifié avec son pays, il connaissait le Piémont province par province, ville par ville, aussi bien que son domaine de Leri.

Agriculture, commerce, industrie, intérêts maritimes, finances de l'État et même finances des communes, rien ne le prenait au dépourvu. Souvent il étonnait et déconcertait ses adversaires, et il se donnait à leur égard le plaisir d'une malicieuse vengeance en leur prouvant qu'il savait mieux qu'eux les affaires de la localité qu'ils représentaient. Il avait l'art d'interpréter un budget, de grouper les faits et les chiffres en leur donnant la vie. Qu'on rouvrît sans cesse la guerre au sujet des nouvelles taxes, il traçait le tableau le plus animé de ce que les populations avaient à payer pour ces terribles impôts, de ce qu'elles avaient gagné, d'un autre côté, par les dégrèvements de tarifs, par la facilité des transports, par les chemins de fer, et il dépeignait en traits saisissants les progrès de la richesse nationale sous l'influence heureuse de ce système de libéralisme économique tant attaqué. A un député qui

se plaignait pour sa province, pour les « cantons opulents du Monferrat », féconds en grains et en vins, il répondait aussitôt : « L'honorable député qui a parlé au nom des agriculteurs du Monferrat doit être lui-même un agriculteur habile, et il recueille sans doute 31 hectolitres de vin par hectare. Les voies de communication actuelles entre Nice de Monferrat et Alexandrie lui font gagner au moins 1 fr. 50 cent. par hectolitre, c'est 45 francs par hectare. Je le prie de me dire s'il paye 45 francs d'impôt par hectare. » Et l'on riait de la démonstration à bout portant. Cavour avait l'avantage d'une connaissance approfondie, minutieuse et précise de tout ce qui intéressait son pays. C'était une des raisons de son ascendant; mais ce n'était pas la seule, ni même la plus réelle, ou, si l'on me permet le mot, la plus humaine.

III

La vraie raison de la supériorité, de l'autorité de Cavour, dans le parlement comme au pouvoir, c'était la trempe de l'homme, c'était la séduisante originalité de cette nature merveilleusement équilibrée. Cavour n'avait rien de ces hommes d'État médiocres, ambi-

tieux et embarrassés du pouvoir, gonflés de leur importance, toujours occupés à épuiser les subtilités ou les complications et à faire laborieusement de petites choses. Chez lui, il n'y avait ni morgue, ni tension, ni embarras.

C'était le plus simple et le plus naturel des politiques, menant tout de front avec aisance, se livrant au travail le plus dévorant sans effort et sans fatigue, faisant bon marché des étiquettes et des règlements, cordial et facile dans ses rapports avec les hommes. D'instinct, il répugnait à tout ce qui était ostentation ou affectation, et, lorsqu'après avoir passé les heures de la matinée, depuis l'aube du jour, à expédier des dépêches ou à recevoir des visites, il s'en allait par les portiques de la rue du Pô à l'un de ses ministères, aux affaires étrangères ou aux finances, il ressemblait à un bon bourgeois de Turin, saluant les uns, causant avec les autres, gracieux pour tous. Au milieu des plus grandes affaires, il avait le don de l'enjouement et de l'entrain, la gaieté saine d'un tempérament élastique et d'un esprit bien fait, cette gaieté qu'il témoignait quelquefois par un franc rire ou en se frottant les mains d'une certaine façon devenue légendaire.

Libre d'humeur, toujours dispos d'intelligence et

heureux de vivre, il n'a jamais connu l'ennui, pas plus du reste qu'il n'a connu la rancune ou le dépit. De même qu'il disait que la rancune était absurde, il prétendait qu'il n'y avait rien d'ennuyeux. Aussi passait-il sans difficulté, avec une égalité parfaite, de l'étude d'un projet profondément conçu à la lecture d'un roman ou d'un article de journal, d'une conférence avec un ambassadeur à une conversation avec le plus simple paysan ou un modeste solliciteur, des affaires les plus compliquées de l'État aux affaires de sa commune. C'était l'homme qui dans une des crises les plus graves de sa carrière, entre le ministère de la veille et le ministère du lendemain, trouvait le moyen d'écrire de Leri à un de ses amis : « Ne m'en veuillez pas si je ne vous écris point, c'est que je ne veux pas vous entretenir des discussions du conseil communal de Trino, dont je suis un membre assidu... Ne perdez pas cette lettre, elle contient l'adresse du pharmacien qui vend l'huile de marrons contre la goutte... — A Leri, on a du temps pour tout, même pour lire la prose de madame de S... — Me voilà donc relégué ici indéfiniment. Pour ce qui me concerne, j'en prends gaiement mon parti, car la vie que je mène me convient très-bien. Je m'amuse parfaitement tout seul ou avec les bons cultivateurs au milieu desquels je vis... »

Il avait en effet du temps pour tout, parce qu'il s'intéressait à tout, et il savait aussi profiter de tout. Il n'avait de dédain pour rien, ni pour les hommes ni pour les choses, et il assurait spirituellement que beaucoup de joueurs ne perdaient que parce qu'ils n'avaient pas le « respect des petites cartes ». Lui, il savait tenir compte des « petites cartes », des petites gens, même des avis, des observations, qu'il provoquait souvent, qu'il écoutait et qu'il s'appropriait. Après cela, sous cette apparence de facilité et de bonne humeur, Cavour ne gardait pas moins les deux souveraines qualités de l'homme d'État, la netteté, la précision des idées, et une puissance de volonté qui en certains moments faisait tout plier, qui ne s'arrêtait ni devant le péril, ni devant les difficultés intimes. Seulement cette volonté d'acier s'enveloppait de grâce, la précision des idées se parait d'agrément ; le sentiment pratique, si développé, si sûr en lui, s'alliait à la grandeur, à l'étendue des conceptions, et cette nature heureuse, enjouée, libérale, impétueuse, fascinatrice, devenait irrésistible : elle entraînait amis, dissidents, adversaires.

Les discours sans nombre par lesquels Cavour soutenait sa politique et qui restent comme le monument d'un règne parlementaire, ces discours reflétaient son

caractère et son esprit. Cavour n'était point né précisément avec le don de la parole, et même au commencement il avait eu quelque peine à se faire écouter. Il avait une voix assez aigre, un ton un peu âpre que la lutte n'avait point adouci, et il a toujours gardé une toux légère qui voilait par instants la recherche de l'expression, — dont il savait s'aider à propos. Il avait eu d'ailleurs à s'accoutumer au langage italien, et, avec sa prétention à l'ignorance littéraire, il se faisait quelquefois un jeu de consulter ses amis sur la correction d'une phrase ; mais il était bientôt devenu le premier *debater* du parlement piémontais, enchaînant l'attention par la sûreté de ses vues et la précision substantielle de ses exposés, séduisant par l'habileté ingénieuse de son raisonnement, redoutable par la vivacité sarcastique de ses reparties.

D'habitude il laissait la discussion se développer et les orateurs se succéder, tour à tour agité, impatient ou paraissant écouter avec une bonhomie souriante et mobile, car chez lui tout était vie et mouvement. Quand la discussion semblait épuisée, quand tout le monde avait parlé, il intervenait par un de ces discours décisifs qu'il n'écrivait jamais, qu'il se bornait à préparer par une méditation de quelques heures, se fiant pour le reste à l'improvisation, en homme maître de sa

pensée. Cavour s'emparait d'une question qu'il relevait et simplifiait à la fois, répondant aux uns et aux autres sans interrompre l'ordre de ses idées, mêlant la supériorité, la nouveauté des vues à la précision et à l'abondance des faits : tout cela dans le langage le plus naturel, sans déclamation, sans artifice littéraire, avec une clarté de logique et de démonstration qui laissait ses adversaires vaincus, ses amis plus que jamais captivés et confiants, l'opinion satisfaite et rassurée. Était-ce un homme d'éloquence ou d'esprit ? C'était essentiellement un politique à la nature fertile, se servant de l'esprit et de la parole, orateur pour agir, embrassant tout, habile à dégager ce qu'il y avait de réalisable et à saisir le point juste, s'agrandissant lui-même en agrandissant la sphère de son action et se trouvant toujours à la hauteur des situations que son génie inventif créait, des difficultés que son audace ne craignait pas de provoquer.

Le régime parlementaire n'était nullement en effet pour Cavour un vain retentissement de parole ou une mesquine stratégie de parti ; c'était un levier d'action et de gouvernement, un moyen d'intéresser, d'associer l'opinion à la réalisation progressive d'une pensée toujours en travail. Cavour disait quelquefois : « Je veux bien précéder le pays et même le stimuler, mais

le pays doit me seconder ; entre lui et moi, il ne doit point y avoir de solution de continuité. Le jour où cette solution existerait, non-seulement je ne pourrais plus me flatter de faire prévaloir mes plans politiques, mais je devrais cesser d'être ministre. » Précéder, diriger l'opinion, sans cesser d'être en contact avec elle, en sachant l'attendre au besoin, c'était tout son secret, — le secret d'un grand libéral, qui n'arrivait à s'assurer la confiance volontaire de son pays que parce qu'il se conduisait en promoteur prévoyant et habile d'une œuvre nationale, non en homme de parti ou de faction. C'était sa manière d'entendre ce régime parlementaire dont il s'était servi si heureusement pour faire un premier pas, dont il avait plus que jamais à se servir, au lendemain du congrès de Paris, dans une politique qui embrassait à la fois l'action intérieure et l'action extérieure, le Piémont, l'Italie et l'Europe. Sur ces trois points, il avait à concentrer ses efforts dans une période nouvelle au terme encore inconnu.

IV

La position que le cabinet de Turin avait conquise par sa coopération à la guerre de Crimée et aux négo-

ciations générales de la paix avait certes de quoi flatter l'orgueil d'un petit pays. Il s'agissait de la maintenir, de la fortifier et de l'étendre pour aller plus loin.

Cavour sentait parfaitement qu'il n'y avait plus à s'arrêter, qu'après avoir élevé le Piémont à un certain niveau, il ne pouvait pas le laisser déchoir, et qu'après avoir suscité toutes les ardeurs, les espérances, même les impatiences nationales, il ne pouvait plus laisser s'éteindre ce feu dont il avait besoin. Aussi, à peine revenu à Turin après le congrès de Paris, commençait-il à se préoccuper d'imprimer un élan nouveau, de mettre le Piémont en mesure de soutenir son rôle de petite puissance aspirant à devenir grande. *Alere flammam* était sa devise ! Il fallait marcher, faire quelque chose, montrer partout présente et agissante cette hégémonie piémontaise qui avait à se manifester sous toutes les formes. En moins de deux ans, Cavour multipliait les entreprises ou les projets, les fortifications d'Alexandrie, la création d'un grand arsenal maritime à la Spezzia, le percement du mont Cenis, au risque de paraître dépasser la mesure et les forces d'un petit peuple par une politique d'action morale ou de préparation militaire qui engageait gravement les finances, qui exigeait nécessairement de nouveaux emprunts.

La fortification d'Alexandrie et surtout la souscription des cent canons ouverte par le patriotisme italien, destinée à subvenir à l'armement de la citadelle piémontaise, tout cela pouvait sans doute, à plus juste titre que l'alliance avec les puissances occidentales, passer pour un « coup de pistolet, — et même un coup de canon, — tiré aux oreilles de l'Autriche ». Cavour ne niait rien, et il n'accentuait rien ; il ne désavouait pas le caractère moral de la démonstration, en évitant toutefois ce qui eût ressemblé à une provocation trop directe. Il se tirait d'affaire en représentant la fortification d'Alexandrie comme l'exécution d'une vieille pensée et en mettant gaiement en scène son terrible collègue de la guerre, La Marmora. « Lorsque j'étais ministre des finances, il n'a cessé de me tourmenter, disait-il, et je me rappelle qu'avant son départ pour la Crimée une de ses dernières paroles fut celle-ci : Rappelez-vous bien que, si vous ne pensez pas aux fortifications d'Alexandrie, un beau jour je proteste publiquement et solennellement contre vous... » Et de même, au sujet de la Spezzia, il reprenait : « A la paix, mon collègue La Marmora, qui est pour le moins aussi tenace que moi, m'a dit en rentrant au ministère de la guerre : — Alexandrie et la Spezzia ! Je lui ai répondu : — La Spezzia et Alexandrie ! »

La fortification d'Alexandrie, complétant les fortifications de Casale, de Valenza sur le Pô, c'était dès ce moment la défense du Piémont assurée contre un premier choc, et par le fait c'est cet ensemble de travaux inspirés par la prévoyance qui, aux jours décisifs de 1859, devait sauver Turin en arrêtant l'invasion autrichienne, en laissant à une armée française le temps d'arriver. La création d'un grand arsenal à la Spezzia, à la dernière limite du royaume, cette création à laquelle Cavour ne craignait pas de s'essayer après Napoléon, se liait visiblement à de plus vastes combinaisons qui embrassaient tout au moins l'Italie du nord et du centre. Sous des formes diverses, ces deux projets de la Spezzia et d'Alexandrie, vivement disputés, enlevés presque d'autorité, restaient toujours des œuvres militaires, une sorte de préparation des luttes de l'avenir, peut-être d'une guerre prochaine. Le percement du mont Cenis représentait une autre face de cette politique infatigable, la pensée d'agrandissement par l'action morale, par toutes les initiatives fécondes, par l'extension et la facilité croissante des rapports entre nations.

Assurément c'était, pour un petit pays, une lourde affaire de s'attaquer au mont Cenis, de s'engager dans cette gigantesque aventure, où les questions de poli-

tique, de finances, se mêlaient à une première question toute scientifique, celle de la possibilité et des procédés d'exécution. Cavour ne reculait pas devant cette œuvre audacieuse. Il en saisissait sans doute d'un regard pénétrant les bienfaits pratiques, les conséquences heureuses pour les intérêts subalpins, pour les industries nationales, pour le rôle de son petit pays dans le transit du monde. Il évaluait avec la précision de l'économiste, du financier le plus positif, tous les avantages matériels de la percée souterraine du mont Cenis; mais en même temps il était peut-être surtout sensible à l'honneur que se ferait le Piémont par cette marque de sérieuse et forte virilité. Il y mettait tout son feu, et un jour, sur la place d'armes de Turin, montrant à un de ses amis l'amphithéâtre des Alpes qui fermait l'horizon, il lui disait : « Si Louis XIV a dit qu'il n'y avait plus de Pyrénées, j'espère qu'un jour avec plus de raison nous dirons qu'il n'y a plus d'Alpes. On prétend qu'il y a de grandes difficultés, et je le crois; on me dit aussi que nous sommes encore trop petits pour tenter une entreprise de ce genre. Je réponds, moi, que les difficultés, nous les surmonterons, et que, pour devenir grands, nous devons faire ceci. Absolument les Alpes doivent s'abaisser. » Et en parlant ainsi il laissait éclater dans son regard et dans

ses gestes l'ardeur, la puissance de la volonté qui l'animait.

Cavour s'était épris de bonne heure de ce grand travail. Il ne cessait de s'intéresser aux expériences de l'habile ingénieur savoyard M. Sommeiller, qui, après s'être distingué aux travaux de l'Apennin sur le chemin de fer de Gênes, mettait son génie à résoudre le problème vital de l'emploi de l'air comprimé pour le percement du mont Cenis. Il ne secondait pas seulement M. Sommeiller de son pouvoir de ministre, il le soutenait de sa foi, et de même que dans les questions militaires il avait toujours en La Marmora un compagnon aussi actif que fidèle, dans l'affaire du mont Cenis il avait pour complices son collègue des travaux publics, Paleocapa, Menabrea qui oubliait sa politique pour servir un grand dessein. Cavour s'occupait de tout ce qui pouvait aider au succès, défendant avec une égale énergie les ingénieurs, les moyens d'exécution, les emprunts nécessaires, les traités signés avec la compagnie du chemin de fer de la Savoie, aplanissant les difficultés et entraînant à sa suite toutes les volontés hésitantes. « J'espère, disait-il avec feu au parlement, j'espère que vous ne voudrez pas démentir votre carrière à la fin de cette laborieuse législature. Je crois que vous suivrez une politique franche, résolue. Si

vous adoptiez une autre proposition... vous inaugureriez un système absolument différent, et j'en serais désolé, non-seulement parce qu'une grande œuvre serait compromise, mais parce que ce serait d'un fatal augure pour le futur système politique du parlement. Nous avions le choix de la voie à suivre; nous avons préféré celle de la résolution et de la hardiesse, nous ne pouvons rester à mi-chemin. C'est pour nous une condition de vie, une alternative inéluctable : avancer ou périr! Je nourris la ferme confiance que vous couronnerez votre œuvre par la plus grande des entreprises modernes, en votant le percement du mont Cenis... »

C'est ainsi qu'on réussit, et lorsque des adversaires à courte vue pressaient Cavour en lui demandant où il voulait décidément aller, — en signalant le danger de placer à l'extrémité du royaume le plus grand établissement militaire, de multiplier les fortifications et les armements, d'engager le Piémont dans des entreprises qui excédaient ses forces; lorsqu'on l'accusait de créer une situation artificielle et violente qui ne pouvait durer, il ne répondait pas toujours, quoiqu'il ne reculât guère devant l'aveu de sa pensée. Il savait bien tout ce qu'on pouvait dire. Pour le moment, le premier but de sa politique était atteint, puisqu'au prix d'ef-

forts et de sacrifices dont il ne se dissimulait pas la gravité, qu'il laissait à l'avenir le soin de justifier, il pouvait montrer dans le Piémont le représentant actif, grandissant, accrédité, de l'idée libérale et nationale.

V

Le problème, pour Cavour, n'était pas seulement à Turin, il était désormais un peu partout au delà des Alpes. Il consistait à pénétrer l'Italie de l'esprit nouveau qui animait la politique piémontaise, à rallier, à organiser, à discipliner le patriotisme italien sous ce drapeau aux trois couleurs tenu d'une main libre par un roi populaire. Cavour savait ce qu'avaient coûté à l'Italie les rêves, les conceptions chimériques, les sectes, les conjurations, les mouvements violents. Il n'avait qu'une pensée : rompre avec cette fatalité, dégager la cause italienne de tout ce qui l'avait compromise, l'enlever aux partis révolutionnaires en lui maintenant le caractère d'une honnête et juste revendication, poursuivre ce qu'il avait commencé au congrès de Paris.

Il comptait sur la propagande de sa politique libérale et nationale, non sur les moyens révolutionnaires, dont

il connaissait la meurtrière stérilité et qu'il répudiait. Il disait familièrement des mazziniens : « J'admire leur dévouement à une idée, leur fanatisme me fait horreur. » Un attentat commis contre le roi de Naples par le soldat Agésilas Milano n'excitait que son aversion, et il n'aurait pas songé à se faire un mérite de ses protestations indignées.

A ceux qui lui reprochaient de ne pas favoriser toutes les tentatives d'insurrection dans les autres États italiens ou qui exaltaient devant lui des actes de meurtre et d'incendie, il répondait en plein parlement : « Nos paroles et notre politique ne tendent pas à exciter ou à seconder en Italie des mouvements inconsidérés, de vaines et folles tentatives révolutionnaires. Nous entendons autrement la régénération italienne. Nous avons toujours suivi une politique franche et loyale, et tant que nous serons en paix avec les autres souverains de l'Italie, jamais nous n'emploierons des moyens révolutionnaires, jamais nous n'exciterons des troubles... Quant à Naples, on a rappelé des faits récents, des faits douloureux : l'explosion d'une poudrière et de navires de guerre, un horrible attentat; on a parlé de façon à laisser croire que ces faits sont l'œuvre du parti italien. Je les répudie, je les répudie hautement, et cela dans l'intérêt même de l'Italie. Non,

ce ne sont pas des faits qu'on puisse attribuer au parti national italien ; ce sont les actes isolés de quelque malheureux égaré... qui doivent être stigmatisés par tous les hommes sages, surtout par ceux qui ont à cœur l'honneur et l'intérêt italiens... »

Prononcées par celui qui venait de faire entrer l'Italie dans le congrès des puissances européennes, ces paroles avaient un retentissement profond et salutaire au delà des Alpes. Elles transformaient l'opinion ; elles avaient l'avantage d'enlever aux sectes le droit de dire qu'elles conspiraient pour la cause nationale et aux gouvernements le prétexte de rejeter sur la cause nationale des complots nés le plus souvent de l'excès des répressions. L'esprit de secte ne cédait pas sans doute le terrain du premier coup. Il sentait que ce ministre d'une monarchie constitutionnelle devenait pour lui l'ennemi le plus dangereux, et au moment même où Cavour désavouait ainsi les moyens révolutionnaires, Mazzini tentait en pleine terre libre du Piémont, à Gênes, un dernier effort pour ressaisir son influence. L'échauffourée de Mazzini à Gênes échouait misérablement devant le bon sens public, plus surpris qu'alarmé. Elle montrait tout simplement une chose avec évidence : ce que l'esprit de secte perdait, le libéralisme national le gagnait chaque jour.

La politique piémontaise, à mesure qu'elle se dessinait par ses actes ou par ses paroles, avait cet heureux effet de raviver partout le sentiment d'une libération possible par les moyens réguliers, avouables, et dans cette œuvre Cavour trouvait rapidement des alliés ou des complices qui lui arrivaient de toutes les parties de l'Italie, quelquefois sans qu'il les cherchât ou qu'il les connût. La « Société nationale », née à ce moment, organisée par un émigré sicilien, Giuseppe La Farina, a été une des expressions de cette phase nouvelle des affaires italiennes. Cavour trouvait en elle une auxiliaire indépendante, parfois peut-être assez compromettante, mais qui avait l'avantage de ramener dans le grand courant patriotique bien des esprits sincères égarés jusque-là dans les affiliations mazziniennes. Il avait surtout conquis le plus généreux, le plus précieux des alliés, Daniel Manin, qui vivait retiré à Paris depuis la chute de Venise.

Placés dans des conditions si différentes, l'un dans l'éclat d'un poste officiel, l'autre dans l'exil, ces deux hommes étaient faits pour se comprendre; ils avaient plus d'un trait commun, la passion du patriotisme, la clairvoyance d'une raison lumineuse, le sens délié et pratique des événements. Manin avait eu une entrevue avec Cavour au moment du congrès; il n'avait pas

tardé à saisir toute la portée de la politique du ministre piémontais, et malgré des préférences républicaines qui étaient pour lui une tradition vénitienne, avec la résolution d'un homme « cherchant ce qui est pratiquement possible... aimant l'Italie plus que la république », il n'hésitait pas à se prononcer pour cette politique dont il avait salué les succès dans les négociations de Paris.

Brisé par les douleurs intimes, par la perte d'une fille qui était pour lui comme une image émouvante et désolée de Venise, atteint déjà du mal qui devait l'emporter, il épuisait ce qui lui restait de forces à développer ses idées, son programme. Il avait été à Paris le promoteur de la souscription des cent canons d'Alexandrie, à laquelle la tolérance du gouvernement français ne laissait pas de donner une certaine signification. Il multipliait lettres et manifestes, préconisant l'alliance avec la France, détournant ses compatriotes des vieilles divisions municipales et des luttes stériles de partis, répudiant surtout, comme Cavour, le meurtre, les attentats et le poignard des sectaires, pressant Mazzini de renoncer à ses complots, de se retirer d'une scène où il n'était qu'un obstacle. « J'accepte la monarchie de Savoie, disait-il, pourvu qu'elle concoure loyalement et efficacement à faire l'Italie... La monarchie piémontaise, pour être fidèle à sa mission, doit tou-

jours avoir devant les yeux le but final : *l'indépendance et l'unification* de l'Italie ! Elle doit profiter de toute occasion qui peut lui permettre de faire un pas en avant dans la voie conduisant à ce but... Elle doit rester le noyau, le centre d'attraction de la nationalité italienne. » Manin ne se doutait pas qu'avant que quatre années se fussent écoulées, ce qui semblait un rêve serait une réalité, — qu'il ne devait pas voir ! De son regard, de son désir de mourant, il embrassait et pressentait l'avenir jusqu'au bout.

Cavour, pour le moment, ne pouvait aller ni si loin ni si vite, ou du moins il ne pouvait l'avouer. Il sentait le danger de remuer tout en même temps ; il avait l'habitude de dire dans sa familiarité : « On ne peut faire qu'une chose à la fois... Commençons par mettre les Autrichiens hors de l'Italie ! » Ministre d'un État régulier, il se croyait obligé de tenir compte de certaines nécessités de gouvernement, d'éviter les fausses démarches, les complications inutiles ou prématurées.

Lorqu'en 1856 la France et l'Angleterre s'engagaient dans une intervention diplomatique pour redresser le système à outrance du roi de Naples, il s'abstenait, non qu'il ne fût tenté de saisir l'occasion, mais parce qu'il ne voyait pas où les deux puissances voulaient aller, parce qu'il craignait une démonstration im-

puissante dont le crédit du Piémont souffrirait sans compensation. Lorsque dans l'été de 1857 le pape Pie IX faisait un voyage à Bologne, Cavour ne se dispensait pas de remplir envers le pontife les devoirs de convenance ; il l'envoyait complimenter par M. Boncompagni, qui représentait alors le roi Victor-Emmanuel à Florence. Il croyait devoir cela au chef de l'Église et aux catholiques piémontais qu'il ne voulait pas blesser inutilement. Cavour était un ministre qui se mettait en règle avec les gouvernements et les traditions ; cela ne l'empêchait pas de suivre son chemin.

Par ses paroles comme par ses actes, il ravivait sans cesse l'ascendant de sa politique au delà des Alpes, et de cette direction de Cavour, de l'impulsion de Manin, de l'action multiple de la « Société nationale », naissait ce « parti italien » nouveau, rapidement accru, prompt à se discipliner et à marcher sous la main de celui dont l'aimable et brillant Florentin Salvagnoli disait : « Après une conversation avec cet homme, je respire mieux, mon esprit se dilate. »

VI

Avoir le Piémont par l'autorité du chef parlementaire et l'Italie par la fascination d'une politique nationale, ce n'était pas tout pour arriver au but. Cavour avait à conquérir des alliances en profitant de la situation où restait l'Europe au lendemain du congrès de Paris. Cette situation était assez confuse.

La paix du 30 mars 1856 avait laissé un certain nombre de points indécis : la fixation de la nouvelle frontière russe en Bessarabie, la possession de l'île des Serpents aux bouches du Danube, le règlement de la navigation du fleuve, l'organisation des principautés de Moldo-Valachie, — et la solution de ces questions complémentaires devenait presque aussi épineuse, aussi délicate que la paix elle-même ; elle prenait surtout de la gravité par les intérêts et les ressentiments qu'elle mettait en jeu, par les déplacements d'alliances qui pouvaient en résulter. Une chose était sensible, on ne s'entendait pas. Deux camps se dessinaient dans le mouvement diplomatique de l'Europe : d'un côté, l'Autriche, assez roide vis-à-vis des Russes, maintenant les conditions de la paix dans toute leur rigueur, avait l'appui

de l'Angleterre et de la Turquie ; d'un autre côté, la France penchait pour les interprétations les plus conciliantes, les plus favorables à la Russie, qu'elle flattait visiblement après l'avoir combattue. La paix était à peine signée depuis quelques mois, que déjà les alliés de Crimée semblaient ne plus être d'accord, et sur chaque point l'antagonisme éclatait dans une certaine confusion.

Cavour ne se mêlait d'abord que très-discrètement à ces luttes intimes où il craignait de trouver divisées sinon hostiles des influences — celles de la France et de l'Angleterre — qu'il tenait à ménager également. S'il y entrait bientôt plus vivement, c'est qu'il y était appelé par ce qu'il croyait être une nécessité de sa politique et par la confiance des cabinets qui s'accoutumaient de plus en plus à compter avec lui, avec cet esprit juste et inventif. Il jouait le rôle d'une sorte de médiateur, de conciliateur, dans les conférences réunies à Paris ou à Constantinople. Ainsi, au sujet de cette affaire de limitation connue alors sous le nom de « question de Bolgrad », c'est lui qui avait suggéré une combinaison désirée par la France, destinée à désintéresser l'orgueil russe, accueillie en définitive par l'Angleterre.

Lorsqu'on en venait à l'organisation des principautés, il ne pouvait hésiter, il était avec la Russie,

avec la France, pour l'union de la Moldavie et de la Valachie; il y voyait une satisfaction de nationalité, et il se montrait d'autant plus résolu, que l'Autriche était plus hostile. Le comte Buol avait dit : « Nous avons bien assez d'une Sardaigne au pied des Alpes, sans en avoir une autre au pied des Carpathes. » Cavour trouvait naturellement que ce ne serait pas trop d'attacher une autre Sardaigne au flanc de l'Autriche. En réalité, il se servait de toutes ces questions dans la mesure de ce qui pouvait fortifier le Piémont, intéresser l'Italie et l'aider à poursuivre son but, la conquête des alliances ou des sympathies contre l'ennemi qu'il avait à combattre. C'était la pensée incessante de sa diplomatie au milieu de tous les incidents européens dont il cherchait à profiter pour créer, comme il le disait, une atmosphère favorable à l'Italie.

Le fait est que par sa souplesse et son habile modération, il avait d'abord gagné la Russie, qui témoignait au Piémont une cordialité empressée, ne fût-ce qu'en haine de l'Autriche. Dès que les relations des deux pays avaient été renouées, le prince Gortchakof avait dit au représentant de la cour de Turin : « Je ne veux pas entrer dans des récriminations. Nous avons été mal inspirés depuis 1849 en vous refusant une légation russe à Turin et en refusant votre légation à Saint-Pé-

tersbourg. Nous avons trop prêté l'oreille à l'Autriche. Je n'ai jamais approuvé cela. Aujourd'hui le terrain est libre; nous pouvons nous mettre d'accord... Je conviens que la Russie et le Piémont sont des alliés naturels... Nous sommes on ne peut plus contents de vos procédés à notre égard. »

L'empereur Alexandre II, pendant les fêtes de son couronnement à Moscou, avait adressé les paroles les plus flatteuses au général Broglia, envoyé du roi Victor-Emmanuel, et il avait affecté de parler assez haut pour être entendu de l'ambassadeur d'Autriche. Peu après, la tsarine, mère d'Alexandre, était allée passer l'hiver de 1857 à Nice, où elle avait été entourée de déférences. La grande-duchesse Hélène visitait le Piémont. Le grand-duc Constantin et le grand-duc Michel, qui allaient voir leur mère, se rendaient à Turin, et ils étaient reçus avec tous les honneurs princiers. Ils assistaient avec Victor-Emmanuel à une représentation de gala, et ces démonstrations étaient d'autant plus significatives qu'elles coïncidaient avec la rupture diplomatique qui venait d'éclater entre l'Autriche et le Piémont.

Pendant ce temps, les diplomates russes répétaient aux représentants sardes : « Le Piémont doit avoir une plus grande puissance territoriale, même dans l'intérêt

de la Russie; mais il faut que cela se fasse en dehors de la révolution, il faut que l'initiative vienne d'en haut. En attendant, que le gouvernement sarde continue à prouver à l'Europe qu'il est capable de maintenir l'ordre, qu'il s'abstienne de troubler les autres États italiens. Si le Piémont sait attendre avec calme le grand jour, ce jour viendra pour lui, et la Russie alors l'aidera à chasser l'Autriche de l'Italie... » Que ces promesses et ces démonstrations fussent plus flatteuses qu'efficaces, cela se pouvait. Dans tous les cas, elles marquent le point culminant de ces relations de la Russie et du Piémont vers 1857; elles avaient assez de prix pour que Cavour, au risque d'indisposer lord Palmerston, ne craignît pas de céder à la marine du tsar une sorte de droit permanent de refuge en pleine Méditerranée, dans la rade de Villefranche, et la haine de la Russie contre l'Autriche était tout au moins le gage d'une neutralité sympathique au jour d'un conflit.

VII

Restaient l'Angleterre et la France, les deux grandes alliées que Cavour avait toujours en vue, de qui il attendait un secours plus direct, plus actif, sans savoir

encore jusqu'où irait ce secours. Évidemment l'idéal de Cavour eût été de maintenir dans toute sa force l'alliance de l'Angleterre et de la France, en gardant l'espoir de mettre un jour ou l'autre cette alliance en mouvement pour la cause de l'Italie. C'était un rêve, il venait de le voir dans ces négociations poursuivies depuis le congrès de Paris. Aux premières difficultés, l'Angleterre s'était tournée vers l'Autriche, — et l'Angleterre ne s'était point liée avec l'Autriche dans les affaires d'Orient pour l'abandonner dans les affaires d'Italie.

La politique anglaise, politique des whigs comme des tories, pouvait prodiguer les encouragements, les témoignages de la plus chaleureuse sympathie au régime constitutionnel florissant à Turin; elle voulait bien demander des réformes intérieures dans les autres États italiens, morigéner le pape, le roi de Naples; au besoin, elle ne refuserait par son secours au Piémont, s'il était attaqué. Elle ne voulait point aller au delà. Ce que lord Clarendon avait dit, ce qui avait fait un instant l'illusion de Cavour, ne dépassait pas cette limite. L'Angleterre, attachée par tradition aux traités de 1815, ne voulait ni guerre pour l'Italie, ni remaniements de territoires. Elle voyait surtout avec ombrage des complications qui pouvaient offrir à la France une

occasion d'intervenir en armes au delà des Alpes. Aussi Cavour trouvait-il auprès d'elle de l'amitié, une considération des plus sérieuses, et peu d'encouragements, — plutôt des conseils inquiets et moroses. Il avait beau faire, il ne gagnait rien, peut-être même s'était-il rendu suspect en cédant à la Russie le droit de stationnement dans la rade méditerranéenne de Villefranche. Lord Palmerston avait dit d'un ton railleur : « En vérité, je n'aurais pas cru que le comte de Cavour fût devenu Russe. » A quoi le comte de Cavour, informé du mot, avait répondu : « Dites à lord Palmerston que je suis assez libéral pour ne pas être Russe et que je le suis trop pour être Autrichien... »

Au moment le plus vif de la rupture diplomatique entre l'Autriche et le Piémont, au commencement de 1857, le ministre sarde à Londres, le marquis Emmanuel d'Azeglio, avait avec lord Palmerston une explication décisive. « Votre tort, disait lord Palmerston, est de croire que pour faire le bien de l'Italie, le meilleur moyen est d'être mal avec l'Autriche. Avec les moyens d'action dont cette puissance dispose, elle tournera contre vous les autres États italiens, et elle sera un adversaire irréconciliable de vos propositions de réformes. Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux désarmer son opposition en lui enlevant toute raison

plausible de combattre la politique du Piémont? — Mais, milord, répliquait le marquis d'Azeglio, nous n'aurons jamais le concours de l'Autriche pour améliorer la situation de l'Italie. Elle a pour elle les gouvernements, nous avons pour nous les populations. Elle dit aux premiers : Voulez-vous ma protection? Je vous l'accorde; n'oubliez pas que je représente l'absolutisme, le régime du sabre et l'intolérance catholique. Nous disons, nous, aux populations : Suivez-nous, nous avons le sang italien dans nos veines, nous tenons haut le drapeau de l'indépendance, de la tolérance religieuse, des institutions libres, du progrès moral et matériel. Il reste à savoir quelle est celle de ces deux politiques que l'Angleterre veut appuyer. » Lord Palmerston ne répondait pas, ou du moins il répondait en éludant la question, en laissant au Piémont la responsabilité de sa politique et « des conséquences bonnes ou mauvaises » qui pourraient en résulter.

A défaut de l'Angleterre, Cavour pouvait se promettre plus de succès auprès de la France. Chaque jour, il sentait plus vivement que de là devait venir le grand et décisif secours pour l'Italie. Ce n'était pas une pensée nouvelle chez Napoléon III. L'indépendance italienne avait été une des fascinations de jeunesse de l'insurgé de la Romagne en 1831, de celui

que Pie IX appelait encore longtemps après, lorsqu'il était au faîte de la puissance, « le sectaire de Forli ». Le congrès de Paris n'avait fait que dévoiler des intentions ou des velléités que Cavour se hâtait de saisir, qu'il essayait de fixer, quoique ce fût difficile. Il est clair qu'à un certain moment entre Napoléon III et Cavour il y a eu une sorte d'intelligence mystérieuse, inavouée, qui n'est arrivée que par degrés à se préciser. On le sait aujourd'hui, c'est à l'instigation du souverain français, à la suite d'une conversation secrète de l'Empereur avec M. de Villamarina à Compiègne, que le cabinet de Turin avait pris l'initiative de la combinaison qui tranchait la question de Bolgrad d'une façon favorable à la Russie, acceptable pour l'Angleterre.

L'Empereur s'était servi utilement de Cavour pour sauver, comme il le disait, l'alliance anglo-française sans refroidir la Russie, et ce que le Piémont avait fait, Napoléon III le considérait comme un service personnel. Peu de jours après, le comte Walewski disait à M. de Villamarina : « L'Empereur m'a chargé de témoigner sa reconnaissance et sa satisfaction au comte de Cavour ainsi qu'à vous, et de vous dire de sa part, entendez bien ses paroles, que tout ceci ne sera pas perdu, qu'il ne l'oubliera jamais. » M. de Villamarina,

qui représentait le roi Victor-Emmanuel à Paris, était chargé de cultiver ces dispositions, et vers cette époque il écrivait à Turin : « Napoléon a besoin de temps pour conduire à bonne fin ses projets favorables à l'Italie. Permettez-moi donc, monsieur le ministre, de faire les vœux les plus ardents pour que les Italiens ne compromettent pas, par des mouvements intempestifs, l'avenir que la Sardaigne a su leur préparer par ses sacrifices sur les champs de bataille et par ses succès au congrès de Paris. Pour aujourd'hui, il faut avoir de la prudence, de la patience, et attendre que les événements aient leur cours. Il faut montrer une grande confiance dans la politique personnelle de l'Empereur, ne pas lui créer d'embarras... Napoléon et le temps sont pour nous et pour l'Italie : je le soutiens, dussé-je à l'heure présente être tenu pour un visionnaire... » Ces Italiens voyaient clair !

Ce qui rendait tout difficile, c'est que cette France de 1857, dont Cavour recherchait et espérait l'alliance active, se trouvait pour le moment dans des conditions étrangement compliquées. Il y avait tout à la fois un souverain favorable à l'Italie, ayant une politique personnelle qu'il poursuivait dans le mystère, — des ministres qui semblaient pratiquer quelquefois une autre politique et que le souverain laissait faire, puis à

côté, en dehors des régions officielles, dans la société parisienne, dans l'ancien monde parlementaire, il y avait une certaine opinion émue des manifestations du congrès au sujet de Rome, hostile à l'empire, assez peu sympathique pour l'Italie. Cavour savait tout cela, et, si naturellement sa première préoccupation devait être pour le taciturne couronné de qui tout dépendait, il ne laissait pas d'avoir chaque jour à se débattre avec ces éléments discordants, ces conflits d'influences, ces difficultés intimes, qui étaient un des phénomènes du régime intérieur de la France, qui pouvaient à un instant donné détourner ou ralentir la volonté du souverain. De plus, il n'ignorait pas que cette alliance de l'empire, si elle devenait une prépotence, pouvait être un péril ou une menace pour les libertés constitutionnelles à Turin.

VIII

Situation extraordinaire pour un homme, pour un ministre! Que ce hardi joueur se tournât vers l'Angleterre, il trouvait un gouvernement, des hommes d'État, whigs ou tories, qui se montraient ouvertement, chaleureusement favorables à tous les progrès libéraux

de l'Italie, mais qui refusaient tout encouragement, tout appui à une politique d'affranchissement national; qu'il se tournât vers la France, il trouvait un souverain tout-puissant, énigmatique, secrètement disposé à favoriser la conquête de l'indépendance italienne, mais soupçonné de vouloir faire acheter son concours dans l'œuvre nationale par des sacrifices de liberté intérieure qu'on ne pouvait pas et qu'on ne voulait pas accorder!

Au milieu de ces confusions et de ces impossibilités apparentes, Cavour ne se laissait ni troubler ni arrêter. Il marchait, préparant l'alliance napoléonienne avec la résolution de ne lui livrer aucune liberté sérieuse, pénétrant de plus en plus dans la confiance de l'Empereur, avec qui il avait déjà des communications intimes en dehors des voies diplomatiques, suivant les affaires avec les ministres impériaux qui parfois ne savaient pas tout, s'efforçant de gagner ou de rassurer les libéraux français. Il avait certes besoin de toute sa dextérité dans ce travail souvent interrompu ou repris. A cette œuvre multiple, il mettait une finesse, une sûreté éprouvée, une fécondité d'expédients, un art de manier les choses et les hommes qui en ce temps-là faisaient dire au vieux prince de Metternich, encore de ce monde : « La diplomatie s'en va; il

n'y a plus maintenant en Europe qu'un seul diplomate, et malheureusement il est contre nous : c'est M. de Cavour. »

Habile diplomate, Cavour l'était à coup sûr, assez pour marcher de pair avec les premiers, et en fin de compte, en dehors de cette partie secrète où la discrétion est un moyen de succès de plus, la plus grande habileté de sa diplomatie était de tout dire. Il avouait tout haut ses opinions, son but, avec une franchise qui étonnait quelquefois, qu'on prenait pour une rouerie, et, comme un jour le ministre de Prusse à Turin, le comte Brassier de Saint-Simon, surpris de la liberté de son langage, cherchait dans ses paroles quelque sens mystérieux, il lui répondait vivement : « Détrompez-vous, je dis bien ce que je pense. Quant à cette habitude qu'on attribue aux diplomates de déguiser leur pensée, je ne m'en sers jamais. » Il répétait quelquefois avec gaieté à ses amis : « Maintenant je connais l'art de tromper les diplomates, je dis la vérité et je suis certain qu'ils ne me croient pas. »

Il avait ainsi, à côté de sa diplomatie de cour et de chancellerie, une autre diplomatie sans réticence, sans arrière-pensée, qui après tout n'était que le commentaire et le complément des négociations qu'il poursuivait en secret. Plus d'une de ses

notes était faite moins pour les cabinets que pour le public européen, pour l'opinion universelle, car, s'il s'étudiait à convaincre ou à ménager les gouvernements, il voulait aussi, comme il le disait, préparer les choses de telle façon que, le jour où le Piémont descendrait dans l'arène, il eût pour lui le souffle favorable de l'opinion européenne.

Le danger de cette politique, simple sans doute dans son principe comme dans son but, mais aux apparences compliquées, était de n'être pas toujours comprise, de dépendre d'une multitude de circonstances. Elle n'était qu'une grande promesse avant de devenir une réalité, et en attendant elle commençait par peser sur ce petit pays de Piémont, engagé dans ce qui pouvait encore passer pour une aventure. Les résultats pouvaient être lointains, ils restaient indéterminés; les sacrifices étaient positifs, immédiats, et les partis extrêmes, également hostiles à la politique nouvelle qui régnait à Turin, étaient nécessairement toujours prêts à exploiter les contre-temps, les incidents, les griefs plus ou moins spécieux. Les révolutionnaires irréconciliables, comme Mazzini, ne cessaient de s'agiter, essayant de ramener au combat toutes les passions de démagogie, à la fois excitées et évincées par le libéralisme national de Cavour. Les partis réactionnaires à

leur tour exploitaient les menaces de révolution, les impôts, les emprunts, les entreprises démesurées, les souffrances des populations, qu'ils attribuaient à un système de surexcitation permanente. Si peu que la direction manquât, l'opinion pouvait se laisser ébranler ou surprendre.

C'est précisément ce qui semblait arriver vers la fin de 1857, à ce moment où, apres l'échauffourée de Mazzini à Gênes, l'élection d'un nouveau parlement avait l'air de prendre tout à coup le caractère d'un commencement de réaction. La majorité libérale restait encore suffisante; elle sortait néanmoins de la lutte moralement diminuée. Le ministre de l'intérieur Rattazzi, le ministre de l'instruction publique Lanza, ne passaient qu'à un second scrutin. Un des chefs de la droite extrême, le comte Solaro della Margherita, était quatre fois élu. Un certain nombre de chanoines, d'hommes connus pour leurs opinions réactionnaires, entraient dans le parlement. La Savoie s'était signalée en envoyant une députation presque tout entière cléricale.

Que signifiait ce scrutin? Il était dû sans doute à quelques circonstances particulières. Pour la première fois, les influences aristocratiques et religieuses avaient joué un rôle actif, poussé jusqu'à l'abus, dans les

élections. Les libéraux s'étaient divisés, se fiant un peu trop à leur ascendant. Le ministre de l'intérieur avait été tout au moins malheureux, s'il n'avait pas manqué de prévoyance, dans l'affaire de la sédition de Gênes, comme dans la direction du mouvement électoral. — L'explication atténuait, sans le détruire, un résultat dont Cavour, au premier instant, ressentait une vive émotion. « Nous voilà dans un mauvais moment, disait-il le soir à un ami. La politique de huit années de règne court le risque d'être abandonnée, et alors qu'en sera-t-il de notre pauvre Italie? Que peut faire le roi, si directement engagé au triomphe de cette politique? Il abdiquera, et après?... Des coups d'État, je ne conseillerai jamais des coups d'État, même dans l'intérêt de la politique libérale... Dissoudre la Chambre, cela peut se faire, c'est constitutionnel. Et s'il nous revient la même Chambre ou une pire!... Cette politique de huit années, mon cœur se serre à la pensée que nous devrons peut-être l'abandonner; mais non, non, cela n'arrivera pas. Le bon sens assiste *Gianduja* (*John Bull* piémontais) dans les moments difficiles. Non, non, nous n'abandonnerons pas cette politique, nous n'aurons recours à aucun moyen extraordinaire pour la sauver, nous vaincrons par les moyens constitutionnels et légaux, qui sont notre

force. N'en doutez pas, rappelez-vous la crise rouge de 1849, elle faisait peur et elle était sérieuse; nous l'avons surmontée. Eh bien ! nous surmonterons aussi la crise noire de 1857. »

C'était, dans tous les cas, un avertissement que Cavour n'était point homme à méconnaître, surtout dans un moment où il avait besoin plus que jamais de reconstituer une majorité fidèle. La première émotion passée, il regardait la situation en face; il comprenait rapidement que cette sorte d'hésitation de l'opinion n'était point un désaveu du « règne de huit années », que son ascendant personnel restait intact, que des fautes néanmoins avaient été commises, et, pour sauver la politique, il laissait tomber Rattazzi, un peu meurtri de sa chute, — mais non pas encore transformé en ennemi. Il prenait lui-même le ministère de l'intérieur, comme il avait pris déjà successivement le ministère des finances, le ministère des affaires étrangères. « Ce changement, écrivait-il à Paris, m'a été imposé par la nécessité de relever le moral de l'administration abattu par une suite de circonstances fâcheuses... Nous avons pensé qu'il ne convenait pas d'introduire dans le cabinet un élément nouveau qui aurait pu laisser croire que le ministère inclinait à gauche ou à droite, tandis qu'il persiste dans la

voie qu'il a suivie jusqu'ici sans en dévier d'une ligne... »

Bientôt en effet la situation se trouvait raffermie; Cavour restait avec une autorité grandissante, s'élevant de plus en plus au-dessus des partis, conviant à son œuvre les « hommes modérés » de toutes les opinions, de la droite comme de la gauche. Plus que jamais, il était maître du terrain, et contre les absolutistes cléricaux, qui persistaient à le combattre, il appelait à son aide le complice le plus inattendu; Joseph de Maistre lui-même, dont il faisait publier des lettres diplomatiques où étincelaient des mots comme ceux-ci : « Le diamètre du Piémont n'est pas proportionné à la grandeur et à la noblesse de la maison de Savoie... — Tant qu'il me restera de la respiration, je répéterai que l'Autriche est l'ennemie naturelle et éternelle de Sa Majesté... Si l'Autriche domine de Venise à Pavie, c'en est fait de la maison de Savoie : *Vixit!* — Prenez garde à l'esprit italien, il est né de la révolution et jouera bientôt une grande tragédie. Notre système timide, neutre, suspensif, tâtonnant, est mortel dans cet état de choses. Que le Roi se fasse chef des Italiens, que dans tout emploi civil et militaire il emploie indifféremment des révolutionnaires. Ceci est essentiel, vital, capital... Voici mon dernier mot : si nous de-

meurons ou devenons un obstacle, *requiem æternam*, etc. »

Que disait et que faisait de plus le chef du cabinet piémontais en 1857, un demi-siècle après que Joseph de Maistre avait lancé ces paroles qui venaient maintenant retentir comme un tocsin importun aux oreilles des réactionnaires de la droite?

IX

Non, sans doute, Cavour ne se trompait pas, cette « politique des huit années », conduite avec tant d'art à travers toutes les complications, n'était pas près de sombrer pour un trouble de scrutin. Elle échappait à cette crise comme à bien d'autres crises, et par un de ces coups de fortune qui n'arrivent qu'aux habiles, ce qui devait la perdre, bien plus que l'ébranlement passager des élections, allait au contraire en accélérer le succès, en faisant sortir la victoire de la plus sombre aventure. Quelque chose d'assez semblable à ce qui s'était passé au commencement de 1852, au lendemain du 2 décembre, mais cette fois bien plus grave, bien plus périlleux encore, allait offrir à Cavour une occasion de déployer la même dextérité, de retrouver le

même bonheur et de franchir l'étape décisive par des chemins inconnus.

Ce quelque chose d'imprévu, de redoutable, c'était l'attentat qui éclatait, le soir du 14 janvier 1858, à Paris, contre l'Empereur et l'Impératrice entrant à l'Opéra. A la première nouvelle transmise par le télégraphe, Cavour laissait échapper une exclamation : « Pourvu que ce ne soient pas des Italiens ! » Malheureusement c'étaient des Italiens ! L'organisateur audacieux de la criminelle entreprise, Félix Orsini, était un émigré de la révolution romaine, connu pour une évasion romanesque des prisons de l'Autriche, affilié des sociétés secrètes, et dont le chef du cabinet piémontais se souvenait d'avoir reçu peu auparavant une lettre à laquelle il n'avait pas répondu. Qu'allait-il arriver maintenant ?

Tout pouvait être changé ; la fureur de quelques sectaires ajournait peut-être pour longtemps les espérances italiennes. Une réaction vraisemblable, presque inévitable, pouvait emporter tout ce qu'on avait fait. Cavour ne tardait pas à savoir qu'autour de Napoléon III s'agitaient toutes les influences hostiles à l'Italie. Le nonce du pape n'avait pas craint de dire à l'Empereur que c'était là « le fruit des passions révolutionnaires fomentées par le comte de Cavour ».

L'envoyé de l'empereur François-Joseph avait demandé aussitôt si ce n'était pas le moment « d'établir entre la France et l'Autriche un intime accord pour contraindre enfin le Piémont à cesser de protéger les machinations des réfugiés et les excès de la presse ». D'un autre côté, le président du conseil recevait de Londres, de Genève aussi bien que de Paris, l'avis que les révolutionnaires ne se décourageaient pas, qu'ils préparaient de nouveaux complots contre l'Empereur et même contre le roi Victor-Emmanuel. Cavour, sans se laisser intimider, ne se dissimulait pas qu'on était en plein orage. « Le temps qui court, écrivait-il, est plein de difficultés et de périls. Chaque jour, ceux-ci et celles-là augmentent. La fureur des sectes n'a plus de frein ; leur perversité accroît les forces de la réaction, qui devient de jour en jour plus menaçante... Si les libéraux se divisent, ils sont perdus, et la cause de la liberté et de l'indépendance de l'Italie tombe avec eux. Nous resterons sur la brèche imperturbables et résolus; mais nous tomberons certainement si tous nos amis ne se serrent pas autour de nous pour nous aider contre les assauts qui nous seront donnés de toutes parts. »

La situation avait en effet une gravité singulière, et le premier de tous les dangers était l'emportement

effaré qui semblait régner à Paris. Le gouvernement français n'avait pas besoin d'être excité. En présence d'un complot meurtrier exécuté par des mains italiennes, préparé en Angleterre, signalé comme l'œuvre préméditée d'un cosmopolitisme révolutionnaire obstiné aux conjurations et à l'assassinat, il se contractait pour ainsi dire sur l'heure dans un mouvement convulsif de réaction. Tandis qu'un général entrait au ministère de l'intérieur, le chef de la diplomatie française, le comte Walewski, s'adressait de toutes parts, à Londres, à Bruxelles, à Berne, à Turin, pour réclamer des répressions, des garanties, des sûretés contre le droit d'asile, contre les émigrations, contre la presse. On perdait même la tête jusqu'à mettre dans le *Moniteur* des adresses soldatesques, bravades inutiles et offensantes pour l'Angleterre !

A Londres, les démonstrations françaises n'avaient guère d'autre résultat que de réveiller les susceptibilités britanniques et de précipiter la chute du cabinet de lord Palmerston, remplacé par un ministère tory. A Turin, le ministre de France, le prince de Latour d'Auvergne, était chargé par le comte Walewski de demander au gouvernement piémontais un certain nombre de mesures de circonstance : la suppression de l'*Italia del popolo*, l'organe de Maz-

zini, — l'éloignement des réfugiés dangereux, une nouvelle loi sur la presse, l'interdiction aux émigrés d'écrire dans les journaux, etc. A vrai dire, sous une forme amicale et courtoise, c'était une sorte de sommation.

Cavour, qui était préparé à tout, voulait bien satisfaire autant que possible le gouvernement français par des sévérités de surveillance, par une réforme modérée de la loi de la presse ; il se refusait sans hésiter à des procédés d'arbitraire, à des suppressions de journaux qui seraient des coups d'État. Il résistait surtout à ce qui prenait trop visiblement le caractère d'une tentative de pression étrangère. Par prudence, pour ne rien envenimer, il évitait d'engager une controverse diplomatique ; il se bornait à répondre verbalement, opposant des protestations et des promesses dont le comte Walewski ne voulait pas se contenter, qui ne faisaient que provoquer des représentations plus vives, plus pressantes.

L'Empereur lui-même, à ces premiers moments, avait une singulière et significative conversation avec le général della Rocca, que le roi Victor-Emmanuel lui avait envoyé pour le complimenter à l'occasion de l'attentat et peut-être aussi pour l'apaiser. — « Ne croyez pas, disait Napoléon III au général della Rocca

et à M. de Villamarina, ne croyez pas que je veuille exercer une pression sur votre gouvernement. Dans les vicissitudes de ma vie, j'ai eu l'occasion d'apprendre à estimer la dignité gardée par de petits pays vis-à-vis des exigences de plus grands États ; mais les choses que je demande sont faciles et peuvent être faites par un gouvernement allié, même par un gouvernement qui n'aurait que le souci de la justice. Supposons que l'Angleterre ne fasse pas droit à mes légitimes réclamations, les relations entre les cabinets de Paris et de Londres se refroidiront bientôt, et de là à des hostilités il n'y a qu'un pas. Si cela arrivait, voyons franchement dans quelles conditions se trouverait la Sardaigne. Il y a deux hypothèses : elle serait pour moi ou contre moi ; mais vous ne devez pas vous faire illusion. La réalisation de vos espérances, votre avenir, sont dans l'alliance française, qui seule peut vous être un apppui efficace. Eh bien ! pour être avec moi alors, il est indispensable que vous fassiez aujourd'hui ce que je vous demande. Si vous refusez, vous vous mettez contre moi, vous serez avec l'Angleterre ; qu'en retirerez-vous ?... Que vous feront quelques vaisseaux de guerre anglais à la Spezzia ou à Gênes, si l'Angleterre veut maintenir intacts les traités de 1815 ? Dans ce cas, bien malgré moi, je me verrais

forcé de m'appuyer sur l'Autriche, et une fois dans cette voie, je serais obligé de renoncer au rêve le plus cher de mon esprit, au désir le plus doux de mon cœur, je veux dire l'indépendance de l'Italie... »

Ces paroles ne laissaient pas d'être menaçantes en même temps que caressantes. Elles mettaient le Piémont dans une alternative cruelle.

X

Bref, pendant quelques jours, c'était une crise obscure, violente, aiguë, fiévreuse entre Turin et Paris. Plus d'une fois, en présence de l'attitude officielle du ministère français, Cavour crut tout perdu, et un instant même le Roi se décidait à recourir de nouveau au grand moyen.

De son propre mouvement, de souverain à souverain, Victor-Emmanuel écrivait à Napoléon III une lettre tout intime, où il parlait à cœur ouvert, protestant de son attachement, de son désir de plaire à l'Empereur, mais en même temps déclarant avec une fierté émue qu'il y avait des choses qu'il ne pouvait pas faire; que, si on l'y forçait, il irait comme ses ancêtres de Savoie défendre sa couronne

sur les Alpes. Et commentant ce langage, le président du conseil écrivait de son côté à son ministre à Paris : « Tenez ferme, avec dignité, avec modération et sans reculer d'un seul pas... Sa Majesté a écrit à l'Empereur dans les termes de la plus cordiale amitié, mais en roi jaloux de son droit... Pour sauver l'indépendance et l'honneur du pays, il est préparé à tout, et nous sommes prêts avec lui. Évidemment on a fait croire à l'Empereur que depuis l'attentat d'Orsini nous nous sommes rapprochés de l'Angleterre. Rien de plus faux. Je n'ai rien écrit à notre envoyé à Londres au sujet de nos difficultés avec la France, et je n'en ai pas même soufflé mot à sir James Hudson... » C'était le point culminant de la crise !

Bientôt cependant la situation commençait à se détendre sensiblement. La diplomatie intime faisait son effet à côté de la diplomatie officielle, et atténuait singulièrement le danger d'une rupture possible. L'Empereur s'apaisait par degrés ; il trouvait, lui aussi, que s'il y avait des conspirateurs, la faute n'était pas seulement au Piémont, elle était encore plus à la situation violente de l'Italie. Aux Tuileries, on en venait à dire que « tant qu'il y aurait des Autrichiens en Italie, il y aurait des attentats à Paris; que le comte de Cavour avait raison, et qu'il fallait le seconder ». Napoléon III

avait fini par écrire à Victor-Emmanuel que ce n'était qu'entre bons amis qu'on pouvait traiter vivement certaines questions; il disait de faire ce qu'on pourrait et de ne plus s'inquiéter ; mais voici le plus curieux de cette crise intime des rapports de Paris et de Turin.

Tandis que l'Empereur s'apaisait de plus en plus et cessait de poursuivre une affaire qu'il commençait à voir d'un autre œil, le ministère français continuait plus que jamais sa campagne de réclamations auprès du cabinet de Turin ; il multipliait les communications presque menaçantes; si bien qu'un jour on arrivait, — à quoi? Le prince de Latour d'Auvergne avait été chargé de lire une nouvelle dépêche plus péremptoire au comte de Cavour. Celui-ci écoutait fort patiemment, sans la moindre émotion, puis, la lecture achevée, il disait avec la plus grande tranquillité, d'un ton amicalement narquois : « Mais c'est fini, le Roi a reçu hier de l'Empereur une lettre qui termine tout. » Rien n'était plus vrai, et le prince de Latour d'Auvergne, homme bienveillant, éclairé, qui exécutait fidèlement ses instructions, mais qui commençait à être sceptique sur bien des choses, n'avait plus qu'à replier sa dépêche ; il s'en allait en méditant sur la difficulté de servir les souverains qui ont deux diplomaties.

Sauver l'alliance française sans sacrifier la dignité et

la liberté du pays, c'était la politique invariable de Cavour. Une fois l'inviolabilité du « statut » et la dignité nationale mises en sûreté, il n'hésitait pas, il n'avait jamais hésité à chercher un moyen de donner à l'Empereur une satisfaction ou une garantie. Il y était intéressé, ne fût-ce que pour protester par un acte éclatant contre de sinistres complots. Il avait sa justification dans l'acquittement assez scandaleux d'un journal de Turin, qui, en ce moment même, se faisait un jeu d'exalter l'auteur de l'attentat du 14 janvier. Le moyen de mettre le Piémont en règle, le président du conseil croyait l'avoir trouvé dans une loi frappant de peines nouvelles « la conspiration contre la vie des souverains étrangers, l'apologie de l'assassinat politique », et réformant la composition du jury pour les délits de presse. Cette loi n'avait certes rien d'exceptionnel, elle ne touchait ni au « statut », ni aux conditions essentielles de la liberté de la presse, ni au principe de l'institution du jury; elle avait plutôt une valeur morale, elle sauvegardait la responsabilité du Piémont.

La difficulté néanmoins était d'obtenir une mesure si simple d'un Parlement qui ne savait pas tout et à qui on ne pouvait pas tout dire. Un coup de stratégie parlementaire avait produit une commission hostile. Cavour ne perdait pas un moment, et en même temps

qu'il poursuivait son œuvre diplomatique, il mettait toute son activité, toute son autorité à ramener les esprits, à réveiller chez tous le sentiment de la gravité des circonstances. Il multipliait les entretiens, où il déployait une inépuisable verve de bon sens et de patriotisme. Il ne laissait pas de rencontrer des oppositions assez vives, qu'il était, à la vérité, accoutumé à vaincre. Les uns l'accusaient de faire de l'humiliation nécessaire du Piémont devant l'étranger la rançon de ses témérités agitatrices; les autres lui adressaient l'éternel et banal reproche de ne pas s'appuyer sur les peuples, sur la révolution, au lieu d'acheter le dangereux concours des gouvernements de despotisme.

Au fond, l'immense majorité des Chambres était disposée d'avance à lui donner raison; elle sentait plus que jamais la nécessité, la sûreté de sa direction. L'unique question pour Cavour était d'offrir à cette majorité une occasion de se rallier. C'est ce qu'il se chargeait de faire dans la discussion publique qui s'ouvrait bientôt et qui décidait de la victoire. Il déroulait une fois de plus en traits aussi nouveaux que saisissants cette « politique de huit années », qui avait commencé modestement, pour s'étendre, s'agrandir et se compléter par ce « système

d'alliances » que la loi nouvelle avait précisément pour objet de fortifier.

Tout s'enchaînait dans ce large tableau, dans cette vivante démonstration où un homme maître de lui-même, obligé de se contenir, traitait les questions les plus délicates comme les plus élevées avec un tact toujours sûr, avec un art profond et ingénieux. Cavour ne cachait nullement que cette loi qu'il avait proposée, qu'il défendait, avait deux raisons essentielles. La première de ces raisons était de conquérir définitivement l'alliance française, non par une abdication de dignité ou un acte de subordination, mais par une marque sérieuse, libre et réfléchie de bon vouloir, et à ceux qui faisaient fi des alliances ou qui proposaient d'attendre que la France eût un autre gouvernement, il répondait par un exposé aussi spirituel que lumineux, modèle de politique sensée et de diplomatie habile.

La seconde raison était de dégager l'Italie de toutes les solidarités funestes, et à ceux qui s'obstinaient à lier la cause de l'émancipation italienne à tous les bouleversements, à la révolution universelle, il répondait avec émotion : « Insensés, de croire que la révolution qui mettrait de nouveau en péril les grands principes de l'ordre social pourrait être favorable à la cause de

la liberté... Insensés qui ne voient pas qu'elle aurait pour effet de détruire tout vestige de liberté sur le continent... Insensés qui nous laissent voir que leurs aspirations sont plus révolutionnaires que patriotiques, qu'ils aiment la révolution plus que l'Italie! » Et allant plus loin ou plus droit à la situation du moment, il montrait le mal que les sectes avaient fait à l'Italie, le mal qu'elles venaient de lui faire encore par l'application de leurs théories de meurtre. « C'est un fait grave, désolant, s'écriait-il, il est douloureux au-delà de toute expression de voir une faction italienne professer et pratiquer de si horribles maximes... Eh bien! en présence de tels faits, nous avons pensé qu'il était absolument nécessaire pour le bien de l'Italie que dans le seul État italien librement gouverné il s'élevât une voix haute, non-seulement celle du gouvernement, mais celle de la nation représentée par ses Chambres, pour protester solennellement, énergiquement contre ces criminelles doctrines de l'assassinat politique... »

XI

Lorsque Cavour parlait ainsi, entraînant son parlement par la puissance de la raison et du patriotisme, il

avait gagné sa cause ailleurs, là où il sentait le besoin de la gagner.

L'Empereur lui savait gré de ce qu'il faisait. La question avait cessé d'être un péril; mais ce qu'on ne savait pas alors, ce qu'on pouvait à peine soupçonner à quelque signe inexpliqué, c'est que le crime du 14 janvier 1858 avait été déjà et allait être bien plus encore le point de départ obscur, mystérieux, d'une phase nouvelle des affaires italiennes. Souvent on s'est demandé quel rôle avait eu réellement l'attentat de la rue Le Peletier dans les préliminaires de la guerre de 1859. Il n'avait pas certainement fait naître d'une soudaine impression de terreur une pensée qui existait déjà; il était du moins le prétexte ou l'occasion d'un incident aussi étrange que significatif. Tandis que diplomates et parlements discutaient encore sur quelques médiocres satisfactions ou quelques modestes articles de loi, voici ce qui se passait.

L'homme qui n'avait pas craint de semer la mort autour de lui pour atteindre le seul souverain de qui son pays pût espérer un secours, Félix Orsini, était sans doute un grand criminel, un meurtrier par fanatisme; il n'avait cependant rien de vulgaire, il dépassait ses obscurs complices, et, par un de ces revirements qui s'accomplissent souvent dans une âme fanatique après

une crise violente, une fois placé en face de la mort, il avait retrouvé une certaine lucidité stoïque. Il avait écrit de sa prison à l'Empereur une lettre qu'on laissait produire dans la défense, qu'on mettait même au *Moniteur*, et où il adressait à Napoléon III la prière de délivrer l'Italie. « Que Votre Majesté se souvienne, disait-il, que les Italiens, parmi lesquels était mon père, ont versé avec joie leur sang pour Napoléon le Grand, qu'ils lui ont été fidèles jusqu'à sa chute; qu'elle se rappelle que la tranquillité de l'Europe et celle de Votre Majesté seront une chimère tant que l'Italie ne sera pas indépendante...; qu'elle délivre ma patrie, les bénédictions de vingt-cinq millions d'hommes la suivront dans la postérité... »

Ce n'est pas tout; au dernier moment, sans essayer de se dérober à l'expiation suprême due à tant de victimes, sans faiblir devant la mort, il avait écrit une nouvelle lettre, une sorte de testament où il disait : « Dans quelques heures, je ne serai plus; mais avant de rendre le dernier soupir, je veux qu'on sache, et je le déclare avec une franchise et un courage qui ne se sont jamais démentis jusqu'ici, que l'assassinat, de quelque voile qu'il se couvre, n'entre pas dans mes principes, bien que, par une fatale aberration mentale, je me sois laissé entraîner à organiser l'attentat du

14 janvier... Que mes compatriotes, au lieu de recourir au système de l'assassinat, le rejettent loin d'eux ; qu'ils sachent que la rédemption ne peut être conquise que par l'abnégation, par une constante unité d'efforts et de sacrifices : qualités qui seules feront l'Italie libre et indépendante... Quant aux victimes du 14 janvier, j'offre mon sang en sacrifice et je prie les Italiens, une fois qu'ils seront indépendants, de donner une digne compensation à ceux qui en auront souffert un dommage... » Ces paroles, ce désaveu, avaient visiblement frappé l'Empereur, qui chargeait un de ses affidés les plus intimes de porter les derniers papiers d'Orsini à M. de Villamarina avec mission de les envoyer à Turin.

Pourquoi l'Empereur tenait-il à envoyer ces papiers à Turin? Que se proposait-il? Était-ce un de ces procédés bizarres d'un esprit compliqué allant à un but vaguement entrevu par toute sorte de chemins détournés? Toujours est-il qu'un matin de la fin de mars, Cavour, recevant tout à coup cette communication imprévue, avait à se demander ce que cela signifiait. Il n'avait pas approuvé l'insertion de la première lettre d'Orsini dans le *Moniteur* de Paris; après l'envoi qui lui était fait, il n'hésitait plus, quant à lui. Le lendemain paraissaient dans la *Gazette officielle* de Turin

tous les papiers, y compris le testament encore inconnu, avec une note constatant le désaveu, le repentir du condamné, et les conseils à la « confiance dans une auguste volonté propice à l'Italie ». Cette publication inattendue, que les incrédules prenaient d'abord pour une mystification, — c'était le 1er avril! — produisait partout une rapide et profonde impression, et, comme elle ne précédait que de quelques jours la discussion de la loi sur la presse, sur les « conspirations contre les souverains étrangers », elle aidait singulièrement au succès : elle était présente au débat.

Le président du conseil s'abstenait naturellement d'entrer sur ce point dans des explications que du reste il n'aurait pas pu donner ; il ne savait rien au juste, il avait vu seulement dans la communication qu'il avait reçue une sorte d'encouragement indistinct ou de signe d'intelligence de l'Empereur, — ce qui était déjà beaucoup. Il se sentait dès lors évidemment rassuré ; il attendait, lorsque bientôt après, vers le mois de mai, il recevait d'un autre côté, d'un ami habitant Paris, familier avec le Palais-Royal, une nouvelle lettre contenant tout un plan d'alliance entre la France et le Piémont, les conditions d'arrangement, les avantages réciproques, et même un projet de mariage du prince Napoléon avec une fille du roi Victor-Emmanuel.

C'était un ami de l'Italie et des ministres piémontais qui parlait en homme prévenant de la possibilité d'une négociation décisive.

Ceci devenait plus grave ; le président du conseil soumettait tout au Roi. La première question était de savoir ce qu'il y avait de sérieux dans cette lettre, et Cavour se décidait à expédier à Paris un jeune homme, M. Constantin Nigra, qu'il associait depuis quelques années à ses travaux les plus intimes, qu'il savait déjà capable de remplir les missions les plus délicates. Bientôt on apprenait, à n'en pouvoir douter, par un confident attitré des Tuileries, — le même qui avait remis les papiers d'Orsini, — que la lettre reçue à Turin, sans avoir été précisément inspirée, répondait en effet à la pensée impériale. Napoléon III se montrait disposé à faire quelque chose ; mais rien n'était possible que par une entrevue qu'il y avait à préparer de manière à détourner l'attention et les soupçons. Le docteur Conneau, sous prétexte d'un voyage de plaisir en Italie, allait passer par Turin, — où il se trouvait effectivement au mois de juin ; il voyait le Roi, le président du conseil, et c'est là qu'était convenue une excursion sans éclat du comte de Cavour à la station thermale de Plombières, où l'Empereur devait prochainement se rendre.

XII

Au moment où se préparait cette entrevue destinée à devenir le préliminaire obscur de si étranges et si prodigieux événements, Cavour sortait d'une longue session qui ne lui créait plus de difficultés, mais qui lui laissait la fatigue de ce rude hiver de 1858. Luttes diplomatiques, luttes parlementaires, il avait eu à subir toutes les épreuves, il avait tout surmonté avec autant d'énergie que de souplesse. Il commençait à voir peut-être au bout ce qui pouvait lui rendre toute sa vigueur et le payer de toutes ses peines; il se gardait bien d'en dire un mot, il ne parlait que de sa fatigue, du besoin de repos; il aspirait à tout oublier pour quelques jours, on pouvait l'en croire, — et c'est le 7 juillet, à la veille de son voyage à Plombières, qu'il écrivait à son amie, madame de Circourt, de ce ton charmant d'un politique dégoûté ou d'un diplomate en vacances qui a l'air de ne penser à rien :

« Si j'étais libre de diriger mes pas selon mes sentiments et mes désirs, certes je profiterais de mes vacances pour aller vous demander à Bougival l'hospitalité; mais, attelé au char de la politique,

je ne peux dévier de certains sentiers... Si j'allais en France en ce moment, où les diplomates se débattent vainement pour trouver une solution à un problème qu'ils ont rendu insoluble, mon voyage donnerait lieu à toute sorte de commentaires... Une fois la session close, j'irai en Suisse respirer l'air frais des montagnes, loin des hommes qui ne pensent qu'à la politique. Je compte m'arrêter quelques jours à Pressinge ; on ne supposera pas que je conspire avec mes bons amis les de la Rive contre la paix du monde... Nous y parlerons souvent de vous, nous nous transporterons plus d'une fois en esprit dans le délicieux ermitage que vous avez su transformer pour vos amis en petit paradis terrestre... »

Le fait est qu'un secret absolu avait été gardé ; personne ne savait rien ni à Paris ni à Turin, pendant que Cavour, qui allait en Suisse « respirer l'air frais des montagnes », — et qui en effet avait passé par Pressinge, — s'acheminait sans bruit vers Plombières, où il était le 20 juillet. Comme il n'avait point de papiers, il aurait eu la chance à son débarquement, tout premier ministre qu'il fût, d'être retenu par un gendarme, si un officier de la maison impériale n'eût été là fort à propos pour le tirer d'embarras.

Dès son arrivée, après le déjeuner, l'Empereur,

sous prétexte de lui faire visiter des travaux, l'emmenait dans une voiture légère qu'il conduisait lui-même, et c'est pendant cette excursion de deux ou trois heures, dans ce tête-à-tête en pleine campagne, que les conditions générales d'une alliance étaient arrêtées; quelques conversations ne faisaient que les préciser. Ces conditions premières, les événements les ont révélées en les modifiant : elles se résumaient dès lors dans la guerre à l'Autriche, la constitution d'un royaume italien de onze millions d'âmes « environ », la cession de la Savoie et de Nice à la France. Le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde était prévu, certainement désiré à Paris, accepté à Turin ; mais il restait un incident sans être une condition. Cavour ne passait pas plus de quarante-huit heures à Plombières. L'Empereur lui témoignait les attentions les plus cordiales jusqu'à étonner ses courtisans; il « faisait des frais », prétendait-on. Il avait plus que du goût pour le ministre piémontais, il avait confiance en lui, autant qu'il pouvait avoir confiance. A un certain moment de ce séjour, Napoléon III, recevant une dépêche, se tournait vers son hôte en souriant et lui disait ce mot fait pour peindre une situation : « Voilà Walewski qui m'annonce que vous êtes ici! »

La présence du comte de Cavour à Plombières ne pouvait évidemment tarder à s'ébruiter, et pour atténuer l'effet qu'elle allait produire, il se hâtait de partir, comme s'il eût continué un voyage; il poussait jusqu'à Bade, où il rencontrait le prince-régent de Prusse, le futur empereur Guillaume, qui, après l'avoir vu, répétait : « Mais il n'est pas aussi révolutionnaire qu'on veut bien le dire. » Puis revenant à travers la Suisse, il s'arrêtait dans une auberge, où il rédigeait le mémorandum des conversations de Plombières et des arrangements adoptés.

Au milieu de tout cela cependant, sait-on de quoi Cavour trouvait encore le moyen de s'occuper? A son passage à Pressinge, il avait pris un gros livre sur la *Philosophie de l'histoire*, de l'Anglais Buckle, et il le lisait, ma foi! fort bien. Six semaines après, il s'excusait de ne l'avoir pas renvoyé; « c'est que, disait-il, j'ai voulu le lire d'un bout à l'autre : entreprise qui n'est pas si facile lorsqu'on a deux portefeuilles sur les bras. Malgré son manque d'ordre, sa longueur, son défaut de clarté, ce livre mérite d'être lu, car il marque à mon avis dans l'esprit anglais une évolution qui aura nécessairement des conséquences très-remarquables. Si je n'étais pas ministre, je tâcherais de faire un article sur ce livre... »

Voilà au moins un homme qui avait du temps pour tout !

A la vérité, Cavour, étant ministre, se trouvait dispensé d'écrire un article sur Buckle. Pour le moment, il avait d'autres affaires ; il était tout entier aux combinaisons qu'il venait de nouer, aux espérances qu'il avait le droit de concevoir. Il était revenu de Plombières, remis de toutes ses fatigues, gardant le silence sur ce qu'il ne pouvait pas dire, mais respirant la vie, rayonnant et inspirant partout la confiance. Il passait cet automne de 1858 à compléter son œuvre ; il envoyait à Paris le mémorandum qu'il avait préparé, qui résumait les idées échangées à Plombières et où l'Empereur ne trouvait du reste que quelques détails de peu d'importance à modifier. Durant ces mois, le jeune messager de Cavour, M. Nigra, était entre Turin et Paris la diplomatie vivante et voyageuse, transmettant les paroles de l'un à l'autre avec autant de fidélité que d'intelligence. De là sortait un traité secret d'alliance offensive et défensive entre la France et le Piémont ; jusque-là il n'y avait eu que des conventions verbales.

En réalité, entre Cavour et l'Empereur l'accord était complet, et il se manifestait même par un incident qui semble étrange aujourd'hui. Le prince-régent de Prusse venait de mettre à la tête des affaires à Berlin

le prince de Hohenzollern ; Cavour avait l'idée, et en cela il s'entendait avec Napoléon III, d'envoyer en Allemagne le marquis Pepoli, que des liens de parenté unissaient au nouveau chef du cabinet prussien aussi bien du reste qu'aux Napoléon. Le marquis Pepoli, qui prenait ses instructions à Paris comme à Turin, avait pour mission de flatter la Prusse, de réveiller ses ambitions, de la détacher de l'Autriche et de l'attirer dans l'alliance qu'on venait de nouer. Le prince de Hohenzollern déclinait ces ouvertures, il répondait par de vagues paroles de sympathie accompagnées de protestations de respect pour les traités. Une tentative de ce genre poursuivie en commun n'était pas moins une expression singulière de l'intelligence croissante entre les alliés de Plombières.

Un seul point était resté indécis dans ces arrangements qu'on s'efforçait de compléter. L'Empereur, voulant ou croyant rester maître des événements, avait gardé le droit de choisir le moment, la manière d'engager la question, et quelquefois Cavour ne laissait pas de s'inquiéter d'une incertitude qui après tout pouvait aboutir à un ajournement indéfini ; mais il est bien clair que, lorsque de semblables combinaisons de guerre se forment, elles tendent fatalement vers leur but. Le secret des alliances transpire, les

esprits se troublent, les relations s'aigrissent ; c'est ce qui arrivait vers la fin de 1858.

L'Italie, habilement agitée, frémissait, pressentant et désirant le conflit. La France, un peu étonnée, mal informée, était réduite à interroger les énigmes de la politique impériale ; l'Europe ressentait un malaise dont elle ne voyait pas les causes, lorsque tout à coup la situation s'éclairait par deux faits éclatant à court intervalle, ou, si l'on veut, par des paroles. Le 1er janvier 1859, Napoléon III, en recevant le corps diplomatique, témoignait brusquement à l'ambassadeur d'Autriche le regret que les relations fussent mauvaises entre Paris et Vienne. Quelques jours après, le 10 janvier, le roi Victor-Emmanuel, en ouvrant les Chambres, disait : « L'horizon autour de nous n'est pas entièrement serein... Notre pays, petit par le territoire, est devenu influent en Europe parce qu'il est grand par les idées qu'il représente, par les sympathies qu'il inspire... Cette situation n'est pas sans dangers, car, en respectant les traités, nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui s'élève vers nous de tant de parties de l'Italie... » Évidemment le roi Victor-Emmanuel ne parlait pas ainsi sans s'être entendu avec son allié de Paris.

Le soir du jour où avait été prononcé ce discours,

dont tout le monde avait remarqué les tons colorés et chauds, le ministre de Russie, le comte de Stackelberg, disait au président du conseil en le complimentant : « C'est une aurore enflammée ! » Et le comte de Cavour répondait que la couleur ne venait pas de l'artiste : « C'est le paysage qui est embrasé d'étincelles et de feux. » Sir James Hudson disait à son tour : « C'est l'éclair qui tombe sur les traités de 1815 ! » C'était tout cela peut-être, — et surtout c'était la première conséquence des engagements de Plombières, ou, pour mieux dire, la suite de toute une politique qui, avant de toucher le but, avait encore, il est vrai, plus d'une épreuve à subir, plus d'un combat à livrer.

CHAPITRE IV.

LA GUERRE DE 1859. — CAVOUR ET LA PAIX DE VILLAFRANCA.

Prologue de la guerre de l'indépendance italienne. — Situation au commencement de 1859. — Napoléon III et Cavour. — Mariage de la princesse Clotilde et du prince Napoléon. — La brochure *Napoléon III et l'Italie*. — Position de la question. — Phase diplomatique. — L'Autriche. — Négociations anglaises. — Diplomatie de l'Empereur. — Proposition d'un congrès. — Cavour pendant l'hiver de 1859. — Fermentation en Italie. — Les volontaires à Turin. — Préparation morale et militaire. — Cavour et la diplomatie. — Voyage à Paris. — Deux politiques françaises. — Napoléon III et le comte Walewski. — Mot de Cavour à M. de Rothschild. — Le nœud de la question. — Crise du mois d'avril. — Moment dramatique. — Coup de théâtre. — L'ultimatum autrichien à Turin. — La guerre est déclarée. — Arrivée des soldats français à Turin. — Opérations militaires. — Napoléon III et ses proclamations. — Marche de l'armée franco-piémontaise. — Mouvements à Modène, à Parme, à Florence et à Bologne. — Cavour pendant la guerre. — Solferino et les préliminaires de Villafranca. — Cavour au camp. — Scène à Desenzano. — Victor-Emmanuel. — Désespoir et démission de Cavour. — Départ pour la Suisse. — Incertitude après Villafranca. — État moral de Cavour. — Départ de l'Empereur pour la France.

I

Au moment où le drame national de l'Italie va se précipiter, qu'on remette par la pensée deux dates

en présence. Le 23 mars 1849, le Piémont tombe vaincu sur un champ de bataille, n'ayant plus dans la main qu'un tronçon d'épée et un drapeau. Il n'a pas d'alliés; c'est à peine s'il lui reste quelques amis plus disposés à blâmer ses témérités ou à s'apitoyer sur ses mésaventures militaires qu'à le secourir. L'Autriche triomphe par les armes, la réaction triomphe par la logique invariable des révolutions désordonnées. Tout semble perdu pour longtemps au-delà des Alpes. Aux premiers jours de 1859, tout est regagné, tout a changé. La cause de l'Italie a conquis l'attention de l'Europe, elle s'impose aux gouvernements comme à l'opinion.

C'est l'œuvre de la politique inaugurée à Turin, obstinément suivie pendant dix ans, — de cette politique qui a conduit le Piémont de Novare à la guerre de Crimée, du congrès de Paris aux négociations de Plombières. Elle est arrivée, cette politique de dix ans, à isoler l'Autriche dans sa domination contestée, à rallier tous les sentiments italiens autour d'une monarchie nationale, à séparer la question d'indépendance de la révolution, et à intéresser les cabinets; elle a réussi jusque-là par une étonnante combinaison de circonstances habilement préparées ou toujours saisies à propos, et à l'heure voulue elle trouve comme coopé-

rateurs deux hommes qui, avec des différences profondes de situation, de caractère et d'esprit, se complètent pour rendre possible l'entreprise la plus difficile : Napoléon III et Cavour se rencontrent et entrent en scène !

Non, assurément, ces deux hommes ne se ressemblent guère ; ils apparaissent plutôt comme un contraste vivant et mystérieux. Ils sont exposés à se heurter plus d'une fois, et néanmoins ils s'attirent mutuellement, ils se sentent nécessaires l'un à l'autre. Pour Cavour, Napoléon III est l'allié puissant, dangereux peut-être, mais indispensable, le chef d'une des premières nations du continent, d'une armée réputée encore irrésistible. Pour Napoléon III, Cavour est le ministre extérieur de ses vues énigmatiques sur l'Italie, l'homme le mieux fait pour l'entraîner, pour lui tenir tête au besoin, pour le soulager du poids de ses irrésolutions en pressant ses volontés, en lui en offrant par des expédients toujours nouveaux l'occasion de se décider et d'agir.

On raconte que, pendant l'entrevue de Plombières, l'Empereur, alors dans l'illusion de son omnipotence, avait dit à Cavour : « Savez-vous qu'il n'y a que trois hommes en Europe, nous deux et un troisième que je ne nommerai pas ? » Quel était ce

troisième personnage? Il est resté inconnu. De la rencontre des deux autres dans la petite ville des Vosges naissait bientôt, au commencement de 1859, cette double péripétie de la scène du 1er janvier aux Tuileries et du discours vibrant de Victor-Emmanuel au parlement de Turin, le 10 janvier.

Dès le premier instant, Cavour, sans avoir été prévenu, n'avait pu se méprendre sur la portée des paroles négligemment adressées par Napoléon III à M. de Hubner, et en recevant la nouvelle il avait dit avec un sourire : « Il paraît que l'Empereur veut aller en avant. » Quant au discours prononcé une semaine plus tard par le roi Victor-Emmanuel, l'Empereur l'avait connu et conseillé. C'était sa tactique de laisser dire par son allié ce qu'il ne voulait pas dire lui-même, ce qu'il ne pouvait encore avouer.

Quelques jours étaient à peine écoulés qu'un incident nouveau éclatait comme un signe révélateur de plus. On apprenait presque en même temps que le prince Napoléon venait de partir pour Turin, accompagné du général Niel, et que le mariage d'un Bonaparte avec la princesse Clotilde de Savoie était accompli. Avant le 30 janvier, tout était fini à Turin, où l'opinion frémissante voyait dans cette union dynastique le gage d'événements prochains. C'est à

ce moment, le 18 janvier, que les arrangements, jusque-là tout personnels et secrets, prenaient une forme diplomatique plus précise et devenaient une alliance régulière fondée toujours sur la prévision d'une attaque de l'Autriche.

Dernier coup de théâtre enfin : au lendemain du mariage du prince Napoléon et de la princesse Clotilde paraissait subitement à Paris une brochure retentissante, — *Napoléon III et l'Italie*, — qu'on savait inspirée par l'Empereur, qui traçait tout un programme de réorganisation italienne par une fédération nationale en dehors de la domination étrangère.

Ainsi en peu de temps les faits significatifs se succèdent et se pressent. Les paroles de Napoléon III à M. de Hubner trouvent leur commentaire, une sorte d'écho grossissant dans le discours de Victor-Emmanuel, et ces deux actes se complètent par l'alliance de famille, par le manifeste impérial qui relève devant l'Europe le problème des destinées italiennes, comme si les traités de 1815 n'existaient pas. Quelques semaines, quelques jours ont suffi pour mûrir la crise. Rien n'est décidé cependant, et la question est encore de savoir si ce sera l'épée qui tranchera définitivement le nœud ou si les gouvernements, par un dernier effort, réussiront à détourner l'orage qui,

en paraissant s'amasser sur l'Autriche seule, menace le continent tout entier. Entre le courant belliqueux et le courant pacifique, la lutte est engagée pendant cet hiver de 1859, prologue agité et confus du grand drame.

II

Situation etrange en effet, où tout semblait conduire fatalement à un conflit et où le point précis du débat restait obscur, où la diplomatie ne savait comment prendre ce problème italien, qui était sans doute dans les mauvais gouvernements, dans les légations ou les duchés, mais qui était aussi, avant tout, dans la domination étrangère, c'est-à-dire dans ce qui ne pouvait être résolu que par la force. Phase curieuse de l'histoire du siècle, où Cavour lui-même, qui seul savait ce qu'il voulait, passait près de quatre mois entre un mouvement national qu'il stimulait ou retenait tour à tour, et les difficultés qui lui venaient de l'Europe, des négociations engagées de toutes parts pour lui barrer le chemin !

Si l'Autriche avait eu plus d'initiative et de souplesse, elle aurait bien pu simplifier la question, et elle eût peut-être singulièrement embarrassé ses adver-

saires. Elle semblait en avoir eu l'idée, et c'est comme un épisode d'une mélancolie furtive disparu dans le mouvement tumultueux des choses.

Peu auparavant, pendant l'année 1858, le cabinet de Vienne avait envoyé l'archiduc Maximilien comme vice-roi en Lombardie avec une mission de paix et de conciliation. L'infortuné prince promis par son destin à la tragédie mexicaine était arrivé à Venise et à Milan plein d'intentions libérales. Il avait pour lui la jeunesse, la bonne grâce hardie, l'intérêt bien entendu de l'Autriche, les conseils du prudent Léopold de Belgique, dont il venait d'épouser la fille, — et par le roi Léopold l'encourageante faveur de l'Angleterre. Maximilien avait pris sa tâche au sérieux. Dans une course qu'il avait faite au lac Majeur et dans une conversation qu'il avait eue avec le ministre de Prusse à Turin, le comte Brassier de Saint-Simon, il avait parlé de Cavour dans les termes les plus sympathiques. « J'admire beaucoup M. de Cavour, disait-il; mais comme il s'agit de faire une politique de progrès, je ne me laisserai pas devancer. » Cavour, qui faisait attention à tout et ne dédaignait rien, n'avait pas été sans s'émouvoir de cette tentative, qui pouvait déconcerter tous ses plans, et depuis il avouait que la mission de l'ar-

chiduc Maximilien avait été un de ses plus vifs soucis.

Supposez un instant que l'Autriche, forte d'un droit territorial incontesté et d'une puissance militaire qui lui permettait les concessions sans déshonneur, eût persisté dans cette libérale pensée, désintéressant autant que possible le sentiment national italien, adoucissant son régime et prenant l'Europe à témoin ; supposez ce rêve devenant une réalité par le gouvernement pacificateur d'un archiduc, que d'événements pouvaient être changés depuis la guerre de 1859 jusqu'à la guerre de 1866 et à tout ce qui s'en est suivi, en passant par le Mexique !

Dût-elle ne point réussir, c'était du moins une politique à essayer ; mais par un de ces emportements ou un de ces faux calculs dont elle a donné plus d'un exemple et qui lui ont toujours coûté cher, l'Autriche, aux premiers signes d'une crise possible, se rejetait effarée vers ses traditions d'immobilité et de répression. Elle ne se bornait pas à révoquer la mission de l'archiduc Maximilien, elle aggravait partout le régime militaire. Elle avait déjà commencé ses préparatifs de guerre avant le 1er janvier 1859, elle les précipitait fiévreusement au lendemain du 1er janvier, envoyant corps d'armée sur corps d'armée en Italie, organisant ses forces comme à la veille d'une entrée en campagne,

et allant jusqu'à prendre position sur le Tessin, en face du Piémont. Quelques-uns de ses officiers, emportés par l'ardeur belliqueuse, commettaient bien d'autres imprudences. Dans des banquets, à Milan, ils ne parlaient de rien moins que du prochain départ pour Turin, — qui devait être la première étape sur la route de Paris !

L'Autriche ne voyait pas que, par ses agitations et ses précipitations, elle compromettait tout, qu'elle désarmait d'avance ceux qui travaillaient pour la paix, et qu'elle se plaçait elle-même dans une position où elle pouvait être conduite, un jour ou l'autre, à un coup de tête par l'excès de ses déploiements militaires et de ses dépenses. Elle ne s'apercevait pas qu'elle jouait le jeu de ses adversaires, qu'elle tombait peut-être dans un piége, et dans tous les cas elle commençait par donner un prétexte dont le Piémont, se sentant désormais appuyé, ne manquait pas de profiter. Aux armements, le Piémont répondait par des armements ; aux démonstrations, il opposait des démonstrations, mettant en défense ses forteresses d'Alexandrie et de Casale, rassemblant ses régiments dispersés des deux côtés des Alpes. Le Parlement votait un emprunt de 50 millions ostensiblement motivé par les « provocations de l'Autriche », de telle sorte qu'on était déjà

presque en présence, ou du moins la question se trouvait terriblement engagée ou envenimée, lorsque la diplomatie se mettait à l'œuvre pour retenir les événements près de se déchaîner.

III

Que voulait, ou plutôt que pouvait la diplomatie, au point où en étaient les choses? Elle n'avait pas tardé à s'émouvoir de tous ces incidents qui tourbillonnaient autour d'elle, qui lui révélaient un danger de guerre. Elle voulait évidemment la paix, elle désirait travailler à la maintenir.

L'Angleterre, représentée par le ministère tory de lord Derby et de lord Malmesbury, tenait à la paix plus que tout le monde. Malheureusement l'Europe était profondément divisée, et l'Angleterre elle-même, en prenant l'initiative des explications et des négociations, en ouvrant la campagne diplomatique, l'Angleterre était pleine de perplexités. Elle se sentait partagée entre ses traditions de politique continentale, qui la rattachaient aux traités de 1815 et à l'Autriche, ses sympathies d'opinion qui l'inclinaient vers le Piémont et l'Italie, ses intérêts de

puissance commerçante, ses inquiétudes à l'égard de la France, dont les desseins et l'intimité croissante avec Turin la préoccupaient. Elle aurait voulu tout concilier, la paix et ce qui menaçait la paix, l'Autriche, la France, le Piémont, et elle ne voyait pas qu'en allant de l'un à l'autre, elle risquait d'échouer partout.

Lorsque l'Angleterre s'adressait à Vienne, le comte Buol, ministre de l'empereur François-Joseph, lui répondait avec impatience : « Vous vous trompez, ce n'est pas ici que vous avez à porter vos instances et vos conseils, c'est à Paris et à Turin que vous devez parler sans réticence. Que l'empereur Napoléon sache bien que, si son armée franchit les Alpes, l'Angleterre ne restera pas inactive; que le roi de Piémont sache que l'Angleterre ne sanctionnera aucun attentat contre les possessions autrichiennes en Italie! Si les ministres de la Reine tiennent un langage résolu, il n'y aura pas de guerre... L'Italie n'a aucun besoin de changement; qu'on cesse de l'agiter, et il n'y aura rien... »

Lorsque le cabinet anglais se tournait vers Turin, on lui disait que, s'il voulait la paix, il devait s'adresser à Vienne, que tout le mal venait de la domination étrangère, qui était un dangereux appui pour les mauvais gouvernements, une menace pour la liberté constitutionnelle piémontaise, et l'éternel

aliment des passions révolutionnaires; on lui démontrait que, si l'Autriche était dans la légalité de 1815 à Milan, elle n'y était plus en occupant Bologne et Ancône depuis dix ans, en enchaînant les duchés du centre par des traités de vassalité, en faisant de Plaisance une forteresse impériale à la frontière du Piémont. Lorsque l'Angleterre interrogeait la France, l'Empereur l'encourageait dans ses efforts pacifiques, désavouant toute pensée d'agression, prenant l'air d'un conciliateur prudent qui retenait le Piémont, et en définitive laissant entrevoir au sujet des affaires italiennes des idées qui avaient peu de chances d'être acceptées par l'Autriche.

L'Angleterre aurait pu trouver un levier dans les puissances neutres; mais la Prusse lui prêtait un concours assez platonique, et quant à la Russie, le prince Gortchakof avait dit dès le premier moment à l'ambassadeur anglais Crampton : « Certainement la Russie désire la paix, elle en a besoin; mais avec ma franchise habituelle je dois vous déclarer que nous ne pouvons pas voir du même œil la France et l'Autriche. Avec la première nous sommes dans les termes d'une étroite cordialité, avec la seconde c'est le contraire. La cour de Vienne a indignement répondu à nos procédés. Dans d'autres temps, la Russie offrait ses con-

seils à ses alliés ; aujourd'hui elle s'abstient de conseiller qui que ce soit. Si on nous demande notre opinion, nous serons favorables à la paix ; nous irons jusque-là, pas plus loin. Remarquez bien que, si la paix de l'Europe est troublée, je ne vous dis pas de quel côté pourront être les armes russes. Sur ce point, nous sommes résolus à rester libres de tout engagement... »

Au milieu de ces contradictions et de ces confusions, l'Angleterre était certainement embarrassée ; elle ne se décourageait pas cependant. Elle avait commencé, dès le mois de janvier, par essayer d'amener Napoléon III à préciser ses vues. Bientôt elle avait fait un pas de plus : avant la fin de février, l'ambassadeur de la Reine à Paris, lord Cowley, était parti pour Vienne avec un programme de négociation auquel il devait s'efforcer de rallier l'Autriche. Il s'agissait, dans ce premier programme, de la cessation des occupations militaires à Bologne et à Rome, de l'abrogation des traités autrichiens avec les duchés, d'un système de réformes libérales dans les États italiens, et avant tout de la régularisation des rapports de l'Autriche et de la Sardaigne.

La mission de lord Cowley n'avait pas trop réussi ; elle n'avait pas non plus absolument échoué, le cabinet anglais le croyait du moins, et peut-être même se flattait-il déjà de pouvoir dominer les événements

par une médiation lorsque tout à coup, vers le 20 mars, éclatait en pleine Europe une proposition de congrès venant de Saint-Pétersbourg et en réalité répondant à un vœu secret des Tuileries. C'était la première apparition de cette idée ou de cette chimère de congrès, si souvent et si vainement poursuivie depuis par Napoléon III.

Un congrès à propos des problèmes italiens! Dans quelles conditions et où se réunirait-il, ce congrès? Comment serait-il composé? Traiterait-il des affaires de l'Italie sans les Italiens? Allait-il s'ouvrir au bruit des armements qui ne discontinuaient pas sur le Tessin? Évidemment la question, au lieu de se simplifier, ne faisait que se compliquer en mettant au grand jour toutes les incohérences européennes, en entrant dans une voie sans issue. Un diplomate avisé disait : « Voilà un congrès qui ne se réunira jamais! »

IV

C'est en présence de ces difficultés que Cavour se trouvait incessamment entre le 1er janvier 1859 et le mois d'avril. L'art suprême pour lui n'était pas seulement de faire sortir la guerre d'une situation si trou-

blée : c'était d'aller au but à travers toutes les complications sans trop se séparer de l'Europe, surtout sans cesser un instant d'être en contact avec la France, dont il devenait l'avant-garde au delà des Alpes. L'art suprême pour Cavour était de concilier le mouvement intérieur sur lequel il avait à s'appuyer, dont il restait plus que jamais le guide aussi prudent que passionné, et les difficultés extérieures auxquelles il ne pouvait échapper. Dans ce double travail, il déployait quatre mois durant une inépuisable et alerte activité, ayant toujours l'œil sur le Tessin et sur l'Autriche, passant d'une conférence diplomatique à la visite des fortifications de Casale ou d'Alexandrie, veillant à tous les services et recevant tout le monde, communiquant sans cesse autour de lui son esprit et son feu.

Aux premiers incidents de la nouvelle année, au moment où « la bombe avait éclaté », selon l'expression dont on se servait, le Piémont et l'Italie entière avaient ressenti la commotion. L'opinion avait compris que l'heure était venue, et pour tous il n'y avait plus eu dès lors qu'une pensée. D'Azeglio, ce galant homme, toujours prêt aux résolutions généreuses, s'était empressé d'écrire à Cavour : « Ce n'est plus le moment de discuter ta politique, il n'y a qu'à la faire réussir ; fais de moi ce que tu voudras... »

Ce que disait d'Azeglio traduisait un sentiment universel : de toutes les parties de l'Italie, la confiance refluait en quelque sorte vers Cavour. Ceux qui songeaient avant tout à l'indépendance se tournaient vers Turin, et de la Lombardie comme de la Toscane, comme de la Romagne ou de Modène, accourait toute une jeunesse impatiente de s'enrôler sous le drapeau de Victor-Emmanuel. Ces manifestations n'avaient rien de désordonné comme en 1848; elles avaient au contraire je ne sais quoi de régulier et de discipliné jusque dans les frémissements de l'émotion nationale. Il y avait comme une conspiration d'un nouveau genre, dont le mot d'ordre était de ne pas recommencer les fautes du passé, de se rallier sans marchander à une direction qui avait ramené l'Italie de si loin.

Cavour jouissait de ce mouvement, qui était son œuvre et sa force, dont il prétendait bien se servir en l'organisant et qui répondait à une de ses plus vives préoccupations. Si le patriote habile et prévoyant avait tout fait pour conquérir une grande alliance sans laquelle rien de sérieux n'était possible, il ne voulait pas d'un autre côté devoir tout à cette alliance. Il écrivait à la Marmora : « Pour que la guerre ait des résultats heureux, il faut nous préparer à faire les

plus grands efforts... Malheur à nous si nous triomphons uniquement par l'aide des Français !... » Il tenait, pour la dignité nationale comme pour la liberté de sa politique, à ne pas recevoir l'indépendance comme un don gratuit. Aussi mettait-il tous ses soins à la préparation morale et matérielle du pays, en s'efforçant d'associer autant que possible l'Italie au Piémont. A côté de l'armée piémontaise, au risque de se brouiller avec la diplomatie, il s'occupait de créer sous le nom de « chasseurs des Alpes » des bataillons destinés à servir de cadres à toute cette jeunesse lombarde, toscane, qui affluait à Turin, et en homme hardi il n'avait pas même reculé devant la pensée de confier ces bataillons à Garibaldi.

Un matin de cet hiver de 1858-1859, avant le jour, un visiteur inconnu s'était présenté chez le président du conseil, qui avait été aussitôt prévenu par un valet de chambre un peu effaré. « Quel est cet homme ? disait le chef du cabinet piémontais. — Il a un large chapeau, un gros bâton à la main, et il ne veut pas dire son nom, il prétend que monsieur le comte l'attend. » C'était Garibaldi, qui était venu s'entendre avec Cavour en se rangeant sous les ordres de Victor-Emmanuel. Seulement, comme ce nom pouvait être encore un épouvantail, Garibaldi était reparti pour Caprera,

laissant à Turin, pour l'organisation des « chasseurs des Alpes », le colonel Medici, en qui Cavour trouvait bien vite un auxiliaire fasciné et dévoué. C'était assez risqué, sans doute, et il n'était point impossible que ce ne fût un embarras pour l'avenir. Évidemment Cavour seul pouvait jouer avec tous ces éléments et tenter l'aventure : il y voyait un moyen de réunir toutes les forces nationales, de rallier ou d'annuler les républicains en ne laissant de côté que les sectaires endurcis de Mazzini, et quant à ceux-ci, il n'hésitait pas à déclarer que, s'ils bougeaient, il les mitraillerait sans pitié comme des Allemands.

Cavour sentait grandir en lui une force de commandement à l'aide de laquelle il pouvait se servir de tous les concours, se mesurer avec tous les obstacles et rester maître d'un mouvement qui venait en quelque sorte de lui-même se placer sous sa main. Il disposait du Piémont et de l'Italie.

V

La difficulté la plus grave pour lui était encore au dehors, en Angleterre, et même jusqu'à un certain point en France. L'Angleterre, qui le trouvait tou-

jours sur son chemin dans ses négociations pour la paix, l'Angleterre, à vrai dire, le traitait avec rudesse. Lord Derby, lord Malmesbury ne cessaient de le harceler de leurs récriminations et de leurs admonestations, que son ami, le brillant sir James Hudson, lui portait avec plus de fidélité que de conviction personnelle.

Le cabinet anglais voyait en lui, et il avait bien un peu raison, le grand agitateur, le provocateur incessant de l'Autriche, le plus dangereux adversaire de toutes les tentatives pacifiques. Cavour, de son côté, écoutait patiemment, non sans inquiétude quelquefois, mais également décidé à résister à l'Angleterre et à ne pas la blesser. Au besoin, si on le poussait un peu trop, il se révoltait, et à un diplomate anglais qui lui disait que l'opinion publique à Londres l'accusait de mettre en péril la paix européenne par sa politique italienne, il répliquait vivement : « A merveille ! et moi je pense au contraire que c'est sur l'Angleterre que doit peser la plus sérieuse responsabilité de la situation troublée de l'Italie. Ce sont les hommes d'État de l'Angleterre, les orateurs de son Parlement, ses diplomates, ses écrivains qui ont travaillé pendant des années à exciter dans notre péninsule les passions politiques. Est-ce que ce n'est point la Grande-Bre-

tagne qui a encouragé la Sardaigne à opposer la propagande des influences morales à la prépotence illégitime de l'Autriche en Italie? »

Au fond, si sensible qu'il fût aux sévérités du cabinet de Londres, Cavour ménageait extrêmement l'Angleterre, qu'il s'étudiait à lier par le souvenir de ses encouragements de la veille, par ses traditions libérales, par ses sympathies pour le régime constitutionnel piémontais. Il saisissait les occasions de s'adresser en plein Parlement au peuple britannique; il rappelait que toutes les causes justes, l'émancipation irlandaise, l'émancipation des noirs, avaient fini par triompher, et il s'écriait : « Est-ce que la cause de l'Italie est moins sacrée que celle des Irlandais, que celle des noirs? Elle aussi, elle triomphera devant l'opinion anglaise. Je ne peux croire que l'éminent homme d'État, — lord Derby, — qui préside aux conseils de l'Angleterre, après avoir attaché à l'émancipation des nègres le nom que l'histoire lui a transmis, veuille terminer sa brillante carrière par une complicité avec ceux qui voudraient condamner les Italiens à une servitude éternelle... »

Au même instant, l'habile ministre recevait à Turin, avec les plus gracieuses attentions, d'éminents Anglais, un membre du parti whig, le général Fox, M. Glad-

stone, qui, en quittant récemment les îles Ioniennes, où il avait rempli une mission officielle, venait de traverser la Vénétie, la Lombardie, qu'il avait trouvées en pleine occupation militaire. Cavour ne négligeait rien pour montrer à ses hôtes que l'Angleterre se trompait en identifiant la paix avec la domination autrichienne. « Vous avez pu le voir, disait-il à M. Gladstone, l'Autriche nous menace; ici nous sommes tranquilles, le pays est calme; nous ferons notre devoir. »

Il savait ce qu'il faisait; s'il n'avait pas l'Angleterre pour amie, il ne voulait pas l'avoir pour ennemie, et il lui envoyait comme ambassadeur extraordinaire l'homme le mieux fait pour réveiller ses sympathies, ses instincts libéraux, Massimo d'Azeglio. « Celui-là, disait-il gaiement, est le père de la question italienne, c'est un modéré, on ne se défiera pas de lui. Sa présence à Londres pourra être très-utile auprès de tous ceux qui ne sont pas du pur sang autrichien... » Et d'Azeglio allait à Londres, comme il venait d'aller à Rome porter le collier de l'Annonciade au prince de Galles qui visitait la ville éternelle !

Avec la France, les rapports de Cavour étaient d'une autre nature sans être moins compliqués et moins laborieux. Le hardi Piémontais avait, il est vrai, en Napoléon III un ami de la cause italienne, un allié

plus qu'à demi engagé, et dès le mois de janvier le mariage du prince Napoléon lui assurait un auxiliaire de plus, un complice de famille. Il ne cessait point d'ailleurs d'avoir avec les Tuileries des relations directes et secrètes par M. de Villamarina, surtout par M. Nigra, son jeune et fidèle confident, dont la mission tout intime grandissait avec les circonstances.

L'influence de Turin sur Paris était aussi réelle, aussi active que l'influence de Paris sur Turin. L'alliance nouée et resserrée depuis six mois restait entière; mais Cavour n'ignorait ni ce qu'il y avait d'incertain et de fuyant dans le caractère de Napoléon III, ni les difficultés que le chef de la France rencontrait autour de lui. Par le fait, la politique qui s'était déclarée depuis le 1er janvier soulevait, dans une partie de la société française, dans le monde religieux, dans l'ancien monde parlementaire et même dans une certaine classe des amis de l'empire, un tourbillon d'opposition.

Les uns, et c'étaient des esprits sérieux, voyaient dans la guerre qui semblait se préparer des bouleversements d'équilibre dont les intérêts traditionnels de la France auraient nécessairement à souffrir. Les autres voyaient dans un conflit en Italie une menace pour la situation temporelle du Pape. Paris, le Paris mondain, passionné et pensant, que l'Empire ne comp-

tait guère et qui néanmoins avait son influence d'opinion, ce Paris était pour la paix. Cavour ne l'ignorait pas ; il se savait appuyé par bien des esprits libéraux, il ne pouvait se dissimuler les dispositions d'une partie de la société parisienne, et il savait aussi que jusque dans les conseils impériaux le ministre des affaires étrangères, le comte Walewski, partageait jusqu'à un certain point ces dispositions peu favorables à l'action pour l'Italie.

Chose bizarre et pourtant vraie ! Napoléon III, dans le secret de sa pensée, restait évidemment attaché à la cause pour laquelle il avait noué l'alliance de Plombières et de Turin ; le comte Walewski parlait et agissait en ministre pratiquant une autre politique, la politique de la répugnance pour la guerre avec l'Autriche, de la sévérité à l'égard du Piémont et de l'Italie, de la défiance et même presque de l'hostilité personnelle à l'égard de Cavour. Dans un gouvernement d'omnipotence, il y avait une sorte de conflit intime de directions à l'abri duquel l'Empereur, par inertie ou par calcul, semblait se complaire, couvrant sa marche des déclarations et des efforts pacifiques de son ministre, qu'il laissait s'avancer sans lui dire son dernier mot.

Napoléon III, lui aussi, voulait ménager l'An-

gleterre ; il voulait paraître subir la guerre et ne prendre les armes que dans l'intérêt de la paix, des principes conservateurs, de l'équilibre de l'Europe, compromis ou menacés par l'Autriche en Italie. Il laissait le comte Walewski jouer sur ce thème-là en négociateur parfaitement sincère, de telle sorte que Cavour, ayant déjà assez d'embarras avec l'Angleterre, se trouvait de plus en présence de ce casse-tête d'une double politique française. Soutenu à Paris par l'Empereur, qui ne parlait pas tous les jours, il avait d'un autre côté affaire aux salons, aux puissances financières, aux influences religieuses, à la diplomatie régulière et officielle, qui dans les intervalles du silence impérial avait la parole.

VI

Bien des fois pendant ces semaines laborieuses, agitées, du commencement de 1859, Cavour, obligé de faire face à toutes les difficultés et à tous les périls, se voyait réduit aux plus pénibles anxiétés par ces contradictions incessantes dont il sentait le poids. Il ne se laissait pas arrêter, il marchait toujours à

travers des péripéties intimes qui se succédaient en s'aggravant.

Au moment où éclatait la proposition de congrès surtout, vers le 20 mars, la situation commençait réellement à devenir critique. Il y avait à Paris, entre le ministre des affaires étrangères de France et le représentant sarde, M. de Villamarina, une scène des plus vives. Le comte Walewski, dans un moment de mauvaise humeur, peut-être calculé pour intimider le cabinet de Turin, se laissait emporter jusqu'à dire que « l'Empereur ne ferait pas la guerre pour favoriser les ambitions de la Sardaigne, que tout devait être réglé pacifiquement dans un congrès auquel le Piémont n'avait aucun droit de participer ». Le comte Walewski faisait en même temps tenir à Turin, par le prince de la Tour d'Auvergne, un langage qui, sans être aussi acerbe, ne laissait pas d'être inquiétant. Cavour se hâtait de faire face à l'orage ; il écrivait au prince Napoléon et il expédiait une lettre du Roi que M. Nigra devait remettre lui-même à l'Empereur. « Que M. Nigra, poursuivait-il, parle avec énergie à Sa Majesté, qu'il lui dise que le comte Walewski écrit ici au ministre de France de manière à nous décourager ou à nous pousser à un acte désespéré ! » L'Empereur répondait : « Que le comte de Cavour vienne

à Paris sans plus de retard ! » Et aussitôt en effet il se rendait à cet appel ; il était à Paris le 25 mars.

Dès son arrivée, il ne tardait pas à s'apercevoir qu'il était en présence de tout un travail qui n'avait pas seulement pour objet le maintien de la paix, fût-ce par le sacrifice du Piémont, qui tendait peut-être aussi à l'écarter lui-même comme le principal obstacle à la paix : il était plus que jamais le grand suspect !

L'attitude du comte Walewski vis-à-vis de lui était courtoise et froide ; lord Cowley se montrait également à son égard assez grave : aux Tuileries, il retrouvait un accueil cordial et confiant comme à Plombières. Il avait des entrevues successives avec l'Empereur, et ces quelques jours qu'il passait à Paris n'étaient pas du temps perdu pour lui : il les employait à reconnaître la situation, étudiant le jeu de la politique parisienne, gardant sa liberté d'esprit et sa gaieté : « J'irais bien vous voir, écrivait-il à madame de Circourt, mais je crains de trouver dans votre salon des partisans frénétiques de la paix, auxquels ma présence déplairait souverainement. Or comme, malgré mon humeur belliqueuse, je ne me soucie nullement de faire la guerre à vos amis, je ne me présenterai chez vous qu'autant que vous me promettrez de me rece-

voir seul ou en présence de personnes qui ne m'arracheront pas les yeux par amour de la paix... »

Un matin de cette fin de mars, un roi de la finance, le baron James de Rothschild, était allé voir Cavour, qu'il connaissait depuis longtemps, et entre les deux interlocuteurs s'engageait un piquant dialogue. Le tout-puissant banquier, fort opposé à la guerre, intéressé à savoir où en étaient les choses, se montrait pressant. « Eh ! eh ! répliquait Cavour, il y a beaucoup de chances pour la paix, il y a beaucoup de chances pour la guerre. — Toujours drôle, monsieur le comte ! — Tenez, monsieur le baron, je vais vous faire une proposition : achetons ensemble des fonds, jouons à la hausse, je donnerai ma démission, il y aura une hausse de 3 francs. — Vous êtes trop modeste, monsieur le comte, vous valez bien 6 francs. »

Le fait est que si, au moment où M. de Rothschild recevait cette goguenarde confidence, il y avait en Europe un homme disposant de la guerre et de la paix, c'était le premier ministre du Piémont, et la vérité est encore que, lorsqu'il parlait ainsi, Cavour n'en savait pas beaucoup plus que son interlocuteur. Il emportait à Turin, où il était rentré le 1er avril, un sentiment assez vif de la gravité de la situation ; il voyait l'affaire mal engagée. Sans douter de l'Empereur, il

croyait à des difficultés, à des atermoiements, — qui pouvaient toutefois être brusquement abrégés par l'Autriche, si l'Autriche lui rendait le service de commettre quelque faute d'impatience et de précipitation.

La question par le fait ne pouvait rester longtemps indécise. Dès les premiers jours d'avril, elle se resserrait de plus en plus, elle se concentrait en définitive sur deux points qui n'en faisaient qu'un, le congrès et le désarmement préalable. C'est là que l'accord était à peu près impossible. D'un côté l'Autriche ne voulait pas que la Sardaigne fût admise au congrès, et en outre elle réclamait avec irritation, avec hauteur, le désarmement du Piémont avant toute délibération européenne. Cavour, de son côté, avait vu d'un mauvais œil ce congrès qui avait surgi tout à coup, et dans tous les cas il ne pouvait admettre que le Piémont, après avoir pris part depuis trois ans à toutes les délibérations de l'Europe, fût laissé à la porte des conférences nouvelles sur les affaires italiennes.

Dès le premier moment, il avait déclaré que « le congrès produirait un effet désastreux en Italie, si la Sardaigne était exclue », et qu'il serait « entraîné ou forcé de donner sa démission ». Quant au désarmement, il n'en admettait pas même la pensée; il écrivait résolûment au prince Napoléon : « Nous ne

désarmerons pas. Mieux vaut tomber vaincus les armes à la main que de nous perdre misérablement dans l'anarchie ou nous voir réduits à maintenir la tranquillité publique par les moyens violents du roi de Naples. Aujourd'hui nous avons une force morale qui vaut une armée ; si nous la perdons, rien ne nous la rendra... »

Entre des prétentions si contraires, où était la conciliation possible ? La diplomatie restait perplexe ; elle comprenait que, si l'on refusait au Piémont l'entrée du congrès, il était difficile de lui imposer un désarmement, et que, si on lui demandait de désarmer, il était de la plus simple équité de l'appeler au congrès. De là une combinaison mise en avant par l'Angleterre, complétée ou transformée par la France, et qui consistait dans un désarmement général qu'on ferait accepter par le Piémont en l'admettant au congrès avec les autres États italiens. Cette combinaison, sur laquelle les cabinets mettaient le dernier enjeu de la paix, n'était, à vrai dire, nullement du goût de Cavour, qui suivait avec anxiété tout ce travail d'expédients diplomatiques. Tant que l'Angleterre était seule à lui parler de désarmement, il se dérobait à la pression de la diplomatie anglaise, il s'ingéniait à éluder une réponse. Le jour où la proposition officielle

de désarmer lui venait également de la France, il ressentait une émotion violente comme à l'heure la plus décisive de sa vie.

VII

C'était le soir du 18 avril, vers minuit, qu'un secrétaire de la légation de France lui portait chez lui le télégramme aussi bref que péremptoire par lequel le cabinet de Paris lui demandait une adhésion immédiate, et à cette lecture, dans un saisissement soudain, il s'écriait « qu'il n'avait plus qu'à se brûler la cervelle ». Il croyait tout perdu, il se considérait comme abandonné en pleine crise par l'Empereur, et il se sentait l'âme émue d'une angoisse patriotique à la pensée qu'une œuvre à laquelle il travaillait depuis dix ans, qui avait semblé près de réussir, pouvait être compromise. Le premier moment passé cependant, avec cette élasticité qui était sa force et qui heureusement ne lui laissait pas le temps de se brûler la cervelle toutes les fois qu'il en aurait eu l'occasion, il se remettait à réfléchir.

Il agitait dans son esprit toutes les combinaisons et toutes les résolutions. « Il est vrai, disait-il avec anima-

tion dans son intimité, il est très-vrai que notre amour-propre est sauf. L'Angleterre nous a demandé d'abord le désarmement préliminaire, et nous avons répondu négativement; elle nous a demandé ensuite de souscrire au principe du désarmement, et nous avons encore refusé. Aujourd'hui, si nous adhérons à la proposition de désarmement à la condition d'être admis au congrès, nous nous rendons à une demande qui nous est adressée par l'Europe. Notre honneur est sauf! Nous avons résisté tant que nous avons pu. Néanmoins notre situation est grave, elle n'est pas désespérée, elle est grave... »

Cavour avait plus d'une raison de se calmer et de croire que rien n'était désespéré. D'abord, dès le lendemain, il recevait de Londres et surtout de Paris, des Tuileries mêmes, des télégrammes qui commençaient à le rassurer. Puis il y avait un fait dont il n'avait pas saisi toute l'importance : l'adhésion qu'on lui avait demandée, qu'il s'était résigné tristement à mettre sur le fil du télégraphe, cette adhésion n'avait de valeur que si elle était complétée par l'adhésion de Vienne. Il avait prudemment fait son sacrifice pour rester avec l'Europe, pour ne point se séparer de la France; l'Autriche se soumettrait-elle de son côté? La question, loin d'être décidée,

devenait plus que jamais douteuse. Pendant les premiers jours, on ne savait plus rien, et Cavour lui-même en venait à dire : « L'Autriche ne parle pas ; si elle refusait, Napoléon l'aurait donc devinée ! » Le cabinet de Vienne ne parlait pas en effet, et il restait muet parce qu'il avait déjà pris son parti.

L'Autriche cédait-elle à un mouvement d'orgueil blessé et impatient? Ne voyait-elle dans la proposition extrême qui lui était faite qu'un expédient captieux imaginé pour gagner du temps? Se croyait-elle en mesure de devancer ses adversaires sur le champ de bataille, de déjouer leurs plans par la rapidité et la vigueur de ses coups? Toujours est-il que, pendant ces négociations de la dernière heure, tandis que la diplomatie croyait avoir enfin trouvé une solution, l'Autriche se disposait à brusquer les événements. Elle avait fait, elle aussi, une dernière tentative à Berlin pour tâcher d'intéresser la Prusse et l'Allemagne à sa cause en étendant la guerre, en proposant d'ouvrir la lutte sur le Rhin comme sur le Pô. Bien que n'ayant point réussi, elle se laissait emporter par l'humeur belliqueuse; elle voulait en finir, et sans plus attendre elle avait pris la résolution d'adresser directement à Turin un ultimatum sommant le Piémont de désarmer et lui laissant un délai de trois jours pour réfléchir.

C'était tout ce que Cavour pouvait demander de mieux dans l'impasse où il croyait être, et il n'avait d'autre crainte que de voir l'Autriche s'arrêter.

Le 19 avril, il ne savait rien encore, il ne se doutait pas que ce jour-là même l'ultimatum était déjà tout prêt à Vienne. Le 21, il commençait à saisir les premiers signes du prochain coup de théâtre. Le 23, il était à la Chambre des députés, au palais Carignan, lorsqu'un mot tracé à la hâte par un de ses confidents lui apprenait l'arrivée du baron de Kellersperg, porteur d'une communication du comte de Buol, et peu après, à cinq heures et demie, au ministère des affaires étrangères, il recevait des mains de l'envoyé autrichien cette communication qui n'était autre que la sommation de désarmement. Trois jours après, à la même heure, — c'était le délai fixé, — il remettait la réponse du gouvernement piémontais à M. de Kellersperg, dont il serrait courtoisement la main en lui témoignant le désir de le revoir « dans des circonstances plus heureuses ». Aussitôt il donnait ses derniers ordres au colonel Govone, chargé d'accompagner l'officier autrichien à la frontière, puis se tournant vers quelques-uns de ses amis qui attendaient la fin de la scène, il s'écriait avec une familiarité confiante, avec ce naturel qui ne l'abandonnait jamais : « Tout

est fini... *Alea jacta est!* Nous avons fait de l'histoire, maintenant allons dîner ! »

Assurément l'Autriche pouvait prétendre qu'elle avait été poussée à bout. Elle avait bien quelque raison de croire et de dire qu' elle ne faisait que se défendre en plaçant sous la sauvegarde des armes une situation menacée, contestée, assaillie de toutes parts. Et cependant tout s'était arrangé, un peu par sa faute, de façon à lui donner ce rôle de provocation qu'on voulait lui laisser, qui n'était pas sans conséquence pour elle, qui désintéressait l'Europe, refroidissait l'Angleterre et dégageait le Piémont en lui assurant, comme on l'écrivait aussitôt de Paris, « l'appui le plus énergique » de la France. De ce long et laborieux imbroglio diplomatique de plus de trois mois, il ne restait qu'un défi de guerre lancé avec précipitation, relevé avec une impatience fiévreuse et ouvrant la carrière aux événements, à l'Italie, à l'homme hardi qui avait tout fait depuis dix ans, qui était allé en Crimée et à Plombières pour préparer cette heure décisive.

VIII

Lorsque, dès le matin du 30 avril, les premières têtes de colonnes françaises, descendues des Alpes, débouchaient sur la place du Château à Turin, au milieu d'une population frémissante, Cavour se trouvait au balcon du ministère des affaires étrangères avec quelques personnes, des Italiens, des Français, et même le ministre d'Angleterre sir James Hudson; il avait certes le droit de voir dans cet émouvant spectacle sa politique en action, et peu de jours après Napoléon III, en débarquant à Gênes, ne faisait qu'exprimer la vérité la plus évidente lorsqu'il lui disait : « Vous devez être content, vos plans se réalisent. »

La guerre, sous ce rapport, devenait sans doute un soulagement pour cet habile homme; elle le délivrait des incertitudes en faisant de son rêve de dix ans une réalité vivante et saisissante. La guerre n'était pas naturellement pour lui le repos, surtout à ce premier moment où Turin pouvait voir paraître l'ennemi, où les Autrichiens, avec un peu d'audace, pouvaient déjouer toutes les combinaisons de leurs adversaires avant la jonction des forces du Piémont et de la France.

Un instant en effet tout était à craindre, si les Autrichiens, qui avaient encore la supériorité du nombre, qui avaient déjà passé la frontière, savaient profiter de la circonstance en marchant résolûment sur Turin, si, après avoir commis la faute d'un coup de tête diplomatique, ils ne commettaient pas la faute nouvelle et bien plus étrange d'hésiter dans l'action militaire. A quoi tint que la guerre ne commençât pas par un contre-temps désastreux pour la France et le Piémont? Peut-être uniquement à une inspiration heureuse du maréchal Canrobert, qui dès son arrivée, le 29 avril, prenait sur lui de jeter en avant, à Casale, les premières troupes françaises qu'il avait sous la main, de façon à tromper et à intimider les Autrichiens. A tout événement, Cavour se tenait prêt, ne reculant pas plus devant la résolution de défendre Turin à outrance que devant la cruelle nécessité d'inonder la Lomelline pour arrêter l'ennemi. Au milieu des émotions nouvelles de cette guerre qu'il avait appelée, dont il affrontait les chances et les épreuves d'un cœur intrépide, il avait certes de quoi occuper et enflammer son activité.

Demeuré seul à Turin pendant que le Roi et le général de la Marmora allaient au camp, réunissant à la présidence du conseil le ministère des affaires

étrangères, le ministère de l'intérieur, le ministère de la guerre, le ministère de la marine, il était tout et il suffisait à tout. Il ne vivait plus que dans le feu de ce travail dévorant. Il avait fait de ses bureaux un autre champ de bataille qu'il ne quittait ni nuit ni jour, où il combattait à sa manière, ayant à faire face à la fois aux transports militaires, aux approvisionnements, aux demandes d'instructions qui lui arrivaient de tous les côtés, à la correspondance diplomatique, aux rapports avec l'armée française.

Rien ne l'étonnait, il avait réponse à tout : témoin ce jour du mois de mai où il trouvait le moyen de résoudre en vingt-quatre heures le problème de nourrir notre armée à bout de ressources. Par des arrangements particuliers, le gouvernement piémontais devait pourvoir à tous les besoins des troupes françaises, jusqu'à une date déterminée. Cette date était arrivée, et l'administration militaire française se trouvait dans le plus extrême embarras pour le lendemain. L'Empereur, déjà campé à Alexandrie et surpris par cette désagréable nouvelle, ne voyait rien de mieux que d'expédier aussitôt à Turin M. Nigra, qu'il avait auprès de lui. Cavour, après s'être un peu fâché, ne se hâtait pas moins de prendre ses mesures. Il mettait en mouvement les syndics de

toutes les communes à portée de la ligne ferrée; il leur donnait l'ordre de réquisitionner les farines qu'ils trouveraient, d'allumer tous les fours, de préparer sur-le-champ le plus de pain qu'ils pourraient, puis de le porter sans perdre un instant au chemin de fer, — et le lendemain tout un approvisionnement dépassant ce qu'on avait demandé arrivait à Alexandrie! Mais ce n'était là qu'un des mille détails matériels de cette improvisation permanente appliquée aux affaires administratives et militaires.

IX

Le point le plus grave était dans la marche, dans la direction et les conséquences politiques de cette guerre, qui s'ouvrait par des succès, qui en quelques semaines et par des étapes victorieuses, — Montebello, Palestro, Magenta, Melegnano, — allait porter les alliés, français et sardes, jusque sur le Mincio.

Aux premiers instants, il n'est pas douteux que les engagements négociés par Cavour avec Napoléon III restaient entiers comme le programme de la guerre. L'Empereur, avant de quitter Paris, avait dit lui-même dans une proclamation : « L'Autriche

a amené les choses à cette extrémité qu'il faut qu'*elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique,* car dans ce pays tout coin de terre demeuré indépendant est un danger pour son pouvoir... Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même, non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami qui nous devra son indépendance... » L'Empereur ajoutait aussi, il est vrai : « Nous n'allons pas en Italie fomenter le désordre, ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la Péninsule... »

Peu après, à Milan, au lendemain de Magenta, qui livrait la Lombardie aux alliés, Napoléon III adressait des paroles bien plus graves aux « Italiens » en leur disant : « La Providence favorise quelquefois les peuples en leur donnant l'occasion de grandir tout à coup ; mais c'est à la condition qu'ils sachent en profiter. Profitez donc de la fortune qui s'offre à vous !... Unissez-vous dans un seul but, l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement. Volez sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel, qui vous a déjà si noblement montré la voie de l'honneur,... et, animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui

que soldats; demain vous serez citoyens libres d'un grand pays... »

L'Empereur parlait ainsi, et naturellement à ce signal, par la logique irrésistible des choses, tout s'ébranlait. Déjà, au début de la guerre, aux derniers jours d'avril, Florence avait fait sa révolution, laissant paisiblement partir son grand-duc lorrain, qui allait chercher un refuge au camp de l'Autriche. Les gouvernements de Modène, de Parme avaient disparu d'eux-mêmes. Bientôt, vers la mi-juin, les Autrichiens, voulant avoir toutes leurs forces sur l'Adige, se hâtaient de quitter les provinces du Pape qu'ils occupaient depuis dix ans, Ancône, Bologne, et aussitôt, d'un élan spontané, la Romagne entrait à son tour dans le mouvement.

Tous ces faits s'accomplissaient sans résistance, sans combat, de sorte que sur les pas des armées il se formait une Italie à demi émancipée et se tournant vers le Piémont. C'était à vrai dire, dans le programme de la guerre, la partie la plus délicate, dont Cavour se préoccupait vivement. Il avait à suivre jour par jour ce travail d'affranchissement successif qui avait certes toutes ses sympathies et qu'il ne voulait pas laisser dégénérer, dans lequel il voyait une de ses forces. Il avait envoyé à Parme le comte

Pallieri, à Modène l'ardent et dévoué Farini, à Florence le sage M. Boncompagni. Pour Bologne, où la situation devait être difficile, il réservait le personnage le mieux fait pour en imposer par l'autorité de son nom, de sa loyauté et de son esprit, Massimo d'Azeglio.

Ce qui serait décidé de ces provinces, pour le moment livrées à elles-mêmes, c'était l'affaire de la guerre. Les hommes qu'il leur envoyait représentaient auprès d'elles la protection piémontaise, la dictature acceptée, recherchée de Victor-Emmanuel. A tous il donnait les mêmes instructions : « Sévérité pour l'ordre, activité pour la guerre, le reste à l'avenir. » Sa grande préoccupation était de ne laisser aucune place aux incohérences, aux agitations, et c'est dans cette pensée qu'il écrivait à M. Vigliani, magistrat piémontais, conciliant et libéral, dont il avait fait le premier gouverneur de Milan : « Nous ne sommes plus en 1848, nous n'admettons aucune discussion. Ne tenez aucun compte des sensations de ceux qui vous entourent. Le moindre acte de faiblesse perdrait le gouvernement. »

Il avait des représentants partout, même au camp de Garibaldi, où il avait placé un jeune Lombard, M. Emilio Visconti-Venosta, celui qui a été depuis ministre des affaires étrangères et qui était alors commissaire royal auprès des « chasseurs des Alpes »,

avec lesquels il faisait campagne. En un mot, les armées marchaient, l'Italie se mettait en mouvement, et Cavour inspirait ou conduisait tout en restant le plus possible dans le programme impérial. On touchait au point culminant, à Solferino!

X

Déjà cependant, même avant cette rencontre, plus sanglante que décisive, du 24 juin, des nuages avaient commencé de s'élever au camp des alliés.

A mesure que les événements se déroulaient, la situation tendait à se compliquer. Les armées de la France et du Piémont, en se rapprochant du Mincio et de l'Adige, allaient avoir, non plus des batailles à livrer, mais des opérations laborieuses à poursuivre, des siéges à entreprendre, des positions formidables à enlever : on allait se trouver en face du quadrilatère! En même temps, la diplomatie européenne, qui avait laissé passer les premiers feux de la guerre, paraissait disposée à se remettre à l'œuvre; la Prusse, sans témoigner aucune hostilité, avait l'air de vouloir prendre un rôle plus actif. D'un autre côté, ces mouvements italiens qui

se succédaient, qui gagnaient les provinces du Saint-Siége, réveillaient les ombrages, les animosités contre ce qu'on appelait « l'ambition piémontaise », et toutes ces circonstances devenaient le prétexte d'un travail qui avait son centre à Paris, qui allait aboutir au quartier général de Napoléon III, en pleine Lombardie. C'était comme la revanche d'une politique qui, après avoir été impuissante à empêcher la guerre, s'efforçait du moins de la limiter, de l'arrêter le plus tôt possible en excitant les défiances, les craintes de l'Empereur, et cette politique avait sûrement d'efficaces complices dans la chaleur accablante d'une saison torride, dans la fatigue d'un souverain qui, à cinquante ans passés, croyait pouvoir se mettre à conduire de grandes opérations militaires.

En réalité, la bataille de Solferino, glorieuse et sanglante affaire, n'était que le dernier coup de soleil qui mûrissait, pour ainsi dire, cette situation. Dès le lendemain, l'Empereur recevait de Paris des informations qui lui faisaient craindre une prochaine entrée en scène de l'Allemagne. D'un autre côté, il avait été profondément remué par l'effroyable spectacle de carnage qu'il avait eu sous les yeux. « J'ai perdu 10,000 hommes », disait-il à quelqu'un, de l'accent ému d'un homme obsédé d'une idée fixe.

Tout agissait sur son esprit. Il voyait les difficultés, les dangers de la continuation de la guerre, la facilité, les avantages possibles, quoique limités, d'une transaction dans la victoire, et c'est sous cette impression que le 7 juillet au soir il chargeait le général Fleury de porter au camp autrichien, à Vérone, une proposition d'armistice qui, dans sa pensée, devait conduire à la paix. Trois jours après en effet, à la suite d'une entrevue de Napoléon III et de l'empereur François-Joseph à Villafranca, sur la route de Vérone, les préliminaires qui mettaient fin à la guerre étaient signés. Ils ébauchaient les traits sommaires de la paix : cession de la Lombardie au profit du roi de Sardaigne, création d'une confédération italienne avec la présidence « honoraire » du Pape et l'accession de la Vénétie, qui restait « sous la couronne de l'empereur d'Autriche » ; rentrée éventuelle du grand-duc de Toscane et du duc de Modène dans leurs principautés. Ces préliminaires devaient être transformés en traité définitif par des plénipotentiaires réunis dans la ville neutre de Zurich.

Ainsi le 30 avril une avant-garde française arrivait à Turin ; le 20 mai avait été livré le premier combat, celui de Montebello ; le 11 juillet la guerre d'Italie se dénouait à Villafranca. Pour en finir, Napoléon III

avait dû, comme il le disait, « retrancher de son programme le territoire qui s'étend entre le Mincio et l'Adriatique ». En s'arrêtant à mi-chemin dans l'exécution des plans qui avaient fait l'objet de l'alliance de Plombières, il devait aussi renoncer, momentanément si l'on veut, aux avantages prévus pour la France de ce côté des Alpes, et il n'hésitait pas, il ne demandait rien. Il croyait évidemment avoir accompli devant l'Europe un grand acte en signant la paix. C'était du moins une paix obscure et précaire, qui laissait bien des problèmes à résoudre et qui avait le suprême inconvénient de ne répondre ni aux intérêts permanents de la France, ni aux espérances de l'Italie. Elle se ressentait de ce malheureux penchant d'un esprit qui alliait d'une manière si étrange les fascinations chimériques et les défaillances de volonté. On n'avait pas fait assez ou l'on avait fait trop.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Empereur avait conçu et exécuté sa résolution tout seul, sans consulter son allié. Malgré les signes d'une situation difficile qui lui inspirait parfois des inquiétudes, Cavour ne prévoyait pas un coup de théâtre si prochain. Peu auparavant il avait été appelé sur le Mincio par le Roi précisément pour tranquilliser l'Empereur sur ce qui se passait dans les légations : il croyait avoir réussi,

et il avait quitté l'armée, emportant lui-même une vive et profonde émotion du spectacle du champ de bataille de Solferino, mais sans rien soupçonner. Le 6 juillet encore, il écrivait au ministre de Sardaigne à Saint-Pétersbourg, au marquis Sauli, qui lui parlait d'une médiation possible : « En ce moment, une médiation ne pourrait avoir que de fâcheux résultats. Il faut que l'influence autrichienne disparaisse complétement de l'Italie pour que la paix soit solide et durable. » Il admettait encore moins la possibilité d'une paix négociée directement; il ne se doutait pas qu'au moment même où il parlait ainsi, la pensée d'une négociation directe était déjà acceptée par l'Empereur.

C'est deux jours après, en effet, le 8 juillet, qu'il recevait à Turin, par une dépêche du général de La Marmora, la nouvelle d'une suspension d'armes, et La Marmora avouait qu'on ne savait encore « ni comment ni par qui l'armistice avait été proposé ». Aussitôt il partait pour le camp, et à son arrivée au quartier général du Roi, à Pozzolengo, il démêlait toute la vérité; il se trouvait en présence d'une paix qu'il ne pouvait plus empêcher, qui frustrait ses espérances et confondait sa politique. Il voyait la paix fatale, il n'en connaissait pas encore les conditions ; il ne les connut que le 11 juillet, dans une scène familière et dramatique qui

se passait au moment où le Roi revenait du camp impérial de Valeggio portant l'acte qu'il venait de signer avec cette formule ou cette restriction singulière : « pour ce qui me concerne. »

Victor-Emmanuel, le visage soucieux, après avoir mis bas son uniforme et s'être assis dans une attitude un peu soldatesque, dit à une des quatre personnes présentes de lire tout haut ces préliminaires. A cette lecture, Cavour entrait dans une violente colère ; il était tellement exalté que le Roi avait de la peine à le calmer et le confiait au général La Marmora. Cavour savait bien que le Roi n'avait fait que ce qu'il devait. Placé dans l'alternative de poursuivre seul une guerre inégale qui pouvait tout perdre, ou de souscrire à une paix qui sauvait la Lombardie en laissant bien des questions ouvertes, Victor-Emmanuel n'avait point hésité, il ne pouvait hésiter, et même, sa résolution une fois prise, il avait su montrer de la finesse jusque dans la résignation; il avait laissé voir du chagrin, non du ressentiment.

Cavour lui-même, dans son amertume, n'aurait pas conseillé au Roi une autre conduite. Quant à lui, il se sentait plus libre, il ne voulait ni accepter la responsabilité de la paix, ni garder le pouvoir sous le poids

d'une déception si cruelle. Dès que tout était fini, il croyait se devoir à lui-même, devoir à son honneur, à sa politique, d'abdiquer le ministère, et, après avoir remis sa démission au Roi, il repartait pour Turin l'âme remplie de douleur et d'agitation; il roulait dans son esprit toute sorte de projets. Quand il passa à Milan, un certain nombre de personnes, et notamment le gouverneur, M. Vigliani, l'attendaient à la gare, impatients de le voir. Il avait succombé à la fatigue des émotions violentes, il dormait d'un sommeil profond, et l'on respecta son repos : on ne voulut pas le réveiller; c'était la première heure de sommeil qu'il goûtait dans ce terrible voyage.

XI

Cavour, pendant son séjour sur le Mincio, n'avait pas vu l'Empereur, et l'Empereur de son côté n'avait pas voulu avoir avec lui des explications dont il sentait le danger. Assurément l'entrevue de Valeggio aurait été un peu différente de l'entrevue de Plombières. Ce n'est que quelques jours après que Napoléon III passant par Turin, à son retour en France, lui faisait témoigner le désir de le voir, et l'entretien atténuait

à demi la vivacité douloureuse des récentes blessures. Les deux interlocuteurs se quittaient du moins en hommes qui pouvaient se retrouver. Cavour était allé au palais le soir avec un ami qui l'avait accompagné par les rues les plus désertes, et chemin faisant il disait : « J'ai été invité au dîner de la cour, mais j'ai refusé ; je ne me sens pas dans un état d'esprit à accepter des invitations. Penser que j'avais tant fait pour unir les Italiens, et qu'aujourd'hui tout est peut-être compromis ! On me reprochera de n'avoir pas voulu signer la paix : cette paix, je ne pouvais pas absolument, je ne peux pas la signer !... »

Pour lui, Cavour ne songeait qu'à s'effacer, laissant le pouvoir à un ministère formé avec le général La Marmora, Ratazzi, le général Dabormida, et chargé de suivre la politique de la situation nouvelle ; puis il se hâtait de partir pour la Suisse.

Il laissait voir l'état de son âme dans une lettre qu'il écrivait dès le 22 juillet à madame de Circourt : « Si Bougival, au lieu d'être à la porte de Paris, se trouvait dans quelque coin obscur de la France, disait-il, j'accepterais avec empressement l'hospitalité que vous m'offrez avec tant de cordialité. Vous m'aideriez, j'en suis certain, chère comtesse, à ne pas désespérer de l'avenir de mon pays, et

je vous quitterais après quelque temps plus en état que je ne le suis maintenant de recommencer la lutte pour son indépendance et pour sa liberté ; mais que voulez-vous ? je ne pourrais aller à une porte de Paris sans y entrer, cela aurait l'air de bouder ; or il n'y a rien de ridicule au monde comme un ministre tombé qui boude, surtout s'il s'avise de bouder la ville la plus insouciante de l'infortune et la plus moqueuse du monde. Ma position m'impose le devoir de me tenir aussi tranquille que possible... Je m'étais acheminé vers la Suisse, cet hôpital des blessés politiques ; mais l'annonce du congrès de Zurich pouvant donner à mon innocent projet une couleur suspecte, je me rabattrai sur la Savoie, et j'irai m'établir au pied du mont Blanc, pour y oublier au milieu des merveilles de la nature les misères des affaires menées par les hommes... ; puis, les chaleurs passées, je reviendrai dans mes terres... »

Et il ajoutait avec une fine ironie, sans doute en répondant à des compliments un peu trop empressés sur sa retraite : « Ce que vous me dites du retour de mes anciens amis me console tout à fait. Je dois considérer ma chute comme un événement heureux, si elle me fait retrouver l'estime et la sympathie de ce cercle d'élite qui se meut autour de vous

et dont ma politique incomprise m'avait en quelque sorte exclu. »

Lorsque Cavour écrivait ou parlait ainsi, il avait le langage d'un vaincu ; il se croyait un vaincu, et il ne l'était pas autant qu'il le croyait. Il gardait encore un peu de cette amertume qui un instant avait fait une explosion si terrible. Il avait besoin de s'éloigner, d'échapper à cette atmosphère enflammée où il vivait depuis six mois, d'aller chercher le repos qu'il était toujours sûr de trouver en Suisse, auprès de ses amis de La Rive. Un matin de la fin de juillet, il débarquait à la station d'Hermance sur le lac de Genève. N'ayant pas d'autre moyen pour arriver à Presinge, il prenait un chariot de ferme dont le propriétaire lui-même s'offrait à le conduire, et, chemin faisant, il causait avec l'honnête campagnard de l'état des récoltes, de la valeur des terrains, des diverses cultures du pays. Ne trouvant personne à Presinge, il se remettait en route à pied, l'habit sur le bras, par une rude chaleur, pour gagner une autre maison de la famille de La Rive, où il était accueilli en hôte aussi imprévu que bienvenu. On n'aurait guère dit, à le voir arriver ainsi, l'homme qui venait de remuer l'Europe. Il passait là quelques jours, heureux de cette vie familière, causant en toute liberté avec ses amis, allant pêcher dans le lac, et,

pour toute aventure, faisant la rencontre d'un grand soldat bernois à la longue moustache, qui lui demandait s'il était réellement Cavour, puis s'éloignait silencieux après lui avoir serré fortement la main.

C'est ce qu'on pourrait appeler la convalescence de Cavour au lendemain de la fièvre. Il n'avait pas passé une semaine que déjà il n'était plus le même; il avait retrouvé cette prodigieuse élasticité de nature qui le sauvait du danger des premiers mouvements violents dont il ne pouvait toujours se défendre au feu de l'action.

Il jugeait les événements avec une complète liberté d'esprit, sans se perdre en récriminations et en regrets inutiles, cherchant à tout comprendre avec la flexibilité d'une raison supérieure. « Il ne faut pas regarder en arrière, disait-il, maintenant regardons en avant. Nous avons suivi une voie, elle est coupée : eh bien! nous en suivrons une autre. Nous mettrons vingt ans à faire ce qui aurait pu être accompli en quelques mois. Qu'y pouvons-nous? D'ailleurs l'Angleterre n'a encore rien fait pour l'Italie, aujourd'hui c'est à son tour! » Et à son ami Castelli, qui était resté à Turin, il ne tardait pas à écrire : « Je n'ai pas renoncé à la politique. J'y renoncerais si l'Italie était libre, alors ma tâche serait accomplie; mais tant que

les Autrichiens sont de ce côté des Alpes, c'est un devoir pour moi de consacrer ce qui me reste de vie et de forces à réaliser les espérances que j'ai travaillé à faire concevoir à mes concitoyens. Je suis décidé à ne pas m'user inutilement en agitations vaines et stériles, mais je ne serai pas sourd à l'appel de mon pays..... »

Évidemment Cavour avait cédé à l'impétuosité d'un mouvement soudain, il était allé un peu loin par l'éclat de ses protestations et de sa retraite. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il avait senti le premier ce que l'Italie entière ressentait presque instantanément; il avait été comme l'écho de son pays. Dans toutes les parties de la Péninsule, en effet, excepté peut-être en Lombardie où la passion satisfaite de la délivrance dominait tout, dans les autres parties l'impression avait été aussi vive que profonde. La déception était proportionnée aux espérances qu'on avait conçues, à la confiance qu'avait inspirée une guerre entreprise pour l'indépendance italienne jusqu'à l'Adriatique, commentée par la proclamation de Milan. On n'avait vu d'abord que l'abandon de Venise par un nouveau Campo-Formio, la menace de la restauration des anciens pouvoirs à Florence comme à Bologne.

La paix de Villafranca faisait presque oublier aux Italiens, au moins momentanément, ce que la France venait

de faire pour eux, et, même à Turin, on était loin de l'enthousiasme qui au 30 avril avait accueilli les soldats français. « Si l'on avait proposé il y a deux mois, écrivait le plus modéré des hommes, Massimo d'Azeglio, si l'on avait proposé le problème suivant : aller en Italie avec 200,000 hommes, dépenser un demi-milliard, gagner quatre batailles, restituer aux Italiens une de leurs plus belles provinces, et revenir maudit par eux, on aurait déclaré le problème insoluble. Eh bien ! il ne l'était pas, le fait l'a prouvé... Dans l'Italie centrale, les esprits, enflammés par tant de prouesses, n'accepteront pas la paix de Villafranca. Ce sera, que sais-je ? l'inconnu !... Après cela, je m'abstiens de tout jugement sur la conduite de l'Empereur. En fin de compte, il a été au feu pour nous contre l'Autriche, et pour ce qui est des admirables soldats de la France, j'embrasserais leurs genoux ; mais cela n'empêche pas que notre pauvre Italie ne soit dans une terrible situation. En vérité, je m'y perds... »

C'est ce sentiment d'une situation terrible, douloureuse, d'une déception imprévue et amère, que Cavour avait résumé dans sa vivacité spontanée en lui donnant la sanction éclatante d'une démission qui faisait encore du ministre vaincu le représentant populaire d'une grande vicissitude nationale, l'ouvrier pos-

sible d'une fortune nouvelle. Il était resté d'accord avec l'instinct public ; s'il y avait eu une faute d'emportement, il avait commis cette faute avec son pays, et c'était une force pour lui comme pour son pays, dont il restait, jusque dans sa retraite volontaire et momentanée, le champion toujours disponible.

XII

A peine la première bourrasque passée, cependant, on commençait à se reconnaître, et ici encore Cavour se retrouvait bien vite d'accord avec l'Italie. L'impression restait toujours vive, mais on se mettait aussitôt à regarder de plus près cette situation qui venait d'être créée, à démêler le sens des événements, à chercher une direction nouvelle.

Cette paix de Villafranca, qui avait brusquement suspendu l'action militaire, elle n'était pas, après tout, sans offrir des ressources. Elle maintenait, il est vrai, la domination étrangère dans son dernier retranchement de la Vénétie, — elle permettait en même temps peut-être bien des combinaisons, elle laissait une certaine liberté dont on pouvait profiter. Les ducs pouvaient rentrer dans leurs duchés : —

comment rentreraient-ils? On devait demander des « réformes indispensables au Pape » : que ferait-on si le Pape refusait ces réformes et si la Romagne refusait de se soumettre au Pape? La France, après avoir combattu pour l'indépendance italienne contre l'Autriche, ne pouvait pas renier les conséquences morales de son intervention et se mettre avec l'Autriche contre l'Italie..... Napoléon III était lié par ses œuvres, par ses connivences, par ses préférences intimes. L'Angleterre, cette Angleterre qui n'avait rien fait encore, selon le mot de Cavour, venait justement de passer par une crise qui avait renversé le ministère tory et amené au pouvoir les whigs, Palmerston, Russell. L'Angleterre, à défaut d'un secours matériel sur lequel on ne devait pas compter, pouvait aider plus activement de ses sympathies, de sa diplomatie; elle y était intéressée, ne fût-ce que pour étendre son influence au delà des Alpes et chercher son avantage dans l'organisation nouvelle de l'Italie. En réalité, tout restait plus que jamais en suspens.

Que sortirait-il de là? Le premier moment avait été à la confusion, au trouble, à l'irritation. Ce que n'avaient vu d'abord ni Napoléon III en improvisant une paix qu'il croyait nécessaire, ni les Italiens en subissant cette paix qu'ils croyaient mortelle, c'est que Vil-

lafranca, loin d'être un dénoûment, était à peine une halte entre la crise de la veille et la crise du lendemain; ce n'était qu'une trêve des armes à la faveur de laquelle se préparait une campagne italienne d'un nouveau genre, et Cavour lui-même allait pouvoir revenir sur la scène pour dégager des conséquences bien autrement imprévues de cette paix qu'il avait maudite.

CHAPITRE V.

LA CRISE DE L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA. CAVOUR ET LA CESSION DE LA SAVOIE.

Discours de Napoléon III à Saint-Cloud. — Explications et premières conséquences de la paix de Villafranca. — La France et l'Autriche. Le Piémont et le nouveau ministère. — Phase italienne. — Le mouvement annexioniste de l'Italie centrale. — Farini à Modène et à Bologne. — Ricasoli à Florence. — Portrait de Ricasoli. — La ligue militaire de l'Italie du centre. — Les envoyés toscans à Paris. — Politique officielle de la France. — Politique personnelle de l'Empereur. — Contradictions de la diplomatie française. — Négociations avec l'Angleterre. — Tactique de l'Empereur pour se dégager. — Nouveau coup de théâtre. — Changement de ministère à Paris. — Remplacement du comte Walewski par M. Thouvenel. — La brochure *le Pape et le Congrès.* — Changement de ministère à Turin. — Cavour rappelé au pouvoir. — Négociations avec l'Italie centrale et avec Paris. — Préparation du dénoûment. — Les annexions. — Cession de la Savoie et de Nice à la France. — L'opinion en Italie. — L'opinion en Europe. — Situation intérieure et extérieure. — Le traité du 24 mars 1860 devant le Parlement. — Discours de Cavour sur la politique italienne et sur l'alliance française. — Cavour à Pise et à Florence. — Conséquences des annexions et de la cession de la Savoie. — La politique de l'action. — La révolution en Sicile.

I

Le jour où Napoléon III, au lendemain de la campagne de 1859, recevait à Saint-Cloud sénateurs,

députés et conseillers d'État, aussi empressés à exalter sa modération qu'ils l'auraient été à célébrer sa résolution et son énergie, s'il eût continué la guerre, l'Empereur semblait saisir cette occasion de commenter et de préciser son œuvre de Villafranca.

C'était une scène étrange. Aux adulations des courtisans qui le comparaient à « Scipion » et ne parlaient que des « prodiges » d'une volonté maîtresse d'elle-même, l'Empereur répondait de l'accent agité d'un homme qui aurait eu à se défendre d'avoir déserté « par lassitude » la « noble cause qu'il avait voulu servir ». Il songeait peut-être à Cavour en avouant qu'il lui en avait coûté d'interrompre l'œuvre commencée, de « voir dans des cœurs honnêtes de nobles illusions, de patriotiques espérances s'évanouir ». Il invoquait l'intérêt de la France, près d'être compromis par l'extension d'une lutte qui, d'un instant à l'autre, pouvait être engagée sur le Rhin et sur l'Adige. « Dès que les destinées de mon pays ont pu être en péril, j'ai fait la paix », disait-il, et en expliquant pourquoi il s'était arrêté, il se plaisait à montrer les fruits de la victoire : l'influence des armes françaises attestée une fois de plus, le Piémont agrandi d'une opulente province, la nationalité italienne reconnue et organisée par une fédération, les

princes maintenus ou restaurés, « comprenant enfin le besoin impérieux de réformes salutaires ».

Ce n'était là par malheur qu'une vaine représentation de cour déguisant à peine la vérité des choses. Cette paix improvisée ou bâclée dans un petit village du Mincio, entre deux empereurs également émus des horreurs du champ de bataille, cette paix n'avait rien réglé ; elle mettait fin à la guerre sans doute, elle ne résolvait pas les problèmes déchaînés par la guerre. Elle laissait, à côté de la France et de l'Autriche réconciliées, le Piémont déçu et embarrassé de son rôle, les duchés du centre à demi émancipés et livrés à eux-mêmes, le sentiment national italien trompé et irrité, l'Europe étonnée et soupçonneuse devant l'énigme des entrevues impériales du Mincio.

Je veux préciser cette situation au lendemain du grand conflit interrompu. La France s'est crue intéressée à ne pas pousser plus loin la guerre ; l'Autriche, à son tour, s'est crue intéressée à payer d'une province une paix qui lui laisse la Vénétie avec l'espoir de la restauration de ses princes à Florence comme à Modène. Entre l'Autriche et la France déposant les armes, ce que Villafranca a ébauché, les négociations de Zurich vont l'achever. Les ques-

tions italiennes proprement dites, réorganisation, fédération, réformes, sont réservées à un congrès européen.

Tout semble décidé ou prévu; c'est au contraire plus que jamais le commencement de l'imprévu; les solutions ne sont qu'apparentes, et à côté de la politique de Villafranca, de Zurich, du congrès, de la diplomatie officielle, s'ouvre tout à coup une autre phase originale et saisissante, ce que j'appellerai la phase des Italiens eux-mêmes prenant la direction de leurs destinées, déjouant tous les calculs, se chargeant d'interpréter cette paix par laquelle on a cru enchaîner leurs espérances. Cavour disait : « La voie est coupée, nous en suivrons une autre. » Napoléon III, avant de quitter le Mincio, avait dit de son côté au roi Victor-Emmanuel cette parole étrange : « Nous allons voir maintenant ce que les Italiens sauront faire tout seuls. » C'est le secret de cette période qui commence au 11 juillet 1859, de cet autre drame diplomatique, national, qui s'engage aussitôt dans des conditions nouvelles et avec de nouveaux personnages, qui va se précipiter à travers les péripéties les plus inattendues, jusqu'à la crise définitive décidée encore une fois et denouée par le grand artiste de la révolution italienne.

II

Les combinaisons de Villafranca avaient l'inconvénient d'avoir été imaginées pour une autre situation et de ne plus répondre aux circonstances, de n'être désormais qu'un expédient insuffisant, contradictoire, dénué de force et de sanction.

Évidemment cette confédération par laquelle Napoléon III avait cru sauver une partie de son programme et surtout détourner les difficultés qu'il voyait poindre dans les légations déjà détachées du Saint-Siége, cette confédération eût été une précieuse conquête, une garantie — avant la guerre. Changez l'hypothèse : la confédération eût été encore possible, même avec les princes restaurés, si la guerre, au lieu de s'arrêter, eût été poussée jusqu'à l'Adriatique, jusqu'à l'indépendance complète par la disparition définitive de la domination étrangère ; alors la France aurait eu plus d'autorité pour la faire accepter, les Italiens auraient eu moins de raison de la refuser. Dans les termes où elle se présentait, avec l'Autriche toujours campée à Venise, maîtresse de positions formidables, dominant encore l'Italie par son

influence et ses alliances, la confédération était moins une promesse qu'une menace permanente ; elle laissait l'ennemi, c'est-à-dire la prépotence étrangère, dans la place.

C'était la paix, telle qu'elle avait été faite, qui ruinait d'avance l'idée de la confédération, ou, si l'on veut, c'était la confédération ainsi organisée qui compromettait d'avance la paix des deux empereurs. Autre contradiction. Les préliminaires du 11 juillet disaient : « Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène *rentrent* dans leurs États... » En même temps l'empereur Napoléon avait exclu l'intervention de la force dans les restaurations princières, il avait réservé les droits et la volonté des populations, de sorte que dans cette œuvre étrange, assez incohérente, les Italiens trouvaient à la fois un mécompte, un stimulant de défiance et un moyen facile d'échapper à la menace d'une combinaison décevante. Tout est là dès la première heure.

Un instant, à la vérité, l'incertitude est poignante et terrible. Cavour vient de s'effacer, paraissant emporter dans sa retraite la dernière chance de la politique nationale et l'esprit de direction. Le nouveau ministère piémontais de La Marmora, Ratazzi, Dabormida, se forme pour l'exécution de la paix, et il est

nécessairement obligé d'en faire son programme officiel. A Florence, à Modène, à Parme, à Bologne plus encore qu'à Turin et à Milan, l'acte de Villafranca éclate comme un coup de foudre qui semble livrer l'Italie centrale à l'alternative d'une soumission découragée ou des déchaînements mille fois plus périlleux d'une résistance révolutionnaire. Une hésitation, un faux mouvement, un désordre, peuvent tout perdre et engager les événements d'une manière irréparable.

Que faut-il pour changer la face des choses ? Il suffit de quelques hommes assez résolus pour ne point s'abandonner, assez fermes pour tout contenir, assez habiles pour saisir par une inspiration soudaine ce qu'ils peuvent trouver encore de ressources dans une situation si nouvelle. Au premier moment sans doute, le cabinet de Turin, ne fût-ce que pour rester en règle avec la diplomatie, ne peut éviter de dégager le Piémont des affaires de l'Italie centrale et d'abdiquer un protectorat ostensible en rappelant ses représentants, Farini, qui est à Modène, Boncompagni, qui est à Florence, Massimo d'Azeglio, qui est à Bologne; mais, aussitôt, le lien officiellement rompu se renoue moralement par le choix de ceux qui prennent le pouvoir. Farini ne cesse d'être le commissaire de Victor-Emmanuel que pour devenir le dictateur de Modène et de

Parme. A Florence, à la place de M. Boncompagni, le baron Ricasoli devient gouverneur de la Toscane. A Bologne, le chef du nouveau gouvernement est un homme peu connu jusque-là, le colonel Leonetto Cipriani, habilement choisi pour ses relations intimes avec les Napoléon.

A peine y a-t-il une transition d'apparence, et tous ces chefs, ces dictateurs improvisés, ne perdent pas une heure à s'entendre pour préparer l'évolution qu'ils méditent, pour tenter d'obtenir par la paix plus peut-être qu'ils n'auraient conquis par la guerre. Avant que le mois d'août soit écoulé, des assemblées sont réunies pour régulariser l'interrègne. Entre ces États abandonnés à leur propre sort, une ligue militaire se forme pour la défense commune. De Bologne, de Parme, surtout de Florence, partent en même temps des envoyés, le comte Linati, le marquis Lajatico, Bianchi, Ubaldino Peruzzi, Matteucci, qui vont à Turin, à Paris, à Londres plaider la cause nationale. En un mot, pendant que la diplomatie, qui se croit omnipotente, en est encore à ses combinaisons plus ou moins spécieuses, l'Italie centrale s'organise, se met en mouvement et marche à son but invariable.

Ce but, il est indiqué par les événements, par la nature même de cette situation extraordinaire. Puisque

l'Autriche, à peine diminuée d'une province, reste avec la puissance débordante de l'empire sur le Mincio et sur le Pô, il n'y a plus d'autre ressource que de rassembler le plus de forces italiennes qu'on pourra, de créer ce qu'on appelle le « royaume fort », de s'attacher coûte que coûte au Piémont.

La pensée de « l'annexion » domine tout, et par une combinaison étrange, ce qu'on a fait pour prévenir de plus grands changements, pour détourner ou suspendre le mouvement de fusion représenté par le protectorat piémontais, est précisément ce qui accélère le travail unitaire, ce qui pousse plus précipitamment vers le royaume subalpin les petits États du centre. « L'Autriche dans le quadrilatère, écrit familièrement d'Azeglio, c'est l'Italie à sa merci au premier jour. L'Italie ne voit que cela ; elle n'a plus qu'un désir, celui de constituer n'importe où et comment un groupe de provinces capable d'opposer une résistance sérieuse à une puissance qui n'a rien perdu de sa force et qui a redoublé de mauvais vouloir. Comment voulez-vous qu'on songe aux traditions historiques ou aux intérêts de clocher ? Sans la paix, ils auraient gardé quelque influence.. Dans la position actuelle, on ne songe qu'à créer des forces... — Voilà ce que le bon sens de l'Italie en-

tière a merveilleusement compris. De là cet élan unanime vers la Sardaigne ; de là l'abandon de toutes les traditions égoïstes, de tous les instincts les plus enracinés, les plus chers au municipalisme italien... »

Deux choses expliquent cette évolution soudaine : la nécessité nationale d'abord, puis l'influence de la politique piémontaise de dix ans, la propagande du courage, de l'honneur militaire, du patriotisme éprouvé, du régime constitutionnel, de la liberté régulière et bienfaisante. En d'autres termes, qu'on le remarque bien, même dans l'éclipse de l'homme, c'est encore la politique de Cavour qui triomphe et porte ses fruits : lorsqu'elle semble vaincue à Turin, elle se relève sous d'autres formes à Modène comme à Florence, avec Farini, Ricasoli, qui à leur tour entrent en scène, et si quelque chose peut prouver la maturité d'une révolution, c'est cette fortune de l'Italie trouvant à chaque heure décisive les ouvriers pour l'œuvre du moment.

III

Rien de plus dramatique et de plus singulier que cet épisode, cette lutte où pendant six mois l'instinct italien est aux prises avec toutes les difficultés inté-

rieures comme avec la diplomatie des plus grandes puissances, dont il finit par avoir raison.

Un de ces chefs de l'Italie centrale, Farini, était un médecin, Romagnol d'origine, Piémontais d'adoption, cœur chaud et dévoué, esprit brillant et instruit, qui avait écrit avec ses souvenirs une *Histoire des États romains*. Mêlé dans sa jeunesse aux mouvements libéraux de sa province natale, mais étranger aux sectes, il avait été tour à tour ministre du Pape avec l'infortuné Rossi en 1848, puis député et ministre à Turin avec Cavour, dont il partageait toutes les idées, dont il soutenait passionnément la politique. Représentant du roi Victor-Emmanuel à Modène pendant la guerre, il avait le mérite de ne point hésiter un instant. Au premier bruit de la négociation des empereurs, avant même de rien savoir, il avait télégraphié à Turin : « Ne me laissez pas sans instructions. Sachez bien que si, par suite de conventions à moi inconnues, le duc fait quelque tentative, je le traiterai en ennemi du Roi et de la patrie. Je ne me laisserai pas chasser d'ici, dût-il m'en coûter la vie. » Rappelé par le cabinet piémontais, il était resté à Modène chef acclamé d'un gouvernement provisoire, relevant tous les courages, lançant du haut du vieux palais d'Este ce mot significatif, que l'Italie n'avait pas « contre-signé la paix de Villa-

franca. » Avant de s'éloigner de Turin, Cavour avait eu le temps de lui écrire : « Le ministre est mort, l'ami applaudit à votre résolution. »

Farini avait probablement tout sauvé par cette initiative; il avait empêché une brusque restauration qu'aurait pu aisément tenter le duc réfugié au camp autrichien avec sa petite armée, de même que quelques troupes laissées par d'Azeglio en face des Marches empêchaient l'irruption des Suisses du Pape dans la Romagne. Le premier moment passé, Farini saisissait bientôt l'occasion d'aller plus loin, étendant sa dictature de Modène à Parme, puis à Bologne même, et formant une sorte d'État provisoire sous le vieux nom latin de l'Émilie. Il n'avait du reste qu'une pensée, dont il poursuivait fiévreusement la réalisation : préparer quand même, à tout prix, la fusion avec le Piémont. « Le coup est fait, écrivait-il le jour de son entrée à Bologne, il n'y a plus qu'un seul gouvernement. A l'année nouvelle, de Plaisance à la Cattolica, lois, règlements, les noms mêmes, tout sera piémontais. Je ferai fortifier Bologne; de bons soldats, de bons canons contre ceux qui voudront combattre l'annexion, voilà ma politique ! » C'était en effet toute sa politique. Farini eût peut-être encore échoué cependant, même avec sa réunion de l'Émilie, s'il n'y avait

eu dans un de ces États de l'Italie centrale, en Toscane, un autre chef imprimant au mouvement son énergique et fière originalité, le baron Bettino Ricasoli.

Celui-là a été réellement après Cavour ou avec Cavour, et dans un cadre précis, un des grands acteurs de la transformation italienne. Par lui la Toscane s'est engagée irrévocablement dans la voie de l'unification, et l'adhésion de la Toscane était bien plus décisive que celle des petits duchés. Le baron Bettino Ricasoli avait marqué un moment en 1848 dans les révolutions de son pays comme un des chefs du parti modéré. Il avait même été de ceux qui avaient rappelé le grand-duc réfugié à Gaëte, et qui avaient eu l'amertume de voir le prince se laisser ramener à Florence avec une escorte autrichienne; il avait aussitôt renvoyé tout ce qu'il avait de décorations grand-ducales, et il s'était retiré dans son beau domaine de Brolio, du côté de Sienne, se livrant aux expériences agricoles, mêlant dans sa vie indépendante les devoirs d'un patronage presque féodal, la culture de l'esprit, le goût des arts, restant toujours l'allié d'opinion de cette classe patricienne et libérale des Capponi, des Ridolfi, des Corsini, des Peruzzi. Comme bien d'autres, il avait suivi avec un intérêt croissant la politique piémontaise, et un des premiers, aux approches du conflit avec l'Autriche, il

avait donné le signal du réveil à Florence. Ministre de l'intérieur pendant la guerre, sous le protectorat piémontais représenté par M. Boncompagni, président du conseil à la paix de Villafranca, il n'avait désormais, comme son collègue de Modène, d'autre pensée que l'annexion, et nul certes ne pouvait mieux que lui donner un air de grandeur à cette abdication de l'autonomie toscane devant l'idée de la patrie italienne.

Il n'avait rien d'un politique ordinaire; il ressemblait à un personnage d'Holbein avec sa taille droite et roide, sa tenue sévère, sa dignité froide et néanmoins courtoise, sa mine haute et fine et son geste impérieux. C'était un Toscan de vieille race, continuant la tradition de ce Ricasoli d'autrefois, capitaine des guelfes dans les guerres de la Romagne, qui, voulant un jour obtenir un décret du « conseil des vingt-quatre » de Florence, mettait les conseillers sous clef et les affamait jusqu'à ce que le décret fût voté. Le baron de nos jours, sans affamer personne, avait la volonté de fer de son aïeul au service d'une idée moderne, d'un désir national dont il se faisait au pouvoir le représentant passionné et altier. C'est lui qui une nuit, au Palais-Vieux, disait à un de ses compatriotes partant pour la France : « Allez, dites à ces messieurs que j'ai douze siècles d'existence, que je suis le dernier de ma race,

et que je donnerai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour maintenir l'intégrité de mon programme politique. » Et ce qu'il disait, il l'exécutait à sa manière, non avec le génie large et souple d'un Cavour, mais avec la résolution d'un homme redouté pour son énergie, respecté pour son désintéressement et son patriotisme, imposant l'obéissance autour de lui. En voyant passer grave et imperturbable ce ministre, ce dictateur, qui, au lieu de demander des émoluments au trésor, donnait au contraire de sa fortune, qui travaillait depuis six heures du matin jusqu'après minuit, le peuple ne le payait pas en vaines acclamations qu'il eût dédaignées; il se sentait en sûreté sous un tel guide et avait pour lui cette considération que Royer-Collard mettait au-dessus de la popularité.

L'acte dont Ricasoli poursuivait l'accomplissement n'avait dans sa pensée rien de révolutionnaire; c'était un acte réfléchi de nécessité nationale qu'il prétendait pousser jusqu'au bout sans le laisser dévier, sans le laisser compromettre ou altérer par les intrigues des uns, par les agitations des autres. Le dictateur florentin n'ignorait pas qu'il vivait au milieu de dangers de toute sorte. Il avait compris surtout que la première condition de salut était un ordre intérieur strictement maintenu; il sentait que tout ce qui ressemblerait à un

désordre, tout ce qui tendrait à compliquer la question par des invasions révolutionnaires au delà de la frontière, serait un affaiblissement pour la cause nationale, un prétexte pour les fauteurs de restaurations ou pour les interventions étrangères, — et il ne voulait offrir aucun prétexte. Aussi se montrait-il inflexible contre toute velléité d'agitation ou de division. Mazzini s'était flatté de faire de la Toscane un centre d'opérations dont il serait le chef toujours invisible. Ricasoli lui faisait signifier, non sans une hautaine ironie, que, s'il le prenait, il l'empêcherait de nuire en le mettant « sous clef » dans son château de Brolio, — jusqu'à la constitution définitive de l'Italie. Les républicains étaient sévèrement consignés à la frontière. Guerrazzi lui-même, l'ancien président du ministère démocratique de 1848, ne pénétrait qu'avec peine en Toscane. Le brillant Montanelli, avec ses rêves de royaume d'Étrurie pour le prince Napoléon, n'était toléré que parce qu'on ne le craignait guère. Garibaldi, dont on avait accepté les services, à qui l'on avait confié le contingent toscan dans la ligue militaire formée pour la défense commune, Garibaldi n'échappait pas plus que les autres à l'autorité du terrible baron. Un moment, avec les soldats toscans et des volontaires romagnols, il voulait envahir les Marches, l'Ombrie; s'il l'avait

fait, c'était l'intervention immédiate de la France, on le savait à Florence aussi bien qu'à Turin. Ricasoli n'hésitait pas un instant à réprimer les velléités belliqueuses de Garibaldi, à couper court à des fantaisies de dictature militaire qui se manifestaient, et Garibaldi pliait, il se retirait en grondant, mais sans rien tenter, à Caprera. L'obstination de Ricasoli, secondée par des conseils venus de Turin, détournait peut-être un péril mortel.

En un mot, le redoutable Florentin entendait rester maître dans son domaine de l'Arno, qu'il ne voulait ni livrer à une dictature soldatesque, ni laisser envahir par les démagogues, ni même laisser absorber dans une fusion qu'on lui proposait avec Modène, Parme et les légations. Vainement en effet à un certain moment on essayait de l'attirer dans une sorte de ligue politique qui aurait complété la ligue militaire; vainement Farini et le marquis Pepoli s'efforçaient de lui démontrer l'avantage qu'il y aurait à réaliser une fusion partielle et temporaire, prélude de la réunion définitive au Piémont, — à se présenter devant l'Europe avec l'autorité d'un seul gouvernement, d'une même diplomatie parlant au nom de l'Italie centrale tout entière. Ricasoli déclinait absolument cette combinaison, et il la déclinait par une raison caractéristique. Il sou-

tenait qu'on allait offrir à l'Europe les « éléments tout prêts d'un royaume séparé », et d'un royaume séparé de l'Italie centrale, même avec les légations, il n'en voulait à aucun prix, pas plus avec un Napoléon ou tout autre prince nouveau qu'avec un duc lorrain.

L'annexion au Piémont restait son dernier mot, parce que l'annexion, c'était le « royaume fort » en face de l'Autriche, c'était l'Italie constituée, armée, et devant l'Italie seule il entendait abaisser la brillante couronne de l'indépendance toscane. Il se refusait à une combinaison qu'il croyait dangereuse, il ne marchait pas moins d'accord avec Farini, et c'est ainsi que pendant six mois, par l'œuvre de quelques hommes, l'Italie centrale offrait le spectacle de populations unies dans un même sentiment, disciplinées, résistant à tous les entraînements comme à toutes les provocations. Un seul crime, le meurtre du colonel Anviti, attristait Parme, et aussitôt éclatait une protestation universelle. « Si l'on m'avait annoncé il y a deux mois ce qui se passe maintenant, écrivait familièrement d'Azeglio, j'aurais ri au nez du prophète. Qui aurait cru possible de voir les Romagnols doux et sages, les Toscans énergiques et tous les clochers à l'esprit dix fois séculaire crouler avec un si parfait ensemble dans toutes les villes italiennes? »

IV

Il est vrai, même avec l'habile hardiesse des chefs et la docilité des populations, même avec tant de complicités intérieures conspirant ensemble, cette campagne de l'Italie centrale n'aurait pu aller jusqu'au bout, si elle n'avait eu pour elle la faveur des circonstances les plus inattendues, le trouble profond de l'Europe au lendemain de Villafranca. Les Italiens avaient l'avantage d'une idée fixe, d'une politique précise en face d'une diplomatie qui ne savait plus ce qu'elle voulait ou ce qu'elle pouvait, au milieu des incohérences et des contradictions de toutes les politiques. Leur génie était de rester maîtres d'eux-mêmes et de savoir profiter de tout dans un des plus curieux imbroglios où se soient agitées les affaires humaines, dans cette mêlée de six mois où l'Autriche, la France, l'Angleterre, le Piémont jouaient une si étrange partie, en ayant toujours l'air de préparer un congrès, — qui ne devait jamais se réunir!

L'Autriche, dans ces nouvelles péripéties du lendemain de la guerre, n'avait évidemment qu'un rôle et qu'un but. Réduite à céder une de ses plus brillantes

provinces, elle tenait à garder ce qui lui restait de domination, directement dans la Vénétie, indirectement par les restaurations qui lui avaient été promises dans les duchés. Elle se serait prêtée peut-être à quelques-unes des combinaisons proposées par la France pour une confédération dont Venise aurait fait partie ; avant tout elle demandait l'exécution des traités, elle s'attachait fiévreusement à ces restaurations dont on l'avait flattée, et elle ne cessait de rappeler à la France, comme au Piémont, que, si on ne lui donnait pas les restaurations, elle serait déliée d'un autre côté, même en Lombardie, des engagements de la paix.

A vrai dire, elle était dans son droit, elle avait pour elle la légalité diplomatique de Villafranca, de Zurich ; mais l'Autriche, moralement diminuée par la défaite, plus que jamais suspecte aux Italiens, à peu près abandonnée par ses alliés européens et assaillie par surcroît d'embarras intérieurs dans l'empire, l'Autriche était, en définitive, impuissante. Elle ne pouvait que se démener inutilement, avec une impatience mêlée d'amertume, devant ces révolutions de l'Italie centrale où elle n'avait plus la liberté d'intervenir par une pression de la force : elle ne pouvait pas passer le Pô. Elle n'avait plus d'autre ressource que d'opposer à chaque acte qui s'accomplissait une

série de vaines protestations dont on se jouait à Florence, et d'en appeler à l'Europe qui se taisait ou qui encourageait l'Italie. L'Autriche avait assez de se défendre dans cette situation, plus menacée que menaçante, d'une puissance réduite à une retraite désespérée, à peu près délaissée par tout le monde. La Russie l'abandonnait à son isolement. La Prusse, contre laquelle le cabinet de Vienne était plein de ressentiment, qu'il accusait de trahison, la Prusse commençait à réfléchir sur l'exemple des Italiens et ne sortait pas d'une certaine réserve. L'Angleterre allait bien plus loin. Par une évolution aussi étrange qu'inattendue, après avoir été l'alliée de l'Autriche jusqu'à la veille de la guerre, après avoir défendu jusqu'au bout les traités de 1815, l'Angleterre n'attendait que le lendemain de Villafranca pour passer tout à coup au camp italien ; elle prodiguait désormais à ses nouveaux clients les sympathies et les encouragements.

La politique anglaise n'était plus à ce moment aux mains des torys, de lord Derby et de lord Malmesbury ; elle venait de passer aux mains des whigs, de lord Palmerston, de lord John Russell, et l'Angleterre des whigs se montrait aussi chaleureuse pour l'indépendance italienne qu'elle avait été tiède jusque-là. Elle était peu favorable à une fédération qui offrait à ses

intérêts commerciaux moins de garantie qu'une simple extension du Piémont, le pays de la liberté économique. Elle n'avait naturellement rien à dire à des combinaisons qui démembreraient le pouvoir temporel du Pape. Elle était la première à défendre contre l'Autriche la liberté des Italiens du centre, le droit qu'ils avaient de disposer d'eux-mêmes, de se réunir au Piémont s'ils le voulaient. Elle se faisait la gardienne du principe de non-intervention, et la patronne des ambitions ou des espérances les plus étendues des Italiens.

Pas plus que les torys, les whigs n'entendaient assurément engager l'Angleterre par la promesse d'un secours armé ; ils promettaient du moins « tout l'appui moral possible », c'était le mot de lord Palmerston, et de Londres le représentant de la Sardaigne, le marquis Emmanuel d'Azeglio, pouvait écrire à Turin : « Les ministres anglais ont toujours soin d'ajouter, en parlant de l'annexion, qu'elle serait considérée par l'Angleterre comme l'arrangement préférable. L'Angleterre reconnaît à l'annexion le double avantage de nous rendre plus indépendants et de respecter les vœux des populations. » Les ministres de la Reine semblaient vouloir regagner le temps perdu en se montrant plus Italiens que les Français qui venaient de combattre pour l'Italie, en flattant, en aiguillonnant

la passion nationale au-delà des Alpes. Pourvu qu'on s'abstînt d'attaquer l'Autriche dans la Vénétie, on pouvait se permettre tout le reste à Florence comme dans les États du Pape !

Le mobile à peine déguisé de cette politique d'excitation était une défiance croissante à l'égard de l'Empereur, la crainte de voir la France remplacer l'Autriche en Italie, soit par une influence directement exercée, soit par quelque royaume à demi feudataire sous un Napoléon, et les ministres anglais croyaient neutraliser l'ascendant français en stimulant les annexions. Lord John Russell, comme chef du *Foreign-Office*, se livrait à cette propagande avec une candeur impétueuse qu'il a toujours eue, qui a plus d'une fois effrayé et embarrassé ses compagnons de pouvoir. Il ne s'apercevait pas qu'il s'exposait à plus d'une contradiction, qu'après avoir enflammé les Italiens il serait mal venu à vouloir les détourner de la guerre pour Venise, et qu'en favorisant l'extension du Piémont, il allait au-devant d'une éventualité qu'il redoutait, — cette cession de la Savoie à laquelle l'Empereur avait renoncé à Villafranca, mais que la création d'un puissant royaume de l'Italie du nord devait faire revivre. Les Italiens ne pouvaient s'y méprendre, et s'ils étaient assez habiles pour se servir de l'appui de

l'Angleterre, ils n'ignoraient pas que la question était pour eux moins à Londres qu'à Paris, dans le pays qui avait encore son armée campée en pleine Lombardie.

V

Ce que voulait réellement, ce que ferait la France, c'était là le point essentiel. Lord Palmerston prétendait qu'il y avait deux politiques à Paris, il n'avait pas eu de peine à pénétrer ce mystère. Depuis le premier jour, ces deux politiques existaient, se confondant ou se contrariant tour à tour : l'une avait triomphé par la guerre, par les proclamations excitatrices de Milan, l'autre avait triomphé par l'acte prématuré et incomplet de Villafranca ; maintenant les deux politiques se retrouvaient encore dans l'interprétation, dans l'exécution de la paix, et certes si les conditions de Villafranca avaient une chance d'être réalisées et maintenues jusqu'au bout dans leur intégrité, c'était par la présence au pouvoir, par l'action du ministre des affaires étrangères de France.

Le comte Walewski, homme parfaitement loyal, ne tenait pas seulement à faire honneur aux engagements pris avec l'Autriche ; il était lui-même par ses

opinions, par ses traditions et ses instincts, favorable à tout ce qui pouvait restreindre la révolution italienne, aux restaurations ducales, à la limitation de l'influence piémontaise. Il ne voulait à aucun prix de l'annexion, et il n'hésitait pas à faire sentir le poids de l'autorité impériale, de la diplomatie française à Turin comme à Florence, comme à Bologne. Dès les premiers instants, il avait expédié agents sur agents, M. de Reiset, le prince Poniatowski, autrefois ministre de Toscane à Paris, maintenant envoyé à Florence, pour proposer la restauration lorraine, et le comte Walewski se montrait aussi étonné qu'impatient des résistances que sa diplomatie rencontrait.

Il se faisait l'illusion de croire que ce qui se passait à Florence n'avait rien de sérieux, que ce n'était qu'une conspiration de parti « soudoyée par les Piémontais », une œuvre révolutionnaire « conduite avec fermeté et hardiesse par le baron Ricasoli ». Il ne parlait pas autrement que l'Autriche ! A Paris, dans ses entretiens avec les envoyés toscans, avec le marquis Lajatico, M. Ubaldino Peruzzi, M. Matteucci, le comte Walewski tenait le langage le plus acerbe, le plus menaçant. Le ministre français ne craignait pas de déclarer que les Toscans devaient « plier la tête »; il témoignait le regret qu'on eût laissé connaître aux

Italiens qu'il n'y aurait pas d'intervention armée. Entretiens pénibles d'où les envoyés toscans sortaient sans avoir « plié la tête ! » Un autre jour, le comte Walewski faisait venir le ministre de Sardaigne, et il lui disait : « Je n'entends pas ouvrir avec vous une discussion ; je veux simplement vous mettre au courant de l'état des choses et vous demander votre concours pour amener votre gouvernement à se mettre d'accord avec nous dans la question de l'Italie centrale. Il faut montrer à ces populations ce qu'a d'inévitable le retour du Pape dans les légations, des Lorrains à Florence, de François V à Modène. Si le Piémont nous prête la main, nous lui donnerons en compensation Parme et Plaisance ; s'il s'obstine dans les annexions, il suscitera à l'Europe de nouveaux malheurs, et il en portera la peine méritée... » Le ministre français agissait de toute façon, sur tous les points à la fois, pour assurer le succès de ses idées.

Oui, sans doute, c'était la politique du comte Walewski ; mais il y avait en même temps la politique de l'Empereur. Napoléon III avait beau faire, il ne pouvait se dérober à la responsabilité de ces mouvements italiens accomplis sur son passage, au bruit de ses acclamations retentissantes. Il avait dit aux Italiens de se lever, de s'organiser, de suivre le drapeau de Vic-

tor-Emmanuel, de disposer de leurs destinées : les Italiens s'étaient levés, ils disposaient d'eux-mêmes, ils agissaient « tout seuls, » —qu'avait-il à répondre ? Évidemment il croyait avoir fait beaucoup par la paix de Villafranca, il pensait du moins avoir assuré à l'Italie une mesure d'indépendance et de progrès compatible avec les circonstances, et une fois engagé, il ne pouvait désavouer aussitôt son œuvre. En apparence, il ne parlait pas autrement que son ministre des affaires étrangères. Lui aussi, dans ses relations avec la diplomatie, dans ses communications incessantes avec Victor-Emmanuel, dans ses conversations avec les délégués italiens qui venaient vers lui, il commençait par mettre hors de doute les obligations de Villafranca. Il se croyait d'autant plus tenu à une certaine ostentation de loyauté qu'il se sentait suspect et surveillé de toutes parts en Europe. Il portait la peine de sa réputation, à ce que disait le prince Napoléon.

L'Empereur cependant ne tardait pas à subir l'influence des événements ; un singulier travail semblait s'accomplir dans cet esprit dont personne n'avait jamais le dernier mot, et dans tous les cas le langage de Napoléon III, bien moins absolu que celui du comte Walewski, se prêtait à toutes les interprétations. Lorsqu'on essayait de sonder les intentions de l'Empereur

en lui demandant s'il s'intéressait à la restauration des princes dépossédés, il répondait qu'il n'avait « aucun intérêt personnel à désirer le rétablissement des ducs lorrains », et il ne parlait qu'avec un sourire d'incrédulité de la candidature du prince Napoléon à une couronne de l'Italie centrale. Lorsqu'on lui demandait si les engagements par lesquels il se déclarait lié n'avaient pas une limite, il répondait assez mélancoliquement que sans doute ils avaient une limite, — « la limite du possible. » Lorsqu'enfin on cherchait à savoir de lui jusqu'où pouvait aller la pression étrangère en faveur des restaurations dans les duchés, il n'hésitait pas à dire : « Aucune violence ne sera faite aux Italiens. » Et il faisait mieux, il déclarait au prince de Metternich, à Compiègne, que, si l'Autriche passait le Pô, ce serait la guerre immédiate avec la France.

Un jour, à l'occasion d'une démarche tentée auprès de lui à l'instigation de M. Peruzzi, il répondait : « M. Peruzzi me paraît être un homme sagace, il doit comprendre que, lorsqu'on me demande mes intentions au sujet de la Toscane, je ne puis dire que ce que j'ai dit ;... mais que les populations votent, et quand il sera démontré que les conventions de Villafranca ne peuvent être exécutées qu'au mépris des principes de

droit populaire de qui je tiens mon pouvoir, je pourrai changer d'avis [1]... »

C'était fort significatif. En invoquant toujours l'œuvre de Villafranca, l'Empereur l'abandonnait par degrés; il rouvrait lentement la porte à toutes les combinaisons possibles, même à celles qui impliquaient un démembrement de l'État pontifical, et ce qu'il ne pouvait pas dire, ses amis le disaient pour lui. Le docteur Conneau était parfois auprès des Toscans l'écho de ses pensées les plus intimes. A Londres, l'ambassadeur de

[1] Ces négociations des Italiens avec les Tuileries sont pleines de détails curieux, dont quelques-uns sont des traits de lumière aujourd'hui. M. Peruzzi, dans un des très-intéressants rapports de sa mission, racontait une conversation qu'il avait eue avec le prince Napoléon. L'envoyé toscan ne cachait pas que, si on les abandonnait, les Italiens pourraient bien jouer le tout pour le tout, qu'ils entraîneraient le Piémont, et qu'alors l'Empereur serait bien obligé de les soutenir. Le prince Napoléon répliquait : « *Vous serez bien avancés quand vous aurez été cause de la ruine de l'Empereur et de la venue des Prussiens à Paris !* » On répondait que l'Empereur s'exposerait bien plus sûrement à la ruine s'il abandonnait l'Italie, que la France, en présence d'une marche des Prussiens, renouvellerait les prodiges de 1792. « Le prince reprit alors, poursuit M. Peruzzi, qu'avant la guerre il espérait dans la guerre, parce qu'il croyait que l'Empereur serait un général et disposerait d'habiles généraux, mais qu'aujourd'hui il avait perdu ses illusions, que l'armée elle-même savait qu'elle n'avait ni un Empereur général, ni des généraux habiles parmi ceux qui la commandent. » Ces mots sont du mois d'octobre 1859. Je me bornerai à rappeler qu'alors comme toujours il y aurait eu des généraux courageux et habiles pour exécuter, s'il y avait eu un chef habile pour concevoir et pour commander.

France, M. de Persigny, ne se faisait faute de désavouer le langage du comte Walewski. C'était un confident dévoué de Napoléon III, ambassadeur auprès d'une des premières puissances de l'Europe, qui allait répétant partout que l'Empereur reconnaissait s'être trompé dans les affaires italiennes, qu'il n'insistait plus et qu'après tout il dépendait des Italiens, de leur résolution, de leur sagesse, d'échapper aux obligations de Villafranca. Avant qu'il fût longtemps le ministre sarde à Londres, le marquis Emmanuel d'Azeglio était en mesure d'écrire à Turin : « J'ai lu la lettre autographe de Napoléon remerciant le gouvernement anglais pour sa protestation contre l'intervention étrangère... Ici l'on pense que le langage officiel si différent de ce qui est dit dans cette lettre n'a d'autre objet que de maintenir l'Autriche tranquille. L'Empereur ajoute qu'il n'aura aucune peine de voir les événements donner tort à ses prévisions premières. Tous les hommes d'État d'ici, y compris l'ambassadeur français lui-même, sont d'avis qu'il nous faut marcher résolûment, promptement, mais prudemment, en prenant pour règle qu'en réalité à Paris on ne demande qu'à se laisser forcer la main... »

Au fond, dans les mystères de sa politique, Napoléon III avait une double pensée. Il ne demandait pas

mieux en effet que d'avoir la main forcée, comme on le disait, de pouvoir se dégager le mieux possible et de couvrir du nom de l'Angleterre vis-à-vis de l'Autriche l'inexécution des engagements de Villafranca et de Zurich. Qui avait eu le premier cette idée, de l'Angleterre ou de l'Empereur? Peu importe; lord Cowley avait été l'intermédiaire utile d'une négociation par laquelle les ministres de la reine Victoria se prêtaient à faciliter l'évolution, lente et obscure encore, du souverain français. Napoléon III avait une autre pensée dont il ne faisait pas confidence aux ministres anglais. En se préparant à tolérer l'abrogation tacite des traités qui le liaient à l'Autriche, il tenait à ne pas se dévoiler, à se réserver jusqu'au bout. Il voulait laisser aux Italiens, avec la liberté, la responsabilité de ce qu'ils allaient faire, de cette création d'un grand royaume, qu'il n'encourageait pas ostensiblement et dont il était décidé à demander le prix.

Et lui aussi, il s'abusait étrangement comme lord John Russell, comme lord Palmerston. Si les ministres anglais ne paraissaient pas s'apercevoir qu'en poussant aux annexions de l'Italie centrale ils allaient offrir à l'Empereur un prétexte de faire revivre ses prétentions sur la Savoie, l'Empereur, de son côté, ne voyait guère où le conduirait cette tentation qui

n'avait pourtant rien d'extraordinaire. Les uns et les autres semblaient se faire un jeu de débrouiller ou d'embrouiller l'écheveau en attendant qu'une main hardie vînt trancher le fil.

VI

Dans ce travail confus des politiques, le plus embarrassé était encore le Piémont, placé entre toutes les influences, tour à tour attiré ou retenu par l'Italie et par l'Europe. Que le Piemont fût en connivence avec l'Italie, ce n'était point un mystère. Il la soutenait dans ses efforts, il la couvrait souvent de sa diplomatie, il lui prêtait ses officiers, il était en un mot pour elle le point de ralliement, un centre irrésistible d'action. Le Piémont ne se sentait pas moins obligé de maintenir officiellement une certaine distinction d'intérêts et de situations. Il avait des ennemis dangereux aux frontières, une armée française en Lombardie, des négociateurs à Zurich, des difficultés partout. Il était enchaîné par tous les liens d'un état régulier. Le Piémont ne pouvait ni braver ouvertement l'Autriche, qui après tout se bornait à réclamer l'exécution de la paix, ni se dérober aux pressions de la

France dont les soldats campés à Milan lui servaient de protection, et le plus souvent au contraire il avait à concerter sa politique, même son langage, avec Paris. Le roi devait consulter sans cesse l'Empereur, à qui il envoyait tantôt le général Dabormida, tantôt le comte Arese, ce loyal gentilhomme milanais toujours bien venu aux Tuileries, et Victor Emmanuel, en recevant les députations qui allaient lui offrir la couronne, ne pouvait que leur promettre de défendre leurs droits, de patronner leurs vœux, sans oser ou sans pouvoir encore accepter d'être leur souverain. Le Piémont enfin se trouvait dans cette condition singulière d'un pays réduit à reculer devant ce qu'il désire le plus et à paraître repousser ceux qui s'offrent à lui.

Le problème pour les Italiens du centre était de passer à travers toutes ces difficultés de la situation la plus compliquée, ayant tout à la fois affaire au Piémont, à la France, à l'Angleterre, à l'Europe. Ils avaient compris qu'en maintenant l'ordre, en accomplissant une révolution nationale de la façon la moins révolutionnaire possible, ils auraient raison de tout, et que l'essentiel pour eux était de durer, de marcher. A l'acte de Villafranca, ils avaient répondu par les assemblées qui avaient proclamé la déchéance des an-

ciens princes et proclamé le principe de l'annexion. Au traité de Zurich, ils avaient répondu par le vote de la régence du prince de Carignan, que la diplomatie atténuait et qui ne restait pas moins un pas décisif de plus. Aux hostilités et aux défiances, ils répondaient chaque jour par le calme, par l'opiniâtreté de leurs vœux. C'était le miracle de la politique des Ricasoli, des Farini. Maintenant les complications arrivaient à un point où il fallait en finir, où une solution devenait nécessaire pour tout le monde. Les provinces de l'Italie centrale avaient tenu six mois sans se laisser ébranler, sans se démentir un seul jour, alles avaient assez d'un périlleux provisoire. Le Piémont ne pouvait aller plus loin avec un ministère dictatorial, — celui du lendemain de Villafranca, — qui ne semblait plus de force à dominer les embarras du moment et qui commençait à devenir impopulaire pour ses indécisions aussi bien que pour ses lois d'assimilation de la Lombardie. L'Europe elle-même touchait à un congrès qu'elle redoutait en paraissant l'appeler, et où allait vraisemblablement éclater l'impuissance des gouvernements dans la confusion universelle.

De toute façon, les circonstances pressaient, lorsqu'un double coup de théâtre venait changer brusque-

ment la face des choses et décider la situation. A Paris, l'empereur Napoléon III sortait du nuage de ses négociations avec l'Angleterre pour en finir à sa manière. Par une lettre du 31 décembre 1859, il proposait au pape Pie IX une combinaison qui plaçait les légations sous le vicariat du roi Victor-Emmanuel et qui avait certes peu de chances d'obtenir la sanction du chef de l'Église. Par une brochure, — *le Pape et le Congrès*, — aussi retentissante que celle de l'hiver de 1859 et destinée au même succès, il achevait de rendre le congrès impossible. Par le remplacement du comte Walewski au ministère des affaires étrangères, il signait l'acte de décès de la politique de Villafranca, de la diplomatie hostile à l'Italie, et c'était un homme jeune encore ,aussi habile que résolu, M. Thouvenel, qui revenait de son ambassade de Constantinople pour prendre en main la nouvelle politique de la France.

D'un autre côté, à Turin, Cavour revenait aux affaires, il remontait sur la scène comme le seul homme capable de tenir tête à toutes les difficultés, de remettre le Piémont et l'Italie en marche. L'Empereur changeant de politique à Paris et Cavour ministre à Turin, c'était peut-être le commencement de la fin, e dans tous les cas c'était la période de l'action qui se rouvrait. Ce jour-là M. Guizot, juge illustre des for-

tunes du temps, pouvait dire : « Deux hommes se partagent en ce moment-ci l'attention de l'Europe : l'empereur Napoléon et M. de Cavour. La partie est engagée, je parie pour M. de Cavour. »

VII

La force des événements ramenait ainsi le premier des Piémontais après le Roi, le comte de Cavour, à la direction de ce mouvement italien qu'il avait laissé interrompu au lendemain de Villafranca, qu'il avait cru au moins compromis, et qu'il retrouvait agrandi, fortifié, pénétré en quelque sorte de son esprit. A vrai dire, ces six mois qui venaient de s'écouler n'avaient été perdus ni pour lui ni pour l'Italie ; ils n'avaient fait que mûrir la situation du pays, et préparer pour l'homme un retour plus décisif en le laissant momentanément en dehors de la politique officielle, en lui permettant de réserver sa liberté et la vigueur retrempée de son esprit pour l'heure opportune.

S'il avait emporté dans sa retraite du mois de juillet, dans son voyage en Suisse, un sentiment de déception et d'amertume, il n'avait pas tardé à rentrer en Piémont complétement changé, plein de feu et de con-

fiance. Sa position n'était pas trop facile vis-à-vis d'un ministère à qui les circonstances faisaient une vie laborieuse, qu'il pouvait également embarrasser par ses interventions ou par son abstention. Il ne voulait créer aucun ennui à ce ministère de bonne volonté et de nécessité, et de Pressinge il s'était hâté d'écrire à son ami Castelli : « Saluez Rattazzi, assurez-le de mon concours en tout et pour tout. Je ne ressens de curiosité d'aucune espèce à l'égard des secrets de sa politique. Par choix, je veux plutôt rester tout à fait étranger aux affaires du jour. Toutefois, si Rattazzi jugeait utile un conseil de ma part, je suis toujours prêt à le donner avec franchise... » Et quelques jours après : « Je reprendrai le chemin de Turin pour aller dans un coin donner des conseils, si l'on m'en demande, et me tenir bien tranquille si l'on n'a pas besoin de moi. »

Il ne restait pas moins un personnage embarrassant, et il le sentait lui-même lorsque, quelques semaines plus tard, il écrivait d'une plume libre et légère à madame de Circourt : « Vous serez peut-être étonnée de me voir dans un état d'incertitude complète, car d'ordinaire je n'hésite guère. Cet étonnement cessera si vous réfléchissez à la position où je me trouve. Ma présence à Turin n'est utile à personne, et elle est gê-

nante pour beaucoup de monde. Bien que très-disposé à appuyer le ministère, composé d'hommes loyaux et animés des meilleures intentions, je ne puis me remuer sans l'ébranler. D'autre part, je lui nuirais si je persistais à demeurer caché dans mes rizières. On dirait que je boude, et cela me rendrait ridicule. Il me reste la ressource de voyager; mais où aller? La politique m'interdit l'Italie, les convenances m'interdisent la France et l'Angleterre. Je n'ai pas le courage d'affronter l'atmosphère froide et lourde des métropoles de l'Allemagne, et je souffre trop du mal de mer pour être tenté par un voyage transatlantique. Je suis donc réduit à chercher ce que je dois faire sans trouver une solution. Il est probable que, faute d'un bon parti à prendre, je n'en prendrai aucun, et que je me laisserai guider par le hasard... » Voilà un homme bien embarrassé! mais Cavour était de ceux qui ont des intelligences avec le hasard, et cette fois le hasard avait décidé qu'il resterait dans son Piémont, tantôt à Turin, tantôt à Leri, toujours prêt, à la disposition des événements et de son pays.

Cavour aurait eu beau faire, il ne pouvait pas cesser d'être pour tous le premier guide de l'Italie et de s'intéresser à l'œuvre commune. Il n'était plus ministre, et la manière même dont il avait cessé de l'être n'avait

fait que grandir sa popularité en l'identifiant avec une crise nationale. De tous les côtés de l'Italie, on le consultait. A Leri ou à Turin, il recevait plus que jamais toute sorte de visites d'Italiens ou d'étrangers, un jour lord Clanricarde, — « qui a voulu absolument venir, » — un autre jour la députation de Parme, dont faisait partie Verdi, ou la députation toscane qui venait offrir la couronne au roi Victor-Emmanuel. Ce qui se passait à Florence, à Bologne, à Modène, avait ranimé toute son ardeur et ses espérances. Sans être au pouvoir, il restait au centre du mouvement, cordial avec tous, conseillant la prudence ou la hardiesse, suggérant un expédient, s'inquiétant surtout de l'honneur de cette révolution qui s'accomplissait. Au premier bruit du meurtre du colonel Anviti à Parme, il s'était hâté d'écrire au comte Bardesono dont Farini avait fait un ministre : « Je ne doute pas que vous saurez remplir vos nouveaux devoirs comme ceux que vous avez remplis jusqu'ici, et si le peuple de Modène s'abandonnait à des excès semblables à ceux qui sont arrivés à Parme, vous saurez vous faire tuer pour empêcher que la cause italienne soit déshonorée par des actes du plus sauvage vandalisme... Dites à Farini que, s'il ne montre pas la plus extrême énergie contre les assassins de Parme, la cause de l'Italie court les plus grands

dangers... » Aux Toscans, il disait : « Agissez vite, faites un gouvernement libéral, résolu à résister soit aux pressions diplomatiques, soit aux assauts armés... Si la Toscane maintient l'esprit national, elle peut sauver tout... »

Après avoir maudit la paix de Villafranca, il en parlait avec une exaltation qui aurait pu passer pour de l'ironie, tant le commentaire démentait la pensée première de l'œuvre, et il n'allait pas tarder à écrire au prince Napoléon : « Les conséquences de la paix de Villafranca se sont développées admirablement. La campagne militaire et politique qui a suivi ce traité a été plus avantageuse à l'Italie que la campagne militaire qui l'a précédée. Elle crée pour l'empereur Napoléon III des titres à la reconnaissance des Italiens plus grands que les batailles de Magenta et de Solferino. Que de fois, dans la solitude de Leri, ne me suis-je pas écrié : Bénie soit la paix de Villafranca ! » Plus ces conséquences, si peu prévues par l'auteur du traité, se développaient, plus Cavour se passionnait et se préoccupait de les assurer. De jour en jour, il se mêlait plus vivement à l'action; par tous les côtés, il rentrait dans les affaires, même dans les affaires officielles, et naturellement une heure venait où il ne fallait qu'une

occasion pour refaire de lui le ministre nécessaire d'une situation nouvelle.

Tout le ramenait au pouvoir, deux choses lui en facilitaient l'accès. Il est bien certain que, dans le premier moment, la paix, telle qu'elle venait d'être conclue, avait créé entre l'Empereur et le comte de Cavour des rapports difficiles. Napoléon III n'avait pas ignoré les éclats de la colère du ministre piémontais, il avait cherché à les adoucir; au fond, il n'avait aucune amertume contre celui qui avait été son confident à Plombières, et si l'ancienne intimité avait subi une épreuve, elle n'avait disparu qu'à demi. Cavour était assez habile pour ne pas se brouiller avec l'Empereur, qui, de son côté, retrouvait promptement son goût pour ce génie facile et plein de ressources. Napoléon III songeait si peu à l'exclure du pouvoir, qu'il n'avait pas hésité, au moment où le congrès devait se réunir, à le demander au roi Victor-Emmanuel comme plénipotentiaire. Cavour avait accepté, et il écrivait avec sa bonne humeur habituelle à un ami : « Si vous faites cet hiver une course à Paris, vous me trouverez à l'hôtel de Bristol. J'ai pris l'appartement qu'occupait le comte Buol en 1856, toujours pour envahir le territoire autrichien... » La disparition du comte Wa-

lewski, les dispositions personnelles de l'Empereur tranchaient la difficulté pour Cavour à Paris, et à Turin même tout se réunissait pour le rappeler au gouvernement.

Le ministère qui existait depuis six mois, qui avait certes fait œuvre de dévouement en acceptant la mission de conduire la politique piémontaise dans une crise de transition ingrate, ce ministère pliait sous le poids des circonstances; il ne répondait plus aux nécessités du moment. La Marmora restait l'organisateur vigilant et actif de l'armée nouvelle; c'était toujours son rôle depuis dix ans. Le cabinet, dans sa direction diplomatique et intérieure, avait toutes les allures d'un pouvoir honnête, bien intentionné et médiocre. Il hésitait à prendre un parti décisif sur l'Italie centrale, qui le pressait; il multipliait les lois d'assimilation qui froissaient les Lombards sans contenter les Piémontais; il ne se hâtait pas de réunir le Parlement, gardant au delà de la guerre les pleins pouvoirs votés pour la guerre et prolongeant par indécision une dictature dont il était le premier embarrassé. Rattazzi lui-même, bien que préoccupé de se créer un parti, une politique, n'avait pas l'ampleur d'un ministre dirigeant, et cette insuffisance, qui laissait les esprits flottants, provoquait des malaises, des

scissions pénibles. Bref, de jour en jour, les affaires semblaient se nouer et appeler une main plus vigoureuse. Cavour, après avoir soutenu le ministère, ne pouvait fermer les yeux sur les dangers d'une situation que les incertitudes devaient compromettre. Admis plusieurs fois dans les conseils, il voyait qu'il fallait en finir, et, au dernier instant, un dissentiment avec le ministère au sujet de la réunion du Parlement suffisait pour donner le signal de l'évolution. Peut-être Cavour mettait-il dans tout cela une certaine impétuosité qui ne ménageait pas toujours l'amour-propre d'anciens collègues. Il cédait à cette « impatience de ressaisir le pouvoir » dont parle un de ses plus fidèles et de ses plus intelligents collaborateurs, M. Artom, à cette « surexcitation joyeuse » que lui donnait la vue des « horizons nouveaux rouverts devant lui. » Il se sentait nécessaire, et de toutes parts aussi, en Italie comme en Europe, on le sentait nécessaire. Dès le mois d'octobre, le marquis Lajatico avait écrit de Londres : « Aujourd'hui il nous faut Cavour ministre ! » A la fin de 1859, lord John Russell le désignait en quelque sorte au pouvoir en lui témoignant le désir d'avoir avec lui une conférence, et lorsque tout était fait, aux premiers jours de 1860, Massimo d'Azeglio écrivait : « Mainte-

nant nous allons marcher, j'en ai la conviction; une main ferme reprend le gouvernail. »

VIII

Que se proposait-il donc en revenant ainsi, porté en quelque sorte par un reflux des événements, par le courant de l'opinion intérieure et extérieure? Il n'était pas de ceux qui ont la passion du pouvoir pour n'en rien faire. Évidemment Cavour avait, comme toujours, une pensée nette et arrêtée, une politique puisée dans la situation même et adaptée à cette situation.

Ce qu'il voulait d'abord, c'était la réunion du Parlement le plus tôt possible. Vainement on lui opposait des difficultés de législation, des formalités de bureaucratie, toutes les complications d'un recensement électoral dans les provinces nouvelles : il mettait au-dessus de tout la nécessité d'associer le pays aux résolutions qu'on pouvait avoir encore à prendre. Il y voyait un droit pour le pays, il y trouvait pour lui une force et une garantie. Il savait bien au besoin prendre toutes les responsabilités, il ne voulait pas à un moment si décisif séparer plus longtemps la révo-

lution nationale qui s'accomplissait des institutions libres. Ce qu'il voulait encore et surtout, c'était décider sans plus de retard l'annexion des provinces de l'Italie centrale. Qu'il y eût à compter avec Paris, que l'Empereur, redevenu assez impénétrable après ses récents coups de théâtre, ne fût pas à bout de combinaisons, de conditions et de réserves, le chef du cabinet piémontais connaissait l'homme, il savait lire dans sa pensée et traiter avec lui. « Nous devons, disait-il à un confident, user avec la France et l'Angleterre de tous les ménagements compatibles avec notre dignité et avec le succès définitif de nos vœux... Je ne m'attends pas que l'Empereur se prononce en notre faveur sur l'annexion. Je crois même qu'il ne voudra pas le faire, et vraiment ses engagements de Villafranca ne le lui rendent pas possible; mais je crois nécessaire de m'assurer qu'il ne nous fera pas une opposition trop décidée. Nous devons l'étudier, tenter son esprit, observer l'attitude qu'il prendra à notre égard, à chaque pas que nous ferons... Dans tous les cas, j'entends admettre les députés de l'Italie centrale au Parlement. » Au fond, Cavour comptait sur le respect à demi superstitieux, plus ou moins sincère, de Napoléon III pour le droit populaire, pour la volonté nationale. Et puis il avait en réserve un

autre moyen auprès de l'Empereur, — la Savoie, — dont on n'avait plus parlé depuis Villafranca, qui redevenait un élément décisif de négociation dans l'intérêt italien. Le mérite de Cavour était de voir une nécessité et de l'accepter sans hésitation, de saisir d'un coup d'œil la connexité des affaires de l'Italie centrale et de la cession de la Savoie. « Le nœud de la question, écrivait-il au comte Pepoli, me paraît être, non plus dans la Romagne et en Toscane, mais en Savoie. Bien que je n'aie reçu de Paris aucune communication sur ce point,... j'ai vu que nous faisions fausse route et j'ai pris une autre direction. » En réalité, cette pensée du sacrifice de la Savoie, Cavour la portait au pouvoir : elle était une partie de son programme, ou ce qu'on allait bientôt appeler « un incident de sa politique. »

Une question singulière s'est élevée quelquefois depuis. Qui avait eu la principale part dans cette négociation, de M. le baron de Talleyrand, qui venait de remplacer auprès du roi Victor-Emmanuel le prince de la Tour d'Auvergne, ou de M. Benedetti, qui était alors directeur politique au ministère des Affaires étrangères et qui partait subitement pour Turin comme plénipotentiaire? M. Benedetti a écrit : « En 1860, j'ai soudainement reçu l'ordre de me

rendre à Turin pour hâter la réunion à la France de la Savoie et de Nice, — réunion qui rencontrait des obstacles inattendus... Parti de Paris le 20 mars, je signai le 24 le traité de cession. » Je ne veux pas diminuer le mérite de nos diplomates. Le fait est que pour cette fois ils n'avaient rien à conquérir, par cette raison bien simple que la question était tranchée d'avance, et Cavour n'avait été nullement pris au dépourvu, lorsque, même avant l'arrivée de M. Benedetti, M. de Talleyrand avait eu la mission d'aller parler officiellement de la Savoie. C'était à Milan, pendant les fêtes de l'hiver de 1860, dans cette lune de miel de l'indépendance. M. le baron de Talleyrand recevait de Paris une dépêche qui le chargeait d'annoncer à Cavour tout à la fois les désirs du gouvernement impérial au sujet de la Savoie et le rappel de l'armée française de Lombardie. Cette double communication signifiait à peu près ceci : Vous allez annexer la Toscane, vous en courez les risques, vous en prenez la responsabilité, nous dégageons la nôtre en rappelant notre armée de Lombardie. Nous ne vous conseillons pas cette annexion ; mais comme, après tout, nous la tenons pour faite, nous vous demandons le prix qui nous est dû. — Cavour ne s'y trompait pas, il n'était surpris que du brusque rappel de l'armée, et il répon-

dait en souriant : « Si les Anglais avaient occupé Gênes dans les mêmes conditions que vous occupez Milan, croyez-vous qu'ils se fussent hâtés comme vous d'abandonner l'Italie? Enfin, tout est pour le mieux ; nous accepterons cette décision de l'Empereur avec plus de plaisir que la seconde partie de votre dépêche. L'Empereur tient donc beaucoup à la Savoie et à cette malheureuse ville de Nice ! »

Que le premier ministre du roi Victor-Emmanuel se fût bien dispensé de céder la Savoie, et encore plus la « malheureuse ville de Nice ; » qu'il ne se crût pas obligé d'aller au-devant du sacrifice, qu'il opposât même dans les détails d'une négociation quelques-unes de ces résistances qui sont pour l'honneur des armes diplomatiques, — eh ! sans doute. S'il avait pu tout garder et ne rien donner, il l'aurait fait. Si, après avoir échappé à la nécessité une première fois au lendemain de Villafranca, il avait pu l'éluder encore, il n'y aurait pas manqué ! Il n'avait pas pris son parti sans chagrin, il l'avait pris un peu comme le Roi, disant avec finesse, avec un secret serrement, « qu'après avoir donné la fille on pouvait donner le berceau. » Un des témoins les plus assidus de ses délibérations intimes, M. Artom, a raconté que « cet acte fut le seul de sa vie politique où il n'apporta pas cette sorte de

sérénité héroïque qu'il déployait dans les situations les plus graves. » Bien que depuis dix ans il eût plus d'une fois trouvé la Savoie hostile à sa politique, il aimait ce pays, qui était pour lui comme une patrie, qui avait donné son vieux nom à la dynastie nationale dont il était le porte-drapeau. Il ne se défendait pas de ces souvenirs au milieu même de ses résolutions, et il pensait ce que d'Azeglio exprimait en écrivant à un Français de ses amis : « Vous sentez qu'il serait indécent de notre part de nous montrer indifférents à une séparation qui nous fait dire adieu à des frères d'armes de huit siècles. Mon sentiment personnel, — partagé, je crois, par tout le monde, — est d'éprouver un sincère regret de nous séparer d'une population qui a des qualités éminentes et rares, contre-balancées par des défauts insignifiants, qui nous a toujours fidèlement suivis dans toutes nos luttes italiennes, qui a rempli nos armées, nos administrations, notre diplomatie d'hommes dévoués, instruits et énergiques. Après cela, nous ne pouvons pas être pour les nationalités en deçà des Alpes et leur adversaire au delà. Une fois que les Savoisiens auront dit : Nous nous annexons à la France ! ce sera comme un père qui marie sa fille selon ses désirs, l'embrasse le cœur serré, lui souhaite toute sorte de bonheur et lui dit adieu. »

Comme d'Azeglio, Cavour ne disait adieu à la Savoie qu'avec un serrement intérieur ; mais ce n'était pas pour lui une affaire de sentiment. Il avait pris sa décision en politique, pesant ce qu'il faisait, tranchant résolûment « le nœud de la question, » comme il le disait, et surtout voyant plus clair et plus loin que ceux-là mêmes qui allaient lui demander une cession par laquelle il prétendait conquérir sa liberté. Si les plénipotentiaires français étaient tentés de s'exagérer leur victoire, ils auraient pu être détrompés au moment où l'acte devenait irrévocable. Cavour se promenait pensif et grave dans son cabinet, il ne se frottait pas les mains cette fois en entendant la lecture du traité déjà préparé. Il signait en silence, et retrouvant aussitôt sa bonne humeur, il s'approchait de M. de Talleyrand, à qui il disait, avec un sourire significatif : « Maintenant vous voilà nos complices ! »

Cavour, en mesurant d'avance toute la portée de l'acte décidé dès le premier jour dans son esprit, n'ignorait pas que cette question de Savoie allait soulever des orages et lui créer toute sorte de difficultés extérieures ou intérieures. Il avait tout accepté, même la chance de la mauvaise humeur de l'Angleterre, qui ne tardait pas en effet à s'émouvoir. Un moment rassurée après la paix par les déclarations du comte Wa-

lewski, l'Angleterre retrouvait tous ses ombrages aux premiers bruits d'une négociation nouvelle, et aussitôt elle se mettait à harceler Cavour. Elle le faisait assaillir de questions, de plaintes, d'observations. Lord John Russell prenait sa meilleure plume pour écrire à sir James Hudson : « En parlant au comte de Cavour du bruit relatif à l'annexion de la Savoie, vous ne lui dissimulerez pas que ce serait imprimer une tache à l'écusson de Savoie que de céder à la France le berceau de la famille illustre qui règne en Sardaigne... » Cavour, tout libre qu'il fût avec son ami sir James Hudson, ne laissait pas d'être parfois un peu embarrassé, et je ne sais vraiment s'il ne se tirait pas un peu d'affaire comme ce ministre piémontais du dix-huitième siècle, le marquis d'Orméa, qui, dans une situation semblable, pressé de déclarer si la Sardaigne avait un traité avec la France et avec l'Espagne, demandait qu'on lui mît la question par écrit. « Est-il vrai que le roi de Sardaigne ait contracté une alliance avec la France et l'Espagne? » Le marquis d'Orméa écrivait bravement au bas : « *Cette alliance* n'existe pas. » Il n'y avait en effet de traité qu'avec la France!

Cavour agissait un peu de même. A toutes les questions dont on le pressait, il répondait que « le gouvernement sarde n'avait pas la moindre intention de

céder, d'échanger ou de vendre la Savoie. » Il ajoutait, il est vrai, que, « si le peuple de ce pays avait quelque proposition à faire pour l'amélioration de son sort, la proposition serait examinée par la voie parlementaire, et qu'il y serait fait droit de la manière que le Parlement en déciderait... » Sir James Hudson savait bien ce que cela voulait dire.

La meilleure manière qu'eût Cavour de se débarrasser de l'Angleterre était encore de la renvoyer à la France, et c'est ici que l'Angleterre voyait tourner contre elle les efforts qu'elle poursuivait plus que jamais en ce moment même en faveur des annexions de l'Italie centrale. Elle hâtait précisément ce qu'elle savait être le prétexte des revendications de la France sur les Alpes. Elle se prenait dans ses propres filets. Lord Cowley disait à M. Thouvenel que, « selon l'opinion du gouvernement anglais, l'annexion de la Savoie à la France était une question européenne, » et M. Thouvenel répliquait : « Oui, si l'Angleterre veut accepter la proposition que l'annexion de la Toscane à la Sardaigne ne s'accomplira pas sans la coopération et l'assentiment des grandes puissances, nous accepterons la même condition pour la Savoie. » Vainement le ministère anglais promenait partout ses protestations. Lorsqu'il s'adres-

sait à Vienne, l'Autriche lui répondait ironiquement que l'annexion de la Savoie n'avait rien de plus extraordinaire que celle de la Toscane. Lorsqu'il se tournait vers Saint-Pétersbourg, la Russie lui répondait qu'elle ne voyait dans la cession de la Savoie qu'une transaction régulière. Et l'empereur Napoléon III saisissait cette occasion pour accorder à la mauvaise humeur plus retentissante qu'efficace de l'Angleterre l'opulent dédommagement du traité de liberté commerciale du 23 janvier 1860 ! Ceci simplifiait singulièrement la position diplomatique du gouvernement piémontais vis-à-vis de l'Angleterre aussi bien que vis-à-vis de la Suisse, qui restait seule à réclamer pour une portion de la Savoie neutralisée par les traités de 1815.

Les difficultés intérieures qui pouvaient se rencontrer, qui étaient inévitables, Cavour les avait sûrement aussi prévues. Il n'ignorait pas que la renonciation à deux anciennes provinces pouvait provoquer dans le vieux Piémont et même dans d'autres régions de l'Italie une certaine émotion. Il savait dans tous les cas qu'elle deviendrait un prétexte pour les partis hostiles, pour les agitateurs mazziniens, pour les oppositions de toutes sortes intéressées à se faire une arme de tout. Si la Savoie eût été seule en jeu, peut-être la

question aurait-elle soulevé moins de passions; mais Nice ne cessait d'être revendiquée par le parti italien, tout au moins par la fraction la plus exaltée du parti, et, par une fatalité de plus, Nice se trouvait être la patrie d'un chef populaire, de Garibaldi, chez qui l'abandon de sa ville natale allait provoquer un ressentiment profond, amer, contre celui qui, selon son langage, le « faisait étranger dans sa patrie. » Pour les Italiens, Cavour aurait livré un fragment de la terre nationale; pour les Piémontais de vieille tradition, il aurait sacrifié la partie la plus vigoureuse et la plus solide de l'État; pour tous, il aurait payé d'un prix démesuré, d'une concession presque humiliante, une alliance équivoque!

Cavour savait à quoi il s'exposait; mais il ne s'était arrêté ni devant les difficultés intérieures, ni devant les difficultés diplomatiques. Il avait tout mûri et tout accepté, prêt à porter devant le Parlement la responsabilité d'un acte où il voyait un gage de politique nationale, — et d'abord la condition première de la réunion des provinces de l'Italie centrale.

IX

C'est au 20 janvier 1860 que Cavour avait repris le pouvoir, et, à dater de ce moment, il se mettait à l'œuvre, poursuivant d'un côté l'annexion de l'Italie centrale, de l'autre les négociations avec Londres et Paris, se servant de l'Angleterre en dépit de sa mauvaise humeur, désintéressant la France par la cession de la Savoie, et triomphant des dernières résistances de Napoléon III par un plébiscite dans la Toscane et dans l'Émilie. Désormais tout se hâtait. Le 11 mars, le vote avait lieu dans les provinces du centre; le 18, un décret consacrait le résultat en prononçant l'annexion définitive; le 24, le traité de cession de la Savoie recevait le sceau diplomatique; le 25 mars, le scrutin s'ouvrait pour des élections législatives dans toutes les provinces du nouveau royaume, de sorte que c'était, non plus devant le parlement piémontais, mais devant le premier parlement italien, qu'allait être portée la question qui résumait pour le moment la politique de Cavour. Le chef du cabinet ne savait pas si bien dire lorsqu'au mois d'avril 1859, quittant une séance parlementaire où l'on venait de voter la

loi des pleins pouvoirs à la veille de la guerre, il s'écriait : « Je sors de la dernière chambre piémontaise, la prochaine sera celle du royaume d'Italie ! » Une année après, le pressentiment était une réalité, et Cavour n'avait point à craindre d'être désavoué par une assemblée qui lui devait la vie, dont il restait plus que jamais le guide expérimenté et entraînant.

L'assemblée nouvelle, formée de l'élite de l'Italie, représentait merveilleusement par son esprit le libéralisme national qui depuis dix ans avait décidé le succès de la politique piémontaise, et c'est ce qui en faisait une auxiliaire précieuse, une force de gouvernement sous une main habile. Ce que le premier ministre du roi Victor-Emmanuel avait à lui demander avant tout, c'était un acte de patriotisme et de raison, la sanction du traité de cession de la Savoie et de Nice, et la discussion qui s'ouvrait bientôt avait certes une physionomie curieuse. Une liberté complète régnait naturellement dans cette discussion. L'opposition s'y manifestait sous toutes les formes, même sous la forme excentrique, et Guerrazzi, l'ancien dictateur toscan, prodigue de sarcasmes, pouvait menacer Cavour du sort de Clarendon, condamné à l'exil pour avoir cédé Dunkerque à la France; mais l'opposition qui aurait pu être la plus dangereuse venait d'un homme en qui

Cavour retrouvait un adversaire à la fois passionné et contenu, presque un ennemi, — Rattazzi.

On avait là sous les yeux, dans une sorte de drame, le contre-coup des dissentiments, des conflits obscurs qui avaient préparé la dernière crise ministérielle dénouée par l'avénement de Cavour et par la chute de Rattazzi. Celui-ci avait reçu visiblement une profonde blessure, et l'on disait même qu'entre les deux hommes, malgré l'ancienne alliance parlementaire et ministérielle, malgré une intimité de plusieurs années, il n'y avait plus de rapports personnels. Sous des formes déliées et savamment aiguisées, avec des apparences de modération, avec un art plein de calculs, Rattazzi, dans un discours qui ressemblait à un réquisitoire, dirigeait les traits les plus amers contre le traité qui cédait la Savoie et surtout contre la cession de Nice. — Principe, procédés, négociations, tout avait été malheureux dans cette triste affaire! On aurait pu réunir les provinces de l'Italie sans plier devant un puissant allié, sans se jeter ainsi à la tête de l'Empereur, qui aurait sûrement fini par se résigner aux annexions! Avec la Savoie, on perdait une force conservatrice et dynastique précieuse dans une crise de transformation! Avec Nice, on perdait une ville italienne, on déviait du programme italien, de la poli-

tique de nationalité pour revenir à une politique de transactions territoriales! On avait payé le prix des annexions sans obtenir même une garantie! Rattazzi, tacticien habile, ne parlait pas sans doute, comme Guerrazzi, de Clarendon « dur au Roi, âpre au Parlement, et croyant dans son orgueil pouvoir oser toute chose; » il n'avait pas de ces violences de représailles, quoiqu'il fît une allusion maligne à la retraite de Cavour au mois de juillet, « moyen certes commode de se tirer d'embarras, disait-il, mais peu fait pour dénouer les difficultés. » De toute façon, il en disait assez pour laisser voir une hostilité implacable et pour obliger le président du conseil à relever tous ces défis d'opposition, à rétablir l'honneur et le caractère de sa politique devant le parlement italien, réuni pour la première fois à Turin.

C'était, à vrai dire, une lutte inégale où Cavour avait pour lui, avec la force des choses, la supériorité d'un esprit aussi habile à embrasser une situation que redoutable pour ses adversaires. On parlait de Clarendon : « Que M. Guerrazzi me permette de lui faire observer, répliquait-il avec fierté, que si le comte de Clarendon, pour défendre sa conduite si violemment accusée, eût pu montrer plusieurs millions d'Anglais délivrés par lui de la domination étrangère,

plusieurs comtés ajoutés aux possessions de son maître, peut-être le Parlement n'eût pas été aussi impitoyable, peut-être Charles II n'eût pas été aussi ingrat envers le plus fidèle de ses serviteurs. Puisque le député Guerrazzi me donnait une leçon d'histoire, il devait la donner complète. Après avoir dit ce qu'a fait lord Clarendon, il aurait dû dire quels ont été ses adversaires, ses accusateurs, ceux qui se sont partagé ses dépouilles. Il aurait dû dire que ses adversaires formaient cette coterie fameuse d'hommes que ne reliait aucun antécédent, aucune communauté de principes, aucune idée, et que dominait seul le plus impudent égoïsme; de ces hommes sortis de tous les partis, professant toutes les opinions, puritains, presbytériens, épiscopaux et papistes tour à tour, républicains un jour, royalistes exaltés le lendemain, démagogues dans la rue, courtisans au palais, tribuns dans le Parlement, fauteurs de réactions dans les conseils du prince; de ces hommes enfin dont la réunion forma le ministère que l'histoire a stigmatisé du nom de *cabale*... Cela dit, ajoutait-il, je laisse à la Chambre, au pays, le soin d'apprécier ce qu'on peut en conclure pour le cas présent... » Et l'Assemblée électrisée saluait au passage cette foudroyante apostrophe, dont aucun trait ne lui échappait.

X

Non, sûrement, Cavour n'avait ni vendu des villes, comme le disait le sarcastique Guerrazzi, ni dévié du programme national, comme semblait le lui reprocher Rattazzi; il avait tout simplement accompli un acte qu'il croyait nécessaire, que tout dans l'état de l'Italie et de l'Europe concourait à lui imposer. La vraie raison de la cession de la Savoie, il l'avouait sans subterfuge, avec le sentiment supérieur des circonstances, devant l'Assemblée, « c'est que le traité est une partie intégrante de notre politique, une conséquence logique, inévitable de la politique passée, une nécessité absolue pour la continuation de cette politique dans l'avenir. »

Conséquence du passé, condition de l'avenir, cela résumait tout. Rien n'était plus facile sans doute que de se payer de mots, de disputer sur des détails. La vérité est qu'il fallait choisir entre un système d'isolement stérile, probablement impossible, ou de moyens révolutionnaires périlleux, — et la politique des alliances qui depuis dix ans avait conduit de Novare à la guerre de Crimée, du congrès de Paris à la guerre d'Italie, au nouveau royaume dont le Parlement restait

l'image vivante. Le choix ne pouvait vraiment être douteux. Dans cette voie qu'on avait suivie jusque-là, qui avait conduit au succès, il fallait marcher sans se détourner, ni même s'arrêter, et la condition des alliances une fois admise, où trouver l'allié utile, efficace, si ce n'est en France? Cavour ne se faisait aucune illusion. Il connaissait l'état de la France, il démêlait et il décrivait avec une sagacité profonde le jeu des partis, les troubles, les hésitations ou les hostilités de l'opinion à l'égard de l'Italie; il sentait aussi que l'Empereur, tout sympathique qu'il fût, tout omnipotent qu'il parût être, avait lui-même à compter avec des difficultés intérieures. Il tenait, avec une prévoyance intéressée, je le veux bien, et à coup sûr habile, non-seulement à lier jusqu'à un certain point le souverain de la France, mais à désintéresser la masse de l'opinion du pays, à maintenir le lien de sympathie entre la nation française et la nation italienne. Les amis les plus dévoués qu'il avait à Paris, qui étaient à demi Italiens, le lui avaient écrit au moment décisif : « Pour l'amour de Dieu, pour l'amour de l'Italie, signez, signez, si vous voulez l'alliance française; car si vous hésitez, votre pays ne trouvera plus de sympathie en France... » De là ce traité qui, par son caractère moral, dominait et dépassait les

commentaires acrimonieux ou vulgaires dont on l'accompagnait.

Voilà l'impression sous laquelle il avait signé, et qu'il s'efforçait maintenant de communiquer au premier parlement italien, avec une véhémence croissante de raison et d'émotion. « Je le dis avec une conviction profonde, la cession de la Savoie et de Nice était indispensable pour maintenir les masses françaises dans de bons sentiments envers l'Italie. A tort ou à raison, je ne veux pas le discuter, elles croient que ces provinces appartiennent naturellement à la France. C'est peut-être une erreur, mais quiconque connaît bien la France doit convenir de bonne foi que c'est une idée arrêtée. Dès lors, cette cession nous ayant été demandée, si nous eussions répondu par un refus, l'opinion française n'aurait pas tenu compte des difficultés qu'un tel projet pouvait rencontrer de la part de l'Italie. On nous aurait accusés d'ingratitude et d'injustice, on nous aurait dit que nous ne voulions pas appliquer d'un côté des Alpes les principes que nous invoquions de l'autre côté, pour lesquels la France a répandu son sang et son or... En présence de ces faits, le ministère ne devait-il pas accéder à la demande de l'Empereur, demande faite, — oui, je puis le

dire, non-seulement au nom des intérêts français, mais au nom de l'alliance de la France avec l'Italie? Pour moi, je tiens à grand honneur d'y avoir consenti, car il le fallait pour consolider l'alliance française qui nous est nécessaire... Le vrai, le seul bénéfice du traité pour nous, c'est la consolidation de l'alliance non pas tant des deux gouvernements que des deux peuples. Vous donc, qui êtes le peuple italien, ne vous mettez pas en opposition avec les intérêts français. S'il doit y avoir des froissements, des contestations, laissez-les tomber tous sur le gouvernement. S'il y a quelque chose d'odieux, que ce quelque chose retombe sur nous, j'y consens. Nous aimons la popularité autant que personne, et souvent, mes collègues et moi, nous avons bu à cette coupe enivrante; mais nous savons l'éloigner de nous quand le devoir l'exige. Nous savions, en signant, quelle impopularité nous attendait, mais nous savions aussi que nous travaillions pour l'Italie, pour cette Italie qui n'est pas le corps sain dont parlait un député... L'Italie, l'Italie a encore de grandes blessures dans son corps. Regardez du côté du Mincio, regardez au delà de la Toscane, et dites si l'Italie est hors de danger! » Et en parlant ainsi il entraînait l'Assemblée; il obtenait l'abandon d'un ordre du jour qu'un

homme distingué de Vintimille, depuis président de la Chambre, M. Biancheri, avait proposé sur une question de frontières, et qu'il retirait à l'appel du président du conseil. Cavour avait le vote de son traité par 229 voix, tandis que 33 voix protestaient et que 23 députés répondaient au signal d'abstention donné par Rattazzi.

XI

Une année auparavant, le marquis Costa de Beauregard, prévoyant cette séparation qui déjà semblait inévitable, s'était écrié en plein parlement piémontais : « Tant que nous serons unis, vous verrez la Savoie au premier rang combattre les ennemis du Piémont... Si nos soldats, un jour, prennent rang dans les fortes armées de la France, comme nous ils seront trop fiers pour exprimer un regret. » Peu après le vote d'annexion, le roi Victor-Emmanuel passait avec émotion la dernière revue de la vieille brigade de Savoie partant pour la France. L'œuvre par laquelle le chef du cabinet piémontais se proposait d'affranchir sa politique était accomplie.

Au milieu de ces préoccupations cependant, avant

la réunion du Parlement et dans l'intervalle de ces discussions émouvantes, Cavour avait trouvé le temps de visiter quelques-unes des provinces récemment réunies. Il avait accompagné le roi Victor-Emmanuel à Milan, pendant les fêtes de l'hiver, au milieu des ovations de toute sorte. Il avait vu le vieux Manzoni, qui lui rappelait la conversation qu'il avait eue un jour de 1850 dans la maison de Rosmini à Bolongaro. Il avait voulu voir quelques-unes des villes de la Lombardie, Crémone, Brescia, Bergame, et partout sur son passage il avait trouvé un accueil qui lui attestait sa popularité. Peu après l'annexion, il s'était rendu aussi, accompagnant toujours le Roi, en Toscane, dans la Romagne, et, chose étrange! il voyait ces provinces pour la première fois; il ne connaissait ni Florence ni toutes ces aimables campagnes toscanes.

Un matin, à Pise, réveillé au point du jour, dans le silence de la ville encore endormie, il avait avec M. Artom visité le Campo-Santo. Il restait un instant muet, puis il laissait échapper ce mot : « Qu'il ferait bon reposer ici! » M. Artom lui faisait remarquer en riant qu'il se trouverait en terre sainte, que cette terre qu'ils foulaient avait été rapportée de Palestine au temps des croisades, et il répondit gaiement :

« Êtes-vous sûr qu'on ne me canonisera pas un jour? » Il avait été émerveillé de tout ce qu'il avait vu à Pise ou à Florence, de cette profusion d'œuvres du génie humain, et il prétendait au retour qu'il avait découvert en lui un sens qu'il ne croyait pas posséder, celui de l'art. Ce voyage ressemblait pour lui à un intermède heureux dont il paraissait jouir.

Déjà pourtant, avant même que l'annexion de la Savoie fût accomplie, des bruits étranges commençaient à s'élever en Italie, « au delà de la Toscane, » selon l'expression du ministre piémontais. On croyait à peine toucher au repos qu'une campagne nouvelle se préparait à travers la Méditerranée, et avec un homme dont toutes les paroles avaient une portée, on aurait pu prendre garde à un mot et à une déclaration que Cavour n'avait pas laissé échapper à la légère. — « Et maintenant vous voilà nos complices ! » avait-il dit au ministre de France en venant de signer le traité sur la Savoie. D'un autre côté, lorsqu'on lui demandait s'il avait obtenu au moins de la France une garantie pour l'annexion de l'Italie centrale, il répondait : « Non-seulement l'union de l'Émilie et de la Toscane aux anciennes provinces du royaume n'a pas été garantie par la France en retour de la Savoie et de Nice, mais je déclare que, si cette garantie nous

eût été offerte, nous l'aurions refusée; une garantie eût comporté un contrôle... » Avec cela, Cavour pouvait conduire loin ceux qui croyaient le tenir, et de cette complicité sans contrôle qu'il se plaisait à constater, il était homme à tirer des fruits plus prodigieux, plus opulents encore que tous ceux qu'il venait de recueillir. Déjà il avait l'œil fixé sur la mer de Sicile et de Naples.

CHAPITRE VI

CAVOUR ET L'UNITÉ DE L'ITALIE. ROME ET NAPLES.

L'idée de l'unité dans l'esprit de Cavour. — Insurrection de Sicile et expédition de Garibaldi. — Attitude de Cavour à Turin. — Relations avec Naples et avec Rome. — Négociations avec l'Europe. — Cavour et la dictature de Garibaldi en Sicile. — Les secrets de la politique. — Progrès de l'insurrection dans le midi. — La révolution à Naples. — Projets de Garibaldi. — Menace d'une tentative sur Rome et sur Venise. — Luttes intimes entre Cavour et Garibaldi. — Nécessité d'une résolution. — Mission de Chambéry. — Paroles de Napoléon III. — L'invasion des Marches et de l'Ombrie. — L'armée piémontaise dans le royaume de Naples. — Réunion des Chambres à Turin. — La politique de Cavour devant le Parlement. — Victoire de cette politique. — Annexion de la Sicile et de Naples. — Programme de Cavour sur Venise et sur Rome. — Lettres et discours. — Rome capitale. — L'Église libre dans l'État libre. — Vues de Cavour sur la papauté.

I

Une question se dégage naturellement de ce travail d'une pensée hardie aux prises avec une révolution nationale grandissante. Le comte de Cavour, fils de vieille race piémontaise, premier ministre du roi de Sardaigne, porte-drapeau de la maison de Savoie,

avait-il dès l'origine l'idée de l'unité de l'Italie? S'il eût été un unitaire de préméditation, de fanatisme ou de système, il n'y aurait eu qu'un mazzinien de plus au delà des Alpes, et l'Italie en serait probablement encore à chercher sa voie. Le secret de sa force et de ses succès fut justement au contraire d'avoir l'esprit le plus libre de préjugés et de fanatismes, de compter toujours avec la réalité, de mettre la politique, selon le mot de Napoléon, dans « le calcul des combinaisons et des chances. » Il n'avait qu'un point fixe, la réintégration de l'Italie dans l'indépendance de sa nationalité et de ses pouvoirs par la disparition définitive de l'étranger, c'est-à-dire de la domination ou de la prépotence autrichienne; le reste, il le subordonnait sans difficulté aux circonstances, aux nécessités du temps, à l'occasion, ne refusant jamais un avantage, fût-il partiel et modeste, quand la fortune le lui offrait, comme aussi ne reculant jamais devant des perspectives plus étendues quand l'horizon s'ouvrait devant lui.

Aux « beaux jours » de Plombières, ses calculs ne dépassaient pas le royaume de la haute Italie, et il ne repoussait point dans son esprit l'idée d'une confédération où il eût naturellement gardé l'ascendant de « onze millions d'Italiens » agglomérés sous le drapeau

de Savoie. Un instant, au lendemain de Villafranca, avant de se tourner vers l'Italie centrale et de se décider à l'annexion, il se serait contenté, faute de mieux, d'une semi-indépendance de la Toscane, pourvu qu'il n'y eût plus de princes lorrains à Florence. Même après les annexions, il aurait encore accepté de ne pas aller plus loin pour le moment, de se consacrer pour quelques années à l'organisation et à l'affermissement du royaume qui sortait à peine de six mois de négociations laborieuses.

La question de l'unité n'éclatait réellement impérieusement que ce jour du 5 mai 1860, où, pendant que le Parlement de Turin discutait sur la cession de la Savoie et de Nice, Garibaldi, suivi de ses compagnons, les « Mille, » quittait la villa de Quarto, près de Gênes, pour s'en aller à travers la Méditerranée, avec le dessein d'enlever la Sicile, Naples, peut-être plus encore, au cri retentissant : *Italie et Victor-Emmanuel!* C'était, si l'on veut, une conséquence de plus de Villafranca, une fatalité de la situation, une extension nouvelle du mouvement national qui avait déjà absorbé Florence et Bologne; mais c'était assurément aussi une étrange complication, une crise bien autrement grave que toutes celles qu'on venait de traverser.

Jusque-là, en effet, tout avait pu s'accomplir sans combat, par une sorte de victoire pacifique et coordonnée du droit national. La Toscane n'avait pas été conquise, elle s'était donnée librement. La Romagne était considérée par la France elle-même comme désormais détachée du Saint-Siége. Ces provinces appartenaient par le fait au système territorial de la haute Italie, et l'annexion jusqu'à la Cattolica n'avait rien qui ne fût dans la nature des choses. Au delà, au midi, ce n'était plus qu'un inconnu plein de hasards et de périls. L'unification ne pouvait se poursuivre que par la révolution ou par la guerre; elle touchait à l'indépendance d'un royaume qui avait des amis en Europe, à une autre partie des États de l'Église, à cette question romaine qui remuait le monde catholique, à la sûreté de l'Autriche, qui ne pouvait que se sentir défiée et menacée dans son dernier refuge de Venise par cette concentration de puissance italienne.

Tous les problèmes éclataient à la fois dans cette scabreuse entreprise devant laquelle Cavour se trouvait jeté subitement par la terrible logique qui emportait Garibaldi vers la mer de Sicile. Le danger était partout, sous toutes les formes, et c'est ici, dans cette suprême et décisive mêlée, que se déploie le génie de ressources, la souple vigueur d'un homme grandissant

au feu de l'action, prompt aux expédients, sachant rester un libéral et un conservateur même dans les choses les plus révolutionnaires, résolu avant tout à ne pas se laisser dominer par les événements, même quand les événements semblent lui faire violence.

II

« L'imprévu nous mène et mène tout le monde en Europe, » disait-on à ce printemps de 1860. C'est le mot de cette crise nouvelle qui commence par un héroïque attentat, qui se déroule pendant cinq mois en pleine vie européenne comme un drame de révolution, de diplomatie et de guerre, pour finir par la jonction violente du midi et du nord de l'Italie, par la conquête de l'unité.

Garibaldi partant à la dérobée, par un soir de mai, du golfe de Gênes, passant avec ses deux navires le *Piemonte* et le *Lombardo* à travers les croisières napolitaines, allant débarquer à Marsala et conquérant des royaumes au pas de charge, c'est l'histoire fabuleuse, c'est la légende ! Cavour à Turin, c'est la politique, le génie des combinaisons au milieu de toutes les péripéties. Sans le premier, le drame n'aurait pas

commencé ; sans le second, le dénoûment se serait perdu dans des convulsions désordonnées, et, par une bizarrerie de plus, entre ces deux hommes engagés à un moment donné dans une même campagne, disposant de l'avenir de l'Italie, il n'y avait ni accord prémédité, ni conjuration nouée d'avance. Garibaldi était parti le cœur ulcéré, facilement gagné à l'insurrection de Sicile par le ressentiment de la cession de Nice, et en partant il avait décoché à Cavour une flèche acérée dans une lettre où il disait au Roi : « Je sais que je m'embarque dans une entreprise dangereuse... Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe libérale n'oublieront pas que cette entreprise a été décidée par des motifs purs de tout égoïsme et entièrement patriotiques. Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de Votre Majesté d'un nouveau et peut-être plus brillant joyau, *à la condition toutefois que Votre Majesté s'opposera à ce que ses conseillers cèdent cette province à l'étranger, ainsi qu'on a fait pour ma ville natale...* » Cavour, de son côté, n'avait pas encouragé l'expédition. Sans soupçonner la sincérité de Garibaldi, il craignait ses emportements, et il se défiait encore plus de ceux qui, en l'entourant, en l'entraînant, espéraient se servir de sa popularité. Une fois la campagne engagée, cependant, il n'avait plus

qu'une idée : se tenir prêt à tout, jouer à sa manière cette terrible partie où l'œuvre qu'il avait conduite jusqu'à Bologne pouvait recevoir d'un seul coup un complément inespéré, — où elle pouvait aussi sombrer brusquement.

Ce serait une naïveté singulière aujourd'hui de se demander si Cavour était un ministre d'une irréprochable orthodoxie, s'il violait ou s'il ne violait pas le droit public. Il jouait sa partie en homme qui n'aime pas à perdre. Au fond, cette question de l'Italie méridionale qui naissait ainsi dans une aventure, il n'avait rien fait pour en précipiter l'explosion, il ne l'avait même pas appelée de ses vœux. Sa politique n'était pas tournée de ce côté; il aurait désiré plutôt nouer ce qu'il appelait « l'alliance des deux grands royaumes de la Péninsule, » former le faisceau fédératif des forces italiennes du Nord et du Midi dans un intérêt d'avenir national. Une année auparavant, à la mort du roi Ferdinand et à l'avénement du jeune François II, fils d'une princesse de Savoie, Cavour avait saisi cette occasion pour envoyer à Naples le comte de Salmour avec une mission de paix. C'était une offre d'amitié et d'appui à un règne naissant. Aux premiers jours de 1860, le cabinet de Turin venait encore de renouveler cette tentative en envoyant à Naples l'an-

cien ambassadeur à Paris, M. de Villamarina, chargé d'éclaircir la situation. Avec Rome comme avec Naples, Cavour se serait prêté volontiers aux ménagements et aux transactions. Malheureusement l'esprit de vertige emportait ces gouvernements du Midi, livrés à des préventions aveugles, à des passions irréconciliables.

A Naples, l'infortuné François II, sourd aux appels du « Piémont révolutionnaire » aussi bien qu'aux conseils de la France et de l'Angleterre, enveloppé d'intrigues de cour, d'influences autrichiennes et absolutistes, pliait sous le poids d'un règne compromis en quelques mois par une politique de réaction violente et puérile. A Rome, toutes les fantaisies belliqueuses s'agitaient pour reconquérir la Romagne. On avait décidé la formation d'une armée dans la prévision du départ de la garnison française, qui semblait alors prochain, et que les événements allaient ajourner indéfiniment. On ne parlait que de recruter des soldats, zouaves de l'élite catholique et légitimiste de France, Belges, Autrichiens déguisés, Irlandais indisciplinés, — et une fortune ingrate destinait au commandement de cette armée des « saintes clefs » un de nos plus brillants capitaines, condamné par le 2 décembre à une retraite prématurée, toujours impatient d'action, mêlant l'im-

prudence à la sincérité, — le général de Lamoricière. L'impétueux Lamoricière avait débuté dans son rôle de gonfalonier de l'Église par un ordre du jour qui ressemblait à un défi, assimilant la révolution italienne à « l'islamisme, » identifiant la cause du Pape avec la cause de l'Europe, de la civilisation. En un mot, Rome et Naples étaient devenues le double foyer d'une ardente hostilité, le centre d'une coalition dont l'Autriche était l'âme, et qui rêvait naïvement d'entraîner l'Europe dans une croisade pour la restauration de l'ordre! Ces malheureuses cours du Midi croyaient avoir à se défendre, je le veux bien. Elles ne voyaient pas dans leur trouble qu'au lieu de détourner le péril elles l'attiraient, qu'elles préparaient l'unité à leur manière, que pour une illusion compromettante elles faisaient de tous les instincts libéraux, de toutes les passions nationales, les auxiliaires du Piémont, les complices du premier mouvement qui éclaterait. L'insurrection de Sicile était un symptôme et un prélude.

Cavour n'ignorait rien; il savait qu'il y avait un plan qui pouvait avoir pour conséquence de placer à un moment donné l'Italie du nord entre les forces autrichiennes campées sur le Mincio, maîtresses des passages du Pô, et Lamoricière conduisant une armée

du midi. Il avait vu ses offres déclinées, il apprenait la marche d'un corps napolitain dans les Abruzzes, — et voilà comment, sans avoir rien conseillé, sans méconnaître le danger, Cavour laissait Garibaldi s'en aller porter l'étincelle sur les éléments incandescents du Midi! Non-seulement Cavour n'empêchait pas Garibaldi de partir, — il le couvrait, c'est bien certain, d'une protection qui s'étendait et grandissait dans la mesure des succès de l'expédition. Le président du conseil, qui avait eu le soin de se faire en même temps ministre de la marine, avait dans la Méditerranée un commandant d'escadre, l'heureux alors et depuis malheureux Persano, qui comprenait à demi-mot, — *ho capito!* qui jouait son rôle, aidant aux ravitaillements et couvrant le passage de nouveaux convois de volontaires avec Medici et Cozenz. Cavour en faisait assez pour ne pas rompre avec un chef populaire que l'Italie suivait de ses vœux passionnés; il ne voulait d'un autre côté ni tout livrer à un héros d'aventure, ni se compromettre devant l'Europe par un appui trop ostensible, par une complicité avouée. De là une politique mêlée d'audace et de ruse, dont personne n'avait le dernier mot, qui était la rançon d'une situation compliquée et violente.

Ce n'était plus sans doute l'homme déroulant à

grands traits dans un Parlement le programme national et libéral, préparant l'alliance de Crimée, défendant la cause italienne au sein d'un congrès, ou combinant une guerre régulière comme celle qui venait de finir. C'était un politique engagé dans une phase obscure, où il avait à marcher l'œil fixé tout à la fois et incessamment sur l'Autriche qui pouvait profiter de la circonstance, sur l'Europe qui grondait, sur Naples qui ressentait la commotion, — où il avait encore son représentant, — sur Garibaldi, qui pouvait créer de singuliers embarras. Les difficultés étaient immenses, d'autant plus graves que même autour de lui Cavour avait à compter avec ceux qui l'accusaient de ne pas faire assez et avec ceux qui s'inquiétaient de sa témérité, tout en disant, comme d'Azeglio, que « seul il pouvait sauver la barque. » La question était avant tout dans la diplomatie et au camp de l'audacieux chef des « Mille. »

III

Au premier moment en effet, dès le lendemain du départ de Garibaldi et du débarquement à Marsala, un orage de protestations s'était abattu sur Turin.

L'Autriche saisissait aussitôt l'occasion de renouveler à Paris et à Londres le procès de la Sardaigne, qu'elle représentait plus que jamais comme la perturbatrice de l'Europe et qu'elle ne demandait pas mieux que de remettre à la raison. A Berlin, on ne se bornait pas à protester, on ne parlait de rien moins que de faire revivre l'alliance des cours du Nord pour protéger le droit des gens contre « l'ambition piémontaise. » A Saint-Pétersbourg, le prince Gortchakof disait avec vivacité au ministre sarde : « Si le cabinet de Turin est débordé par la révolution au point d'être entraîné à méconnaître ses devoirs internationaux, les gouvernements européens doivent prendre cet état de choses en considération et régler là-dessus leurs relations avec le Piémont. Si la position géographique de la Russie le permettait, l'Empereur interviendrait sûrement par les armes pour défendre les Bourbons de Naples, sans s'arrêter à la non-intervention proclamée par les puissances occidentales. » La France protestait de son côté, et l'Angleterre elle-même s'inquiétait, moins, il est vrai, des prouesses de Garibaldi, de l'insurrection de Sicile, que de tout ce qui pouvait en résulter. Quant aux gouvernements de Naples et de Rome, ils remplissaient les cours européennes du bruit de leurs plaintes et de leurs récriminations. Cavour

faisait bonne contenance sous cette tempête de protestations et de menaces.

Il avait commencé par s'assurer la liberté du silence dans le Parlement en déclinant toute interpellation sur les affaires du Midi. Avec la diplomatie, il ne pouvait pas se taire; il se sauvait par des subterfuges, il gagnait du temps par des désaveux qui ne désavouaient rien. A ceux qui lui reprochaient ses complaisances révolutionnaires, il répondait en disant à son ami sir James Hudson : « De quel droit accuserait-on la Sardaigne de n'avoir point empêché le débarquement de l'aventurier audacieux en Sicile quand toute la marine napolitaine a été incapable de le faire? Lorsque des Autrichiens et des Irlandais s'embarquent sans gêne à Trieste pour aller au secours du Pape, comment le gouvernement sarde, même le sachant, pourrait-il empêcher des exilés siciliens d'aller secourir leurs propres frères en lutte contre des dominateurs? Dans toute l'Italie, la fleur de la jeunesse vole sous la bannière de Garibaldi : si le gouvernement sarde cherchait à arrêter ce mouvement national, la monarchie de Savoie détruirait son propre prestige, son propre avenir, et bientôt dans la Péninsule prévaudrait la république avec l'anarchie et de nouveaux troubles en Europe... Pour arrêter le torrent des

idées révolutionnaires, la monarchie constitutionnelle italienne doit conserver la puissance morale qu'elle a conquise par sa résolution de rendre la nation indépendante. Aujourd'hui ce bienfaisant trésor serait perdu, si le gouvernement du Roi combattait l'entreprise de Garibaldi. Le gouvernement du Roi déplore cette entreprise, il ne peut l'arrêter; il ne l'aide pas, il ne peut non plus la combattre... »

Et pendant ce temps, celui qu'on appelait un « flibustier » poursuivait le cours de sa prodigieuse aventure; Garibaldi devenait en quelques jours un dictateur victorieux entrant à Palerme, disposant de la Sicile, menaçant déjà le continent, réduisant le gouvernement napolitain à des concessions de libéralisme et de politique nationale, qui six mois auparavant auraient pu être efficaces, qui n'étaient plus désormais qu'une vaine tentative, la rançon inutile d'une situation plus qu'à demi perdue.

L'art de Cavour était de se servir de ces succès mêmes auprès de l'Europe, d'éviter qu'on ne passât des protestations à des actes plus décisifs, de profiter des divisions et du désarroi de toutes les politiques. Le fait est que bientôt la Russie et la Prusse ne parlaient plus de se mêler directement des affaires italiennes; elles prodiguaient les témoignages de sympathie au

roi de Naples, elles se bornaient à lui promettre un « appui moral. » Tout dépendait réellement pour Cavour de ce qu'on ferait ou de ce qu'on permettrait à Londres et à Paris. A Londres, le ministère pouvait désirer l'indépendance de Naples, il n'aurait rien fait pour l'assurer ou pour la défendre. L'Angleterre était engagée jusqu'à un certain point par ce qu'elle venait de faire pour l'annexion de la Toscane et de la Romagne, par toutes ses opinions. Le jour même où Garibaldi quittait les rives de Gênes, le 5 mai, lord John Russell chargeait lord Loftus de communiquer à Vienne des préoccupations et des idées qui prouvaient que l'Angleterre prenait déjà son parti de tout. Lord John Russell disait en propres termes, d'un ton dégagé : « Si la tyrannie et l'injustice sont les traits caractéristiques du gouvernement de l'Italie méridionale, les traits du gouvernement de l'Italie septentrionale sont la liberté et la justice. Cela étant, tôt ou tard les peuples de l'Italie méridionale se joindront politiquement à leurs frères du Nord, et voudront être gouvernés par le même souverain... » Cavour n'aurait pas mieux dit.

Au fond, l'Angleterre n'avait qu'une préoccupation bien réelle, une double inquiétude. Elle craignait que le Piémont ne se laissât emporter à des « actes d'agres-

sion contre l'Autriche, » — elle craignait bien plus encore que Cavour, dans tous les embarras qu'il affrontait, ne fût tenté d'acheter le concours de la France par des cessions nouvelles, par le sacrifice de l'île de Sardaigne et même de Gênes. Lorsqu'on lui présentait une note de six lignes demandant des garanties sur ces deux points, Cavour se hâtait naturellement de rassurer lord John Russell. Des deux mains, il signait l'engagement de ne point attaquer l'Autriche, et « de ne céder à la France aucun territoire au delà et en addition de ceux qui avaient été cédés par le traité de Turin du 24 mars. » Voyant très-finement ce qui tenait le plus au cœur de lord John Russell, l'habile Piémontais avait même le soin de mettre en première ligne l'article de la cession, que la note britannique n'avait mis qu'au second rang. Une fois rassurée, l'Angleterre se sentait plus libre de tout permettre, de tout encourager ou de ne rien empêcher.

Que ferait ou que permettrait à son tour la France? Cavour n'ignorait certes pas que là était toujours la grave et délicate question pour lui, que dans cette phase nouvelle tout dépendait encore de la France bien plus que de l'Angleterre. Il comptait sur la « complicité » dont il avait parlé le jour où il avait signé cette cession de la Savoie et de Nice, qui ne de-

venait un fait définitivement accompli qu'au moment où Garibaldi était déjà à Palerme. Il comptait aussi sur la force des choses, sur les inclinations secrètes et les intérêts de l'Empereur, sur les mille liens qui enlaçaient Napoléon III, qui enchaînaient les destinées de l'Empire au succès ou aux revers de la cause italienne. Il démêlait enfin avec une sagacité profonde que la politique napoléonienne ne pouvait pousser bien loin la protection à l'égard des légitimités en déclin. Il ne se trompait guère dans ses calculs.

La France avait été sans doute une des premières puissances à protester contre le départ de Garibaldi, contre l'enrôlement des volontaires expédiés chaque jour en Sicile. Évidemment Napoléon III ne voyait pas d'un bon œil cette entreprise révolutionnaire, il ne désirait pas la disparition du royaume méridional, l'annexion à outrance. Ce qu'il en pensait néanmoins restait assez platonique ou assez obscur. A ceux qui lui parlaient de « l'Italie du sud, » l'Empereur répondait mélancoliquement : « Que voulez-vous faire avec un gouvernement comme celui de Naples, qui s'obstine à n'écouter aucun conseil? » Napoléon III s'absentait pour le moment ! « L'Empereur est absent, écrivait le marquis Antonini, et le ministre des affaires étrangères (Thouvenel) n'est pas bien pour nous... Il m'a

dit qu'on ne pouvait rien pour le gouvernement royal. Il paraît que ce gouvernement-ci croit une révolution inévitable, même à Naples... » Le cabinet des Tuileries déclinait toute responsabilité, il ne pouvait, dans tous les cas, rien faire sans se mettre d'accord avec ses alliés !

Lorsque enfin le roi de Naples, poussé à bout, réduit à tout subir, — ministère libéral, constitution, alliance avec le Piémont, — sollicitait la médiation de la France, Napoléon III disait aux envoyés napolitains : « Il est trop tard ; il y a un mois encore, tout aurait pu être prévenu ; aujourd'hui, il est trop tard. La France est dans une condition très-difficile, on n'arrête pas la révolution avec des paroles... Les Italiens sont avisés, ils comprennent à merveille qu'après avoir donné le sang de mes soldats pour l'indépendance de leur pays, jamais je ne ferai tirer le canon contre cette indépendance. C'est cette conviction qui les a conduits à l'annexion de la Toscane contre mes intérêts et qui les pousse aujourd'hui sur Naples. Pour sauver le Roi, je ne suffis pas, il faut que je sois aidé par mes alliés... — Comment, disaient les envoyés napolitains, la France peut-elle consentir à la réalisation d'une entreprise si contraire à ses intérêts, si avantageuse pour l'Angleterre, si radicalement révolutionnaire? —

Tout cela peut être vrai, disait l'Empereur, mais nous sommes sur le terrain des faits, la force de l'opinion est irrésistible... ; l'idée nationale en Italie doit triompher d'une manière ou d'une autre... » Et le dernier mot était : « Agissez vite, fournissez les moyens de vous soutenir, c'est à Turin qu'il faut aller. Ce n'est pas à moi, c'est au roi Victor-Emmanuel que vous devez vous adresser. La Sardaigne seule peut arrêter le cours de la révolution ; je vous appuierai à Turin... »

A Turin, Cavour était trop habile pour ne pas donner à l'Empereur et à l'Europe la satisfaction d'une apparence de négociation avec Naples. Il sentait la nécessité de ménager des puissances qui, sans être d'accord entre elles, il est vrai, ne cessaient de l'assaillir de réclamations et de conseils. Un jour même, pour les satisfaire et plus encore pour se dégager, il laissait le Roi tenter une démarche directe auprès de Garibaldi, essayer d'arrêter le « héros » dans sa course, ou tout au moins de le détourner de porter la guerre sur le continent.

En réalité, Cavour mettait une dextérité extrême à rouvrir des portes qu'il avait l'air de fermer. Il éludait, louvoyant avec les envoyés napolitains qu'on lui expédiait, se faisant un appui de l'Angleterre auprès de la France, de la France et de l'Angleterre auprès

de la Russie et de la Prusse, et lorsqu'il se sentait trop pressé de faire quelque chose pour le roi de Naples, il répondait vivement : « Le gouvernement napolitain est dans une singulière condition. Après avoir refusé à plusieurs reprises notre alliance, après avoir laissé passer le moment favorable pour asseoir son autorité sur une large base de politique nationale, entouré des dangers qu'il s'est créés, il change subitement de système et nous demande notre amitié. Dans quelles circonstances est faite cette demande? François II a perdu la moitié de son royaume; dans l'autre moitié, le peuple, rendu défiant par les procédés antérieurs du gouvernement, ne croit même plus à des ministres libéraux et en est à craindre d'entendre d'un instant à l'autre le canon de la réaction dans la rue. Et, pour détruire cet incurable sentiment de défiance, pour combler l'abîme ouvert entre le Roi et le peuple, on demande à Victor-Emmanuel de se faire le garant du gouvernement napolitain, d'inviter François II à partager avec lui l'auréole de popularité qu'une politique ferme et libérale et le sang versé sur les champs de bataille ont procurée à la maison de Savoie!... Le véritable ennemi du gouvernement napolitain est le discrédit où il est tombé!... » Cavour pouvait ne pas convaincre toujours; il savait intéresser les uns, dé-

courager les autres, laisser chez tous la vive impression de son ascendant, et, à force de souplesse, il finissait par échapper à l'Europe en la tenant au moins en suspens, en lui préparant de nouveaux faits accomplis à dévorer.

IV

Il n'avait pas seulement affaire à des gouvernements européens dont l'indécision et les divisions pouvaient le servir. Il avait en même temps à mesurer heure par heure sa politique à ce qui se passait en Sicile, à la marche de cette révolution qu'il couvrait de toute manière sans pouvoir l'avouer, dont il prétendait bien se réserver le dernier mot; il avait affaire à Garibaldi, et ici ce n'est plus le jeu de la diplomatie, c'est le drame fiévreux, étrange, compliqué, entre Turin et Palerme, entre le génie politique et l'instinct déchaîné sous la forme d'un chef d'aventures à travers le midi de l'Italie. Garibaldi était certainement sincère en prenant pour mot d'ordre : *Italie et Victor-Emmanuel!* Il n'était pas de ceux dont d'Azeglio disait avec inquiétude qu'ils criaient : *Viva Vittorio*, en ajoutant tout bas : *re provisorio*, et en se promettant de faire

surgir la république d'une convulsion. Il aimait sincèrement Victor-Emmanuel; mais il aimait le Roi à sa manière, comme il poursuivait l'unité de l'Italie à sa manière, à tout risque, à outrance, — et dans cette entreprise nouvelle il portait ses passions, ses emportements, ses aspirations indéfinies, ses complaisances pour les révolutionnaires, ses défiances, ses animosités personnelles. Vous me direz que, s'il n'avait eu tout cela, il n'aurait pas été Garibaldi, et, s'il n'eût pas été Garibaldi, il n'aurait probablement pas débarqué à Marsala, il ne serait pas allé à Calatafimi, à Palerme, à Milazzo, à Messine, enfin à Naples : c'est possible. Cavour ne se faisait point illusion sur le « héros, » il connaissait l'homme à fond, dans ses faiblesses comme dans sa force, et toute son habileté consistait à manier cette puissante nature de chef populaire en lui laissant toutes les libertés de l'action, — sauf celle de ruiner ou de compromettre l'œuvre commune.

Le hardi et vigilant Piémontais suivait d'un regard ferme le débarqué de Marsala devenu rapidement un dictateur de la Sicile avant d'être le dictateur du royaume méridional tout entier. Il ne lui marchandait ni les secours, que Persano avec ses navires était chargé de lui prodiguer, ni les marques de sympa-

thie. Il lui faisait dire que « le Roi et son gouvernement avaient pleine confiance en lui. » Il l'envoyait complimenter presque officiellement après le combat de Milazzo au mois de juillet. « Je suis heureux, écrivait-il à Persano, de la victoire de Milazzo, qui honore les armes italiennes et prouvera à l'Europe que les Italiens sont désormais décidés à sacrifier leur vie pour reconquérir patrie et liberté. Je vous prie de porter au général Garibaldi mes sincères et chaudes félicitations. Après cette belle victoire, je ne vois pas comment on pourrait l'empêcher de passer sur le continent... La bannière nationale arborée en Sicile doit parcourir le royaume et aller flotter le long des côtes de l'Adriatique... »

Oui, sans doute, il parlait ainsi et il pensait ce qu'il disait; mais en même temps il ne laissait pas de faire sentir l'aiguillon à ce victorieux. Il n'hésitait pas à réclamer impérieusement auprès du dictateur l'arrestation de Mazzini, si celui-ci se présentait sur le sol sicilien, et il ne voulait pas souffrir qu'on lui laissât à Gênes, comme représentant du nouveau gouvernement de Sicile, M. Bertani, connu pour ses opinions républicaines. Cette intervention du mazzinisme, l'influence des esprits extrêmes sur Garibaldi, l'anarchie qui commençait en Sicile, tout cela le préoccupait.

« Le gouvernement du Roi n'entend pas se laisser jouer, écrivait-il... La voie que suit le général Garibaldi est pleine de dangers. Sa manière de gouverner et les conséquences qui en découlent nous discréditent devant l'Europe. Si les désordres de la Sicile devaient se reproduire à Naples, la cause italienne courrait le risque d'être traduite devant l'opinion publique, d'être l'objet d'un jugement sévère, que les grandes puissances s'empresseraient de faire exécuter. » Cavour ne réussissait pas toujours sans doute à empêcher le mal; il voyait ses hommes de confiance, comme M. La Farina, renvoyés par le dictateur, qui prenait plaisir à se venger du ministre de Turin. Lui, qui savait si bien échapper aux autres, il sentait Garibaldi lui échapper pour subir des conseils ou céder à des entraînements redoutables.

Non, évidemment, les rapports n'étaient point aisés entre le ministre de Turin et le maître de la Sicile, entre ces deux hommes conspirant ensemble, alliés par la force des choses, mais séparés par mille incompatibilités d'opinion, de caractère et d'instinct. Il y avait seulement entre les deux une différence que le capitaine d'aventure ne voyait pas. Le chef du cabinet piémontais avait une supériorité sur son terrible allié : il le connaissait et il le jugeait; il le tenait par

la protection dont il le couvrait, sans laquelle rien n'eût été possible, à commencer par le débarquement de Marsala jusqu'au passage du détroit de Messine. Le ministre dominait le dictateur par l'ascendant de sa politique, par un inépuisable esprit de ressources, par l'action incessante, occulte, qu'il exerçait partout, à Naples comme en Sicile. Sans désirer une rupture, en faisant tout au contraire pour l'éviter, en laissant volontiers à Garibaldi la popularité de ce rôle de conquérant de royaumes, Cavour ne se méprenait pas; il sentait qu'il aurait une lutte à soutenir un jour ou l'autre, s'il ne voulait pas être emporté avec l'Italie par les excès de passion ou d'imagination que l'audacieux soldat ne déguisait plus. A quel moment et sous quelle forme éclaterait un conflit qu'il n'envisageait pas lui-même sans anxiété? Il ne le savait pas encore : tout dépendait de la marche des événements, de la manière dont se réaliserait la catastrophe désormais inévitable de la royauté napolitaine.

Au fond, Cavour aurait voulu que la révolution, déjà victorieuse en Sicile par Garibaldi, se fît à Naples avec une apparence de spontanéité, sans Garibaldi ou au moins avant le passage du dictateur sur le continent, et il n'avait rien négligé pour la préparer par toute sorte d'intelligences nouées dans la marine,

dans l'armée, jusque dans les conseils de François II, même parmi les membres de la famille royale. C'eût été à ses yeux le meilleur moyen de rester maître de la crise, de garder le pouvoir de la limiter, en prolongeant l'immobilité de l'Europe. « Le problème que nous avons à résoudre, écrivait-il, est celui-ci : aider la révolution, mais faire en sorte que devant l'Europe elle ressemble à un acte spontané! Cela étant, la France et l'Angleterre sont avec nous; autrement, je ne sais ce qu'elles feront. » A défaut de cette révolution, plus ou moins spontanée, si elle n'éclatait pas, — dans la prévision de l'arrivée, d'une intervention décisive de Garibaldi, et des désordres, des agitations menaçantes qui pouvaient en résulter, Cavour prenait d'avance ses mesures et ses garanties pour toutes les éventualités. Comme un général engagé dans de vastes et délicates opérations concourant à un même but, il avait l'œil et la main à tout, il multipliait les instructions, reflets d'une pensée toujours nette et résolue. Il écrivait à Persano : « ... L'objet réel est de faire triompher à Naples le principe national sans l'intervention mazzinienne... — Il s'agit de sauver l'Italie des étrangers, des mauvais principes et des fous... — Si la révolution ne s'accomplit pas avant l'arrivée de Garibaldi, nous serons dans des conditions

très-graves; mais nous ne nous en troublerons pas. Vous vous emparerez, si vous pouvez, des forts, vous réunirez la flotte napolitaine et sicilienne, vous donnerez à tous les officiers des commissions, vous leur ferez prêter serment au Roi et au statut, — puis nous verrons!... Le Roi, le pays, le ministère, ont pleine confiance en vous. Suivez les instructions que je vous trace, autant que c'est possible. S'il se présente des cas imprévus, agissez au mieux pour atteindre le grand but que nous nous proposons: constituer l'Italie sans nous laisser dominer par la révolution! »

En même temps il expédiait de nouvelles forces navales, des bersagliers dont on ne devait se servir qu'à la dernière extrémité. Il prenait les moyens de n'être pas devancé au jour décisif, et c'est ainsi qu'en protégeant la plus périlleuse des entreprises dans la mesure d'un intérêt national, il restait résolu à l'empêcher de dévier, à la défendre contre les entraînements extrêmes, pendant que d'un autre côté il mettait sa dextérité de négociateur à la couvrir devant l'Europe!

V

Situation assurément extraordinaire, dont Cavour portait le poids sans fléchir, suffisant à tout et gardant sa liberté d'esprit! Au milieu de ces complications croissantes, il trouvait le temps d'écrire à madame de Circourt : « Si je me tire d'affaire cette fois, je tâcherai de m'arranger pour qu'on ne m'y reprenne plus. Je suis comme le matelot qui, au milieu des vagues soulevées par la tempête, jure et fait vœu de ne jamais plus s'exposer aux périls de la mer... » Il était pour le moment en pleine tempête, et à chaque instant il avait une fausse manœuvre à éviter, un péril à conjurer, une résolution à prendre. Je ne dis point certes que la violence et l'intrigue n'eussent leur rôle dans ces dramatiques affaires de l'Italie méridionale au mois d'août 1860. En réalité, la lutte où Cavour se trouvait engagé, qu'il était décidé à soutenir jusqu'au bout, dépassait de beaucoup la mesure de l'intrigue vulgaire ou même d'un antagonisme personnel entre deux hommes qu'un hasard ironique met en présence.

C'était la fortune de l'Italie nouvelle qui se trouvait en jeu dans ce conflit de politiques, de procédés ou de

passions. Cavour, lui, même au milieu des mille détours où il semblait se perdre, suivait son chemin. Il restait le représentant d'une politique de dix ans, sanctionnée par le succès : politique habile, faisant du Piémont le noyau solide de toutes les assimilations, et de la monarchie l'instrument de toutes les transformations nationales, libérales, en même temps que la garantie de tous les intérêts conservateurs, — sachant aller en avant, sachant aussi mêler la prudence à la hardiesse, la diplomatie à la guerre, tenant compte de la nécessité des alliances, de la situation de l'Europe et surtout de la France. Qu'avait-on à lui opposer? Une politique d'aventure et de défi qui prétendait déplacer le centre de l'action, ajourner la réunion du midi au nord, prolonger l'état révolutionnaire en se servant du nom du Roi, faire de Naples la première étape d'une série d'entreprises contre Rome, contre l'Autriche, contre la paix de l'Europe tout entière.

Tant que la révolution, triomphante en Sicile, n'avait pas franchi le détroit, le choc des deux politiques pouvait encore être évité ou n'avoir pas une importance décisive; le problème restait circonscrit dans une île de la Méditerranée. A mesure que les événements se déroulaient cependant, le jour où Garibaldi, arrivant sur le continent, n'ayant plus devant

lui qu'une royauté et une armée en fuite, entrait à Naples au milieu de l'ivresse populaire et devenait d'un seul coup dictateur des « Deux-Siciles », maître d'un royaume, ce jour-là tout changeait étrangement. La question se rapprochait et se précisait; elle était d'autant plus grave que Garibaldi, dans sa confiance de victorieux, semblait plus que jamais disposé a ne rien écouter, et que par le fait maintenant rien ne semblait pouvoir l'arrêter.

Entraîné par son propre instinct, poussé par son entourage, vivant dans une atmosphère excitante de guerre et de révolution, s'inquiétant fort peu de l'anarchie qu'il laissait se déchaîner sous son nom à Naples et dans les provinces, Garibaldi ressemblait à un halluciné impatient de s'élancer. Il ne dissimulait ni ses projets audacieux ni son animosité contre Cavour, et à ce moment même, dans une conversation avec le ministre anglais, sir Henry Elliot, qui était allé pour le modérer, pour le détourner au nom de l'Angleterre de pousser plus loin ses entreprises, il se dévoilait tout entier. « Je vous parlerai, disait-il à sir Henry Elliot, en toute franchise, sans vous rien cacher de mes desseins, qui sont justes et clairs. J'entends aller jusqu'à Rome. Quand nous serons maîtres de cette ville, j'offrirai la couronne de l'Italie

unie à Victor-Emmanuel. Ce sera à lui de délivrer Venise; dans cette guerre, je ne serai plus que son lieutenant... Dans les conditions présentes de l'Italie, le Roi ne peut se refuser à cela sans perdre sa popularité et sa haute position. Je suis certain, permettez-moi de vous le dire, qu'en conseillant de laisser Venise à son destin, lord Russell ne représente pas fidèlement l'opinion du peuple anglais... » Vainement sir Henry Elliot s'efforçait-il de dissiper ses illusions et lui déclarait-il que le peuple anglais, tout sympathique qu'il fût pour l'Italie, ne lui pardonnerait pas de provoquer une guerre européenne : Garibaldi ne s'arrêtait pas pour si peu. — « Mais enfin, disait sir Henry Elliot, avez-vous bien calculé, général, toutes les conséquences d'un choc des armes italiennes avec la garnison française de Rome ? Si cela arrive, c'est aussitôt l'intervention de la France, qu'il est de l'intérêt de votre pays d'éviter. » A ces mots, Garibaldi s'emportait et s'écriait : « Eh quoi ! Rome est une ville italienne, et Napoléon n'a pas le moindre droit de nous en interdire la possession. Cavour, par la cession de Nice et de la Savoie, a traîné la Sardaigne dans la boue et l'a jetée aux pieds de l'Empereur. Je ne crains pas la France, et jamais je n'aurais consenti à une aussi profonde humiliation. Quels que soient les obstacles, quand

même il y aurait danger de perdre tout ce que j'ai gagné, rien ne m'arrêtera. Je n'ai pas d'autre chemin que Rome, je ne crois pas l'entreprise trop difficile, l'unité de l'Italie doit s'accomplir! » Et Garibaldi, tout enivré de son programme chimérique, ne se bornait pas à parler injurieusement de Cavour dans une conversation avec sir Henry Elliot, il écrivait à un de ses amis de Gênes une lettre retentissante où il déclarait que « jamais il ne pourrait se réconcilier avec ceux qui avaient humilié la dignité nationale et vendu une province italienne. » Il faisait bien plus encore : il expédiait à Turin un de ses confidents avec la mission de demander à Victor-Emmanuel le renvoi des ministres. Il écrivait sans façon au Roi : « Sire, renvoyez Cavour et Farini, donnez-moi une brigade de vos troupes, envoyez-moi Pallavicino comme prodictateur, et je réponds de tout. » Encore un moment, la guerre était déclarée au sein d'une immense anarchie : on touchait au paroxysme de la crise.

Ainsi se dessinait une situation violente d'où pouvaient sortir tous les dangers à la fois. Une marche des volontaires du midi sur Rome, c'était fatalement l'intervention de la France, comme le disait sir Henry Elliot, et l'intervention de la France dans ces conditions devait tout changer, — même à Naples, où le

roi François II avait encore des forces pour se défendre sur le Vulturne et à Gaëte, — même peut-être dans les provinces récemment annexées. Cavour n'entrevoyait pas seulement toutes les conséquences politiques d'une folie aussi caractérisée, il se révoltait dans son âme contre un choc entre Italiens et Français, car s'il n'était pas disposé à « humilier la dignité nationale » devant la France, il avait un sentiment profond de l'alliance cimentée dans le sang des deux pays, et je dirai même de ce que l'Italie devait à l'Empereur. — Les menaces de conquête à main armée au sujet de Venise offraient un prétexte trop plausible à l'Autriche, impatiente de saisir une occasion et engagée justement dans des négociations pour obtenir l'appui de la Russie et de la Prusse. — Subordonner la solution des affaires de Naples à la revendication de Venise et de Rome, ajourner l'annexion des provinces méridionales, ainsi que le prétendait Garibaldi, c'était laisser la carrière ouverte à toutes les passions, dans un provisoire anarchique et révolutionnaire qui pouvait menacer le royaume du Nord lui-même dans sa sûreté. — Céder aux sommations de Garibaldi réclamant le renvoi des ministres ou même d'un ministre, c'était abaisser le Roi, le Parlement, les institutions libres, les pouvoirs publics devant une

dictature soldatesque. — S'abstenir, on ne le pouvait plus.

VI

Que faire? Cavour n'en était pas à saisir toute la gravité de la crise, à chercher une issue. Depuis quelques jours déjà, il ne cessait d'écrire à ses agents : « Voilà le moment critique! Nous touchons au dénoûment; il faut qu'il réponde à nos espérances et aux vrais intérêts de l'Italie ! »

C'est alors que Cavour puisait dans son audace, dans le sentiment de sa responsabilité, une de ces résolutions par lesquelles un homme arrivé à la dernière extrémité joue le tout pour le tout. Il ne voyait qu'un moyen de sortir de là, de trancher le nœud du problème : reprendre ouvertement l'initiative, la direction de ce mouvement près de s'égarer, en acceptant l'unité dans ce qu'elle avait de réalisable et en marchant sur la révolution pour l'arrêter dans ses folies meurtrières, pour l'empêcher de compromettre la cause nationale d'une manière peut-être irréparable; mais pour se rendre maître des événements à Naples, pour unir le midi au nord, il fallait se frayer un che-

min à travers l'Ombrie et les Marches, resserrer dans son dernier asile l'État pontifical, et pour avoir raison de Garibaldi, la force des armes ne suffisait pas, il fallait la force morale des institutions libres habilement opposées à une fantaisie soldatesque. Cavour se décidait à deux actes : — l'intervention et la convocation du Parlement. Lui aussi, il s'appropriait, il murmurait dans sa pensée le mot fameux : *Andremo al fondo!* mais il s'arrangeait de façon à dégager de la crise nouvelle l'indépendance de l'Italie fortifiée et la monarchie de Savoie plus que jamais affermie.

Accepter l'unité en plein travail pour ainsi dire, en pleine conquête, considérer la révolution de Naples comme un fait accompli qu'il ne restait plus qu'à enregistrer, avant que le roi François II eût livré sa dernière bataille, pénétrer à travers les Marches jusqu'à la frontière napolitaine pour empêcher Garibaldi de refluer vers le nord ou d'aller se jeter follement sur Rome, c'était assurément un acte extraordinaire. Cavour lui-même n'en doutait pas ; pour le coup, il ne croyait pas faire des choses régulières, et il ne saluait le droit international que pour lui demander avec son air dégagé la permission de passer outre. Il ne se sentait absous que par la nécessité nationale qui le pressait et par l'évidente imminence du péril. Encore

avait-il besoin de colorer ses entreprises, et c'est ici qu'éclatait le danger de ces bruyantes manifestations d'hostilité, de ces armements auxquels la cour de Rome se livrait depuis le commencement de 1860.

On n'avait pas vu qu'en créant une armée on créait aussi la tentation de s'en servir, surtout avec un chef brûlant d'aller à l'ennemi. On oubliait que la force de la papauté était encore dans sa faiblesse matérielle, comme on l'a dit si souvent, et que tout ce qu'on faisait était trop peu pour une sérieuse action militaire ou trop pour le vrai rôle du Saint-Siége. Pie IX, dans son pieux et profond instinct, le sentait; il n'avait qu'une médiocre foi en ces armements qu'il regardait quelquefois avec une finesse moqueuse, en demandant si l'on croyait reconquérir ainsi les provinces perdues. Le cardinal Antonelli, plus touché de raisons humaines, le sentait moins. M. de Mérode, le belliqueux prélat, le prominister des armes, ne le sentait pas du tout. Les défenseurs compromettants de la papauté temporelle s'étaient plu à faire de Rome un camp de catholicisme militant, le rendez-vous de cette armée cosmopolite qui excitait l'irritation des Italiens et dont le chef du cabinet piémontais avait six mois auparavant signalé le danger. C'était justement le prétexte qu'il saisissait maintenant, en envoyant dès le 7 septembre

au cardinal Antonelli la sommation de « désarmer ces corps dont l'existence est une menace continuelle pour la tranquillité de l'Italie[1]. » Il trouvait encore un autre prétexte dans quelques députations de l'Ombrie et des Marches accourues à Turin pour demander la protection du Roi.

Cavour n'avait pas le temps d'attendre s'il voulait devancer Garibaldi qui arrivait déjà à Naples; il se servait de tout, et en appuyant sa sommation de la

Les événements humains se reproduisent quelquefois à des demi-siècles de distance avec d'étranges analogies. Cavour ne se doutait peut-être pas que par ses procédés sommaires il imitait un peu ce que Napoléon faisait en 1808, le jour où il voulait faire entrer brusquement à Rome le général Miollis. Napoléon écrivait à son ministre des affaires étrangères, M. de Champagny : « Vous devez faire connaître au sieur Alquier (ministre auprès du Pape) que le général Miollis, qui commande mes troupes et qui a l'air de se diriger sur Naples, s'arrêtera à Rome, que le général prendra le titre de commandant de la division d'observation de l'Adriatique... » M. Alquier, aussitôt qu'il apprendrait l'arrivée des troupes aux portes de Rome, devait présenter au cardinal secrétaire d'État une note ou ultimatum, ou « sommation », portant ceci en particulier : « ... Que le rassemblement de sujets napolitains qui a lieu à Rome soit dissous... » Napoléon poursuivait : « Immédiatement après que cette note aura été remise, le sieur Alquier aura soin de veiller à ce que tout soit préparé pour recevoir l'armée... L'Empereur n'ambitionne pas une extension de territoire pour ses États d'Italie... ; mais il veut que le Pape se trouve dans son système... » — Il reste toujours, bien entendu, cette différence que Napoléon entrait à Rome pour en faire bientôt un département français, et que Cavour n'entrait dans l'Ombrie et les Marches, pays italiens, que pour en faire des provinces de l'Italie.

menace d'une prompte exécution militaire, il se hâtait de commenter pour l'Europe cette brusque entrée en action. L'habileté de Cavour était de préciser la question, de faire de l'intervention piémontaise une garantie contre les déchaînements révolutionnaires, de mettre en réserve l'affaire de Venise, dont la solution devait être laissée au temps, et de prodiguer les marques de respect au Pape en le rassurant au moins sur l'intégrité du patrimoine de Saint-Pierre. L'ordonnateur de l'invasion des Marches finissait même en témoignant, comme il le disait, « la confiance que le spectacle de l'unanimité des sentiments patriotiques qui éclatent aujourd'hui dans toute l'Italie rappellera au Souverain Pontife qu'il a été, il y a quelques années, le sublime inspirateur de ce grand mouvement national. » Il avait besoin de toutes ses ressources pour se tirer de cette nouvelle campagne!

Que malgré toutes les explications et les protestations l'Europe dût s'émouvoir de ce coup de théâtre, que l'Autriche pût être tentée de chercher dans ces complications nouvelles l'occasion qu'elle ne cessait de poursuivre, Cavour s'y attendait bien, il s'attendait à tout. Il avait du moins pris la précaution, avant de s'engager, de confier ses projets à la France, d'avoir l'air de consulter le chef du gouvernement français. Il

avait envoyé le ministre de l'Intérieur Farini et le général Cialdini à l'Empereur qui passait à Chambéry. Napoléon III n'avait nullement dit le mot qui lui a été si souvent prêté : *Fate presto!* il avait écouté en silence, avec une certaine préoccupation, comprenant parfaitement l'acte qui se préparait, reconnaissant la sagacité de Cavour, mais se refusant à toute promesse, à tout engagement, et au lendemain de l'entrevue de Chambéry il répétait encore : « Si le Piémont croit cela absolument nécessaire pour se sauver lui-même et pour sauver l'Italie d'un abîme de malheurs, soit; mais c'est à ses risques et périls; qu'il réfléchisse bien que si l'Autriche l'attaque, la France ne peut le soutenir... » Pour celui qui avait traité souvent avec l'Empereur, qui avait plus d'une fois entendu ce langage, qui était accoutumé aux réserves, aux indécisions de cette pensée compliquée, cela suffisait. Cavour connaissait Napoléon III. Il savait ce qui s'était passé à Rome précisément à propos de la formation de cette armée, — que lui Cavour allait disperser. Il savait l'imprudence de toutes ces manifestations semi-politiques, semi-religieuses, qui, pendant quelque temps, s'étaient succédé au Vatican, qui étaient dirigées contre l'Empire autant que contre l'Italie [1].

[1] C'était l'époque où, suivant les rapports diplomatiques officiels,

Il savait enfin, pour l'avoir lu dans la brochure *le Pape et le Congrès*, que Napoléon III, protégeant le pouvoir temporel à Rome et dans la *Comarca*, abandonnait les Marches aussi bien que la Romagne.

Dès lors il savait d'avance la mesure dans laquelle la politique française pourrait se mouvoir, et quant à l'attaque de l'Autriche dont avait parlé Napoléon III, il n'en était pas à la pressentir. Il comprenait le danger d'une attaque autrichienne pendant que les principales divisions piémontaises seraient dans le midi. Il ne s'endormait pas; il avait déjà des rapports avec des Hongrois, il mettait tout en œuvre pour réunir des forces en Lombardie, et il écrivait à La Marmora : « Dans les graves circonstances où est la patrie, je suis sûr que tu ne trouveras pas singulier que je me tourne vers toi avec la même confiance que je t'ai toujours témoignée quand nous étions collègues et amis... Je me flatte que tu ne me refuseras pas ton

on recevait les visiteurs aux portes du Vatican en leur demandant s'ils étaient Bretons, et où l'on disait triomphalement : « Le Pape reçoit les hommages de la Bretagne! » A un habitant de Lyon qui, bien que fervent catholique, ne croyait pas devoir répudier sa nationalité, on disait : « Monsieur, on est sujet du Pape avant d'être sujet de son souverain; si vous ne professez pas ces doctrines, pourquoi êtes-vous ici? » Je rappelle ceci pour montrer que Cavour, étant au courant de tout, avait quelque raison de croire que l'action de l'Empereur à Rome serait nécessairement assez tiède.

concours pour préserver le pays des périls qui peuvent le menacer. L'invasion des Marches, rendue nécessaire par l'entrée de Garibaldi à Naples, donne à l'Autriche un prétexte pour nous attaquer. La France le reconnaît et paraît peu disposée à s'y opposer par les armes. Nous ne devons compter que sur nous. Je crois, il est vrai, peu probable un mouvement agressif de l'Autriche, qui dans les conditions intérieures de l'Empire serait périlleux pour elle. Tout cela est cependant possible... » Au fond, il calculait que la France ne se dégagerait pas aussi aisément de toute solidarité avec l'Italie, et que dans tous les cas elle resterait intéressée à contenir l'Autriche. De toute façon, il avait fait ce qu'il avait pu : il veillait sur le Mincio d'où pouvait partir l'attaque, il ne cessait de négocier avec les Tuileries, et il était sûr de l'Angleterre, qui, en ce moment même, défendait avec une vivacité singulière à Vienne le Piémont et sa politique d'intervention, — et c'est ainsi qu'il s'élançait.

VII

Faire vite ! Cavour n'avait pas besoin que l'Empereur lui dît ce mot, — qui eût été certainement

étrange, venant de celui qui l'aurait prononcé et s'adressant à celui qui l'aurait recueilli. Le hardi politique était le premier convaincu que la rapidité, la dextérité et la précision pouvaient seules assurer le succès. Avant même que le signal fût donné, il avait tout préparé, — il avait pris pour le moment le ministère de la Guerre avec le ministère de la Marine et le ministère des Affaires étrangères. D'un côté, il hâtait la marche vers la frontière de l'armée relativement considérable, et à dessein considérable, qui devait engager la campagne sous le général Fanti et le général Cialdini. D'un autre côté, il écrivait à Persano : « Le général Cialdini entrera dans les Marches et se portera rapidement devant Ancône, mais il ne peut espérer se rendre maître de cette place s'il n'est secondé énergiquement par notre escadre... Dites-moi ce que vous croyez nécessaire pour le succès de cette entreprise, et comment vous entendez la réaliser... » Cette entreprise, savamment préparée, brusquement engagée dès le 11 septembre, elle était accomplie d'une manière foudroyante, en quelques jours, par le concours de l'armée et de la flotte.

Aussitôt les protestations éclataient de toutes parts : elles venaient de la Russie, de la Prusse, de la France, qui rappelaient successivement leurs ministres. Cavour

marchait escorté de protestations ; il les écoutait, il ne s'en troublait pas. Aux admonestations de la Prusse, que lui portait le comte Brasier de Saint-Simon, il répondait : « Je suis fâché que le cabinet de Berlin juge si sévèrement la conduite du Roi et de son gouvernement. J'ai la conscience d'agir conformément aux intérêts de mon souverain et de mon pays. Je pourrais répondre avec avantage à tout ce que dit M. de Schleinitz ; mais, de toute façon, *je me console en pensant que, dans cette occasion, je donne un exemple que, probablement dans quelque temps, la Prusse sera très-heureuse d'imiter.* » A la France il ne répondait guère, et ne s'inquiétait pas de l'empressement que le cabinet des Tuileries mettait à se dégager. Il avait deviné ce que la cour de Rome en ce moment même ne voyait pas, ou ce qu'elle affectait de ne pas voir, c'est que la France pourrait protester par le rappel de son ministre, mais qu'elle s'en tiendrait là, que l'Empereur se bornerait à couvrir la sûreté du Pape et le patrimoine de Saint-Pierre dans un rayon tout militaire. Il laissait le cardinal Antonelli et la diplomatie française se débattre à Rome pour savoir si l'Empereur avait dit qu'il se verrait « forcé de s'opposer à l'agression piémontaise », ou s'il avait dit qu'il « s'opposerait par la force ». Grave ques-

tion que Cavour se chargeait de résoudre par ses succès !

Pendant ce temps, en effet, l'armée piémontaise tranchait le nœud. Elle allait rencontrer un moment devant elle, il est vrai, une poignée d'hommes réunis par des convictions désintéressées, conduits par un chef digne d'une meilleure fortune; mais que pouvait le malheureux Lamoricière dans la situation fausse où il se trouvait? Il n'avait plus même d'illusions, il avait vu de près les incurables désordres de l'administration romaine. Il savait qu'il n'avait pas une armée à mettre en face d'une armée sérieuse. Si un instant il avait cru ce qu'on lui disait d'une intervention de la France, il avait été promptement détrompé. Engagé d'honneur, il pouvait dire encore avec sa vivacité et son entrain de soldat : « Si nous sommes seuls, Dieu combattra pour nous; nous en appellerons à notre droit et à flamberge, notre *bonne épée!* » Il ne pouvait qu'illustrer d'un dernier reflet une défense que le choc de Castelfidardo brisait, qui allait expirer dans la place d'Ancône pressée par l'armée de Cialdini et par la flotte de Persano, bientôt réduite par le feu à capituler.

Cela fait, la question des Marches était tranchée. L'armée piémontaise, gagnant la frontière napolitaine,

restait maîtresse de la situation, et, chose étrange! l'infortuné François II, qui ne pouvait plus rien pour lui-même, venait, sans le vouloir et sans le savoir, de rendre un singulier service à Cavour : il avait arrêté Garibaldi sur le Vulturne, — et c'était fort heureux, car le terrible homme, plus entêté que jamais, aurait bien pu, s'il n'eût été arrêté, pousser sur Rome avant l'arrivée des Piémontais. Maintenant il ne le pouvait plus. Cavour voyait la fortune sourire à son audace de toute façon, par la promptitude de la conquête des Marches et par la résistance des « royaux » napolitains.

Le coup avait été habilement monté, c'est bien certain. La partie militaire était gagnée, la partie politique l'était bien plus encore, j'ose le dire, et si, dans une affaire comme l'invasion des Marches, il y avait de ces violences ou de ces subterfuges devant lesquels ne recule pas quelquefois un homme hardi aux prises avec les difficultés d'une situation hasardeuse, l'action politique, parlementaire, révélait ce qu'il y avait de supériorité, de libérale confiance dans cette nature si puissante et si fine. Au milieu de ces troubles, de ces conflits, en apparence inextricables, Cavour recevait de toutes parts des excitations à prendre la dictature, à demander tout au moins des

pleins pouvoirs au Parlement. Il restait absolument sourd à ces suggestions, et comme un jour, au plus fort de ses embarras, madame de Circourt lui avait communiqué une lettre d'un personnage considérable qui lui proposait un expédient de ce genre, il répondait :

« Je suis très-flatté de l'opinion que votre illustre ami manifeste à mon égard, mais je ne puis la partager. Il se méfie trop de la liberté et il compte beaucoup trop sur l'influence que je possède. Pour ma part, je n'ai nulle confiance dans les dictatures et surtout dans les dictatures civiles. Je crois qu'on peut faire avec un parlement bien des choses qui seraient impossibles à un pouvoir absolu. Une expérience de treize années m'a convaincu qu'un ministère honnête et énergique, qui n'a rien à redouter des révélations de la tribune et qui n'est pas d'humeur à se laisser intimider par la violence des partis extrêmes, a tout à gagner aux luttes parlementaires. Je ne me suis jamais senti si faible que lorsque les chambres étaient fermées. D'ailleurs, je ne pourrais trahir mon origine, renier les principes de toute ma vie. Je suis fils de la liberté, et c'est à elle que je dois tout ce que je suis. S'il fallait mettre un voile sur sa statue, ce ne serait pas à moi de le faire. Si l'on parvenait à per-

suader aux Italiens qu'il leur faut un dictateur, ils choisiraient Garibaldi et pas moi, et ils auraient raison! La route parlementaire est plus longue, mais elle est plus sûre... »

L'idée que Cavour portait dans les affaires était celle d'un grand libéral, du plus grand des libéraux, sachant assurément imaginer des expédients s'il en avait besoin, mais mettant au-dessus de tout cette politique qui a été le secret de sa force, qu'il a pratiquée jusqu'au bout avec une sorte d'audace. Ce qu'il disait à madame de Circourt, sous la forme d'une confidence pleine d'abandon, il le répétait au même instant d'une manière plus énergique encore, plus raisonnée, en serrant de plus près cette situation où il se trouvait engagé, en précisant la nature, les conditions de ce mouvement italien qu'il avait à conduire. C'est à Salvagnoli de Florence qu'il écrivait :

« ... Vous vous rappelez combien les journaux anglais ont blâmé les Italiens d'avoir suspendu les garanties constitutionnelles pendant la dernière guerre. Renouveler cette mesure aujourd'hui, dans un moment de paix apparente, aurait les plus funestes effets sur l'opinion publique en Angleterre et sur tous les libéraux du continent. A l'intérieur, cela ne remettrait pas la concorde dans le parti national. Le

meilleur moyen de montrer combien le pays est loin de partager les idées de Mazzini et les rancunes de quelques autres est de laisser au Parlement toute liberté de censure et de contrôle. Le vote favorable qui sera accordé par la grande majorité des députés donnera au ministère une autorité de beaucoup supérieure à toute dictature. Votre conseil ne ferait que réaliser l'idée de Garibaldi, qui tend à obtenir une grande dictature révolutionnaire à exercer au nom du Roi, sans contrôle de la presse libre, sans garanties individuelles et parlementaires. Je suis convaincu, au contraire, que ce ne sera pas le moindre titre de gloire pour l'Italie d'avoir su se constituer en nation sans sacrifier la liberté à l'indépendance, sans passer par les mains dictatoriales d'un Cromwell, mais en se dégageant de l'absolutisme monarchique sans tomber dans le despotisme révolutionnaire. Aujourd'hui, il n'y a d'autre moyen d'atteindre ce but que de demander au Parlement la seule force morale capable de vaincre les sectes et de nous conserver les sympathies de l'Europe libérale. Retourner à des comités de salut public, ou, ce qui est la même chose, à des dictatures révolutionnaires d'un seul ou de plusieurs, serait tuer à sa naissance la liberté légale, que nous voulons comme compagne inséparable de l'indépendance de la nation. »

Ainsi il parlait dans l'intimité comme en public, prétendant toujours résoudre les questions les plus compliquées, aussi bien que les plus simples, par la liberté, par les pouvoirs légaux au sein de la liberté, faisant tour à tour du régime parlementaire le plus grand moyen d'action ou le plus puissant instrument de modération. C'est dans ces idées que, dès le début du conflit avec Garibaldi, il avait décidé la convocation des Chambres, et le jour où le Parlement se réunissait à Turin, au commencement d'octobre, pendant que la crise du midi se déroulait encore, il ne rusait pas, il ne voulait surtout ni envenimer, ni dissimuler le conflit; il précisait la situation : urgence d'appeler les provinces méridionales à se prononcer sur l'annexion, nécessité de clore la période révolutionnaire par la création définitive d'un royaume de 22 millions d'Italiens, gravité de ce fait nouveau de l'intervention « d'un homme justement cher au pays », témoignant sa défiance envers le cabinet. « Un dissentiment profond, disait-il, s'est élevé entre le général Garibaldi et nous ; ce dissentiment, nous ne l'avons pas provoqué... Que pouvait faire le ministère? Passer outre sans savoir si le Parlement ne partageait point les idées de Garibaldi sur sa politique? Si nous avions fait cela, on nous aurait reproché avec raison de

n'avoir pas consulté le Parlement dans une circonstance aussi critique... Nous retirer? Si la couronne fût venue à changer de conseillers à la requête d'un citoyen, quelque illustre et bien méritant qu'il puisse être, elle aurait porté un coup mortel à notre système constitutionnel... Nous ne pouvions que convoquer le Parlement, nous l'avons fait... C'est au Parlement de décider... Si votre vote nous est contraire, la crise ministérielle s'accomplira, mais en conformité des grands principes constitutionnels. S'il nous est favorable, il agira sur l'âme généreuse de Garibaldi. Nous sommes sûrs qu'il en croira les représentants de la nation plutôt que les mauvais citoyens dont le triste travail est de séparer des hommes qui ont énergiquement et longtemps lutté pour la cause nationale... » Et la discussion se terminait par un vote à peu près unanime de confiance pour le gouvernement, accompagné d'un vote non moins unanime d'admiration pour Garibaldi, auquel le ministère n'avait garde de se refuser.

La victoire morale et politique restait à Cavour appuyé sur le Parlement, et Garibaldi lui-même, il faut le dire, ne prenait nullement l'air d'un révolté. Il ne disputait plus sur l'annexion immédiate qu'un vote consacrait; il s'empressait d'aller à la rencontre du Roi qui entrait avec lui à Naples, et si, en s'em-

barquant tout à coup, presque obscurément, pour retourner à Caprera, il gardait une secrète blessure, s'il n'oubliait pas, s'il se réservait de reparaître, il montrait du moins dans sa retraite du moment autant de désintéressement que de simplicité. Le reste, — la dernière résistance de François II à Gaëte, les embarras du lendemain d'une révolution, — n'est plus que l'épilogue du drame. La question napolitaine était tranchée, l'intervention piémontaise avait atteint son but.

VIII

Le jour où des élections nouvelles venaient de nommer le Parlement de toutes les provinces et où ce Parlement se réunissait à Turin pour consacrer l'existence d'un royaume d'Italie, une scène curieuse se passait sur la place du Château. Le vieux Manzoni, malgré son âge et sa santé affaiblie, avait tenu à faire le voyage de Milan à Turin pour assister à ce qu'il appelait le couronnement de l'Italie. Une foule passionnée entourait le palais Madame où délibérait le Parlement, lorsque tout à coup Manzoni sortait appuyé sur le bras de Cavour. Aussitôt les applaudis-

sements éclataient, et le ministre souriant se tournait vers le poëte en lui disant : « Voilà pour vous ! » Le vieux poëte retirait vivement son bras et se mettait lui-même à battre des mains en montrant Cavour. La foule redoublait d'acclamations enthousiastes, et Manzoni tout fier s'écriait : « Eh bien, monsieur le comte, voyez-vous maintenant pour qui sont ces applaudissements ? » Ministre et poëte auraient pu se rappeler en ce moment cette première rencontre où ils s'étaient vus dix ans auparavant chez Rosmini, à la villa Bolongaro, et où Cavour disait en se frottant les mains : « Nous ferons quelque chose ! » Il n'avait point effectivement perdu son temps dans ces dix années, puisque dans le palais Madame se trouvaient réunis des représentants de Naples et de Turin, de Milan et de Palerme, de Brescia et de Florence, de Bologne et de Gênes ; « quelque chose » avait été fait, et ce « quelque chose » se révélait dans cette explosion de popularité qui accueillait un homme.

Tout n'était pas cependant fini même par ces prodigieuses annexions qui venaient de s'accomplir. Cavour n'avait pas seulement à poursuivre la pacification laborieuse des provinces méridionales et à maintenir une situation toujours difficile, toujours périlleuse devant l'Europe, il avait à fixer sa politique sous les

yeux mêmes de la diplomatie étrangère, à se mettre, pour ainsi dire, en règle sur deux questions qui allaient être sans cesse agitées, qui se dressaient fatalement désormais comme deux redoutables énigmes devant l'Italie unifiée et inachevée : Venise et Rome ! L'une de ces questions, celle de Venise, restait la plaie vive par la domination autrichienne laissée au delà du Mincio; l'autre était une grande question morale plus encore que territoriale. Elles étaient toutes les deux en réalité aussi difficiles à résoudre qu'à éluder, et Cavour ne sortait d'une crise que pour se retrouver en face de nouveaux problèmes plus délicats et plus épineux que jamais. Avec un peu de révolution et un peu de guerre on avait pu enlever Naples et les Marches; on ne pouvait pas aller avec des volontaires en chemise rouge et des manifestes retentissants à Venise et à Rome ; il n'y avait que Garibaldi qui le croyait, et la situation devenait d'autant plus sérieuse que ce n'était plus en vérité le moment de jouer le tout pour le tout, de risquer dans des aventures nouvelles l'existence d'un royaume de 22 millions d'Italiens, l'unité à peine conquise de nom, encore en travail.

Eh ! sûrement Cavour songeait à Venise autant que Garibaldi ; il ne pouvait l'oublier, puisque pour elle il

avait éclaté si violemment après Villafranca et presque risqué une rupture avec l'Empereur; il ne pouvait oublier non plus tout ce qui l'entourait, les dangers qu'une imprudence pouvait à chaque instant provoquer sur le Mincio, et cette imprudence, il ne voulait ni la commettre, ni la laisser commettre. C'était désormais pour lui une affaire de conduite et d'opportunité, où il tenait, comme toujours, à garder l'opinion comme complice sans la tromper. « Quelque ardente que soit notre affection pour Venise, pour la grande martyre, disait-il, nous devons reconnaître que la guerre contre l'Autriche serait imposssible en ce moment; impossible parce que nous ne sommes pas organisés, impossible parce que l'Europe ne le veut pas. Je sais bien qu'il y a des hommes qui font peu de cas de l'opposition des cabinets. Je ne suis pas de leur avis. Je leur rappelle qu'il a toujours été fatal aux princes et aux peuples de ne pas tenir compte de ce que veulent les puissances. D'énormes catastrophes sont venues d'un trop grand dédain pour les sentiments des autres nations. » Et lorsqu'on lui demandait comment alors il entendait résoudre cette question de Venise, il répondait qu'il fallait convaincre l'Europe, désarmer les oppositions, qui ne venaient pas des gouvernements seuls, — dissiper cette dernière illusion d'une réconciliation pos-

sible entre les Vénitiens et l'Autriche, montrer enfin que les Italiens, après s'être constitués en nation, étaient capables de s'organiser, de former un État solide, appuyé sur le consentement des populations. — « Alors, s'écriait-il, l'opinion changera en Europe... Lorsque la vérité ne pourra plus être sérieusement contestée, le sort de la Vénétie éveillera d'immenses sympathies, non-seulement dans la généreuse France, dans la juste Angleterre, mais dans la noble Allemagne. Je crois que le temps n'est pas loin où la majorité de l'Allemagne ne voudra plus être la complice des malheurs de Venise. Quand il en sera ainsi, nous serons à la veille de la délivrance. Cette délivrance s'opérera-t-elle par les armes ou par des négociations? La Providence seule en décidera. »

Évidemment Cavour se donnait le temps de consulter les circonstances tout en sachant bien néanmoins que d'un instant à l'autre le cabinet de Vienne pouvait être tenté de brusquer les choses, et en se tenant prêt aux événements. La question de Venise n'avait encore rien que de relativement simple. La question de Rome était bien autrement complexe; elle touchait à tout, à la constitution même de l'unité italienne par le choix de la capitale, aux croyances, aux intérêts et aux traditions du monde catholique par le pouvoir

temporel, aux relations les plus intimes avec la France par la présence prolongée d'une garnison française à Rome. Elle était à la fois nationale, universelle, religieuse, diplomatique, et c'est là que Cavour déployait réellement la puissance d'un esprit merveilleux de pénétration et de netteté, maître dans l'art des ménagements et des combinaisons, absolument dénué de préjugés vulgaires, poursuivant par le libéralisme la solution d'un problème en apparence insoluble.

IX

Cette question de Rome, qu'il avait rencontrée bien des fois sur son chemin depuis vingt ans et qu'il ne pouvait aborder de front lorsqu'il ne représentait que le petit Piémont, il la retrouvait devant lui comme ministre de l'Italie unie, et ce qu'il avait à négocier en réalité n'était rien moins qu'une transformation complète des conditions politiques de la papauté. Il avait un avantage qui tenait à sa nature libre et ouverte, qui avait été plus d'une fois sa force dans toutes ces délicates affaires religieuses. Il n'avait ni haine, ni préventions d'aucune sorte à l'égard de l'Église. Il jugeait, il est vrai, le pouvoir temporel perdu; il le

croyait aussi incompatible avec la nationalité italienne que peu favorable à la religion elle-même; il en parlait librement, sans violence, en homme ayant un grand problème à résoudre, non des passions de secte à satisfaire, et justement parce qu'il voyait tout en politique supérieur, il pouvait se prêter à ce qui ne serait point incompatible avec l'objet qu'il poursuivait, tout disposé d'ailleurs à offrir à l'Église pour son pouvoir perdu les plus larges compensations de liberté et d'indépendance. Un jour, vers ce temps-là, il écrivait à un de ses confidents : « A mon sens, il y aurait deux moyens : l'un ostensible, l'autre secret. Le premier serait de soumettre hardiment la question à l'examen de l'opinion publique : par exemple, si moi ou un autre membre du cabinet, ou même le Roi, nous déclarions officiellement, ou dans un discours d'occasion, ou enfin devant le Parlement, quelles sont les dispositions du gouvernement au sujet des affaires religieuses. Le second moyen serait d'envoyer un agent secret dont la présence à Rome devrait être ignorée de nos adversaires et partant d'Antonelli ; cet agent aurait la pensée tout entière du gouvernement, de façon à inspirer la persuasion qu'il porte réellement des propositions sérieuses et qu'il peut tout recevoir... » Cavour ne se refusait par le fait aucun de ces moyens ;

il s'en servait alternativement, quelquefois simultanément, en homme qui alliait à une impétueuse logique de pensée la plus rare flexibilité de procédés pratiques.

Il faut bien savoir que, même au plus fort de ses luttes et de ses crises, Cavour ne restait pas longtemps sans avoir des rapports secrets avec Rome. Aux premiers mois de 1860, un aumônier du Roi, l'abbé Stellardi, avait été envoyé auprès du Pape, avec la mission de proposer un vicariat qui se serait étendu à l'Ombrie et aux Marches en même temps qu'aux Légations. Pie IX avait écouté avec douceur, avec une certaine émotion; il avait même discuté, il avait fini par refuser son adhésion. Au moment de l'invasion des Marches, ou au lendemain, Cavour, loin de chercher à envenimer la rupture, s'efforçait au contraire d'atténuer les ressentiments à Rome, et se flattait de pouvoir tirer parti des événements. Il se hâtait de rendre sans conditions des prisonniers qu'on lui avait demandés, et dès la fin d'octobre il écrivait à un ami, médecin fixé à Rome, homme intelligent et habile, le docteur Pantaleoni : « J'envoie à Rome une personne chargée de rendre les gendarmes prisonniers. La même personne est chargée de s'informer si le Saint-Père commence à reconnaître la nécessité d'en venir

avec nous à des accords qui pourraient être très-convenables pour la cour romaine, qui assureraient son indépendance spirituelle bien plus efficacement que les armes étrangères. » Le docteur Pantaleoni, fort mêlé au monde romain, lié avec des membres du sacré Collége, avait eu de son côté la même idée. De là toute une négociation secrète qui remplissait les derniers mois de 1860 et les premières semaines de 1861, à laquelle se trouvait bientôt associé le Père Passaglia.

D'autres négociations s'entre-croisaient encore; la principale restait celle de M. Pantaleoni. Cavour ne laissait rien ignorer à l'Empereur, qui, lui aussi, avait ses projets, mais qui finissait par se rallier au travail mystérieux déjà engagé. De quoi s'agissait-il? Le programme était, avec des avantages plus considérables, la première ébauche du système qui a trouvé depuis son expression dans la « loi des garanties ». Le pouvoir temporel disparaissait tacitement. Le Pape restait souverain avec les prérogatives, les droits, l'inviolabilité, les honneurs de la souveraineté. Le Saint-Père devait avoir un large patrimoine immobilier dans le royaume, garder la propriété absolue du Vatican et de quelques autres palais ou résidences. L'Église devenait complétement libre, indépendante dans son ministère spirituel. L'État renonçait à tous ses droits, à toute

intervention dans les affaires de l'Église. C'était le grand traité de paix depuis si longtemps médité, rêvé par Cavour et résumé dans ce mot, qui a retenti partout : « l'Église libre dans l'État libre ! »

Jusqu'à quel point la cour de Rome entrait-elle sérieusement dans cette négociation? Il est bien certain du moins qu'elle semblait d'abord s'y prêter. Le Père Passaglia était l'intermédiaire le plus actif entre Rome et Turin; le cardinal Santucci acceptait le rôle de négociateur. Les uns et les autres voyaient le Pape qui les écoutait, si bien qu'un jour Cavour recevait à Turin cette dépêche : « Le cardinal Santucci a cru devoir tout dire au Pape...; il lui a parlé de la perte inévitable du temporel et des propositions amicales qui sont faites. Le Saint-Père s'est montré résigné. Antonelli a été mandé; il a fait d'abord une vive opposition, puis il s'est aussi résigné et il a demandé au Pape de les délier, lui et Santucci, du serment, pour traiter de l'abandon possible du temporel. Ils verront Passaglia, et celui-ci me demande de leur part que quelqu'un soit désigné ici ou envoyé de Turin pour négocier. On prie que la personne choisie ne soit pas un avocat! » Et aussitôt le télégraphe en portait la nouvelle vers Paris à l'adresse de l'Empereur, qui, à vrai dire, en s'intéressant au succès, ne paraissait pas

espérer beaucoup. Cavour, lui aussi, ne se flattait pas sans doute de toucher si vite le but; il croyait néanmoins voir une porte s'ouvrir; il redoublait d'efforts; il désignait les négociateurs qui lui avaient été demandés, et il écrivait au Père Passaglia : « J'ai là confiance qu'avant Pâques prochain vous pourrez m'expédier le rameau d'olivier, symbole de paix entre l'Église et l'État, entre la papauté et les Italiens... » Qu'arrivait-il cependant? Au moment où un premier pas semblait fait vers une négociation, tout changeait brusquement de face. Ou bien le cardinal Antonelli n'avait paru céder que par subterfuge pour mieux pénétrer les desseins de ses adversaires et se donner les moyens de les combattre, — ou bien il avait retrouvé l'espoir d'échapper à la nécessité, il avait cru voir les symptômes d'événements prochains en Europe, les signes d'une intervention possible des puissances catholiques.

Évidemment un dernier effort avait été tenté pour retenir le Pape, à demi entraîné vers la réconciliation. Toujours est-il que le cardinal Antonelli se hâtait de brouiller tous les fils de la négociation, et il donnait même l'ordre au docteur Pantaleoni de quitter les États romains sous vingt-quatre heures! L'intrigue des adversaires de la paix l'avait emporté pour le moment, tout semblait suspendu. Cavour n'avait pas réussi par

le « moyen secret » ; il avait le « moyen public », le Parlement, et il trouvait une occasion naturelle à propos d'une interpellation qui lui était adressée sur les affaires de Rome au mois de mars 1861. Cette interpellation opportune, elle n'était pour lui qu'une manière de reprendre ou de continuer la négociation au grand jour, devant l'opinion italienne et universelle, en avouant plus que jamais dans toute son étendue, et j'ose ajouter dans sa grandeur, la politique dont il ne cessait de poursuivre la réalisation.

Déjà il avait dit en plein Parlement : « L'étoile qui nous dirige maintenant, c'est que la ville éternelle, sur laquelle vingt siècles ont accumulé toutes sortes de gloire, devienne la splendide capitale du royaume italique. » Ce qu'il avait dit déjà, il le confirmait avec plus de netteté, avec plus d'ampleur au mois de mars 1861. Certainement Cavour ne se laissait pas diriger dans son choix par des entraînements d'imagination, par des passions d'artiste. Il avouait avec une spirituelle humilité que pour son goût il préférait à tous les monuments de Rome « les rues simples et sévères de sa ville natale ». Il aimait Turin, il ne le sacrifiait pas sans peine, et il lui arrivait de dire : « Ah! si l'Italie pouvait avoir deux capitales, une pour les dimanches, l'autre pour les jours ordi-

naires! » Il ne se décidait que par une raison toute politique, parce que Rome seule pouvait dominer de son nom et de sa majesté les rivalités des villes italiennes, par conséquent mettre le sceau définitif à l'unité, — et il voyait un intérêt de premier ordre à le proclamer, pour couper court à tout débat, pour pouvoir dire à l'Europe : « Vous le voyez, la nécessité d'avoir Rome pour capitale est reconnue et sanctionnée par la nation tout entière. » — « Rome seule, s'écriait-il, doit être la capitale de l'Italie; mais ici commencent les embarras du problème... Il faut que nous allions à Rome, mais à deux conditions : que ce soit de concert avec la France, et que la grande masse des catholiques en Italie et ailleurs ne voie pas dans la réunion de Rome au reste de l'Italie le signal de l'asservissement de l'Église. Il faut, en d'autres termes, que nous allions à Rome, mais sans que l'indépendance du souverain Pontife en soit diminuée, sans que l'autorité civile étende son pouvoir sur les choses spirituelles... »

X

Ce n'était pas facile, sans doute, ce n'était pas non plus impossible. Au sujet de la France, il n'hésitait pas à dire : « Il serait insensé, dans l'état actuel de l'Europe, de vouloir aller à Rome malgré la France... ; nous avons contracté une grande dette de reconnaissance envers la France... ; mais nous avons un motif plus grave de nous mettre d'accord avec elle. Quand nous avons appelé, en 1859, la France à notre aide, l'Empereur ne nous dissimula point les engagements par lesquels il se tenait pour lié envers la cour de Rome. Nous avons accepté son aide sans protester contre les obligations qu'il nous déclarait avoir assumées. Après avoir tiré de cette alliance tant d'avantages, nous ne pouvons pas protester contre des engagements que jusqu'à un certain point nous avons admis... » Il n'y avait qu'un moyen de dégager la France et de désintéresser avec elle le monde catholique tout entier, c'était de donner à l'Église ce que ne pouvait plus lui donner un pouvoir temporel désormais perdu, péniblement étayé depuis vingt ans par un appui étranger, impuissant à se sou-

tenir par lui-même ou à se régénérer par des réformes impossibles; c'était d'assurer la dignité, l'indépendance du souverain Pontife et de l'Église par la séparation des deux pouvoirs, par une large application du principe de liberté aux rapports de la société civile et de la société religieuse. « Il est clair, poursuivait-il, que, si cette séparation venait à s'opérer d'une façon nette, irrévocable; si l'indépendance de l'Église s'établissait de la sorte, l'indépendance du Pape se fonderait sur de bien meilleures bases qu'aujourd'hui. Son autorité deviendra aussi plus efficace, n'étant plus liée par tous ces concordats, par tous ces pactes qui ont été et qui seront indispensables tant que le Pape sera souverain temporel... L'autorité du Pape, loin de diminuer, grandira de beaucoup dans la sphère spirituelle qui lui appartient... » Si ce n'était qu'un grand espoir, si l'on ne devait pas réussir du premier coup, il ne fallait pas se décourager, il ne fallait pas cesser de répéter : « Qu'un accord avec le Pape précède ou non notre entrée dans la ville éternelle, l'Italie n'aura pas plutôt déclaré la déchéance du pouvoir temporel qu'elle séparera l'Église de l'État et assurera sur les bases les plus étendues la liberté de l'Église... » Ainsi il s'avançait dans cette carrière qu'il ouvrait et agrandissait d'une main hardie, disant tout

avec un art infini des nuances, résumant toute sa politique dans un ordre du jour proposé par M. Boncompagni, corrigé par lui-même, qui avait ce triple objet : satisfaire les Italiens par la proclamation de Rome capitale, sauvegarder les relations avec la France, rassurer et désintéresser les catholiques par les garanties les plus libérales en faveur de l'indépendance du Saint-Siége et de l'Église.

N'était-ce qu'une illusion ou une fascination d'esprit, ou un artifice de discussion? Cavour croyait sincèrement ce qu'il disait, et il croyait agir dans l'intérêt de l'Église elle-même autant que dans l'intérêt de l'Italie. Un jour, comme un de ses plus intimes confidents, M. Artom, lui exprimait des doutes, des craintes, il s'écriait avec sa vivacité entraînante : « J'ai plus de confiance que vous dans les effets de la liberté... Ne voyez-vous pas que le moment est venu de résoudre cette question du pouvoir temporel, qui a été de tout temps la pierre d'achoppement de la nationalité italienne, et que le seul moyen de la résoudre est de rassurer le monde catholique sur le sort que l'Italie fera à la papauté? On fait injure au catholicisme lorsqu'on prétend qu'il est incompatible avec la liberté. Ma conviction est, au contraire, qu'aussitôt que l'Église aura goûté de la liberté, elle se sentira

comme rajeunie par ce régime salubre et fortifiant... Lorsque l'Europe sera convaincue que ce n'est pas au catholicisme que nous en voulons, elle trouvera naturel et convenable que le drapeau italien flotte à Rome de préférence à tout autre drapeau. L'entreprise n'est pas facile, mais elle est digne d'être tentée... » Cavour, assurément plus que tout autre, était fait pour la tenter. Il n'avait point encore réussi sans doute, mais, après avoir dégagé de toutes les convulsions et de toutes les divisions une Italie nouvelle, il avait fixé au loin, à l'horizon, un dernier but en traçant la route pour y arriver. Il touchait à ce point culminant d'une destinée où un homme puissant par la liberté, environné d'une popularité sérieuse, ayant sans doute encore des luttes à soutenir, ne peut plus être arrêté que par la mort, venant le surprendre en plein travail, — en plein triomphe !

CHAPITRE VII

LA DERNIÈRE VICTOIRE D'UNE POLITIQUE. LA MORT ET L'HÉRITAGE DE CAVOUR.

L'unité italienne et l'Europe. — L'Autriche et les annexions. — Mission du général La Marmora à Berlin. — Dernière négociation avec Napoléon III. — L'unité à Naples. — Garibaldi à Turin. — Interpellation et discours du baron Ricasoli. — Cavour et Garibaldi devant le Parlement. — Séance du 18 avril 1861. — Dernière victoire d'un ministre. — Maladie subite de Cavour. — Son agonie. — Sa mort. — Frère Jacques. — L'héritage de Cavour. — Son œuvre et sa politique. — Conclusion.

I

Avoir fait d'un rêve une réalité, avoir réussi à conduire presque au terme une révolution de nationalité, sans la laisser se perdre dans les convulsions, en la couvrant devant l'Europe du nom et du prestige d'une monarchie traditionnelle, rajeunie par la popularité du patriotisme, c'était la fortune de Cavour aux premiers mois de 1861.

Assurément, ce que le hardi Piémontais avait fait

jusque-là, il ne l'avait pas fait tout seul. S'il n'avait pas rencontré sur son chemin tant de conditions, tant de circonstances favorables, une situation européenne se prêtant à toutes les entreprises, un petit pays solide et vigoureux instrument d'action, un roi soldat et patriote, des complicités d'opinion et de sentiment national, des auxiliaires de toute sorte secondant ses desseins par l'habileté ou par l'audace, s'il n'avait pas trouvé tout cela, il n'aurait pas pu réussir. Son génie à lui avait été de combiner ces éléments multiples, de les manier avec une entente profonde de tous les ressorts de la politique, et s'il avait réussi jusqu'au bout, c'est qu'il avait su tout préparer. Au fond, ce qui venait d'arriver, ce dernier acte du drame dénoué à Ancône et à Naples, n'était encore, après tout, que le couronnement, peut-être précipité et imprévu, de la pensée qui depuis douze ans ne cessait de procéder par des extensions successives, allant du lendemain de Novare à la guerre de Crimée, du congrès de Paris à la guerre de 1859, de la paix de Villafranca aux annexions et à l'unité. Cette unité, née au dernier moment dans un tourbillon, et l'on pourrait presque dire conquise sur les passions révolutionnaires autant que sur les Bourbons ou sur le Pape, cette unité, elle existait désormais. Elle embrassait l'Italie des Alpes

au Phare, moins Venise et Rome, ces deux points immobiles devant lesquels elle devait s'arrêter pour l'instant. Elle avait son Roi, son armée, son Parlement, son premier ministre. C'était fait! Cavour, tout enivré qu'il fût, comme bien d'autres, de cette prodigieuse transformation, pour laquelle il ne s'était décidé que lorsqu'il l'avait vue possible, Cavour lui-même cependant ne pouvait se dissimuler que tout n'était pas fini. Il sentait bien qu'après le roman et l'aventure l'œuvre du politique restait tout entière, épineuse, compliquée, et au milieu de ses soucis de victorieux, sans douter de l'avenir, mais aussi sans céder à de vaines illusions, il écrivait : « Ma tâche est plus laborieuse et plus pénible maintenant que par le passé. Constituer l'Italie, fondre ensemble les éléments divers dont elle se compose, mettre en harmonie le Nord et le Midi, offre autant de difficultés qu'une guerre avec l'Autriche et la lutte avec Rome... »

C'était là tout l'homme, patient à préparer les événements, prompt à l'exécution, et, à chaque pas nouveau qu'il faisait, préoccupé d'assurer le terrain conquis, de le défendre contre l'ennemi extérieur ou intérieur.

II

La question restait en effet des plus graves. Cavour, qui savait ce que les autres ne savaient pas, qui avait sans cesse l'œil fixé sur l'Europe comme sur l'Italie, Cavour ne pouvait s'y tromper, et il ne perdait pas un moment pour se mettre en mesure de vaincre ou de déjouer les difficultés de toute sorte qui l'entouraient.

La première de ces difficultés était évidemment dans un choc toujours possible avec l'Autriche ouvertement défiée. Si la situation de l'Italie vis-à-vis de l'Autriche était déjà périlleuse lorsqu'il ne s'agissait que de l'annexion de la Toscane ou de la Romagne, elle l'était bien plus encore lorsque l'Italie entière s'unissait sous l'influence d'une passion ardente de nationalité, lorsque Venise devenait le mot d'ordre d'une dernière revendication. Moralement la guerre existait par la violation de tous les traités, par la nature même de cette révolution italienne dont chaque progrès menaçait la puissance impériale sur le Mincio et sur l'Adige. D'un moment à l'autre, les hostilités pouvaient éclater; l'Autriche pouvait profiter de la crise du midi, et plus

d'une fois, dans ces cruels moments, Cavour l'avait craint. Aux derniers jours de 1860, il écrivait, non sans une certaine émotion, à madame de Circourt : « Peut-être allons-nous être mis à une rude épreuve. L'Autriche, à ce qu'il paraît, songe à profiter de l'absence du Roi et de nos meilleures divisions pour nous attaquer. Nous nous préparons à lui opposer une résistance désespérée. Si Cialdini et Fanti sont à Naples, nous avons ici La Marmora et Sonnaz, qui ne se laissent pas intimider. Nous sommes prêts à jouer le tout pour le tout. Le pays est calme comme si le ciel était sans nuages; il connaît le danger, mais il n'en est pas effrayé, car il sait que la cause est assez grande pour qu'on doive faire pour elle les derniers sacrifices... »

L'Autriche, il est vrai, était restée immobile : elle n'avait pu obtenir de la Russie et de la Prusse l'appui ou les encouragements qu'elle avait compté trouver dans une entrevue alors fameuse, l'entrevue de Varsovie, et d'un autre côté elle se sentait toujours gênée par l'attitude énigmatique du cabinet des Tuileries, par la protection dont la France devait dans tous les cas couvrir la Lombardie. Elle ne se tenait pas moins sous les armes, prête à entrer en campagne, résolue à ne plus s'arrêter si l'on commettait la faute de l'attaquer, et en réalité désirant peut-être un prétexte, ne

fût-ce que quelque tentative de volontaires, dont elle aurait pu se prévaloir devant l'Europe. Cavour se gardait bien de donner ce prétexte ; il mettait au contraire la plus énergique vigilance à empêcher tout ce qui aurait pu ressembler à une agression armée. Après avoir craint d'être lui-même attaqué, il n'avait pas tardé à démêler le jeu autrichien. « Il est évident, écrivait-il vers le mois de mars 1861 au comte Vimercati, à Paris, — il est évident que l'Autriche veut être provoquée ; nous ne lui rendrons pas ce service. »

Contenir l'Autriche sans lui céder, laisser en quelque sorte toujours ouverte la question de la Vénétie, sans aller follement, prématurément au-devant d'une lutte qui pourrait être mortelle pour l'Italie, c'était la préoccupation de Cavour à ce moment critique. Il avait besoin, pour réussir, non-seulement de déployer la prudence la plus déliée vis-à-vis de l'Autriche, mais encore de retrouver des intelligences en Europe, de dissiper les préjugés et les ombrages qu'avaient suscités les derniers événements, de réconcilier en un mot toutes les politiques à cette idée de l'unité italienne, d'une puissance nouvelle. Avec l'Angleterre, ce n'était pas difficile. Le cabinet de Londres se faisait son garant, son protecteur auprès des gouvernements, même à Vienne. Qu'il promît de ne point attaquer l'Autriche

à main armée sur le Mincio, de ne pas donner le signal d'une guerre européenne, l'Angleterre ne lui demandait rien de plus. Ce n'était pas aussi aisé avec la Russie et la Prusse, qui avaient témoigné leur mécontentement par une rupture éclatante et par le rappel de leurs ministres de Turin. Malgré tout, Cavour ne désespérait pas de calmer les deux puissances du Nord, au moins la Prusse, qu'il ne cessait de flatter dans ses ambitions secrètes, qu'il comptait rallier à sa cause. Il avait eu l'habileté de ne pas prendre trop au sérieux la rupture qui lui avait été signifiée; il n'attendait qu'une occasion de renouer avec la Prusse, et, dès les premiers jours de 1861, au moment où le prince-régent, celui qui devait être l'empereur Guillaume, allait ceindre la couronne, il envoyait le général La Marmora avec une mission particulière à Berlin.

A vrai dire, sous l'apparence d'un acte de courtoisie royale de Victor-Emmanuel à l'égard du souverain prussien, ce n'était que la continuation ou le renouvellement après la guerre et les annexions de la mission du marquis Pepoli avant la guerre de 1859. Cavour procédait en tentateur et en politique au regard perçant. Il s'étudiait à rassurer la Prusse sur ses intentions pacifiques, en lui persuadant que cette

question de la Vénétie, qui l'inquiétait, n'avait pas l'importance que l'artificieuse Autriche voulait lui donner pour la défense allemande. La Marmora était surtout chargé de répéter dans toutes ses conversations à Berlin que les deux gouvernements avaient des intérêts communs, que l'un et l'autre tiraient leur force de l'idée nationale qu'ils représentaient, que l'Italie constituée ne pouvait être qu'une alliée naturelle et utile pour la Prusse, appelée à conquérir l'hégémonie en Allemagne.

Le roi Guillaume n'avait pas encore eu le temps de s'accoutumer à ces perspectives qu'une autre main hardie allait bientôt lui ouvrir « par le fer et le feu. » Il recevait le général La Marmora avec faveur, sans dire un mot sur les événements qui venaient de s'accomplir au delà des Alpes. Le ministre des Affaires étrangères, M. de Schleinitz, acceptait volontiers la conversation, et il avait un langage à demi réservé, à demi sympathique, expression de l'attitude indécise de la Prusse. « Sans doute, disait-il, entre le Piémont et la Prusse il y a une analogie qui frappe; mais nous ne pouvons approuver tout ce que vous avez fait. J'admets bien que dans les circonstances critiques où vous étiez vous n'avez pas pu faire autrement; pour notre part, nous vous avons suscité le moins d'em-

barras possible. Quant à Venise et à sa situation malheureuse, soyez certains que nous ne jetterons pas de l'huile sur le feu, si tôt ou tard l'Autriche est disposée à la céder; seulement, alors, il faudra nous entendre pour assurer les intérêts de l'Allemagne du côté de l'Adriatique... Je comprends votre désir de voir la Prusse reconnaître le royaume d'Italie : ne nous mettez pas le couteau sur la gorge, nous ferons tout pour avoir de bonnes relations avec le gouvernement de Turin; ce sera à la fine perspicacité du comte de Cavour de nous fournir l'occasion de faire un pas de plus. » Cavour n'en demandait pas davantage; en laissant à l'avenir ce que l'avenir devait en effet réaliser, il avait réussi pour le moment, puisqu'il voyait tout à la fois la Prusse moins hostile, l'Autriche plus isolée.

III

Un autre élément de cette situation si incertaine encore et toujours périlleuse, un autre embarras, c'était Rome, cette question romaine qui touchait à tout, qui intéressait l'Italie dans la constitution définitive de son unité, la France dans la protection dont

elle couvrait la papauté, l'Europe et le monde catholique dans l'indépendance du pontificat. Cavour en sentait le poids et en mesurait les difficultés. « Je ne vous cache pas, écrivait-il à ce moment, que, même dans les jours de plus graves préoccupations, ma pensée est toujours fixée sur la question romaine... »

Au point où en étaient les affaires italiennes, il ne pouvait éviter ce problème de « Rome capitale, » de la papauté temporelle, que l'irrésistible logique des événements lui imposait, dont les passions révolutionnaires, surexcitées à l'appel de Garibaldi, pouvaient se faire une arme redoutable et un programme. Il savait bien d'un autre côté qu'il ne lui était pas permis de procéder avec ce qui restait du pouvoir temporel, avec Rome et le patrimoine de Saint-Pierre, comme il avait procédé avec la Romagne, les Marches ou l'Ombrie, — qu'il ne pouvait ni tenter ni laisser tenter quelque surprise de la force, en présence de l'Europe catholique inquiète et surtout de la France campée dans la ville éternelle. Cavour avait le sentiment profond de ces difficultés qui pouvaient être l'écueil de l'unité, et, pour faire face à cette situation si compliquée, il redoublait d'efforts et d'habileté, multipliant les combinaisons, n'excluant aucune transaction compatible avec l'intégrité nationale. Il sortait à peine

des grandes crises du Midi que déjà il engageait à Rome même, autour du Pape, ces pourparlers mystérieux qu'il ne désespérait pas de voir réussir. Pendant qu'il faisait de la diplomatie avec les cardinaux, il se servait de l'éclat des débats parlementaires pour dérouler devant l'opinion italienne et européenne ses plans de politique libérale, et il ne se bornait pas là. Au même instant, il était déjà tout entier à une négociation intime avec la France, pour obtenir de l'Empereur la reconnaissance du royaume d'Italie, et, par une application nouvelle du principe de non-intervention, le rappel de la garnison française de Rome.

C'eût été pour Cavour un succès décisif, un commencement de réalisation de cette partie de son programme par laquelle il déclarait que rien ne devait être fait que d'accord avec la France à Rome, et, pour atteindre ce but, il ne refusait pas les garanties qu'on lui demandait. C'était une phase de plus dans cet éternel travail diplomatique entre Turin et Paris. Le prince Napoléon servait d'intermédiaire dans cette négociation secrète. Aux premiers jours d'avril 1861, il communiquait à Cavour les vues de l'Empereur au sujet des affaires de Rome. « L'Empereur, qui occupe Rome depuis douze années, écrivait le prince Napoléon, l'Empereur ne veut pas que le départ de ses

troupes soit interprété comme un démenti donné à sa politique et comme une retraite devant l'unité italienne accomplie en dehors de ses conseils; mais il désire rappeler ses soldats de Rome et se tirer ainsi d'une fausse position. Le gouvernement italien a un intérêt de premier ordre à voir cet acte se réaliser, et dès lors il doit passer par-dessus des difficultés secondaires et transitoires. La politique de non-intervention appliquée à Rome et au patrimoine de Saint-Pierre pourrait servir de base à un accord. Le Pape étant considéré comme souverain indépendant, la France rappellerait sa garnison de Rome sans que l'Autriche pût prendre sa place, et à son tour le gouvernement italien prendrait l'engagement envers la France, non-seulement de s'abstenir de tout acte hostile contre le gouvernement pontifical, mais encore d'empêcher toute attaque armée soit des volontaires de Garibaldi, soit d'autres Italiens... Sans reconnaître au Pape le droit de recourir à l'intervention étrangère, l'Empereur voudra probablement que le gouvernement italien reconnaisse au gouvernement pontifical le droit d'organiser une armée catholique en dehors de ses sujets, sous la condition que cette armée reste une force défensive sans pouvoir devenir un moyen d'action offensive contre l'Italie. L'immense avantage de cet accord

pour vous est de renouer aussitôt vos relations diplomatiques avec la France, tandis que l'Autriche peut reprendre la guerre d'un moment à l'autre, et de voir Rome libre d'une garnison étrangère... »

La situation se trouverait ainsi réglée pour le moment : c'était la pensée de l'Empereur traduite par le prince Napoléon, et l'avenir restait réservé si la papauté temporelle, laissée seule en face des Romains, venait à ne pouvoir se soutenir par elle-même. Cavour, de son côté, se hâtait de répondre : « J'avoue qu'au premier instant j'ai été effrayé des difficultés et des dangers que présente l'exécution du projet auquel l'Empereur donnerait son agrément, pour arriver à une solution provisoire de la question romaine. Les engagements que nous devrons prendre et les conditions où se trouvera Rome après le départ des troupes françaises nous créeront d'immenses embarras vis-à-vis du pays, du Parlement, des Romains et surtout de Garibaldi ; mais, quand il n'y a que deux chemins à suivre, il faut savoir choisir le moins dangereux, quels que soient les précipices qu'on puisse y rencontrer encore. Je n'ai pas tardé à me convaincre que nous devons accepter les propositions qui nous sont faites : l'alliance française restant la base de notre politique, il n'y a pas de sacrifices auxquels je

ne sois disposé pour qu'elle ne soit pas mise en question... » Les deux alliés de Plombières, malgré une rupture momentanée et plus apparente que sérieuse, se sentaient toujours attirés l'un vers l'autre; ils se retrouvaient encore une fois pour s'entendre sur la condition nouvelle de Rome et de ce qui restait de la papauté temporelle au milieu de l'Italie unifiée. En réalité, c'est là l'origine, la première ébauche d'une combinaison qui ne devait se préciser dans un acte de diplomatie officielle que trois ans plus tard, mais qui se préparait déjà entre Cavour et Napoléon III pendant ces mois agités du commencement de 1861.

IV

Ce n'était là encore cependant qu'une partie des difficultés de la situation nouvelle. La complication la plus sérieuse, la plus immédiate, était à l'intérieur, à Naples, dans ces provinces méridionales brusquement annexées au royaume du Nord. Je ne parle même pas de la défense de François II à Gaëte, de cette dernière résistance d'un jeune et malheureux souverain prolongeant la lutte pendant près de quatre mois, comme pour laisser à l'Europe le temps de lui porter secours.

Le drapeau bourbonien, qui restait planté sur le rocher de Gaëte jusqu'au 13 février 1861, ne représentait plus qu'une cause vaincue.

La difficulté était moins dans cette protestation militaire, sans écho et sans espoir, que dans l'état moral de ce pays du Midi livré tout à coup à une sorte de transition orageuse, à la désorganisation d'un interrègne révolutionnaire. Tant que l'annexion ne s'était étendue qu'à des régions comme la Lombardie, la Toscane, la Romagne ou Parme, elle avait été facile. Le Napolitain, représentant tout un royaume, séparé du Nord par les mœurs, par les traditions, le Napolitain, passionné, spirituel, mobile, exubérant, formait à l'extrémité de l'Italie une masse incohérente et rebelle aux assimilations. Tout ce qu'il y avait d'anarchie accumulée depuis longtemps par un régime démoralisateur faisait explosion. Au sein d'une liberté sans limite, tous les partis exploitaient naturellement les passions, les fanatismes, les instincts de désordre d'une population impressionable, facile à enflammer contre les lois, contre les impôts, contre l'ordre nouveau. Les défenseurs du régime déchu organisaient, sous une couleur politique, un véritable brigandage; le mazzinisme, de son côté, faisait des provinces méridionales le quartier général de ses agitations en se

servant du nom de Garibaldi. Vainement le cabinet de Turin essayait de régulariser ce chaos et envoyait dans le Midi lieutenants sur lieutenants, Farini d'abord, puis le prince de Carignan avec M. Nigra, puis M. Ponza di San Marttino : ces provinces du Sud, livrées à toutes les excitations, turbulentes, indisciplinées plutôt qu'hostiles, restaient une énigme d'anarchie pour les Piémontais qui se succédaient à Naples. Ce Midi risquait d'être une autre Irlande au flanc d'un royaume à peine constitué, de sorte que Cavour se trouvait au même instant en face de toutes les complications intérieures et extérieures d'une œuvre inachevée.

Il avait raison de le dire, il n'avait pas encore le droit de se reposer dans sa conquête. Il avait tout à la fois à négocier l'avénement de l'Italie nouvelle auprès de l'Europe, à fixer sa politique sur Venise et sur Rome, à poursuivre la pacification du Midi, l'assimilation législative et administrative de tant de provinces diverses, la réorganisation militaire du nouveau royaume, la fusion de six ou sept budgets dans un seul budget, chargé, dès le premier jour, d'un déficit de 500 millions !

Quelquefois, malgré son entrain et sa trempe vigoureuse, il se sentait saisi d'une indicible émotion; il se demandait s'il pourrait aller jusqu'au bout de cette œuvre dévorante où il prodiguait son activité et sa vie;

il retrouvait aussitôt tout son courage. Il se roidissait contre les difficultés dont il se voyait assailli, qui lui venaient des divisions, des ressentiments personnels, des choses et des hommes, même souvent des hommes les plus élevés, — de toutes ces questions d'organisation qu'il prétendait conduire et résoudre au milieu de la liberté la plus complète, car pour lui il ne voulait ni de la dictature pour simplifier l'unification, ni de l'état de siége pour pacifier Naples. C'est par la discussion qu'il entendait réussir, au risque d'avoir encore à passer par de redoutables épreuves. Sa force était dans le Parlement, dans la confiance du pays, dans son immense autorité sur l'opinion, dans le concours de l'élite nationale, des esprits libéraux ralliés à sa pensée. Sa faiblesse était dans une situation encore mal apaisée et indécise, où tout pouvait dépendre d'un entraînement, de l'audace d'un chef populaire, où les passions incandescentes, surtout dans le Midi, pouvaient se jeter dans quelque aventure du côté de Rome, de Venise, et où une tentative folle risquait de ruiner les combinaisons de la politique la plus prévoyante.

Que fallait-il pour raviver une lutte comme celle que Cavour avait eu à soutenir avec Garibaldi au mois d'octobre 1860? Peut-être un prétexte, un incident imprévu, et ni les incidents ni les prétextes ne

manquaient à ce printemps de 1861, — un de ces printemps orageux du siècle qui, selon le mot de lord Palmerston, débutaient comme des lions. Le prétexte du moment, c'était la dissolution ou la réorganisation de l'armée méridionale, c'est-à-dire des volontaires qui avaient fait avec Garibaldi la campagne de Sicile et de Naples. Évidemment, on ne pouvait laisser subsister cette force irrégulière, bonne tout au plus pour une aventure comme l'expédition de Sicile ou pour les grandes circonstances. Le ministre de la Guerre, le général Fanti, ne le voulait pas dans l'intérêt militaire; Cavour lui-même ne pouvait y consentir dans l'intérêt diplomatique. On y avait mis de justes ménagements : avec les chefs principaux, les Bixio, les Cozenz, les Medici, on faisait des généraux qui ont été dignes de leur fortune ; on offrait à nombre d'officiers les moyens d'entrer définitivement dans l'armée nationale; on maintenait enfin le principe de l'institution des volontaires. L'armée méridionale, telle qu'elle avait existé, ne restait pas moins dissoute, — et peut-être aussi le ministre de la Guerre commettait-il quelques maladresses de langage dans l'exécution de ces délicates mesures.

Il n'en fallait pas plus pour réveiller chez Garibaldi les animosités les plus vives, les colères les plus vio-

lentes, et c'était là justement l'occasion d'un de ces conflits que Cavour ne recherchait pas, dont il s'inquiétait au contraire, mais qu'il acceptait sans esprit de provocation comme sans faiblesse. On sentait que la querelle du mois d'octobre n'avait été que mal apaisée, qu'elle pouvait à chaque instant se ranimer dans tout son feu et peut-être aussi avec tous ses dangers.

V

Le malheur de Garibaldi était de ne pas se contenter d'être un personnage à part, de prendre ses fantaisies guerrières ou révolutionnaires pour une politique, et de croire naïvement qu'il pouvait tout se permettre.

Arrêté dans ses projets sur Rome et sur Venise, après l'annexion de Naples, Garibaldi avait emporté dans son île de Caprera l'amertume d'un cœur déçu et irrité, plein d'un immortel ressentiment contre Cavour. Il s'était retiré en laissant à ses compagnons un ordre du jour par lequel il leur donnait rendez-vous pour le printemps. En attendant, du fond de sa retraite, qu'il n'avait pas même quittée pour aller au Parlement réuni à Turin, il jettait feu et flamme. Il

laissait échapper les déclamations et les mots d'ordre d'agitation. S'il s'était borné à se faire le défenseur de l'armée méridionale, des volontaires, ou même à réclamer l'armement national, il serait resté dans son rôle, et ses impétuosités de patriotisme, eussent-elles dû passer pour imprudentes, n'auraient rencontré que des sympathies; mais il ne s'en tenait pas là. Avec son intempérance tribunitienne et soldatesque, il s'attaquait à tout, il diffamait le gouvernement et ceux qui soutenaient le gouvernement; il signalait presque comme le parti de la trahison les modérés, les libéraux, les parlementaires qui reconnaissaient dans Cavour leur premier représentant et leur guide. A une délégation des ouvriers de Milan qui allait lui porter une adresse à Caprera, il disait entre autres choses : « Je compte toujours sur la main calleuse des hommes de ma condition pour la très-sainte rédemption de cette terre, et non sur les *menteuses promesses des politiques trompeurs.* — Malgré les tristes effets *d'une politique vassale, indigne du pays, et malgré tout ce que peuvent faire et dire la foule de laquais qui appuient cette politique monstrueuse, antinationale,* l'Italie doit être, elle doit exister... » Peu après, en acceptant la présidence de l'association unitaire italienne, il prodiguait les mêmes violences, les mêmes excitations; il

recommandait à ses compatriotes de se défendre de « *cette lâche peur que veulent inspirer ceux qui ont traîné l'honneur italien dans la boue.* »

C'est avec ces déclamations que le Cincinnatus de Caprera demandait l'armement national! Il abusait étrangement de sa popularité, de son prestige de conquérant des Deux-Siciles. Il ne voyait pas qu'il soumettait l'unité italienne, à peine créée, à une épreuve plus redoutable peut-être que celles qu'elle avait connues, qu'il atteignait d'un seul coup le roi, l'armée, le Parlement, auquel il appartenait lui-même, et que, si un homme, quel qu'il fût, pouvait parler ainsi, il ne restait plus que la dictature d'une volonté sans frein, d'un ressentiment implacable. Assurément Garibaldi n'avait pas calculé l'effet de ces paroles ardentes, injurieuses, qui remuaient sans doute les passions dans le pays, qui pouvaient trouver un écho dans le Midi, et qui allaient aussi retentir d'une autre manière à Turin, dans les Chambres, où elles excitaient les plus vives susceptibilités. Le gouvernement n'était pas seul à s'émouvoir, les députés se montraient résolus à ne pas laisser passer l'outrage, et c'est là que ce conflit singulier prenait une véritable gravité. On se disait qu'il fallait en finir, que pour l'honneur même des institutions libérales, le Parlement était tenu de sauve-

garder sa dignité, dût-il atteindre le plus populaire des hommes et lui montrer qu'il ne pouvait avoir l'inviolabilité de l'injure.

Qui prendrait l'initiative? Si c'était le gouvernement, ce serait peut-être trop officiel, et d'ailleurs le président du conseil ne voulait pas paraître relever des offenses qui s'adressaient à lui plus qu'à tout autre; si c'était un député trop engagé par ses opinions ou obscur, la démonstration parlementaire pourrait s'égarer ou ne point avoir toute sa portée. Il y avait dans le Parlement un homme fait pour le rôle, c'était le baron Bettino Ricasoli. Par son action énergique et décisive dans les événements qui avaient préparé l'unité, par ses relations avec Garibaldi pendant l'interrègne de l'Italie du centre, par son indépendance personnelle comme par son caractère, il réunissait toutes les conditions et il était de taille à se mesurer avec tout le monde.

L'ancien dictateur de Florence venait justement d'arriver à Turin, et, à sa première apparition dans la Chambre, il ne laissait pas de produire une certaine impression avec sa démarche grave, sa fière mine, sa tenue empreinte d'une dignité naturelle et sévère. Sa présence inspirait une curiosité mêlée de respect. Le baron florentin, comme bien d'autres, s'était senti

blessé des violences de Garibaldi; il se chargeait spontanément de relever le défi, de venger les institutions, et, par lui, toute démonstration parlementaire prenait nécessairement le caractère le plus sérieux. Ricasoli se proposait de demander au gouvernement des explications sur les mesures qu'il avait prises ou qu'il devait prendre à l'égard de l'armée méridionale et sur le développement des forces militaires de la nation; mais, avant tout, il avait un premier compte à régler, il voulait mettre fin aux anxiétés qui régnaient depuis quelques jours, et c'est au milieu d'une assemblée inquiète que, le 10 avril, il se levait, commandant aussitôt le silence autour de lui.

On le connaissait comme dictateur de Florence, on ne savait pas encore ce qu'il pouvait être comme orateur ni même ce qu'il allait dire, lorsque, d'un accent net, vibrant et impérieux, qui s'échauffait par degrés, il laissait tomber ces mots foudroyants : « Une calomnie a circulé sur un des membres de l'assemblée. On a attribué au général Garibaldi des paroles hostiles à la majorité du Parlement. Ces paroles ne peuvent avoir été prononcées par lui. Je le connais, je lui ai serré la main au moment où il a pris le commandement de l'armée du centre; nous étions alors animés des mêmes sentiments, nous étions tous deux

également dévoués au Roi. Nous avons juré tous deux de faire notre devoir : j'ai fait le mien !... Qui donc pourrait avoir l'orgueil de réclamer pour lui le privilége du dévouement et du patriotisme et de s'élever au-dessus des autres? Une seule tête parmi nous doit dominer toutes les autres, celle du Roi. Devant le Roi, tous doivent s'incliner, toute autre attitude serait celle d'un rebelle... C'est Victor Emmanuel qui a fait notre nation... Quand le libérateur de l'Italie est le Roi, et quand tous les Italiens ont marché sous ce chef magnanime à la libération, il n'y a ni premier ni dernier citoyen. Celui qui a eu la fortune de pouvoir remplir son devoir plus généreusement, dans une plus large sphère d'action, d'une manière plus profitable à la patrie, et qui l'a véritablement rempli, celui-là a un devoir plus grand encore, c'est de rendre grâce à Dieu qui lui a accordé ce précieux privilége, donné à peu de citoyens, de pouvoir dire : J'ai bien servi ma patrie, j'ai entièrement rempli mon devoir ! »

A mesure que ces paroles, accentuées par le geste, martelées, vibrantes, retentissaient comme le jugement inflexible de la conscience et du patriotisme, un frémissement parcourait l'assemblée tout entière qui éclatait en acclamations. Cavour lui-même, qui n'avait jamais entendu son terrible émule de Florence et qui

ne l'avait pas trouvé toujours facile dans les affaires de l'Italie centrale, Cavour s'était pris d'abord à écouter curieusement, puis il partageait l'émotion universelle, et, en sortant, il disait à un de ses amis : « Aujourd'hui, j'ai compris et senti ce que c'est que la véritable éloquence. » D'autres ont prétendu qu'il aurait dit : « Si je mourais demain, mon successeur est trouvé ! » Dans tous les cas, la Royauté, le Parlement, les institutions, la dignité de toute une politique, venaient de recevoir une satisfaction par cette harangue pleine d'une sévérité altière, qui changeait singulièrement les rôles en faisant de Garibaldi un accusé, en l'assignant pour ainsi dire devant ses juges.

Garibaldi, sous peine d'être un rebelle, — et malgré toutes ses violences de langage il ne l'était pas, — Garibaldi ne pouvait évidemment décliner cette sommation. Avant tout, dès son arrivée à Turin, comme s'il eût senti lui-même la gravité des paroles du baron Ricasoli, il se hâtait de publier une lettre par laquelle il désavouait, non sans quelque fierté, toute pensée d'attaque contre le Roi et contre la représentation nationale; mais ce n'était encore que le premier acte.

VI

Peu après en effet allait éclater en plein Parlement le choc décisif qui était devenu inévitable, pour lequel on avait pris rendez-vous, et que la présence de Garibaldi devait rendre plus dramatique. La vérité est qu'on ne savait trop ce qui allait arriver. Depuis une semaine, Turin se remplissait de volontaires accourus comme pour escorter et soutenir leur chef. La sage ville piémontaise, très-fidèle à son Roi, se montrait peu favorable à tout ce bruit, peu enthousiaste pour l'ancien dictateur de Naples; elle voyait, non sans impatience et sans inquiétude, un conflit où son esprit solide restait dans tous les cas la garantie du gouvernement.

Au jour fixé, le 18 avril, la séance s'ouvrait avec une certaine solennité. Le corps diplomatique avait voulu assister à la scène; les tribunes pliaient sous le poids d'une foule passionnée. On attendait, lorsque tout à coup paraissait Garibaldi, vêtu de son costume étrange, de la légendaire chemise rouge et du manteau américain. A son entrée, les tribunes publiques éclataient en applaudissements, la Chambre restait immobile et froide. Ce premier moment passé,

le baron Ricasoli, reprenant son interpellation, interrogeait le gouvernement sur l'armée méridionale et sur la réorganisation militaire de la nation. Le ministre de la Guerre à son tour, le général Fanti, répondait par un exposé complet des mesures qu'il avait adoptées, que lui imposait la nécessité. Fanti, sans faiblesse, sans diplomatie, s'efforçait de montrer qu'il avait fait tout ce qu'il pouvait pour les volontaires, pour les officiers garibaldiens, pour une institution de circonstance, sans courir le risque d'introduire dans l'armée régulière des rivalités désastreuses, de blesser les intérêts ou les susceptibilités militaires. C'était un discours de ministre correct qui se défendait. Garibaldi se levait alors, et la scène s'animait.

Au premier moment, Garibaldi, assez dépaysé sur ce nouveau théâtre, ne laissait pas de s'embarrasser dans des phrases laborieuses et d'embarrasser ses amis; mais bientôt, laissant de côté les circonlocutions, allant droit au point vif de la situation, à l'antagonisme signalé par le baron Ricasoli, à la question personnelle en un mot, il s'écriait : « Je n'ai donné aucun motif au *dualisme*. Il m'a été fait des propositions de réconciliation, c'est vrai. Ces propositions n'ont jamais été qu'en paroles. L'Italie sait que je suis l'homme des

faits, et les faits ont toujours été en opposition avec les paroles... Toutes les fois que le *dualisme* a pu nuire à la cause de mon pays, je me suis incliné, et je m'inclinerai toujours... Je laisse cependant à la conscience des représentants italiens ici présents de dire si, moi, je peux donner la main à qui m'a fait étranger en Italie ! »

L'agitation commençait à se manifester par de vives interruptions, lorsque Garibaldi, revenant à l'armée méridionale, qui était, disait-il, « le principal objet de sa présence dans la Chambre, » poursuivait avec une exaltation croissante : « Ayant à parler de cette armée, je devrais avant tout raconter ses actes glorieux. Les prodiges accomplis par elle n'ont été obscurcis que lorsque la main froide et ennemie du ministère a fait sentir sa malfaisante influence. Quand, par amour de la concorde et horreur d'une guerre fratricide provoquée par ce même ministère...» A ces mots, avant même que la phrase fût achevée, la tempête se déchaînait, les protestations s'élevaient de toutes parts ; cette fois la vraie lutte avait éclaté ! Cavour, transporté d'indignation, s'agitait au banc des ministres, interpellant le président de la Chambre. « Il n'est pas permis de nous insulter ainsi, disait-il, faites respecter le gouvernement et les représentants de la nation. Nous

demandons le rappel à l'ordre! » Le président Rattazzi, fort embarrassé et plus que médiocre dans cet orage, ne trouvait rien de mieux que de recommander à Garibaldi d'exprimer son opinion de manière à n'offenser personne. « Il a dit, s'écriait Cavour, que nous avions provoqué une guerre fratricide; c'est bien autre chose que l'expression d'une opinion. » — « Oui, une guerre fratricide! » répliquait Garibaldi avec emportement. Une agitation extraordinaire remplissait l'assemblée. Aux protestations des députés demandant le rappel à l'ordre se mêlaient les applaudissements frénétiques des tribunes peuplées de garibaldiens. Défis injurieux, apostrophes violentes se croisaient et se succédaient dans un tumulte indescriptible. Le président se voyait réduit à suspendre la séance.

A vrai dire, cette scène, en réveillant toutes les irritations de la majorité de la Chambre, avait consterné les amis les plus sincères de Garibaldi, et lorsque, après une interruption de quelques instants, la délibération recommençait, l'un d'eux, un des combattants de la Sicile et du Vulturne, Bixio, se faisait l'organe de ce sentiment de tristesse; Bixio s'efforçait de pallier les violences de langage de son ancien chef en renouvelant un patriotique appel à la conciliation.

« Le comte de Cavour, se hâtait-il de dire, est certainement un cœur généreux. La première partie de la séance d'aujourd'hui doit être oubliée. C'est un malheur qu'elle soit arrivée ; il faut qu'elle soit effacée de notre esprit... »

Cavour, malgré la blessure qu'il avait reçue et l'émotion qu'il n'avait pu contenir, Cavour se dominait assez pour répondre à l'appel de Bixio, pour oublier l'injure et entrer en explication. « Ce n'est pas, disait-il aussitôt, que je me flatte de voir rétablie la concorde à laquelle vient de nous convier l'honorable député Bixio. Je sais qu'il y a un fait qui a ouvert un abîme entre le général Garibaldi et moi. J'ai cru accomplir un devoir douloureux, le plus douloureux de ma vie, en conseillant au Roi, en proposant au Parlement d'approuver la cession de Nice et de la Savoie à la France. Par la douleur que j'ai éprouvée, je peux comprendre celle que doit ressentir le général Garibaldi, et s'il ne me pardonne pas cet acte, je ne lui en fais pas un reproche... » En même temps, le président du conseil ne dédaignait pas de répondre à certaines susceptibilités ou à certaines préventions de cet irritable orgueil. Garibaldi à son tour finissait par se calmer à demi, exprimant un désir qui, selon lui, pouvait atténuer les dissentiments. « Bien que j'aie les sentiments d'un

adversaire pour le comte de Cavour, disait-il, je n'ai jamais douté qu'il ne soit, lui aussi, ami de l'Italie. Mon désir serait que l'honorable comte, usant de sa puissante influence, fît adopter la loi sur l'armement national proposée par moi, et qu'il voulût bien renvoyer les forces qui restent encore de l'armée méridionale sur un terrain où elles pourraient servir l'Italie en combattant la réaction de plus en plus menaçante. Voilà mon désir ! » En fin de compte, c'était toujours cette question des volontaires, de l'armée méridionale, reparaissant sous la forme d'un désir, après avoir paru sous la forme d'une injonction.

Tout ce qu'il pouvait pour détendre une situation violente, pour aider à la conciliation, même pour ramener Garibaldi à la raison, Cavour était prêt à le faire. Prompt à retrouver son sang-froid après un premier mouvement d'indignation légitime, il sentait bien vite que tous ces conflits imprudemment soulevés, passant du Parlement dans le pays, pourraient devenir une guerre civile à laquelle l'unité naissante ne résisterait peut-être pas; aussi, quant à lui, aucun sacrifice, aucun effort ne lui coûtait, ni l'oubli des injures personnelles, ni les concessions de détail. Il n'y avait qu'une chose, — la chose essentielle, il est vrai, — à laquelle il se refusait absolument,

parce qu'il y voyait un autre danger, le danger extérieur. Il ne voulait à aucun prix paraître souscrire au désir de Garibaldi, accepter une sorte d'organisation active des volontaires, qui ressemblerait à une préparation de guerre offensive et qui pourrait compromettre tout le travail de diplomatie auquel il se livrait, dont il avait seul le secret. « Nous ne voulons pas, disait-il résolûment, des corps de volontaires en activité dans la rigoureuse signification de ce mot. Nous ne voulons pas d'un acte qui serait une vraie provocation, parce que nous ne croyons pas devoir suivre une politique provocatrice. »

La vraie question était là, et pendant trois jours il combattait avec une inépuisable habileté, non pas précisément pour ramener une Chambre déjà convaincue, dévouée à ses idées, mais pour empêcher une équivoque de se glisser, sous prétexte de conciliation, dans un vote irréfléchi. Il voulait, puisque la lutte était engagée, que le résultat fût clair et décisif.

« Vous connaissez la politique du ministère, disait-il en s'élevant bien au-dessus d'un conflit personnel; nous l'avons exposée devant le pays et devant l'Europe.... Nous avons répété plus d'une fois, sous des formes diverses, que, pour nous, la question italienne ne serait pas finie tant que l'indépendance de la Pénin-

sule ne serait pas entièrement réalisée, tant que les grandes questions de Rome et de Venise n'auraient pas reçu une solution complète; mais en même temps nous avons déclaré que la question de Rome devait être résolue pacifiquement, sans hostilité ni désaccord avec la France. Nous ne considérons pas les soldats français à Rome comme des ennemis. De même à l'égard de Venise nous avons dit avec modération, avec fermeté, que l'état présent de la Vénétie était incompatible avec une paix stable; mais nous avons reconnu aussi que dans l'état de l'Europe nous n'avions pas le droit d'allumer une guerre générale. En d'autres termes, nous avons déclaré que, pour Rome, notre politique reposait sur l'alliance française, et que, pour Venise, nous devions tenir compte des intérêts européens, des conseils des gouvernements amis, des puissances qui, dans des moments difficiles, nous ont prêté un concours efficace et profitable. Voilà notre politique. Il y en a une autre sans doute. On peut déclarer que l'Italie est dans un état de guerre tempéré par une espèce de trêve tacite, trêve à Rome, trêve à Venise, et que, par suite de cet état, il est non-seulement opportun, mais indispensable, de prendre toutes les mesures nécessaires pour une guerre prochaine, immédiate. Voilà les deux systèmes en pré-

sence. Nous vous disons franchement que pour nous la première politique est la seule qui convienne à la nation... L'autre peut être pratiquée aussi; elle est très-périlleuse, hérissée de difficultés, d'obstacles et d'écueils, enfin elle peut être adoptée. Ce qui serait fatal, ce qui conduirait à une ruine certaine, ce serait de pratiquer un jour une politique, le lendemain une autre politique, de ne pas suivre devant le pays, bien plus encore devant l'Europe, une ligne franche, nette, sincère... L'Angleterre nous pardonnerait plus facilement une folie que si elle pouvait croire que nous avons voulu l'induire en erreur... » C'est sous l'impression de ces paroles que le vote d'un ordre du jour proposé par le baron Ricasoli, accepté par le gouvernement, dénouait le conflit.

Ce qui avait commencé dans l'émotion et le bruit, ce qui aurait pu devenir une crise redoutable, finissait assez placidement; le drame avait un épilogue dû à la diplomatie du Roi, qui employait son influence à ménager, sinon une réconciliation personnelle assez difficile, du moins une rencontre du président du conseil et de Garibaldi dans un appartement du palais. Peu de jours après, le 27 avril, Cavour écrivait au comte Vimercati à Paris : « Mon entrevue avec Garibaldi a été courtoise sans être affectueuse; nous

sommes restés tous deux dans des termes de réserve. Je lui ai fait connaître toutefois la ligne de conduite que le gouvernement veut suivre, tant à l'égard de l'Autriche qu'à l'égard de la France, en lui déclarant que sur ces points il n'y a aucune transaction possible. Il m'a déclaré à son tour accepter ce programme et être prêt à prendre l'engagement de ne pas contrarier les vues du gouvernement. Il s'est borné à me demander de faire quelque chose pour l'armée méridionale. Je ne lui ai fait aucune promesse, mais je lui ai dit que je chercherais un moyen d'assurer plus complétement le sort de ses officiers. Nous nous sommes séparés sinon amis, au moins sans aucune irritation. »

Encore une fois Garibaldi disparaissait pour rentrer dans son île de la Méditerranée, et de cette épreuve, un instant si menaçante, la politique de Cavour sortait plus que jamais intacte, libre, sanctionnée par le vote du Parlement, par la défaite et l'éclipse de son terrible adversaire.

VII

Au moment où Cavour livrait cette dernière et décisive bataille de la raison, de la prévoyance contre

l'instinct désordonné d'un héros populaire à tête vide, il était encore dans toute sa force. Il avait même paru avec une sorte d'éclat nouveau, comme dans la plénitude d'une généreuse maturité.

L'œuvre, en s'agrandissant ou en se compliquant, semblait trouver en lui d'inépuisables ressources de vigueur et d'activité. Il avait besoin de sa robuste constitution et de sa puissance d'esprit pour suffire à tout. Au même instant, il s'occupait de nouer les relations de l'Italie avec la Suède, le Danemark, le Portugal; il était dans le feu de ses négociations avec l'Empereur au sujet de Rome; il suivait les affaires fort troublées de Naples; il mettait la main aux finances, à la marine du nouveau royaume, et chaque jour il était au Parlement, prenant part à toutes les discussions. Il n'avait point sans doute à conquérir une majorité qui ne lui manquait pas; il avait à la diriger, à défendre son inexpérience des surprises, des votes imprudents que seul il pouvait détourner.

En réalité, c'était une vie dévorante, faite pour briser le tempérament le plus énergique. La lutte avec Garibaldi avait surtout porté un rude coup à Cavour. L'effort par lequel il avait réussi à se contenir, à rester maître de lui-même au milieu de l'orage, l'avait profondément ébranlé. Les excès de travail ne pou-

vaient que lui être meurtriers. Encore le 29 mai il se trouvait au Parlement, discutant avec animation un projet dont on voulait faire une sorte de manifestation en faveur des combattants républicains de Rome en 1849, et ce jour-là encore plus que les jours précédents il laissait voir une certaine surexcitation, une certaine impatience de la contradiction dont on s'étonnait. Le soir, en rentrant chez lui, il semblait fatigué et sombre. « Je n'en peux plus, disait-il, mais il faut travailler quand même, le pays a besoin de moi; peut-être cet été pourrai-je aller me reposer en Suisse... » Dans la nuit, il se sentait pris d'une violente indisposition : l'athlète était déjà vaincu !

Le mal ne tardait pas à s'aggraver en effet. Un instant, il parut céder aux premiers soins, aux saignées, le remède habituel à Turin, et Cavour lui-même se croyait hors d'affaire. Le 31 mai encore, il tenait à réunir ses collègues du ministère autour de lui; il travaillait avec M. Nigra, avec M. Artom. Ce n'était que l'illusion d'un homme tourmenté de l'idée qu'il n'avait pas le temps d'être malade. A dater du 1er juin, les remèdes commençaient à devenir impuissants, tout espoir s'évanouissait d'heure en heure. Cavour entrait dans une agonie de quelques jours entrecoupée de fièvre, d'accès de délire, de moments

lucides pendant lesquels tout ce qui l'avait occupé revenait à son esprit. Avec sa nièce, la marquise Alfieri, toujours attentive autour de lui, avec ses amis Farini, Castelli, il s'entretenait de tout ce qu'il avait encore à faire, de l'emprunt de 500 millions qui se préparait, de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France, d'une lettre du comte Vimercati attendue de Paris, de la marine qu'il fallait créer. Il se préoccupait de Naples, il en parlait avec insistance.

« L'Italie du Nord est faite, disait-il, il n'y a plus ni Lombards, ni Piémontais, ni Toscans, ni Romagnols, nous sommes tous Italiens; mais il y a encore des Napolitains. Oh! il y a beaucoup de corruption dans leur pays. Ce n'est par leur faute, pauvres gens, ils ont été si mal gouvernés!... Il faut moraliser le pays; mais ce n'est pas en injuriant les Napolitains qu'on les modifiera... Surtout, pas d'état de siége, pas de ces moyens de gouvernements absolus! Tout le monde sait gouverner avec l'état de siége. Je les gouvernerai avec la liberté, et je montrerai ce que peuvent faire de ces belles contrées dix années de liberté. Dans vingt ans, ce seront les provinces les plus riches de l'Italie. Non, pas d'état de siége, je vous le recommande... » Victor-Emmanuel voulut aller visiter son glorieux ministre, et celui-ci, recon-

naissant le Roi, lui dit : « Oh ! *Maesta*, j'ai bien des choses à vous communiquer, bien des papiers à vous montrer; mais je suis trop malade, il me sera impossible d'aller vous voir, je vous enverrai Farini demain, il vous parlera de tout en détail. Votre Majesté n'a-t-elle pas reçu la lettre de Paris? L'Empereur est bon pour nous maintenant... » Quelquefois aussi Cavour se plaignait du trouble de sa tête, prétendant que son mal était là. Il sentait la pensée expirer en lui!

Jusqu'au bout, il restait ce qu'il était, ce qu'il avait voulu être. Il avait recommandé qu'au moment voulu on appelât le curé de la *Madone des Anges*, le Frère Jacques, avec qui sept ans auparavant il s'était entendu, et, fidèle à sa promesse, le Frère Jacques, appelé par la marquise Alfieri, accourait au chevet du grand agonisant. Cavour resta une demi-heure seul avec le prêtre; puis, le prêtre sorti, il fit appeler Farini et lui dit : « Ma nièce a appelé fra Giacomo, je dois me préparer au grand passage de l'éternité; je me suis confessé et j'ai reçu l'absolution. Je veux qu'on sache, je veux que le bon peuple de Turin sache que je meurs en bon chrétien. Je suis tranquille, je n'ai jamais fait de mal à personne... » Dans la même journée, le « bon peuple de Turin, » qui suivait avec anxiété les progrès de la maladie, accompagnait tout

en larmes le prêtre portant le viatique au plus illustre citoyen de la capitale piémontaise. L'honnête prêtre, ému lui-même, consolait, dit-on, une parente du comte en lui rappelant « qu'aucun homme au monde n'avait su mieux que celui-là pardonner et secourir. » Une des dernières paroles échappées à Cavour s'adressait au Frère Jacques, récitant auprès de son lit les prières des mourants : « *Frate, frate,* lui disait-il en lui serrant la main, *libera chiesa in libero stato!* » C'est presque en prononçant ces paroles, quelques minutes après, le 6 juin 1861, à six heures trois quarts du matin, que le comte Camille de Cavour rendait à Dieu une des âmes les plus nobles qui aient animé un être mortel.

Il semblait en quelque sorte foudroyé, en pleine action, comme sur un champ de bataille, le lendemain d'une victoire due à la modération autant qu'à la supériorité de son intelligence. « Qui n'a pas vu Turin ce jour-là, a dit Massari, ne sait pas ce que c'est que la douleur d'un peuple. » La ville se remplissait de deuil. Les Chambres voilaient d'un crêpe la tribune et le drapeau de leur palais. L'Italie entière répondait au sentiment de Turin. Partout éclatait une stupeur causée par la rapidité de la catastrophe autant que par l'immensité du vide que laissait la disparition d'un

seul homme, et cette mort retentissait en Europe comme en Italie.

Amis et ennemis sentaient que le monde contemporain venait de perdre une de ses forces, une de ses lumières. En plein Parlement britannique, Palmerston, après Brougham, après Milnes, disait : « Le nom du comte de Cavour restera toujours vivant, et, pour ainsi dire, embaumé dans la mémoire, dans la gratitude et l'admiration du genre humain. Et quand je parle du comte de Cavour, je n'entends pas seulement l'exalter pour les actes de son administration, qui ont le plus étonné le monde, c'est-à-dire pour l'unité de sa patrie. Bien d'autres choses accomplies par lui le rendent non moins grand; c'est lui qui a jeté les fondements de ce gouvernement constitutionnel qui réjouit aujourd'hui l'Italie; c'est lui qui a fait toutes les affaires de la Péninsule et assuré des bienfaits inestimables à ceux qui vivent et à ceux qui vivront après nous. Du comte de Cavour on peut dire avec vérité qu'il a enseigné une morale et décoré une histoire. La morale, c'est qu'un homme d'un génie éminent, d'une énergie indomptable, d'un patriotisme inextinguible, grâce à l'impulsion qu'il sait imprimer à ses concitoyens, en se dévouant à une cause juste, en saisissant les occasions favorables, en surmontant des

obstacles en apparence insurmontables, que cet homme, dis-je, peut doter sa patrie des plus immenses avantages. L'histoire, dont il est l'ornement, est vraiment prodigieuse, la plus romantique des annales du monde. Nous avons vu sous sa direction et son autorité un peuple se réveiller du sommeil des siècles... Ce sont des événements que racontera l'histoire, et celui dont le nom passera avec eux à la postérité, celui-là, si prématurée que soit sa fin, ne sera pas mort trop tôt pour sa gloire et pour sa renommée... »

Ainsi l'on parlait à Londres. Quant à la France, elle ressentait une émotion aussi profonde que sincère, et la fin soudaine de Cavour avait pour premier effet de hâter, au moins sur un point, le dénoûment des négociations secrètes poursuivies depuis deux mois par le grand ministre avec Paris; elle provoquait de la part du gouvernement français la reconnaissance immédiate du nouveau royaume d'Italie; de sorte que, même dans la mort, Cavour triomphait encore et rendait un dernier service à son pays.

Plus d'une fois dans le premier moment, et même depuis ce jour du 6 juin 1861 qui voyait disparaître tout à coup le créateur de l'Italie nouvelle, on a élevé une question singulière : on s'est demandé si Cavour n'avait pas été servi jusqu'au bout par la fortune,

s'il n'était pas mort à propos, — avant les déceptions possibles. Il avait été heureux jusque-là, s'est-on plu à dire, tout lui avait réussi; il pouvait échouer dans cette œuvre qui n'était pas au bout, — et d'Azeglio lui-même, qui avouait avoir été « foudroyé par la mort de ce pauvre Cavour, » qu'il « pleurait comme un frère, » d'Azeglio disait, trois jours après : « Pour lui, c'est peut-être un bien : disparaître avant de descendre, tout le monde n'a pas cette chance. Pour nous, c'est une terrible épreuve; mais, si Dieu veut sauver l'Italie, sera-t-il embarrassé de la sauver sans Cavour? » Eh bien! ce n'était qu'un sentiment touchant ou une impression excessive d'imaginations ébranlées. Si Cavour ne mourait pas trop tôt pour sa gloire, selon le mot de lord Palmerston, une plus longue vie ne l'aurait pas exposé à « descendre, » comme semblait le craindre d'Azeglio : il n'était pas de ceux qui ont besoin de cette mystérieuse poésie d'une fin prématurée et opportune pour relever ou consacrer leur renommée.

Non, celui qui depuis douze ans passait à travers toutes les difficultés et tous les écueils, qui déployait des ressources toujours nouvelles, grandissant au feu de l'action, ramenant son pays des extrémités de la défaite au sommet d'une fortune inespérée, celui-là

n'avait pas à redouter de vivre, d'avoir à se mesurer avec quelques épreuves de plus pour arriver au terme qu'il pouvait désormais entrevoir. Il ne serait pas descendu ou il n'aurait plus été lui-même. Il aurait achevé ce qu'il avait commencé, et il était déjà en plein travail. Il aurait poursuivi ses négociations, ses combinaisons, ralliant de plus en plus l'Italie confiante dans sa direction, gagnant de plus en plus l'Europe accoutumée à sa diplomatie inventive et déliée. S'il avait eu encore des luttes à soutenir, il les aurait soutenues avec une autorité croissante. Jamais il n'avait montré plus d'activité, plus de sûreté qu'à l'heure où le mal venait le terrasser sur sa tâche inachevée, et je ne sais sur quoi l'on s'est fondé pour répéter, bien après d'Azeglio, qu'il avait disparu « à temps pour sa gloire. »

Que sa mort fût une crise redoutable, « une terrible épreuve » pour l'Italie, ce n'était point douteux; mais ce qu'on ne pouvait voir encore, surtout dans l'émotion du premier moment, ce qui a été une autre marque de sa grandeur, c'est que même en descendant prématurément au tombeau, il avait déjà fait assez pour que son œuvre ne périt pas avec lui. En un mot, vivant, il serait resté toujours le plus puissant athlète du nouveau royaume qu'il avait fondé; mort,

il lui laissait en héritage, avec l'unité presque complète, sa pensée, ses traditions, toute une politique, cette politique qui avait été l'instrument de ses créations, le secret de ses succès, et qui après lui est restée la garantie, la force de l'Italie nouvelle, l'inspiration de l'élite libérale qui a continué son œuvre.

Qu'on ne s'y trompe pas en effet : c'est par cette pensée et par ces traditions, c'est en suivant les indications de Cavour, en reprenant souvent ses projets, en réalisant ses combinaisons, que l'Italie a réussi à vivre, à se consolider ou à se compléter depuis quinze ans, et cela est si vrai qu'il y a un phénomène étrange, d'une éloquence significative : toutes les fois qu'on s'est trouvé en présence de difficultés, de questions dont Cavour n'avait pas en quelque sorte préparé la solution ou qu'il n'avait pas éclairées de sa raison lumineuse, on a été embarrassé, et les esprits sincères qui ont eu depuis quinze ans à conduire les affaires de la Péninsule dans les moments les plus critiques ne le cachent pas : ils ne se sont jamais sentis plus sûrs d'eux-mêmes que lorsqu'ils ont cru suivre encore ce guide des grandes luttes. Toutes les fois qu'on a paru dévier de la route tracée par lui, il y a eu des mouvements de doute, des inquiétudes, des menaces de crises. Témoi-

gnage survivant de l'influence d'une pensée supérieure !

VIII

L'héritage de Cavour, c'est l'Italie mise au rang des nations, c'est cette politique partant d'une idée d'indépendance et de patriotisme, embrassant à la fois l'ordre intérieur, les intérêts économiques, les affaires de religion, la diplomatie, grandissant et se développant sans cesse par le plus prodigieux mélange de dextérité et d'audace, de justesse et d'élévation, de raison pratique et de vigueur inventive.

Bien d'autres sans doute avant lui ou autour de lui ont été dévoués à la cause de l'affranchissement national ; Cavour a mieux fait dès le jour où il a pu servir cette idée d'une manière sérieuse : il a su la ramener dans le domaine des choses possibles, réalisables, en l'arrachant à l'esprit de secte, aux utopies stériles et aux conjurations violentes, en la dégageant des fatalités de révolution comme des fatalités de réaction, en lui donnant une force organisée, un drapeau, un gouvernement et des alliances. Et cette œuvre difficile, laborieuse à coup sûr, il l'a poursuivie par un procédé

aussi simple que grand, par la liberté pratiquée largement, réalisée sous toutes les formes. Il avait la passion et la science de la liberté, pour laquelle il se sentait fait, et nul plus que lui n'a répudié d'un côté les agitations anarchiques, les complots ténébreux, de l'autre les dictatures, les combinaisons arbitraires, les ressources commodes de l'état de siége. Chef parlementaire dans un petit pays dévoué, tempérant et ferme, il a su faire de ce pays piémontais un centre d'attraction pour l'Italie; ministre du roi de Sardaigne, il a travaillé à l'agrandissement moral de la maison de Savoie avant de mettre la main à son agrandissement matériel.

C'était au fond un libéral conservateur, un monarchiste constitutionnel dans la plus généreuse signification du mot. Il le disait souvent : « Aucune République n'est en état de donner une somme de liberté aussi réelle et aussi féconde que celle que peut comporter la monarchie constitutionnelle, pourvu qu'on n'en fausse pas les rouages. La forme républicaine adaptée aux besoins et aux mœurs de l'Europe moderne est encore à découvrir. Elle supposerait, en tout cas, déjà achevée cette grande tâche de l'éducation populaire qui sera l'œuvre de notre siècle. » Cavour aimait la monarchie constitutionnelle comme

la régulatrice nécessaire d'une action suivie et efficace dans le tourbillon des partis ; mais en même temps il n'admettait pas que la royauté pût jamais séparer ses interêts des grands intérêts nationaux ; il entendait que « loin de se mettre à la remorque des pensées et des besoins du peuple, elle devait au contraire prendre les devants lorsqu'il s'agissait de mesures généreuses et réalisables, afin de pouvoir s'opposer avec une autorité suffisante aux passions populaires lorsque la foule obéirait à des entraînements dangereux... »

Faire du gouvernement un guide, un promoteur toujours actif, c'était l'idéal qu'il réalisait avec une dynastie patriote, et c'est ainsi qu'il a résolu son problème. Il a fait de la liberté un moyen d'extension et de conquête pour la monarchie, en même temps qu'il a fait de la monarchie la force régulatrice d'une révolution victorieuse, la garantie de l'unité. Il a si bien identifié les deux causes, que le jour est venu où la maison de Savoie s'est trouvée, presque sans effort, être la maison italienne et que des républicains, corrigeant un mot fameux, ont pu dire depuis : « La Royauté est ce qui nous divise le moins. » C'est là l'originalité et la nouveauté de la politique de Cavour : il a légué à l'Italie une monarchie à laquelle on ne peut toucher sans ébranler l'existence nationale elle-même.

Une des expressions les plus caractéristiques du libéralisme de Cavour, c'est assurément cette partie de sa politique qui touche aux affaires religieuses, qui n'a cessé de se développer à travers les événements jusqu'au jour où elle s'est résumée dans ces mots fatidiques qu'il murmurait en expirant : *Libera chiesa in libero stato!* Ces redoutables et délicates questions, il les avait rencontrées au seuil de sa carrière, même avant d'être ministre, dans le cercle restreint des affaires piémontaises ; il les avait vues grandir et se compliquer à mesure que le mouvement italien s'élargissait et allait jusqu'à mettre en cause dans Rome le pouvoir temporel du Saint-Siége : elles étaient un des éléments du problème national. Il ne pouvait les éviter. Rien cependant ne ressemble moins aux traditions despotiques ou révolutionnaires que l'indépendance de raison et la hardiesse d'esprit avec lesquelles il abordait ces difficultés religieuses. Il se proposait sans nul doute un grand but qu'il ne perdait jamais de vue, — l'émancipation complète de la société civile et nationale ; il ne voulait ni infliger des persécutions, ni imposer des servitudes, ni même violenter les mœurs ou l'opinion. Il évitait surtout avec soin de mêler à des discussions et à des actes devant lesquels il ne reculait pas des procédés acerbes,

des provocations blessantes, des excès de langage.

Par sa nature essentiellement politique, il répugnait à ces luttes passionnées où les inquiétudes religieuses pouvaient être un affaiblissement pour la cause nationale. Dans sa confiance de réformateur, il tenait peu à des réglementations qu'il considérait comme des précautions inutiles, aux *exequatur*, aux immixtions de l'État dans les affaires sacerdotales; il ne se reconnaissait même pas le droit de surveiller de trop près l'enseignement ecclésiastique. Il n'agissait pas en ennemi de l'église. De l'abolition du pouvoir temporel il prétendait faire un moyen d'affranchissement pour la papauté spirituelle. En échange de la liberté complète qu'il revendiquait pour l'État, il était prêt à donner toutes les libertés, et si on lui faisait remarquer que ce ne serait peut-être pas sans péril, que dans certaines provinces l'autorité civile avait besoin de garder une action sur un clergé fanatique, mal soumis ou hostile, il ne se laissait pas arrêter par ces préoccupations; il ne doutait pas des effets bienfaisants d'un régime libéral.

Il voulait ennoblir la renaissance de l'Italie par quelque acte mémorable, et à M. Artom, qui lui soumettait ses doutes, il répondait avec une sorte d'enthousiasme : « C'est à nous qu'il appartient de mettre fin au grand combat engagé entre l'Église et la civili-

sation... Quoi que vous en disiez, je garde l'espoir d'amener peu à peu les prêtres les plus éclairés, les catholiques de bonne foi à accepter cette manière de voir. Peut-être pourrai-je signer du haut du Capitole une autre paix de religion, un traité qui aura pour l'avenir des sociétés humaines des conséquences bien autrement grandes que la paix de Westphalie ! »

Cette intrépidité généreuse et confiante, c'est ce qui a fait la puissance de Cavour. Il y avait pour lui deux choses : il y avait cette conception libérale qui est restée liée à la résurrection italienne, et, en attendant la réalisation de ce beau rêve, s'il devait jamais cesser d'être un rêve, il y avait du moins à vivre tout simplement, à préparer les moyens d'arriver au but. Cavour, en esprit pratique, ne négligeait rien; au moment même de sa mort, il avait tout combiné, et il laissait la solution toute prête à ses successeurs. Cet arrangement, qu'il négociait à Paris, qui était déjà près d'être signé et que sa mort seule suspendait, — c'est ce qui est devenu la convention du 15 septembre 1864! Ce projet, cet ensemble de conditions, qui était l'objet de négociations secrètes avec le Pape et le cardinal Antonelli aux premiers mois de 1861, — c'est ce qui est devenu plus tard la loi des garanties ! Tout se liait dans cette politique à laquelle

l'Italie a dû peut-être de pouvoir entrer à Rome sans ébranler le monde religieux, et dont elle n'est point assurément intéressée à s'écarter.

IX

Ce que je veux montrer enfin, c'est la pensée de Cavour dans ce travail de diplomatie qui, depuis le premier jour de son avénement au ministère, a été, lui aussi, une des parties les plus essentielles de sa politique. C'est par la force du sentiment national, par la propagande libérale du Piémont et du gouvernement constitutionnel que l'Italie s'est faite, je le veux bien; en réalité, elle n'est devenue possible que par la diplomatie la plus prévoyante et la plus alerte, poursuivant son œuvre tantôt par des traités de commerce, tantôt par la coopération à la guerre de Crimée, par l'entrevue de Plombières, par toutes les combinaisons qui ont précédé ou suivi le concours des armes françaises au moment décisif. Si Cavour ressemblait parfois à un révolutionnaire par son impétuosité ou par la nature de quelques-uns de ses actes, il n'ignorait aucun des secrets du négociateur. Il n'avait pas la futile infatuation de croire que l'Europe fût faite pour

l'Italie, il croyait au contraire que l'Italie devait s'adapter à l'Europe; il savait tenir compte des intérêts européens, mesurer les circonstances, et dans son activité infatigable pour conquérir les alliances ou pour les garder, ou pour en augmenter le nombre, toute son habileté consistait à démontrer sans cesse que cet affranchissement d'un peuple auquel il travaillait était la meilleure garantie de paix. Le révolutionnaire se faisait conservateur pour rassurer ou pour gagner les cabinets, en leur prouvant au besoin que par les résolutions les plus audacieuses, par l'accomplissement de l'unité italienne, il restait le défenseur de l'ordre. Pour jouer ce rôle, il avait l'immense avantage de s'appuyer sur une des plus vieilles monarchies de l'Europe depuis longtemps admise parmi les puissances reconnues. Il avait déjà sa place dans toutes les cours, son crédit auprès de tous les gouvernements, et la force nouvelle qu'il représentait pour traiter avec toutes les politiques.

Placé en face de cette Europe dont il avait à conquérir l'amitié ou à désarmer les défiances, Cavour n'avait assurément aucun parti pris, et à mesure que les événements se déroulaient, il ne négligeait aucune occasion d'étendre sa diplomatie. Il n'avait pas tardé surtout à tourner ses regards vers l'Allemagne et la

Prusse. Il était intéressé à rassurer la Prusse et l'Allemagne, à leur enlever tout prétexte de joindre leurs armes aux armes de l'Autriche sur l'Adige. C'était pour lui une nécessité du moment autant qu'une question d'avenir; il s'en préoccupait sans cesse. « La Prusse, disait-il, est une de ces puissances qui ont un intérêt direct et immédiat à changer l'état actuel de l'Europe. La Prusse doit se rappeler Olmutz; elle ne peut voir d'un mauvais œil les efforts que nous faisons pour abattre la prépondérance de son heureuse rivale. Nous ne prétendons pas qu'elle ait à tirer l'épée pour nous faire plaisir, mais je crois que lorsque l'Autriche sera affaiblie, la Prusse y trouvera de l'avantage. Elle commettrait donc une grande erreur en épousant la cause de l'Autriche contre nous. Nous ne demandons pas au cabinet de Berlin de nous aider dans la lutte, mais nous lui demandons de nous laisser faire. » Une autre fois, après une nouvelle tentative pour attirer la Prusse, il disait : « Ce qui n'a pu être fait aujourd'hui se fera plus tard. La Prusse est inévitablement entraînée dans le courant de l'idée nationale. L'alliance de la Prusse avec le Piémont agrandi est écrite dans le livre futur de l'histoire. » Cavour voyait clair, et, sous ce rapport comme sous bien d'autres, il ouvrait la route à ses successeurs; mais au fond, quelque prix

qu'il attachât à ménager des relations d'avenir avec l'Allemagne et avec la Prusse, il restait tout entier d'intelligence et d'instinct avec les deux puissances de l'Occident, la France et l'Angleterre.

C'est par elles qu'il avait pu entrer dans les affaires du monde aux beaux jours de la guerre de Crimée. C'est avec le concours des armes françaises qu'il avait pu engager la lutte contre l'Autriche. Son rêve était toujours une intimité de l'Italie avec les deux puissances qui, à ses yeux, représentaient les plus grandes forces de la civilisation. La reconnaissance à l'égard de notre pays ne lui pesait pas, il l'avouait tout haut, en homme qui se mettait sans effort au-dessus des puérilités et des perfidies de l'esprit de parti, qui savait toujours rester un allié indépendant sans doute, mais un allié. Si quelquefois il n'était pas insensible aux hostilités qui s'agitaient contre lui dans un certain monde parisien, ses préférences réfléchies, et j'ose dire ses sentiments, n'en étaient pas altérés. Il se vengeait sans amertume. « Je ne veux pas médire de la société française, écrivait-il, je lui dois trop. Je me résigne à ce que l'Italie se régénère en dépit des salons de Paris. » Cavour aimait notre nation, à laquelle il ne reprochait que de savoir si peu pratiquer ou garder la liberté. Il faisait de l'alliance française un des fonde-

ments de sa politique, une condition permanente pour les deux pays, et ce qu'on peut dire de mieux, c'est que, s'il eût vécu, il eût réussi peut-être par ses conseils, par une influence chaque jour grandissante, à imprimer un autre cours à des événements qui ont fini par un désastre pour la France.

Dans cette carrière d'un siècle où tant de choses disparaissent, où tant d'autres choses restent en doute, le dernier Empire, a-t-on dit, a produit deux grandes nouveautés et deux grands ministres : l'unité italienne et l'unité allemande, M. de Cavour et M. de Bismarck. Je ne veux pas faire des comparaisons où il y aurait plus de contrastes de toute sorte que d'analogies. M. de Bismarck est toujours vivant, et l'avenir est à tout le monde. Le comte de Cavour a disparu de la scène depuis quinze ans, et, quant à lui, il a eu la fortune de réaliser l'affranchissement de son pays par la liberté ; il n'a pas fait de son œuvre une menace pour l'Europe, et dans cette reconstitution d'un peuple qui reste la victoire de sa politique, l'héritage d'un cordial et puissant génie, il n'a pas mis la mutilation d'une autre nationalité.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS. V

CHAPITRE PREMIER

LA JEUNESSE DE CAVOUR. — LE PIÉMONT ET L'ITALIE APRÈS LA DÉFAITE.

Un conservateur libéral. — Origines de Cavour. — La famille. — Éducation et vie militaire. — Un jeune « citoyen » piémontais. — La vie d'agriculteur à Leri. — Voyages en Suisse, en France et en Angleterre. — Le Piémont et l'Italie sous Charles-Albert. — Premières idées politiques de Cavour. — Préliminaires de 1848. — Cavour journaliste. — Le régime constitutionnel à Turin. — Première guerre de Lombardie. — Agitations révolutionnaires. — Bataille de Novare. — Le Piémont après la défaite. — La commune à Gênes. — Le ministère d'Azeglio et la paix. — Le drapeau et les institutions libérales. — Le commencement de la revanche. — Cavour au Parlement et au ministère. — Le Piémont et le Deux-Décembre. — Les deux politiques. — Cavour et le *Connubio*. — La création d'une majorité. . . . 1

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DE CAVOUR. — LE PREMIER ACTE DU DRAME NATIONAL.

Cavour, président du Conseil. — Idée nationale et libérale. — Politique financière. — Politique commerciale. — Politique religieuse. — Résistances des partis. — Lettre de Cavour sur sa politique. — Commencement de l'action. — La question d'Orient et la guerre de Crimée en 1855. — Alliance avec la France et l'Angleterre. — Le corps piémontais en Crimée. — La paix et les résultats pour le Piémont. — Voyage du roi Victor-Emmanuel en France. — Cavour au Congrès de Paris. — Premiers entretiens avec l'Empereur. — La question italienne devant l'Europe. — La séance du 8 avril. — Illusions de Cavour. — Le Piémont et l'Italie après la paix. 75

CHAPITRE III

LE RÈGNE PARLEMENTAIRE DE CAVOUR. LA PRÉPARATION DE LA GUERRE.

Une halte après 1856. — Situation nouvelle du Piémont. — La dictature morale de Cavour. — Portrait de l'homme. — Son caractère. — Ses discours. — Un règne parlementaire. — Mot d'ordre de la phase nouvelle. — *Alere flammam!* — Activité à Turin. — Les fortifications d'Alexandrie. — L'arsenal maritime de la Spezzia. — Le percement du mont Cenis. — La politique piémontaise en Italie. — Cavour et Daniel Manin. — Rôle européen du Piémont. — Relations avec la Russie, avec l'Angleterre, avec la France. — Crise de la politique piémontaise. — Élections de 1857. — Attentat d'Orsini à Paris. — Retentissement à Turin. — Diplomatie officielle et diplomatie intime. — Discours de Cavour sur les alliances. — Communications secrètes de l'Empereur. — Négociations. — Entrevue de Plombières. — Traité secret. — Scène du 1er janvier 1859 aux Tuileries. — Discours du roi Victor-Emmanuel au Parlement. 147

CHAPITRE IV

LA GUERRE DE 1859. — CAVOUR ET LA PAIX DE VILLAFRANCA.

Prologue de la guerre de l'indépendance italienne. — Situation au commencement de 1859. — Napoléon III et Cavour. — Mariage de la princesse Clotilde et du prince Napoléon. — La brochure *Napoléon III et l'Italie.* — Position de la question. — Phase diplomatique. — L'Autriche. — Négociations anglaises. — Diplomatie de l'Empereur. — Proposition d'un congrès. — Cavour pendant l'hiver de 1859. — Fermentation en Italie. — Les volontaires à Turin. — Préparation morale et militaire. — Cavour et la diplomatie. — Voyage à Paris. — Deux politiques françaises. — Napoléon III et le comte Walewski. — Mot de Cavour à M. de Rothschild. — Le nœud de la question. — Crise du mois d'avril. — Moment dramatique. — Coup de théâtre. — L'ultimatum autrichien à Turin. — La guerre est déclarée. — Arrivée des soldats français à Turin. — Opérations militaires. — Napoléon III et ses proclamations. — Marche de l'armée franco-piémontaise. — Mouvements à Modène, à Parme, à Florence et à Bologne. — Cavour pendant la guerre. — Solferino et les préliminaires de Villafranca. — Cavour au camp. — Scène à Desenzano. — Victor-Emmanuel. — Désespoir et démission de Cavour. — Départ pour la Suisse. — Incertitude après Villafranca. — État moral de Cavour. — Départ de l'Empereur pour la France. 221

CHAPITRE V

LA CRISE DE L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA. CAVOUR ET LA CESSION DE LA SAVOIE.

Discours de Napoléon III à Saint-Cloud. — Explications et premières conséquences de la paix de Villafranca. — La France et l'Autriche. — Le Piémont et le nouveau ministère. — Phase italienne. — Le mouvement annexioniste de l'Italie centrale. — Farini à Modène et à

Bologne. — Ricasoli à Florence. — Portrait de Ricasoli. — La ligue militaire de l'Italie du centre. — Les envoyés toscans à Paris. — Politique officielle de la France. — Politique personnelle de l'Empereur. — Contradictions de la diplomatie française. — Négociations avec l'Angleterre. — Tactique de l'Empereur pour se dégager. — Nouveau coup de théâtre. — Changement de ministère à Paris. — Remplacement du comte Walewski par M. Thouvenel. — La brochure *le Pape et le Congrès*. — Changement de ministère à Turin. — Cavour rappelé au pouvoir. — Négociations avec l'Italie centrale et avec Paris. — Préparation du dénoûment. — Les annexions. — Cession de la Savoie et de Nice à la France. — L'opinion en Italie. — L'opinion en Europe. — Situation intérieure et extérieure. — Le traité du 24 mars 1860 devant le Parlement. — Discours de Cavour sur la politique italienne et sur l'alliance française. — Cavour à Pise et à Florence. — Conséquences des annexions et de la cession de la Savoie. — La politique de l'action. — La révolution en Sicile. 279

CHAPITRE VI

CAVOUR ET L'UNITÉ DE L'ITALIE. ROME ET NAPLES.

L'idée de l'unité dans l'esprit de Cavour. — Insurrection de Sicile et expédition de Garibaldi. — Attitude de Cavour à Turin. — Relations avec Naples et avec Rome. — Négociations avec l'Europe. — Cavour et la dictature de Garibaldi en Sicile. — Les secrets de la politique. — Progrès de l'insurrection dans le midi. — La révolution à Naples. — Projets de Garibaldi. — Menace d'une tentative sur Rome et sur Venise. — Luttes intimes entre Cavour et Garibaldi. — Nécessité d'une résolution. — Mission de Chambéry. — Paroles de Napoléon III. — L'invasion des Marches et de l'Ombrie. — L'armée piémontaise dans le royaume de Naples. — Réunion des Chambres à Turin. — La politique de Cavour devant le Parlement. — Victoire de cette politique. — Annexion de la Sicile et de Naples. — Programme de Cavour sur Venise et sur Rome. — Lettres et discours. — Rome capitale. — L'Église libre dans l'État libre. — Vues de Cavour sur la papauté. 347

CHAPITRE VII

LA DERNIÈRE VICTOIRE D'UNE POLITIQUE. LA MORT ET L'HÉRITAGE DE CAVOUR.

L'unité italienne et l'Europe. — L'Autriche et les annexions. — Mission du général La Marmora à Berlin. — Dernière négociation avec Napoléon III. — L'unité à Naples. — Garibaldi à Turin. — Interpellation et discours du baron Ricasoli. — Cavour et Garibaldi devant le Parlement. — Séance du 18 avril 1861. — Dernière victoire d'un ministre. — Maladie subite de Cavour. — Son agonie. — Sa mort. — Frère Jacques. — L'héritage de Cavour. — Son œuvre et sa politique. — Conclusion. 415

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

Cavour, Camillo Benso, comte de 112391
HI.B
C383
.Ymaz
Author Mazade, Charles de
Title La Comte de Cavour.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU